

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES ET GROUPES DE LOISIRS EN MILIEU RURAL

Enquête sur la tradition et les formes d'associations
dans le Canavese (Piémont)

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN SOCIOLOGIE

PAR

ALBERT MEISTER

LICENCIÉ EN SOCIOLOGIE ET LICENCIÉ ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
DIPLÔMÉ EN PSYCHOLOGIE DE L'INSTITUT DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

DE
DELEMONT

THÈSE N° 164

EN VENTE
AUX EDITIONS DE MINUIT
7 Rue Bernard-Palissy
PARIS VI°

1957

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES ET GROUPES DE LOISIRS EN MILIEU RURAL

Enquête sur la tradition et les formes d'associations
dans le Canavese (Piémont)

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN SOCIOLOGIE

PAR

ALBERT MEISTER

LICENCIÉ EN SOCIOLOGIE ET LICENCIÉ ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
DIPLOMÉ EN PSYCHOLOGIE DE L'INSTITUT DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

DE
DELEMONT



THÈSE N° 164

EN VENTE
AUX EDITIONS DE MINUIT
7 Rue Bernard-Palissy
PARIS VI°

1957

La Faculté des sciences économiques et sociales, sur le préavis d'une commission formée de Messieurs les professeurs Antony Babel, Charles Burky et Roger Girod, autorise l'impression de la présente dissertation, sans entendre émettre par là aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent énoncées.

Le Doyen de la Faculté
C. TERRIER

Thèse n° 164.

Genève, le 10 septembre 1957.

A ma mère.

J'aimerais dire ma reconnaissance à Monsieur le Professeur Babel pour l'aide si bienveillante qu'il m'a prodiguée dans l'élaboration de ce rapport et remercier Messieurs les Professeurs Girod et Burky pour leurs suggestions et critiques.

Ma gratitude va aussi au mouvement communautaire italien et à ses animateurs principaux, Messieurs Adriano Olivetti et Geno Pampaloni. Grâce à leur intérêt et à leur aide pour des études et des enquêtes dans des groupes coopératifs et communautaires, on entrevoit peu à peu les contours et la portée de cette nouvelle discipline des sciences sociales, la sociologie de la coopération.

Enfin, je pense à ma femme dont la collaboration dévouée et l'affection sont responsables de la joie que j'ai eue de faire ce travail.

A. M.

I. INTRODUCTION

Si on se plaît généralement à reconnaître le développement économique du mouvement coopératif, l'intégration des activités productives au mouvement de consommation, la pénétration du mouvement dans la population de différents pays, si on se réjouit du nombre impressionnant des membres des diverses sociétés, on entend cependant, et un peu dans tous les pays, des voix qui s'élèvent dénonçant, malgré cette énorme croissance, la baisse de vitalité du mouvement, son vieillissement,¹ la perte de l'enthousiasme chez les membres,² la diminution de l'intérêt qu'ils portent à leur société locale,³ leur absence de perception du lien

¹ Les données sur l'âge des sociétaires sont peu nombreuses: en Allemagne, sur la base d'une enquête portant sur 5000 coopérateurs, on remarque que l'âge moyen des sociétaires est de 43 ans; en France (Union des coopérateurs de Lorraine) 43 % des membres ont entre 45 et 65 ans (Cf. KARL VOLKER et JEAN LACROIX, Où sont les coopérateurs. *Coopération*, décembre 1955); en Suède l'âge moyen des membres des comités de direction est de 51 ans et celui des membres des conseils d'administration d'environ 52 ans. (Cf. Puissance et Démocratie, *Bulletin d'information et de documentation* (Bruxelles), 8 octobre 1955.

² J. A. Hough remarque avec raison que la « loyauté » et la fidélité coopératives sont toujours exaltées mais ne recouvrent plus rien (The Loyalty Myth, *Co-operative Productive Review*, November 1955). Dans le *Coopérateur Suisse* (No 1, 1956) G.D.H. Cole note aussi que « quels que soient les droits des membres au contrôle des sociétés, il ne peut y avoir de réel contrôle démocratique sans un vif intérêt pour tout ce qui se fait. C'est l'absence d'intérêt qui est responsable, plus tout autre facteur, du progrès relativement lent du mouvement dans les récentes années ».

³ L'enquête de J. A. Banks and G. N. Ostergaard sur la participation aux assemblées des sociétés coopératives anglaises révèle un taux moyen de participation de 0,24 %. *Co-operative Democracy. A Study of Aspects on the Democratic Process in Certain Retail Co-operative Societies*. Loughborough, Stanford Hall, Co-operative Union Ltd, Educational Department, 1955, 72 p. En français, l'ouvrage a été analysé par Henri Desroche dans la revue *Coopération*, avril 1956.

La situation que décrit cette enquête est troublante: si les quelques 25 000 employés des sociétés participaient aux meetings ils pourraient conquérir la majorité

historique entre le mouvement coopératif et le mouvement ouvrier dans son ensemble.⁴

Les manifestations de la perte de l'intérêt sont multiples: absence d'éléments jeunes parmi les responsables élus, participation très réduite aux assemblées générales, abandon progressif des buts éducatifs des sociétés.⁵ Cet état de choses est commun à la coopération de production où, du fait du travail en commun, la participation des membres est beaucoup plus forte et où le groupe se ressent plus facilement du manque de cohésion entre eux. Le faible développement de ce genre de coopération (d'ailleurs toujours plus ou moins traité en frère cadet par le mouvement de consommation), est lui-même un signe des difficultés rencontrées par ces entreprises; les mêmes problèmes s'y retrouvent: perte de l'enthousiasme initial, évolution vers une gestion presque personnelle du chef élu au détriment de la gestion collective, etc.⁶

des sièges des conseils d'administration transformant leurs entreprises en sociétés de gestion collective par le personnel. Il est vrai que beaucoup de statuts de sociétés limitent la participation du personnel employé au conseil d'administration. Néanmoins il ressort d'une enquête du CIRIEC que notre hypothèse pourrait se vérifier dans une trentaine de sociétés. (Cf. UNION COOPÉRATIVE, Le mouvement coopératif britannique et le problème de la co-gestion. Réponse au questionnaire d'enquête du CIRIEC. *Annales de l'Economie Collective*, Sept-Nov. 1955, p. 397 à 416).

⁴ « Il est très important que nos membres du parti coopératif soient bien informés (sur le mouvement coopératif) et qu'ils connaissent le mouvement ouvrier dans lequel il s'insère. Beaucoup d'entre nous quand ils parlent de la propriété collective, pensent seulement aux grandes administrations publiques qui gèrent les industries de base et oublient trop rapidement que le mouvement coopératif est la plus grande entreprise de propriété collective de ce pays ». (Préface de Morgan Phillips à la brochure de JACK BAILEY, *The Co-operative Movement*. London, Labour Party Educational Series, 1952, No 2, 31 p.).

Il est vrai que dès le moment où la coopération s'est étendue également aux classes moyennes (petits commerçants et artisans) elle a perdu son caractère ouvrier au profit d'une vague idéologie de collaboration par opposition à la compétition et où le souci de l'efficacité économique avait beaucoup plus de poids que le désir d'émancipation de la classe ouvrière.

⁵ Il serait exagéré de parler d'abandon du but général de l'éducation par la coopération; il y a plusieurs tendances qui semblent se manifester dans le mouvement: recherche de techniques modernes d'éducation avec accent spécial sur les moyens de diffusion massive (télévision, cinéma, journaux), cette recherche se situant cependant, et c'est peut-être là sa faiblesse, aux niveaux confédéraux et internationaux (voir le rapport de la conférence de l'ACI sur l'éducation. *Revue de la Coopération Internationale*, No 11, Nov. 1954). Par contre tendance dans les petites sociétés à compresser leur budget d'activités sociales. C'est ainsi que la Société de Rochedale, dont le célèbre 1½ % sur le chiffre d'affaires avait déjà été réduit de moitié, est en voie de supprimer entièrement son budget d'éducation. Enfin, d'une façon générale, tendance à faire passer la formation professionnelle des employés avant l'éducation des consommateurs et la formation générale des membres.

⁶ Par suite d'une insuffisante formation, les compagnons « oublient alors que dans la Communauté le pouvoir appartient démocratiquement à l'Assemblée Générale, que les responsables sont élus, que les moyens de production sont propriété sociale

Les coopérateurs donnent eux-mêmes d'abondantes explications sur cette crise et les facteurs invoqués sont multiples: le plein emploi et l'aisance relative qu'il procure amènent l'individu à ne plus soucier des petits avantages de la coopération et de celui d'une modeste ristourne dans le mouvement de consommation; les individus auraient changé et ne veulent plus sacrifier leur temps aux séances des conseils d'administration; les structures coopératives seraient dépassées: correspondant au capitalisme libéral dans lequel elles se sont développées, elles ne sont plus efficaces maintenant, dans une ère de grandes unités économiques et — autre explication — si les entreprises coopératives se fédèrent et deviennent à leur tour de gigantesques organismes, la participation du sociétaire ne serait plus efficace, voire inutile, les grands complexes économiques étant entièrement livrés à la gestion des managers.⁷ « On peut difficilement nier, écrit W. P. Watkins, qu'au fur et à mesure que les sociétés ont grandi, le nombre des membres fréquentant les assemblées a cru dans une proportion toujours plus faible ».⁸

Malgré son grand essor sur le plan économique, la coopération comprend elle-même qu'elle est entrée dans une période de « perte de vitesse ». Et si ce malaise n'est que difficilement et rarement traduit en signes quantitatifs, il n'en apparaît pas moins réel si l'on veut bien voir au delà des déclarations propagandistes des congrès.⁹ Au total, le problème est à

et indivise pour ne plus voir dans les responsables élus que des patrons. Malheureusement, la lutte des classes est transposée dans la Communauté ». MARCEL MERMOZ, Les crises dans les Communautés. *Communauté*, 1, janvier 1956. Voir aussi CLAUDE BELMAS, Notre Démocratie, *Communauté*, 3, avril 1955 et le rapport d'HENRI DESROCHE, *Nature et évolution des Communautés de travail en France*, Paris, B.E.C.C., 1956, 44 p.

⁷ Même en France où la concentration coopérative n'a pas atteint l'ampleur de celle du Royaume-Uni ou de la Suisse, le problème des contacts entre la direction et les membres se pose aussi. Cf. MARCEL BROT, La coopération de consommation en France. *Revue de la Coopération Internationale*, No 7, juillet 1954.

Au contraire, à propos de son analyse des luttes anti-trusts du mouvement coopératif suédois Georges Lasserre ne semble pas envisager la possibilité d'un éloignement des valeurs et des buts primitifs, les résultats financiers bénéficiant en fin de compte toujours aux consommateurs. Cf. *Coopératives contre Cartels et Trusts, L'expérience suédoise*. Paris, Bâle, Bruxelles, 129 p. (s. d.).

⁸ Le même auteur établit une intéressante liste des changements qui se sont opérés en corrélation avec l'accroissement de la taille des sociétés: fréquence moins forte des assemblées, suppression des assemblées mensuelles, présentation moins fréquente des bilans, nomination du secrétaire et du trésorier par le conseil d'administration au lieu de leur élection par l'assemblée générale, création du poste de directeur général, etc. Cf. W. P. WATKINS, *School of Democracy*. Manchester, Co-operative Union Ltd, 1951, 59 p.

⁹ Ou des statistiques, généralement non indexées, que publient les sociétés. Cf. R. J. ENEVER, Complacent Statistics, *Co-operative Productive Review*, December 1955.

la fois celui de la consolidation économique du secteur coopératif et de la baisse de vitalité du phénomène associationniste.¹⁰

Les deux phénomènes semblent très liés: plus le mouvement se consolide économiquement plus son lien avec ses propres membres devient ténu. Du côté des membres on peut parler de perte d'intérêt et d'enthousiasme, de diminution du besoin et peut-être du sens de la coopération. Du côté du mouvement, phénomène de différenciation sociale orientant le groupe vers la seule poursuite de l'activité économique (tendance vers l'uni-fonctionnalité), tendance pour les responsables à devenir uniquement des gestionnaires et à perdre le lien avec la tradition ouvrière, tendance à tous les échelons à se rallier aux valeurs de la société globale par la prépondérance accordée aux questions économiques et par l'adoption des méthodes capitalistes de gestion.¹¹

Tout ceci demeure cependant largement au niveau de la description et n'explique pas le pourquoi de cette évolution: quelles sont les raisons profondes de la perte d'intérêt chez les membres? La tendance gestionnaire doit-elle nécessairement prévaloir sur la tendance militante? pourquoi les groupes s'orientent-ils vers l'uni-fonctionnalité? pourquoi cette « acculturation » aux valeurs de la société globale? Cette évolution est-elle irréversible et la coopération, comme le dit Koestler à propos de la Cité du Soleil de *Spartacus*, aurait-elle déjà été prise « *dans les mailles invisibles que tissait l'ordre dans le reste du monde; et plus jamais elle ne pourrait s'en dégager* »?

L'étude sociologique de nombreuses associations ouvrières permettra peut-être d'apporter des éléments de réponse à ces questions et ce rapport n'a d'autre but que de fournir des matériaux à une élaboration ultérieure plus approfondie sur des séries plus nombreuses de cas.

¹⁰ Déjà en 1929 le Dr. G. Fauquet posait le problème: « *En particulier, tous les problèmes que pose l'évolution des coopératives de consommation et notamment celui du passage de la petite à la moyenne, puis à la grande ou à la très grande société, se ramènent essentiellement à l'examen des conditions dans lesquelles l'esprit coopératif peut être maintenu et fortifié dans ses deux aspects complémentaires de solidarité morale et de collaboration technique* » (*Le problème de la concentration économique dans le mouvement coopératif*. Bâle, U.S.C., Bibliothèque coopérative populaire, Brochure No 11, 1930, 15 p.). Également, mais en des termes différents, Lord Beveridge se pose la question de savoir si le temps des initiatives volontaires est terminé, s'il existe encore des besoins insatisfaits où une action volontaire pourrait diriger ses ressources et exercer son dynamisme. Cf. WILLIAM H. BEVERIDGE, *L'azione volontaria*. Milano, Ed. di Comunità, 1954.

¹¹ Au terme d'une analyse des problèmes de la théorie économique de la coopération, Isaac Guelfat conclut à « *la dépendance du "fait coopératif" par rapport aux structures socio-économiques dont il fait partie intégrante* » et à l'inexistence d'une théorie économique propre à la coopération. Cf. *Quelques problèmes de la théorie économique de la coopération, Six conférences à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes*. Paris, B.E.C.C., 1954, 64 p. (ronéotypé).

Ce travail se limite donc, sur la base de monographies consacrées à chaque type de groupement repéré, à analyser l'évolution des coopératives en milieu rural d'une zone bien délimitée, le Canavese au nord de Turin. A part les coopératives, nous avons étudié aussi les groupes de loisir — fanfares, cercles ouvriers et paysans, sociétés sportives, etc. — dont la structure et les difficultés de fonctionnement sont à bien des égards comparables à celles des coopératives. En outre ces groupes sont souvent liés aux sociétés coopératives et les mêmes personnes se retrouvent parfois dans toutes les associations du village.¹²

La partie centrale de ce rapport est constituée par la série de monographies sur chaque type de groupement recensé. Elle est précédée d'un essai de définition des caractères sociologiques de ces groupes et d'une description et délimitation du milieu étudié.

Dans une troisième partie nous tentons de réunir les éléments dégagés pour chaque type de groupement et de montrer l'évolution globale des sociétés à base économique et celle des groupements de loisirs. A propos de chacune de ces évolutions nous présentons l'expérience du Mouvement Comunità dans les deux domaines de l'économie agricole et industrielle et de la culture populaire et des loisirs. Essayant d'éviter les écueils sur lesquels se sont brisées les anciennes sociétés, cette expérience n'en constitue pas moins leur prolongement: les centres communautaires poursuivent l'effort d'éducation des anciennes « *società operaie* » et les coopératives de producteurs agricoles prennent la relève des sociétés d'approvisionnement ou d'utilisation d'outillage.

Les conclusions sont centrées sur une explication des phénomènes de différenciation sociale et d'acculturation en référence à ce que nous avons déjà pu apprendre des associations ouvrières étudiées par ailleurs et du mouvement coopératif tout entier. Ce n'est donc que dans cette dernière partie que nous reviendrons au problème plus général du mouvement coopératif tel que nous avons essayé de l'évoquer ici.

La difficulté de l'explication.

Alors que l'histoire de chacun de ces groupements peut être retracée à partir d'un certain moment de son existence on est presque toujours incapable de se faire une idée sur les tâtonnements, les discussions, les essais qui l'ont précédé. « *Rien n'est délicat et fugitif, par nature, comme un commencement* », écrit Teilhard de Chardin à propos de la différen-

¹² Voir plus loin le chapitre consacré aux caractéristiques sociologiques des groupements étudiés, dans lequel nous tentons de montrer les ressemblances et les différences structurelles et de fonctionnement entre groupes coopératifs et associations de loisirs.

ciation des types zoologiques.¹³ La constatation est valable pour nous aussi qui, tout à coup, nous trouvons en présence d'un groupe déjà organisé mais les témoins de sa genèse ne peuvent rien nous apprendre; du reste ils n'ont peut-être jamais eu clairement conscience de leurs propres motivations. Il en est de même si nous essayons de suivre l'expansion d'un type de groupement à travers l'espace (même celui d'une zone aussi peu étendue que celle-ci). Il a été possible de le faire dans le cas des fruitières qui sont beaucoup plus anciennes dans la Vallée d'Aoste et d'où précisément venaient les fromagers. Il n'a cependant pas été possible de retracer cette filiation pour les autres types de groupements.

L'explication historique générale suivant laquelle les mêmes conditions économiques et sociales engendrent les mêmes organismes de défense ou de prévoyance est certes valable sur le plan macro-sociologique. Mais dans le cas d'une analyse plus particulière elle reste justement trop générale. Il est impossible de retracer, 70 ou 100 ans après, le sociogramme des communications entre chaque village qui seul pourrait nous donner le « comment » de la création d'un groupement. Aussi en sommes nous réduits aux hypothèses parmi lesquelles la plus valable est sans doute de donner les dates de création des sociétés dans le chef-lieu autour duquel les villages sont censés « graviter ». C'est ainsi que pour les sociétés de secours mutuels la première des six créées à Ivree date de 1852 (sans compter une ancienne confrérie professionnelle de cordonniers dont on retrouve encore des signes d'activité dans les années 1900 et qui donnait aussi des secours à ses membres). Dans les villages au contraire, les mutuelles sont plus récentes et datent des années 1860 et 1870.

Un autre exemple serait celui des sociétés cyclistes où la première de celles qui se créent à Ivree date de 1894 et la première de celles des villages de 1905.

La ville a donc donné l'exemple pour plusieurs créations de groupements; les conditions favorables à leur naissance se seraient trouvées réunies dans la ville avant de l'être dans les villages. Aussi indiquerons-nous à propos de chaque type de société les dates de création des sociétés du chef-lieu.

Quant au « pourquoi » de la création de ces groupes à un moment donné, les motivations des personnes interrogées sont pauvres, sinon dé-

¹³ « Aussi longtemps qu'un groupe zoologique est jeune, ses caractères demeurent indécis. Son édifice est tendre. Ses dimensions sont faibles. Peu d'individus, relativement, le composent et qui changent rapidement... Irritante, mais essentielle rapidité des origines, dont le sentiment devrait pénétrer tous ceux qui s'occupent d'histoire ». PIERRE TEILHARD DE CHARDIN, *Le phénomène humain*. Paris, Seuil, 1955, p. 127 et ss.

cevantes, et ne nous renseignent guère. A un moment donné les prix des marchandises n'ont pas baissé autant que ceux des produits agricoles et par là ont nécessité la création de coopératives de consommation; l'affaiblissement des congrégations de charité, la diminution de leurs ressources, l'industrialisation croissante du pays et donc la dépendance toujours plus forte des individus de leur seul salaire — tendant d'ailleurs à devenir l'unique source de revenu — expliquent la création des mutuelles. Il est pourtant difficile aujourd'hui de faire le lien entre ces facteurs d'ordre général et la création d'une société ouvrière dans un petit village isolé où ces conditions ne se réaliseront peut-être que plus tard.

Mais il y a plus: par l'éventail de ses activités (prévoyance, distribution, loisirs, éducation, fêtes et repas en commun) une telle société représente un essai communautaire dans la mesure où justement la communauté entend satisfaire tous les besoins de l'homme. A partir de la société de secours mutuels se crée donc un magasin de prévoyance, un cercle ouvrier, parfois une école du soir et presque toujours une fanfare. Cette intégration de nouvelles activités ne s'arrête pas là: sous forme de sociétés séparées se créent les mutuelles contre la maladie du bétail, les sociétés d'approvisionnements agricoles, les mutuelles contre l'incendie. Tous ces groupements naissent de l'ambiance mutualiste et dans le cadre de la poussée socialiste de la fin du siècle dernier.

Encore ici, si le « pourquoi » est expliqué dans sa généralité, nous demeurons limités à des conjectures au sujet de la genèse de chaque groupe particulier. On tentera néanmoins de relier l'histoire de chaque type de société à celle du mouvement coopératif en général.

Les faits concernant la disparition des groupes ont par contre pu être établis avec plus de précision. D'une part parce que nous connaissons mieux une période historique plus proche de nous, vécue par la plupart des personnes interviewées et, surtout, parce que les disparitions provenant des insuffisances de la vie sociétaire, des frictions dans le fonctionnement des groupes, nous sont plus familières et se trouvent être similaires à celles des communautés de travail, des coopératives de consommation et de production et des cités d'habitation.

PREMIERE PARTIE
CONDITIONS DE L'ENQUÊTE

II. LA MÉTHODE D'ENQUÊTE

Plusieurs problèmes doivent être envisagés: le choix de la zone et des sociétés étudiées, la méthode de collecte des données, leur présentation et les hypothèses de travail.

Le choix de la région.

La région est naturellement plus étendue que les 48 communes (70 000 habitants y compris Ivree), ou Canavese oriental, que nous avons étudiées. Le Canavese est un ensemble de 118 communes (140 000 habitants) gravitant autour de trois d'entre elles plus importantes, l'une de celles-ci étant Ivree. Par suite des limitations de temps et des possibilités de travail réduites d'un seul chercheur il ne nous aurait pas été possible de visiter un aussi grand nombre de villages. Deux solutions s'offraient alors: ou un échantillonnage de ces 118 communes ou, ce que nous avons fait, une étude de toutes les communes d'une partie de la région seulement. Cette zone (nous emploierons la dénomination proposée par Toschi)¹ est décrite plus loin (Chapitre IV).

La gamme des groupements à étudier.

Nous avons déjà pu nous faire une idée des groupes à étudier lors d'une enquête précédente sur les bibliothèques d'une trentaine de centres communautaires.² Nous connaissions donc déjà la riche tradition asso-

¹ UMBERTO TOSCHI e FRANCESCO BRAMBILLA, *La determinazione dell'area di influenza di Ivrea*. Ivrea, G.T.C.U.C., 1954, fascicolo No 2, 71 p.

² *Cultura popolare e funzione delle biblioteche rurali*. Ivrea, Centro di Sociologia della Cooperazione, 1955, 111 p.

ciationniste et coopérative de cette zone. Il fallait cependant établir une liste de tous les types de sociétés ayant existé ou existant dans les villages et proposer un critère assez général de délimitation de ce recensement. Celui-ci a porté sur toutes « les expériences et initiatives tentées par les gens du village pour s'unir en vue d'un certain but ». Nous avons pu ainsi dresser une liste des genres de sociétés, laquelle a servi de squelette au questionnaire d'interview. Elle comprenait aussi des genres de sociétés qui n'existent pas dans cette zone; par exemple, les coopératives de production et les caisses de crédit mutuel.

La liste des sociétés existantes ou ayant existé peut être reconstituée d'après les différentes sections des chapitres VI, VII et VIII.

Dans cette enquête de repérage de tous les groupes émanant d'une initiative locale les groupes coopératifs ne sont pas les seuls. A côté de ces sociétés ayant un but économique se trouvent tous les groupements de loisirs (fanfares, sociétés de sports, etc.). Même les choeurs paroissiaux peuvent être assimilés à ces groupements locaux. On les a cependant laissés de côté parce que leur source n'est pas spécifiquement indigène. De même les sociétés de secours mutuels pour les agriculteurs qui sont en train de s'organiser mais dont l'initiative et le contrôle sont entre les mains des autorités administratives.

On verra plus loin que nous avons par contre étudié la situation des CRAL (Circolo Ricreativo e Assistenza Lavoratori); ils ont succédé aux dopolavoro qui avaient eux-mêmes remplacé les anciens cercles ouvriers supprimés par le fascisme.

Par contre nous ne parlerons pas en détail des centres communautaires du Mouvement Comunità auxquels nous espérons consacrer un travail spécial.

Certains des groupes recensés ne sont pas coopératifs: c'est le cas des sociétés de production de courant électrique qui sont des sociétés anonymes. Nous avons cependant pensé qu'il ne fallait pas s'en tenir strictement à la structure juridique.³ En outre, les bénéficiaires de l'activité de ces sociétés ne sont pas tellement les actionnaires mais plutôt le public tout entier. Elles peuvent par là s'apparenter aux entreprises d'économie collective.⁴

³ Nous pouvons reprendre à notre compte ce que le Dr. Fauquet pense à propos de l'adhésion volontaire ou obligatoire dans le groupe coopératif: « *l'important est de bien voir, par delà les textes et le formalisme réglementaire, les réalités vivantes* ». Cf. Dr. GEORGES FAUQUET, *Le Secteur Coopératif*. Paris, PUF et Bâle, U.S.C., 1942, p. 81.

⁴ Cf. G. WEISSER, *Terminologie de l'économie collective*. Rapport présenté au deuxième Congrès International de l'Economie Collective, Liège, 1955 (ronéotypé).

Le choix des informateurs.

La grande difficulté a consisté dans le choix des personnes à interviewer. Si, théoriquement, on pouvait se contenter d'une personne par village, pratiquement, dans près de la moitié des communes nous avons été obligé de faire deux visites, la première personne interviewée ne pouvant nous donner toutes les informations demandées. L'introduction auprès des personnes interviewées s'est faite à travers le réseau des amis du Mouvement Comunità et par l'intermédiaire des responsables des centres communautaires. Les interviews se sont déroulés dans les centres communautaires, dans les demeures des personnes interviewées ou encore dans des cafés. Nous avons eu soin de choisir des personnes déjà âgées (plus de 50 ans), natives du village et y ayant passé toute leur vie. Ces trois conditions n'ont souvent pas été remplies et il a fallu remettre l'interview à un autre moment, du fait en particulier que beaucoup d'habitants ont émigré à un moment ou l'autre de leur vie.

Dans tous les cas les personnes interviewées ont été des hommes. Les femmes sont encore trop écartées de la vie publique pour connaître une réalité dont les hommes les tiennent encore à l'écart.

La méthode et les difficultés d'interview.

Comme il aurait été difficile de procéder par questionnaires écrits⁵ ou même par interviews très structurés, on s'est contenté d'orienter la conversation sur chaque genre de société et de poser le maximum de questions sur les faits qui nous intéressaient. Les résultats ont été très inégaux quant aux informations reçues. Alors que les données se rapportant à la structure des sociétés ont pu être récoltées avec assez de précision et complétées par la lecture des statuts, celles concernant le fonctionnement des groupes (participation aux assemblées, chiffre d'affaires pour les sociétés à but économique, nombre de représentations pour les sociétés de théâtre, etc.) sont beaucoup moins sûres. Et cela pour deux raisons : changeant constamment elles semblent relever beaucoup plus de la mémoire qui doit y remettre un certain ordre et la part d'attitude, de distorsion des perceptions doit y être plus forte.

Devant la difficulté de récolter des données sûres, nous avons procédé chaque fois qu'il était possible (c'est-à-dire dans les deux tiers des cas) à des interviews de groupe. Deux à dix personnes participèrent à ces réunions. Leur conduite est naturellement plus difficile que celle d'un interview individuel mais la discussion qui suit chaque question peut conduire à une plus grande précision dans les faits rapportés. Certes

⁵ Dans un seul cas nous avons complété nos informations par l'envoi d'un questionnaire écrit au maire d'un des villages absent lors de l'enquête.

l'interview de groupe provoque des inhibitions que la mise en confiance d'un bon interview individuel démasque; par contre, et c'était cela qui nous intéressait ici, les données de fait avancées dans la discussion y sont largement commentées et précisées.⁶

Les interviews ont duré d'une à quatre heures. La durée moyenne peut être située à deux heures. 145 personnes ont été interviewées et la période des interviews s'est étalée sur deux mois.

Le contrôle des données.

Beaucoup de groupements ont été créés il y a plus de 50 ans et si l'on se souvient de leur existence, on ne se rappelle plus quand et pourquoi ils ont été formés, ni comment ils fonctionnaient. De plus nous n'avons pas retrouvé d'archives intéressantes pour ce travail. Il existe encore des listes de membres mais on tenait rarement à jour les livres des procès-verbaux des séances. En outre le fascisme a détruit les archives dans plusieurs villages et peu de sociétaires ont voulu conserver des documents qui « ne servaient plus à rien ». Par contre nous avons retrouvé une cinquantaine de statuts de presque tous les types de sociétés. Ceux-ci comportent souvent la date de fondation de la société. De sorte que, dans ces cas, c'est sur des données sûres que nous avons pu travailler.

Dans plusieurs cas il a été impossible de se fier aux déclarations des personnes interviewées. Ceci en particulier pour les dates de création des sociétés. Des réponses comme celles-ci: « *la société a toujours existé* », « *elle existe au moins depuis deux cents ans* » n'ont pu être prises en considération. Elles témoignent d'ailleurs de la perte de la notion de temps chez les personnes âgées (ou en général du peu de développement de cette notion): le sens du donné historique est absent; il n'a pas été formé par l'instruction et l'individu, ou bien tend à mettre sur le même plan chronologique tous les événements qui l'ont précédé ou bien en recule la date à des temps immémoriaux.

Il a donc fallu contrôler le plus possible les déclarations de nos informateurs. Cela a pu se faire dans une certaine mesure par l'analyse systématique des articles parus dans le journal régional. Celui-ci, fondé en 1893, nous a apporté beaucoup de renseignements et nous avons ainsi pu faire un test de la validité de nos informations (Appendice II).

⁶ Au total cependant, ainsi que le note Merton, on ne connaît pas encore bien les avantages et les effets respectifs de l'interview individuel et de l'interview de groupe. Ce que nous indiquons ci-dessus (meilleure connaissance des faits) peut être contre-balancé par des effets spéciaux d'inhibition que l'interview de groupe développe chez les participants. Cf. ROBERT K. MERTON, *The Focused Interview* Glencoe, Ill., The Free Press, 1956, p. 135 et ss.

La nature des données recueillies.

Ces diverses limitations ont réduit sensiblement la quantité de données recueillies sur chaque société. Pour certaines d'entre elles nous sommes tout juste parvenus à savoir qu'elles avaient existé. Pour d'autres nous avons recueilli beaucoup d'informations. D'une façon générale on a pourtant réussi à connaître les faits suivants :

- date de création ;
- nombre approximatif des membres ;
- date de disparition ;
- raison de la disparition ;
- renseignements généraux sur l'activité et le fonctionnement de la société.

Afin de ne pas surfaire la précision de ces informations, nous mentionnerons chaque fois le nombre de cas où des données n'ont pas pu être obtenues.

Une autre observation doit pondérer les informations relatives aux raisons de disparition des groupements. Il est à craindre que les raisons mentionnées par les interviewés ne soient pas les raisons réelles, mais une distorsion de ces raisons due à leur participation propre dans la disparition de leur société. Les causes de disparition sont donc les raisons perçues par ceux qui nous les ont dites. Le problème reste entier de savoir s'il y a, ou non, concordance entre la perception d'une situation par ceux qui en sont les acteurs et sa description par un observateur « objectif », du dehors. C'est là cependant une des limitations de toutes les enquêtes ne portant pas sur une observation directe des conduites.

Pour réduire un peu la marge d'incertitude sur la validité de ces données nous avons essayé de relier les expériences associationnistes de cette zone à l'histoire du mouvement coopératif tout entier. S'il est difficile de penser que l'histoire des sociétés du Canavese (et en particulier l'évolution vers un rétrécissement du secteur coopératif au profit du secteur privé ou étatique et la tendance à l'uni-fonctionnalité) s'est répétée identiquement ailleurs, on peut néanmoins établir certains parallèles qui peuvent donner plus de validité aux données de l'enquête.

Il nous a aussi semblé nécessaire de tenter d'intégrer l'histoire coopérative de cette zone dans celle du mouvement tout entier. D'où les fréquentes références à la situation d'autres régions d'Italie ou des pays étrangers.

La présentation des données.

La confiance que les gens des villages portent au Mouvement Communauté et la popularité de ses réalisations ont facilité notre tâche.⁷ Dans

⁷ Il n'y a eu qu'un seul cas de refus d'interview.

plusieurs villages nous avons d'ailleurs été accompagné par une personne connue dans la région. Aussi n'avons-nous pas rencontré de résistances. Nous avons pris en outre la précaution d'avertir les personnes interviewées qu'il ne serait en aucun cas fait mention de personnalités dans notre rapport et que celui-ci s'intéressait moins à la situation particulière d'un village qu'à celle de la zone entière.

Cette précaution a été rendue nécessaire, certaines sociétés étant « illégales » du point de vue fiscal. Ainsi, un certain nombre de sociétés de secours en cas d'incendie ne sont pas « déclarées » et le capital est déposé au nom d'un des membres; certaines sociétés de consommation ne sont plus coopératives, le gérant ayant repris la boutique à son compte; la situation des CRAL n'est pas toujours nette du point de vue des cotisations, etc.

Ces raisons nous ont paru suffisantes pour éviter de nommer les sociétés dont nous parlons ici. Ce que ce travail perd ainsi du point de vue de l'histoire locale et régionale est la rançon de l'honnêteté de l'enquêteur et le maintien de la porte ouverte pour une nouvelle enquête projetée sur les centres du Mouvement Comunità.⁸

Les hypothèses de travail.

Toute trituration des données, des protocoles d'enquête, suppose une ou des hypothèses à vérifier. Cherchant cependant à mieux formuler celles-ci et suivant en cela la tradition qui est en train de se créer aux USA, nous avons essayé d'en formuler un certain nombre ex post facto, au cours de la préparation de ce travail et avant de procéder à l'enquête sur le terrain. Celles-ci se présentent naturellement sous forme de mises en relation de variables, telle celle-ci: les groupements coopératifs ont une plus grande chance de durée dans les villages où le mouvement de population a été plus faible.

Dans les chapitres IX et X nous avons essayé de vérifier certaines de ces hypothèses. Elles permettent de savoir s'il y a une relation entre certains faits extérieurs (mouvement de population, dimensions de la société, attraction plus forte du chef-lieu, industrialisation) et la vitalité des sociétés. Cependant, d'une part à cause des séries assez faibles de chiffres et, d'autre part, à cause de l'imprécision de certaines données de l'enquête, cette partie du travail n'a pas pu être développée comme nous l'avions espéré.

⁸ On peut souscrire entièrement à l'opinion de Mme I. Berger qui pense « *qu'un des tests décisifs pour savoir si une enquête a été bien ou mal menée, est l'état dans lequel on abandonne le terrain qu'on a voulu exploiter* ». Cf. IDA BERGER, Quelques considérations sur la mise en route d'une enquête socio-professionnelle. *Recherches Sociologiques*. Paris. Centre d'Etudes Sociologiques, No 1, mars 1955.

III. CARACTÉRISTIQUES SOCIOLOGIQUES DES GROUPES ETUDIÉS

Nous essayons ici de préciser sur la base de la typologie des groupements de Georges Gurvitch, les caractères qui sont communs ou différents aux divers genres de groupes étudiés dans ce travail.¹ Le fait qu'ils soient tous coopératifs ne suffit pas à les définir suffisamment et une typologie ne peut être que pluri-dimensionnelle.

La population constituée par les quelques 520 sociétés recensées présente une certaine unité sous les aspects suivants:

Appartenance à une même zone géographique définie comme gravitant socialement et économiquement autour du même centre.

Groupes ruraux créés dans les 48 communes de cette zone. Les sociétés du chef-lieu, Ivrée, ville de 18 000 habitants, ne sont pas étudiées.

Groupes de création locale. L'initiative de leur fondation est partie du village lui-même et ils restent autonomes par rapport à l'Etat, à l'Eglise ou à des groupements fédératifs.² Une exception peut être faite pour les cercles d'assistance et de récréation des travailleurs (CRAL);³ ces groupes ne sont pas entièrement de création locale et dès leur constitution ils reçoivent leurs directives d'une autorité provinciale supérieure. Les CRAL présentent cependant le grand intérêt d'être le prolongement, à travers les années des *dopolavoro* fascistes, des cercles ouvriers du début du

¹ Cf. GEORGES GURVITCH, *La Vocation Actuelle de la Sociologie*. Paris, P.U.F., 1950, 607 p.

² Deux exceptions seulement: une laiterie et une coopérative de consommation affiliées à la Lega Nazionale delle Cooperative e Mutue.

³ Circolo Ricreativo Assistenza Lavoratori.

siècle. Ils permettent aussi de mieux comprendre l'évolution de tous les groupes coopératifs vers une plus grande autonomie des organes d'exécution ou des managers (création d'un noyau central prédominant).

Le fait que les membres de chacun de ces groupes habitent le même village permet de leur assigner le caractère de **groupements à contacts durables entre les membres**.

Groupes de création ouvrière et paysanne. Si, naturellement, le rôle de l'instituteur, du curé et même du notaire (quand le statut était établi dans son étude) a été décisif dans plusieurs créations de sociétés, il n'en reste pas moins que l'essentiel du recrutement est ouvrier et paysan (on trouvera plus loin la répartition de la population en 1951, Chapitre IV).

Groupes d'adhésion volontaire. Même pour les laiteries tournantes où, à la différence de ce qu'on rencontrait dans les vallées alpines suisses, aucune pression n'est exercée sur les paysans pour adhérer à la société. S'il y a eu, à la constitution de ces fruitières, comme à celle des mutuelles contre l'incendie et des mutuelles du bétail, des encouragements très vifs à adhérer et peut-être une sorte de mise à l'écart des réfractaires, nous n'avons cependant pas remarqué que de tels comportements aient donné naissance à des hostilités.

Groupes à forme coopérative. Sur le plan juridique c'est le cas des seules sociétés de consommation. Par contre tous les autres groupes respectent aussi les fameux sept principes :

principe de la porte ouverte. Peu de restrictions à l'admission si ce n'est l'impossibilité pour les artisans employant plus de 3 ouvriers de faire partie du conseil d'administration et quelques réserves secondaires qu'on trouvera à propos des sociétés de secours mutuels. Il convient cependant de mentionner que toutes les sociétés sont masculines, l'homme représentant la famille entière et la femme ne passant sociétaire que dans le cas où elle devient chef de famille. Les groupements peuvent donc être caractérisés comme groupes à accès conditionnel.

gestion démocratique à travers les conseils prévus dans les statuts. A nouveau, il faut signaler l'exception que constituent les CRAL où les procédures d'élection doivent être validées par l'éche-lon provincial. Autre exception, celle de la société de production et distribution d'électricité où la forme de la société anonyme empêche la réalisation du principe coopératif : un homme, une voix.

La gestion démocratique implique pour ces groupes la **propriété collective** indivise des biens de la société. Alors que le droit d'utiliser les biens de la société découle presque toujours de la qualité de membre, celui d'en disposer (vendre, donner) n'est que l'apanage des groupes où il y a réellement propriété collective. Ainsi, dans les *dopolavoro* et les CRAL, les biens du cercle (tables, chaises, installations) appartiennent à l'administration provinciale et, en cas de dissolution, ils doivent être mis à la disposition de l'autorité supérieure. Ceci n'est pas le cas pour tous les autres types de groupements recensés. Propriété collective et volontariat sont deux caractères indépendants encore que la littérature contemporaine (américaine surtout) porte davantage l'accent sur le « *voluntary membership* », masquant ainsi la réalité plus profonde et plus significative de la propriété collective. Ceci est valable surtout à propos des groupements coopératifs ou mutualistes; dans les autres groupes (cercles et sociétés de loisirs) l'importance de ce principe est moins grande puisque la propriété est très faible.⁴

répartition des trop perçus. Tous les groupements étudiés sont naturellement sans buts lucratifs,⁵ nonobstant quelques exceptions pour les orchestres et même pour les fanfares où les musiciens tendent de plus en plus fréquemment à se répartir la recette d'un concert. Le principe de la ristourne des bénéfices n'est cependant pas appliqué couramment et c'est par de plus bas prix de vente que les coopératives de consommation entendent atteindre leur but d'abaissement des prix. Quant aux mutuelles contre l'incendie ou les accidents du bétail, le principe de répartition joue aussi dans le sens d'une participation différente selon la valeur des biens assurés.

intérêt limité au capital. Il n'est pas fait allusion à un intérêt quelconque au capital dans les statuts des sociétés du début du siècle. La taxe d'admission remplaçait la souscription d'une part sociale et n'était pas remboursable. Depuis une vingtaine d'années l'usage des parts sociales s'est répandu et l'intérêt est limité à 5 %.

⁴ Dans les coopératives de production l'accent est souvent mis sur la notion de propriété collective (voir par exemple le journal *Communauté*, No 2 et 3, 1956). On s'interroge beaucoup également sur la valeur du contrôle collectif que cette propriété commune implique et récemment encore le mouvement coopératif britannique a cru devoir réaffirmer l'importance du « *Social Ownership* ». Cf. *Social Ownership - A Policy Statement*. Manchester, Co-operative Union Ltd, 23 p. (s. d.).

⁵ Le cas des sociétés de distribution d'eau et d'électricité, où le nombre des actionnaires est si grand et leur dividende si faible, ne doit pas nous cacher leur caractère très apparenté à celui des régies publiques.

L'inobservation de ces quatre premiers principes détruirait le caractère coopératif des groupements. L'Alliance Coopérative Internationale leur en adjoint trois autres moins impératifs mais qu'on retrouve dans les sociétés de cette zone: ⁶

vente au comptant. Comme ailleurs dans le monde ce principe constitue peut-être une obligation paralysante du point de vue commercial; surtout en face des facilités de crédit accordées par le commerce privé.

développement de l'éducation. Ce principe se retrouve dans beaucoup de statuts des sociétés d'avant le fascisme. L'application a cependant été loin d'être générale et actuellement, à part les sociétés de théâtre et les cours de musique des fanfares, aucune société ne poursuit un but éducatif. Nous avons déjà rappelé plus haut que peu à peu ce but est abandonné dans toutes les sociétés coopératives et nous nous proposons justement d'examiner pourqu'il il l'a été dans les quelques sociétés de cette zone.

neutralité politique et religieuse. Si on ne peut plus guère considérer maintenant les anciennes *società operaie* comme des foyers de pensée socialiste, il ne faut pas sous-estimer leur action de formation politique dans le passé. Le fait que beaucoup d'entre elles aient été visées par le fascisme en est une preuve certaine. Nous essayons plus loin d'établir, d'après les souvenirs de nos informateurs et d'après l'analyse du journal régional, le rôle que les sociétés ont joué dans les luttes politiques et religieuses du début du siècle.⁷

⁶ Cf. ANDRÉ HIRSCHFELD, *Comment réaliser les principes coopératifs dans l'économie publique*. Londres, A.C.I., 1952, p. 15 et ss.

⁷ Sur le plan général le critère de la neutralité politique ne caractérise plus exactement les sociétés ou les mouvements coopératifs. Alors que les coopératives de consommation suisses entendent en maintenir le principe (Cf. H. KÜNG, *Le rôle et les tâches des coopératives dans l'économie*. Bâle, USC, 1950, 28 p.), le mouvement britannique s'est orienté vers la constitution d'un parti coopératif auquel adhère un très grand nombre de sociétés représentant 86 % des effectifs du mouvement (Cf. *Co-operators in Politics*. Londres, brochure du Co-operative Party, 1950, 20 p.). Le parti coopératif britannique, pour la première fois représenté à la Chambre des Communes en 1918, a d'ailleurs passé un « gentlemen's agreement » avec le Labour Party. Pour l'histoire de l'intrusion coopérative dans le champ politique, voir PETER SHEA, *Times past - Paragraphs on the History of the Co-operative Party*. London, Co-operative Party, 1955, 40 p.

En Italie enfin, les sociétés se répartissent entre la Lega Nazionale delle Co-operative de tendance social-communiste et la Confederazione Cooperativa Italiana apparentée à la démocratie chrétienne.

Groupes de taille moyenne. A part les orchestres et les sociétés de théâtre qui groupent rarement plus d'une quinzaine de personnes, tous les autres groupes peuvent être considérés de taille moyenne: 30 à 300 membres. Il y a seulement quelques exceptions et nous y reviendrons à propos de chaque type de société.

Fonction des groupes. De ce point de vue il faut distinguer:

a) *groupes à base économique* et à partir de laquelle se sont tissés des rapports d'affinité fraternelle. Telles sont les sociétés ouvrières, les mutuelles, les laiteries, etc. Malgré leur tendance à l'« économisme » et grâce à l'appartenance de tous les membres à la même communauté de village, les rapports entre les sociétaires restent largement ouverts à l'amitié.

b) *groupes de loisirs*, parmi lesquels on peut distinguer pour plus de précision: ⁸ les groupes de loisirs de formation ou de développement (groupes de théâtre, orchestres, fanfares et centres communautaires) et les groupes de loisirs de détente ou de divertissement (cercles, CRAL).

Tous les critères adoptés jusqu'à maintenant dans cette tentative de définition des groupements étudiés se fondent sur des distinctions observables assez facilement et, pourrait-on dire, de l'extérieur. Il semble nécessaire cependant de poursuivre cette recherche typologique à un niveau moins évident et d'aborder les ressemblances ou différences dans le fonctionnement des groupes. De ce point de vue on peut ajouter les distinctions suivantes:

Groupes tendant vers l'uni-fonctionnalité. Alors que les *società operaie*, groupant dans une même société les activités de la mutuelle, de la coopérative de consommation et du cercle de loisirs, voulaient remplir plusieurs fonctions, satisfaire plusieurs besoins de l'individu, tous les groupes actuels deviennent uni-fonctionnels, démarquant avec rigueur leur activité qui tend à devenir unique.⁹ On est en présence d'un processus

⁸ Selon la classification des groupes de loisir de J. DUMAZEDIER, *Les loisirs et l'éducation populaire*. In Encyclopédie Française, Chapitre sur la civilisation de la vie quotidienne, Tome XIV, 1955.

⁹ L'évolution est semblable à celle du mouvement coopératif tout entier où l'impossibilité de réaliser les trois étapes du programme de l'Ecole de Nîmes a conduit à la détermination plus stricte du secteur coopératif par le Dr. Fauquet. De même on ne parle plus guère aujourd'hui du « coopératisme intégral ». (Cf. HENRI LASSERRE, *Le Coopératisme intégral*. Bâle, U.S.C., 1927, 48 p.). Egalement, l'intérêt soulevé tout de suite après la dernière guerre par les Communautés de Travail françaises a bien diminué et ces groupes eux-mêmes accusent une forte tendance à l'uni-fonctionnalité.

de différenciation sociale, où les diverses fonctions du groupe tendent à ne plus être remplies par lui seul, mais à être dévolues à des groupes spéciaux. Avec l'ancienne *società operaia* nous sommes en mesure d'analyser tous les stades de cette évolution dont le plus marquant a été celui de l'abandon, au profit du centre communautaire, de toutes les activités éducatives qui subsistaient encore.

Pour les autres groupes étudiés on peut observer que le pas vers la fonction unique est franchi. Ceci est très net pour les mutuelles contre l'incendie, les laiteries tournantes, les mutuelles du bétail, qui se créent pourtant à la même époque que les sociétés ouvrières.

Groupes compatibles entre eux. Tous les groupes recensés sont entièrement compatibles entre eux et si on a assisté à des luttes entre fanfares ou coopératives socialistes et « cléricales » dans la première décennie de ce siècle, les antagonismes se sont éteints aujourd'hui. Il n'y a pas eu non plus d'hostilité lors de l'implantation des centres communautaires dans les villages; ils reprennent pourtant à leur compte toutes les activités de culture et un grand nombre de celles de loisir.

Les luttes politiques ne se sont pas terminées avec l'écrasement du régime dictatorial. Dans les années 1945-46 à 1950 on a vu, mais limitées à un seul village, des créations simultanées d'un CRAL, d'un cercle communiste et d'un troisième socialiste. Les hostilités se sont atténuées depuis.

Groupes tendant vers l'union. Par leurs positions politiques souvent affirmées les sociétés ouvrières ont constitué des groupes de division à orientation combative. Au contraire il semble qu'aujourd'hui — et cela trahit peut-être une baisse dans leur vitalité — tous les groupes aient largement perdu leurs convictions politiques. Ils sont ouverts à tous et on n'assiste plus à des luttes politiques pour le pouvoir dans la société.¹⁰ D'autre part, l'influence croissante du mouvement Comunità dans les communes visitées réalise une espèce d'union entre toutes les sociétés.

Ces considérations se limitent au plan local; il en va très différemment sur le plan régional ou national.

Groupes à rythme lent. Ce critère, emprunté lui aussi à la typologie des groupements de G. Gurvitch, nous semble d'une importance

¹⁰ Même les centres communautaires, pourtant créés à partir d'un mouvement politique, peuvent difficilement être considérés comme groupements de division. Par leur activité d'aide administrative aux communes, par les manifestations de loisir et de culture largement ouvertes et peut-être surtout par l'idéal personnaliste qui anime les responsables, ils ont contribué à l'union politique sur le plan local et cela dans plusieurs des communes étudiées.

capitale pour ce travail.¹¹ Les groupements du village vivent d'une vie beaucoup plus lente que les groupements urbains soumis à la nervosité de la vie industrielle moderne. L'homme de la campagne qui passe sa journée à l'usine vit un temps beaucoup plus rapide que celui qu'il retrouve le soir en rentrant chez lui, dans sa famille et dans son village. L'accélération du rythme de sa vie, la journée de travail en usine et les déplacements plus ou moins longs le rendent avare de son temps.

Or, les groupements étudiés ici et, comme on le verra plus loin, très démocratiques, égalitaires même, sont des sociétés qui requièrent beaucoup de présence, de temps. Spécialement pour les responsables qui doivent passer une ou deux soirées par semaine en réunions ou à des travaux de contrôle.

Le rythme des groupements tend dès lors à s'accélérer mais il en est empêché par une structure compliquée demandant une présence trop constante.

Groupes soumis à la pénétration par la société globale. Dans quelle mesure les groupes recensés ici acceptent-ils les idéaux, les valeurs, les objectifs de la société globale? La réponse doit être nuancée et nous aurons souvent l'occasion de revenir sur les termes et les modes d'acculturation de ces groupes. En effet, on trouve les deux choses: d'une part, une influence certaine, sur leur fonctionnement, du changement du rythme et du mode de vie (abandon des buts éducatifs de la *società operaia*, perte de l'intérêt des jeunes gens pour leur fanfare au profit des loisirs individuels et citadins); d'autre part, le refus de se laisser pénétrer par l'atmosphère dictatoriale du fascisme et le sabotage des groupements.

Quels sont dès lors les modes de pénétration par la société globale? Comment et dans quelle mesure cette pénétration se réalise-t-elle?

Groupes organisés. Le degré d'organisation est variable selon les groupes considérés. Très faible dans les groupes de loisirs, il devient beaucoup plus fort dans les *società operaie* où « *des conduites collectives pré-établies sont aménagées, hiérarchisées, centralisées d'après certains modèles réfléchis et fixés d'avance dans des schémas plus ou moins rigides* ».¹²

Ceci nous amène à parler des

Groupes unitaires où, à partir d'un schéma organisateur bien défini, s'affirme la prépondérance d'un groupe central sur des sous-groupes

¹¹ « *Outre le temps qui se divise différemment pour chaque société globale en intervalles caractéristiques, il y a un temps particulier qui est propre à chaque groupement et qui se mesure de façon spécifique au sein de chacun d'eux; c'est ce que nous proposons d'appeler, en nous inspirant des suggestions de Maurice Halbwachs, le rythme des groupements* ». Cf. G. GURVITCH, *op. cit.*, p. 301.

¹² G. GURVITCH, *op. cit.*, p. 287.

n'ayant qu'un rôle subalterne. En d'autres termes, on remarque dans les groupes économiques l'affirmation du pouvoir du conseil d'administration sur la société et, ensuite, du gérant du magasin ou du bar sur le conseil lui-même. Au terme de ce processus le groupe coopératif donne naissance dans son sein à un négoce privé.

Comment une telle évolution peut-elle avoir lieu? Quelles en sont ses étapes? Est-elle réversible?

A partir de ces quelques critères de classification des groupements, les questions à discuter se précisent un peu. Ce n'est cependant qu'au terme d'une étude très détaillée du fonctionnement des sociétés qu'on pourra y revenir. Elles fixent les points sur lesquels doivent se centrer les conclusions.

IV. LE MILIEU ÉTUDIÉ

Caractéristiques géographiques et historiques.

Le zone étudiée doit être identifiée au maximum. Ce chapitre fournit une série de distributions, tables, informations permettant cette connaissance du milieu. Il s'agit donc d'une partie descriptive. On la voudrait pour ainsi dire photographique dans la mesure où l'enquêteur a pour mission de définir et de situer le milieu et le groupe qu'il étudie.

Le Canavese, région au Nord de Turin et à l'entrée de la vallée d'Aoste groupe 118 communes (140 000 habitants).¹ On distingue généralement le Haut Canavese et le Canavese Oriental ou zone d'Ivrée que nous avons choisi ici comme milieu d'étude (70 000 habitants y compris Ivree).

Le promeneur qui descend la vallée d'Aoste découvre le Canavese à la hauteur de Carema, là où les montagnes s'écartent et laissent plus de place à la rivière.² Quittant la route nationale et ses panneaux publicitaires, il peut escalader un des petits sentiers à travers la rocaïlle et les vignes assoiffées, monter sous les châtaigners, s'arrêter au pied des rochers nus, à la hauteur des vieilles tours à feu qui avertissaient les paysans d'une expédition sarrasine ou, plus tard, savoyarde... Dans le lointain, à une vingtaine de kilomètres, il devine Ivree et son château. Au-dessous de lui, le début de la plaine, les champs minuscules de maïs, les jardins de tomates, les vergers, quelques rangées de peupliers. Les taches brillantes des petits lacs : des flaques d'eau dans le granit imperméable des petites collines. Par-ci par-là, à l'écart des villages, une vieille maison, une « *cascina* » isolée,

¹ D'après le recensement de 1951 et selon les limites du Canavese définies par Azario et présentées par Toschi. *Op. cit.*, tavola 1.

² La Dora Baltea qui se jette dans le Pô après avoir traversé Ivree et le Canavese et reçu la Chiusella venant de la vallée du même nom.

dont on ne voit que le toit entre les feuillages ou un pan de mur bleui par le sulfate.

Les « *palazzi* » aux couleurs vives cernent la ville; mais on n'entre vraiment à Ivrée qu'au moment où l'asphalte fait place aux petits pavés ramassés, il y a bien longtemps, dans le lit de la rivière. Les vieilles maisons toutes peintes en jaune, maintenant délavé, écrasent la rue.

Ivrée et ses usines... Puis la plaine qui ne s'arrête définitivement qu'à Venise. De temps en temps encore une petite colline et surtout, à l'est, la ligne horizontale de la Serra qui ferme l'horizon. C'est la moraine d'un glacier qui s'est maintenant retiré au Mont-Blanc. En face, à l'ouest, la moraine est moins régulière mais délimite elle aussi la zone d'Ivrée.³ Les villages aux flancs des coteaux, aussi ramassés sur eux que ceux de l'entrée de la Vallée d'Aoste, exposent leur église et leur maisons au soleil. Les femmes et les vieux passent leur journée dans la vigne ou dans les champs; les jeunes sont à l'usine et les autocars les ramèneront le soir dans les villages.

Au sud les moraines essaient d'encercler complètement la plaine. Mais le mouvement est inachevé et on ne saura jamais bien clairement si les villages de cette partie de la région appartiennent encore au Canavese ou non.

Comme toute l'Italie on ne peut se représenter cette région que sous la chaleur épaisse de l'été. Mais l'hiver y est froid et l'automne entend siffler le vent des Alpes dans les maisons inconfortables, dans les greniers où le raisin et le maïs finissent de mûrir.

Du point de vue historique la région d'Ivrée peut être individualisée. Eporedia (aujourd'hui Ivrée) est fondée en 100 a.C. par les légions romaines.⁴ Elle constitue une citadelle avancée à l'entrée de la Vallée d'Aoste et sur la grande voie des deux cols du St-Bernard. Très tôt la bourgade se développe et devient un « *municipium* » dont la juridiction s'étend à tout le Canavese actuel et au Nord jusqu'à Carema alors poste de douane. D'autres bourgades se créent: Romano, lieu fortifié au croisement de la route Aoste-Turin et Haut Canavese-Vercelli, Palazzo, Lugnacco, etc.

Sous Charlemagne la région devient un comté autonome administré directement par le pouvoir royal.⁵ Un des successeurs de Lothaire, Arduino, marquis d'Ivrée, sera même élu roi d'Italie en 1002.⁶ Plus tard, au

³ Cf. CARLO MARCO, *Studio geologico dell'anfiteatro morenico d'Ivrea*. Torino, L. Roux, 1892, 42 p.

⁴ D'après l'étude de D. GRIBAUDI, Sul nome « Canavese ». *Rivista Geografica Italiana*, 1928, XXXV, p. 3-11, 61-67, 108-116.

⁵ En 829 Lothaire fonde le « *studium* » à Ivrée, C'est la première université créée en Italie.

⁶ Cf. BENEDETTO BAUDI DI VESME, Il Re Arduino. In *Studi Eporediesi, Documenti della Società Storica Subalpina*. Pinerolo, Tipografia Chiantore-Mascarelli. 1900, 325 p.

début de la féodalité, en 1168, la Lega Canavesana est fondée entre les seigneurs de quelques villages (les Valperga, les Masino, les San Martino et les Castellamontarri) pour lutter contre les maisons ennemies de Novare et de Vercelli. D'autres seigneurs locaux, la ville d'Ivrée (commune libre et siège de l'évêché) et les marquis de Montferrat adhèrent aussi à la ligue et un règlement écrit est passé en 1229.

Par cette alliance le Canavese réalise de nouveau ses limites actuelles. Carema au Nord est station frontière entre le Royaume d'Italie et celui de Bourgogne. En 1313, dominée par les Gibelins, Ivree reconnaît la suzeraineté de la maison de Savoie apparentée à Henri VII. En 1504, la Valchiussella et quelques autres villages du Canavese obtiennent, au terme d'un siècle de révoltes populaires (*Tuchinaggio*) contre les seigneurs locaux, une franchise des ducs de Savoie et un nombre plus grand de villages s'organisent en communes libres avec un statut propre mais en payant le tribu au seigneur local.⁷ De leur côté les petits seigneurs locaux se placent en dépendance plus étroite de la maison de Savoie qui les avait aidés à mater les révoltes.

Dès lors le destin de la zone d'Ivrée est lié à celui de la maison de Savoie. Elle connaît la guerre entre François I et l'Espagne, alliée de la maison de Savoie, puis la peste en 1585. Plus tard la maison de Savoie s'allie à l'Autriche dans la guerre de succession d'Espagne et le Canavese ne retrouvera la paix que depuis 1713 (Traité d'Utrecht) jusqu'à l'invasion révolutionnaire.

Du point de vue commercial Ivree avait cessé d'être sur les grandes voies de trafic. Sa position s'aggrave encore quand, vers 1680, on ouvre un passage direct entre Turin (Valle di Susa) et la Savoie. C'est aussi à cette époque que s'implantent plusieurs filatures de soie dans la zone; il y en aura 16 en 1756.

Les idées de la Révolution ne tardent pas à se répandre, leur diffusion étant facilitée par la misère de la population, l'inégalité devant l'impôt, l'injuste répartition de la propriété.⁸ A cette situation s'ajoutait le poids de la guerre de 1793 à 1796 contre la République. Les Français sont accueillis avec joie: même dans les villages tous ceux qui savaient lire étaient jacobins.

⁷ En 1571 aura déjà lieu une première répartition des biens féodaux entre les communes de la Valchiussella.

⁸ Informations tirées des études de DARIO BRUZZONE, *Indagini sulla città di Ivrea - Sec. XVI-XIX*. Ivrea, Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese, 1953, 127 p. (dactylographié); de A. BERTOLLOTTI, *Sommario Storico del Canavese*. In *Fasti Canavesani*. Ivrea, Tipografia F. L. Curbis, 1870, 174 p.; et de C. G. CLERICO, *Un po' di Storia religiosa-civile eporediese - diciannove tavole cronologiche*. Ivrea, Tipografia Tomatis, 1887, 43 p. Les statuts, franchises et privilèges communaux ont été étudiés par GIUSEPPE FROLA, *Corpus Statutorum Canavisii*. Torino, Scuola Tipografica Salesiana, 1918, 3 vol.

Ivrée est élevée au rang de préfecture du département de la Doire (Dora), un des six départements du Piémont. Le français devient langue officielle, l'égalité civile est proclamée, les ordres religieux abolis et leurs biens confisqués et vendus (les possesseurs des biens du clergé en deviennent propriétaires en priorité moyennant paiement). Une nouvelle classe de petits propriétaires fonciers exploitants se crée.⁹

Mais tout le pays est soumis aux impératifs de la politique française et la situation économique ne s'améliore pas. Les petits agriculteurs ressentent en outre le poids de l'occupation (contributions en espèces, entretien des troupes d'occupation, mobilisation des jeunes gens). La levée des nouvelles troupes est toujours plus difficile; en 1807 le préfet d'Ivrée décrète l'emprisonnement des réfractaires et des déserteurs. Les réquisitions dans les campagnes provoquent des mouvements de révolte dans la vallée d'Aoste et dans la Valchiusella déjà en 1799. Tout le Canavese est livré à divers mouvements anti-français (*Rivoluzione degli « Zoccoli »*) et ceci jusqu'en 1814.

« Après la chute de Bonaparte, les conditions économiques et morales des classes inférieures avaient extraordinairement empiré et la cherté des vivres avait provoqué une grande misère, une extraordinaire augmentation de la délinquance et des rébellions fomentées par des partisans de l'ancien régime, par l'intempérance des républicains, par les perpétuelles spoliations des Français ».¹⁰

Durant cette période Ivrée compte près de 8000 habitants. L'industrie est encore inexistante et l'agriculture est en décadence, malgré les efforts de l'administration française (on avait fait des essais de culture du coton et les graines étaient distribuées gratuitement à qui voulait en planter).

Le Piémont est restitué à la maison de Savoie qui tente de rétablir la situation antérieure à l'occupation. Cependant le clergé est obligé de se contenter d'une indemnité pour ses anciens biens. L'agriculture reprend alors espoir; les cultures des fruits et des mûriers renaissent et se développent.

Les idées de la Révolution lui ont tout de même survécu; Ivrée et Vico (Valchiusella) deviennent des centres actifs des carbonari. L'absurde réaction de 1814 (même les écoles créées par l'occupant sont fermées) pesait surtout sur les classes les plus instruites et en 1821 la révolution gronde dans tout le Piémont. Les temps ne sont pas encore mûrs et le soulèvement est écrasé avec l'aide des troupes autrichiennes. La région

⁹ Le fait que les colons peuvent acquérir les terres qu'ils cultivent permet de supposer que les conditions de vie avant l'occupation ne devaient pas être trop mauvaises.

¹⁰ D'après FRANCESCO CARANDINI, *Vecchia Ivrea*, Ivrea, F. Viassone, 1927, 2ème éd., 592 p. + LIX; voir également NICOMEDE BIANCHI, *Storia della Monarchia Piemontese dal 1773 sino al 1861*. Torino, 1879, vol. II et III, 750 et 686 p.

reste dans l'attente jusqu'en 1848, année où le Statut constitutionnel est consenti au Piémont par la maison de Savoie. Les émigrés et exilés reviennent dans la région; Massimo d'Azeglio est élu député, la première société ouvrière se crée à Ivree en 1852 et célèbre le droit d'association; ¹¹ Ivree devient (1859) le chef-lieu d'une circonscription (*circondario*) dans la Province de Turin; les villages sont détachés de leur seigneur et se constituent en communes.

En 1843 déjà une « Association Agraire » est fondée. Elle est divisée en comices agricoles. Ivree a également le sien ainsi qu'un champ expérimental de cultures. L'industrie forestière est améliorée aussi et un progrès lent mais continu se dessine. Il est favorisé par la construction des chemins de fer Ivree-Chivasso (1858) et Ivree-Santhia.¹²

Les principaux produits du sol sont alors les fruits, les châtaignes, les oignons, le vin, le blé, le chanvre, le lin, la soie, le charbon de bois. Du sous-sol, surtout le fer. Tous ces produits sont amenés sur le marché d'Ivree et même exportés hors de la province (toile de lin, fils de soie, peaux, vins). Ivree constitue le marché principal de la soie. Les vendeurs et acheteurs y affluent des zones et même des provinces voisines (Biella, Chivasso, Vercelli, Novara). Dans la zone d'Ivree il y a alors deux grands ateliers industriels de filature: le premier se fonde en 1855 à Ivree et occupe 500 personnes; le second en 1876 à Chiaverano et occupe 130 personnes.

L'industrie, inexistante encore en 1820, se développe rapidement. Outre la filature, citons, à Ivree, trois imprimeries, des fabriques de poids et mesures, distilleries, teintureries, une tannerie, deux fonderies de fer, une serrurerie, une fabrique d'allumettes. Dans les villages de la zone, outre la filature déjà citée, une tourbière, une cinquantaine de forges, une brasserie, une fabrique de poudre, quatre teintureries, une fabrique de papier, des carrières et des mines de fer. Les autres petites villes ou grands villages du Canavese, déjà plus proches du Turin, sont davantage industrialisés: à Pont Canavese une manufacture de coton occupant 2000 ouvriers, à Cuorgnè une fabrique de tissage du coton de 900 ouvriers,

¹¹ En 1856 pour la fête du Statut la société ouvrière décore son local avec cette inscription: « *La fierté du siècle, oubliant l'ouvrier de Nazaret, nous considère comme vendus au faste des riches; mais la loi de la liberté, qui s'inspire de l'Evangile, nous juge tous égaux et nous rend tous frères. D'esclaves de l'usine nous voici devenus une tribu laborieuse par le libre vote; et par des dons spontanés nous fêtons le saint principe de l'association qui enseigne aux fils du peuple la dignité du travail et des secours mutuels. Liberté veut dire puissance de l'amitié et l'esclave de ses passions n'aime pas la liberté. La paresse, le jeu, la crapule sont bannis de l'atelier, parce que si la loi nous dit libres, le devoir nous rend indépendants. Epargnez l'obole pour tirer votre frère du malheur* ». (Cité par D. BRUZZONE, *op. cit.*, p. 64).

¹² G. I. ARMANDINI, *Guida illustrata del Canavese e delle sue tramvie e ferrovie per le valli dell'Orco e della Rosa*. Torino, Camilla e Bertolero, 1887, 197 p.

à Castellamonte diverses fabriques de céramique avec 600 ouvriers, d'autres manufactures de coton et de filature de soie à San Giorgio et Agliè.

Le développement de l'industrie et les progrès de l'agriculture ne suffisent cependant pas à nourrir toute la population de la zone. Dès les années 1880 un fort courant d'émigration se dessine. Les émigrants sont surtout des maçons, ramoneurs, mineurs et manoeuvres. Depuis 1890 le mouvement s'accroît et, pour tout le Canavese, on délivrait en moyenne 1300 passeports par an.

Sur le plan politique les années de la fin du siècle sont marquées par les luttes entre le clergé d'une part, et le courant libéral et les idées socialistes d'autre part. A Ivree chacune de ces trois tendances possède son journal et c'est à travers leurs polémiques qu'on peut reconstituer, comme nous le ferons à propos des sociétés ouvrières, le climat politique de l'époque. Ces polémiques s'engagent à propos des festivités du 1er mai, des processions catholiques, des élections provinciales et communales et surtout sur les principes du socialisme et en particulier sur celui de la lutte des classes. Les articles abondent en citations: le *Manifeste Communiste* et *Rerum Novarum* y sont constamment opposés. C'est dans cette fermentation d'idées que les sociétés ouvrières se développent. Elles participent à ces conflits et c'est à propos d'elles que nous donnerons quelques extraits de la presse de cette époque.

Depuis, la centralisation du fascisme aidant, l'histoire du Canavese se lie encore plus intimement à celle de toute l'Italie. En 1927 on crée la province d'Aoste et toutes les communes de la circonscription d'Ivree lui sont attribuées. La zone d'Ivree n'est pas atteinte trop fortement par la guerre de libération à laquelle participent cependant un très grand nombre de jeunes gens appelés sous les armes. En 1945, un régime d'autonomie étant consenti à la Vallée d'Aoste, les communes du Canavese retournent à la Province de Turin.

Quant à l'organisation ecclésiastique, le diocèse d'Ivree fut créé en 397 et ses limites, calquées sur celles de l'ancien « *municipium* », ne varient guère au cours de l'histoire. En ce qui concerne l'administration de la justice, le Canavese est divisé en trois « *preture* » (Ivree, Strambino, Cuorgnè).¹³

Si du point de vue géographique et historique la zone d'Ivree apparaît avec précision, nous avons choisi un critère de délimitation plus actuel en nous basant sur les études préliminaires du « *plan de coordination urbanistique du Canavese* ». Dans un travail, dont on donne l'essentiel de la méthode en appendice, Toschi et Brambilla arrivent par des voies différentes à une délimitation de la zone « *gravitant* » autour d'Ivree. Ses

¹³ Voir carte de la région: Annexe V.

contours coïncident d'ailleurs avec la délimitation géologique et historique.

Le reste de ce chapitre apporte des informations sur les caractéristiques économiques et sociales des 48 communes choisies.

LES 48 COMMUNES ÉTUDIÉES

Définies comme « gravitant » autour d'Ivrée, ces communes n'en sont pas très éloignées. La distance routière de la plus éloignée d'entre elles n'est que de 19 km. Des services d'autobus les relient toutes au chef-lieu; en outre certaines usines ont organisé des services d'autocars pour leurs ouvriers. D'autre part, la ligne de chemin de fer Turin-Ivrée-Aoste touche neuf communes. Du point de vue routier, Ivree se trouve à la bifurcation des routes Turin-Aoste et Milan-Aoste. La carte de la région permet de se rendre mieux compte de la distribution des voies de trafic (Annexe V).

Quatre mille cinq cents ouvriers se rendent journellement à Ivree. En outre les communes dépendent du chef-lieu pour son marché hebdomadaire (qui reste une assez grosse foire), ses écoles, ses services médicaux et d'hospitalisation et surtout ses distractions. Les autres centres urbains du Canavese — Castellamonte, Rivarolo, Pont St-Martin — ne constituent que des centres d'attraction mineurs. Il en est de même pour Turin qui est à près de 60 km d'Ivrée. L'attraction de Turin et de Milan vaut surtout pour les commerçants et industriels d'Ivrée.

Nous envisagerons successivement le mouvement de population dans les villages; l'agriculture; l'artisanat, le commerce et l'industrie; la structure sociale de la population; les types d'habitation et leur confort; les écoles; les communications; les services sanitaires; les instituts de crédit; les fêtes et les loisirs; les traditions particulières à certains villages; les partis politiques.

Le mouvement de population.

Si la population d'Ivrée a beaucoup augmenté depuis le début du siècle et compte environ 18 000 habitants en 1955,¹⁴ celle des 48 communes qui l'entourent a baissé d'un cinquième entre 1871 et 1952:¹⁵

¹⁴ La population d'Ivrée passe de 11 528 habitants en 1901 à 17 521 en 1951. D'après NELLO RENACCO, *Il piano regolatore generale di Ivrea*, G.T.C.U.C., 1956, fascicolo 12, p. 46.

¹⁵ Le fascisme a procédé à plusieurs remembrements dans la structure communale en réunissant plusieurs petites communes en une seule. L'après-guerre verra un certain nombre de séparations. Actuellement 14 communes regroupent 29 fractions. On a considéré leur population avec celle de la commune principale. Au contraire, dans un essai de mesure de la vitalité coopérative de chaque village, on les a tenues séparées (Chapitre IX).

Population des 48 communes	1871	63 100
	1881	63 754
	1901	62 841
	1911	57 621
	1921	53 420
	1931	52 567
	1936	52 839
	1952	51 871

La grande période de dépeuplement se situe dans les années 1900 à 1920 et correspond à une massive émigration vers les Etats-Unis en particulier.¹⁶ A ce moment Ivree n'est pas encore en demeure d'exercer une attraction et la zone n'est pas suffisamment riche pour que son agriculture et son élevage puissent faire vivre des familles très nombreuses. *« La propriété du sol est fractionnée à l'excès et les biens de production encore rudimentaires. Les gens s'en vont donc à la recherche d'un revenu supérieur dans d'autres nations... Ce phénomène est ininterrompu et constant jusqu'à la fin de la libre émigration internationale, c'est-à-dire vers 1935 ».*¹⁷

Tous les villages n'ont pas été atteints au même point par cet exode rural; la table suivante montre l'ampleur de la dépopulation entre 1871 et 1952:¹⁸

<i>Mouvement de population entre 1871 et 1952</i>	<i>Nombre d'habitants en 1952</i>				
	moins de 500	500 à 1000	1000 à 1500	1500 et plus	
stable ou en augmentation	1	6	3	5	15
diminution de 10 à 25 %	—	4	3	3	10
diminution de 25 à 40 %	4	2	6	—	12
diminution de plus de 40 %	5	4	2	—	11
	10	16	14	8	48

¹⁶ Il ne nous a pas été possible de calculer l'ampleur de l'émigration vers l'Amérique du Nord aussi bien pour l'ensemble des 48 communes que pour chacune d'entre elles. Une étude portant spécialement sur l'émigration devrait se baser sur le dépouillement des archives du bureau d'état civil de chaque commune.

¹⁷ D'après une étude du plan régulateur inter-communal de 8 communes voisines d'Ivree. Ivrea, Ufficio Urbanistico del Canavese, 1955, 16 p. (dactylographié).

¹⁸ Le phénomène se poursuit encore: en 1953 la population de la Valchiusella (6800 habitants) a vu une émigration de 187 personnes dont beaucoup de familles entières. D'après la relation de A. OBERTO du centre communautaire d'Alice au Congrès *« Abolire la miseria »* à Rome (29 mars 1954).

Si 15 villages ont une population stable ou en augmentation tous les autres souffrent d'une diminution. Dans 11 villages l'exode rural atteint 40 % et plus.

Plus de la moitié des villages n'atteint pas 1000 habitants. A remarquer que les 8 communes de plus de 1500 habitants sont toutes, à une exception, voisines du chef-lieu (à moins de 9 km) dont elles constituent en somme la banlieue. Ces villages ont vu leur population augmenter par suite d'une assez forte immigration de Vénitiens durant ces cinq dernières années. Si l'objectif principal de ces immigrés est leur emploi dans les industries d'Ivrée, ils préfèrent pourtant s'installer dans les villages voisins où les logements sont moins chers et où ils peuvent de temps en temps faire quelques journées de travail à la campagne. L'afflux a été si fort que quatre villages voisins d'Ivrée ont une population composée en moitié d'immigrés.¹⁹

Ces indications sont importantes pour notre travail; on verra plus loin que l'ampleur du dépeuplement rural, la distance du chef-lieu et la grandeur du village ont un effet sur la vitalité coopérative.

L'émigration à long terme s'est ralentie fortement et l'émigration saisonnière se dirige surtout vers la Suisse romande (main-d'oeuvre féminine pour le travail de la vigne et de l'agriculture dans le canton du Valais). On peut évaluer à une centaine le nombre des jeunes filles et jeunes gens se rendant en Suisse chaque année.

Dans la zone elle-même on constate une forte émigration vers Ivree et des contacts de plus en plus fréquents entre villages. C'est ainsi que les mariages entre habitants du même village sont devenus plus rares, les jeunes gens choisissant de plus en plus leur épouse dans d'autres villages que le leur.²⁰ En règle générale on ne trouve plus de relations entre consanguins, encore qu'on constate fréquemment dans les villages les plus retirés des mariages entre parents plus éloignés que le troisième degré et ceci pour éviter que la terre ne se morcelle davantage.

La comparaison entre l'âge de la population des villages et celui de la population de l'ensemble de l'Italie illustre bien les effets de l'exode rural. La population des villages comporte une plus forte proportion de personnes âgées (50 à 60 ans) et un défaut d'éléments jeunes (surtout moins de 20 ans):

¹⁹ Cet afflux de main-d'oeuvre ne peut être arrêté. Au termes de la constitution italienne la commune ne peut refuser le droit de résidence aux nouveaux arrivants.

²⁰ Dans un village isolé, non traversé par la route provinciale, on remarque cependant que 90 % des mariages ont encore lieu entre les jeunes du « pays ».

	<i>Zone d'Ivrée</i> ²¹	<i>Italie</i> ²²
moins de 20 ans . . .	23,6 %	34,8 %
21 à 30 ans	14,7 %	17,1 %
31 à 50 ans	29,0 %	26,3 %
51 à 60 ans	21,5 %	9,8 %
plus de 61 ans . . .	11,2 %	12,0 %
	100,0 %	100,0 %

La densité de la population. La densité de la population de cette zone est plus faible que celle de la province de Turin tout entière: 138,7 habitants au km² contre 210 pour la province. Le densité descend à 90,7 si on fait exception d'Ivrée.²³

L'agriculture.

L'élevage du ver à soie est l'activité agricole principale jusqu'avant la première guerre mondiale.²⁴ En quelques années à partir de 1911, sous le coup de la concurrence des producteurs d'Extrême-Orient et de l'invention des fibres artificielles, tous les mûriers disparaissent.²⁵ En 1925-26 la réadaptation des cultures est déjà accomplie au profit des céréales et du maïs.

Autres cultures disparues à la même époque: le chanvre et le lin dont on trouve encore maintenant les ateliers de teinture désaffectés.²⁶ Ces productions se sont maintenant localisées dans le sud de l'Italie.

²¹ Population de 44 villages. 100 % = 48 492 habitants.

²² D'après l'*Annuario Statistico Italiano*. Roma, Istituto Centrale di Statistica, 1954, Serie V, Vol. VI, p. 28. Recensement de 1951. 100 % = 47 millions d'habitants.

²³ Les données concernant cette section proviennent, sauf autres indications, de l'ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA, *IX Censimento Generale della Popolazione*, 4 novembre 1951, *Dati Sommarî per comune, Provincia di Torino*, Vol. I, Fascicolo 5, Roma, 1955, 119 p. et de documents et relevés statistiques mis à notre disposition par l'*Ufficio Urbanistico del Canavese* à Ivrée.

²⁴ Le vieux dicton de la région rappelle la dépendance des deux cultures principales, soie et vigne: *Spusirumsi l'an c'ai ven se ai bigat a van ben e la vendûmia* (nous nous marierons l'an prochain si la récolte de la soie et la vendange sont bonnes).

²⁵ Pour toute l'Italie la production de soie grège passe de plus de 6 millions de kg en 1906 à 4,5 millions en 1914. Les mûriers du Canavese disparaissent durant cette première phase de baisse. Ces chiffres de production sont donnés dans *L'industria italiana alla metà del secolo XX*. Roma, Confederazione Generale dell'industria italiana, 1953, 1300 p.

²⁶ Le nom Canavese dérive d'ailleurs de *canapa*, chanvre. Cette étymologie est cependant contestée.

Le tableau suivant donne l'utilisation actuelle du territoire de cette zone (Ivrée comprise):

Cultures	24,67 %
Prés et pâturages .	40,19 %
Vignes et vergers .	5,87 %
Forêts	19,48 %
Routes, constructions	6,03 %
Non cultivé	3,76 %
	100,— % (= 50 021 ha)

Les cultures consistent surtout dans le blé et le maïs; ²⁷ à cela viennent s'ajouter la culture des pommes de terre et les cultures maraîchères (asperges, tomates, oignons) absorbées en majeure partie par le marché d'Ivrée. La plus forte partie du sol reste cependant à la disposition de l'élevage. Cette région a développé une spécialité de veaux (*vitello sanato*), appréciée à travers toute l'Italie. L'ancienne forme du contrat de « *socida* » par lequel on confiait les jeunes veaux aux propriétaires de pâturages et par lequel on se partageait la viande au moment de l'abattage est en voie de disparition. Actuellement les paysans préfèrent louer leurs champs contre un revenu en espèces.

A mesure qu'on s'éloigne d'Ivrée vers la Vallée d'Aoste ou qu'on remonte la Valchiusella la proportion des terres cultivables baisse au profit des pâturages. Cela nous explique pourquoi les laiteries coopératives se sont plutôt développées dans ces vallées et pourquoi on ne trouve les coopératives d'utilisation de machines agricoles que dans la plaine.

Les troupeaux montent à l'alpage en avril et y restent jusqu'en novembre. Les bergeries sont la propriété individuelle des agriculteurs de la commune. Chaque année pourtant, le nombre de pièces de bétail conduites à l'alpage diminue. Dans les villages de la plaine seuls les paysans originaires de la Vallée d'Aoste continuent la coutume.

Le capital zootechnique se compose de vaches, chèvres et moutons. Dans la plaine on trouve des élevages de porcs. Aussi bien dans la plaine que dans la montagne les chevaux sont assez rares. Le fait tient à la très petite propriété où le cheval serait un instrument de travail trop coûteux.

²⁷ Les cycles de production ne sont pas toujours suivis rationnellement et en général on cultive une année du blé et l'année suivante du maïs.

Presque chaque famille possède son petit coin de vigne. Il n'y a pas de vin typique de cette zone: il s'agit d'une qualité inférieure qu'on peut classer dans les *Barbera*.²⁸ La coutume de laisser sécher le raisin dans les greniers et de le traiter seulement au mois de mars est bien généralisée. Le produit est un vin blanc doux, le *passito*. La culture de la vigne était beaucoup plus répandue au siècle passé mais le phylloxéra en a détruit beaucoup qu'on n'a plus replantée ensuite. La gradation du vin est très faible et généralement n'atteint pas 10°. La cave coopérative créée en 1955 a cependant réussi à en augmenter la teneur en alcool.

Pour ce qui est des forêts, il faut surtout citer la cueillette des châtaignes dans tous les villages. Dans quelques villages de la plaine on a développé depuis quelques années des plantations de peupliers canadiens dont le bois est utilisé en menuiserie et dans les fabriques de papier.

Le recensement n'indique pas l'activité de la pêche au bord du lac de Candia. Une petite exploitation en a la concession exclusive et occupe 6 pêcheurs à temps complet.²⁹

Si de l'avis unanime la propriété foncière est très fragmentée on n'a cependant pas pu en connaître la répartition pour tous les villages. D'après le recensement, le nombre des agriculteurs directs est très élevé; ³⁰ par contre, à l'inverse d'autres régions d'Italie, le nombre des propriétaires ne cultivant pas personnellement leur terre est très faible: ³¹

propriétaires cultivateurs	6 702
propriétaires ne cultivant pas personnellement leur terre	23
aides non salariés	4 632
<i>Total des personnes actives dans l'agriculture . .</i>	<i>11 357</i>

²⁸ La tradition affirme cependant que le vin d'un des villages, Carema, était fort apprécié à la cour de France.

²⁹ Les habitants du village de Candia ayant le droit de pêcher 200 grammes de poisson par jour et par membre de leur famille.

³⁰ D'après les catégories du recensement, sont considérés comme cultivateurs directs, « ceux qui gèrent une entreprise agricole, forestière, d'élevage et en supportent les risques et dans laquelle ils travaillent eux-mêmes ou emploient la main-d'œuvre de leur famille ». Sont considérés comme cultivateurs non directs, « ceux qui gèrent une entreprise agricole, forestière ou d'élevage et en supportent les risques et dans laquelle ils ne travaillent pas eux-mêmes ou n'emploient pas leur famille ».

³¹ Ces proportions sont calculées sur 44 communes et Ivree n'est pas comprise.

Dans le nombre total des personnes actives dans l'agriculture sont donc comprises les personnes aidant l'agriculteur mais sans être leur salarié (*coadiuvanti*) comme par exemple les frères et surtout le père et beau-père de l'agriculteur.

Les chiffres présentés plus loin sur la répartition de la propriété du sol ne sont pas complets. Les données ci-dessous permettent cependant de calculer la moyenne de la terre à disposition ou en propriété: ³²

superficie moyenne de la terre (cultures, prés et pâturages, vignes et vergers) par propriétaire	4,77 ha
superficie moyenne de terre (cultures, prés et pâturages, vignes et vergers) à disposition de chaque personne occupée dans l'agriculture ³³	2,82 ha

La répartition de la propriété du sol dans 26 villages nous amène au tableau suivant:

moins de 0,5 ha	891	24,6 %
0,51 à 1 ha	932	25,6 %
1,01 à 3 ha	1391	38,2 %
3,01 à 5 ha	332	9,1 %
5,01 à 10 ha	74	2,0 %
10,01 à 20 ha	13	0,3 %
20,01 à 50 ha	4	0,2 %
50,01 à 100 ha	2	
100,01 à 200 ha	1	
	3640	100,0 %

³² Moyenne calculée sur 44 villages (Ivrée non comprise) et d'après les superficies de terre en cultures, prés et pâturages, vignes et vergers.

³³ Ce nombre serait encore plus faible si nous pouvions tenir compte du grand nombre de femmes occupées dans l'agriculture et que le recensement classe comme ménagères (on estime que deux tiers des ménagères travaillent aussi à la campagne). De même il faudrait tenir compte d'une assez forte proportion d'ouvriers d'usine cultivant leur coin de campagne après le travail. « *La terre est considérée comme un bien inaliénable, conservé jalousement et travaillé tenacement dans les heures que le travail de l'atelier laisse libres; parce qu'il est considéré comme une garantie sûre, même s'il est modeste, contre les possibilités de malheur. La crainte de ne pas avoir toujours une occupation stable dans l'industrie persiste dans cette zone et justifie donc cette conservation* ». D'après l'étude de l'UFFICIO URBANISTICO DEL CANAVESE, loc. cit.

On remarque immédiatement que la presque totalité des exploitations agricoles a une surface de 5 ha et moins.³⁴ La terre est réellement fractionnée à l'excès: 50 % des propriétaires ont moins d'un hectare de terre.³⁵ La situation est d'ailleurs la même dans les communes de montagne que dans celles de la plaine, où par contre se trouvent les trois propriétaires de plus de 50 ha.³⁶

La propriété de la commune est forte surtout dans les villages des flancs de la montagne ou de la Valchiusella où elle peut atteindre 1100 ha. Dans la plaine elle varie entre 20 et 100 hectares.³⁷ Dans les montagnes ces terres sont surtout des forêts et des alpages loués aux éleveurs. Dans la plaine il s'agit de terres de labour louées aussi aux paysans qui arrivent ainsi à agrandir un peu leur champ de travail.

Il n'y a que peu de contrats de métayage (*mezzadria*) et seulement pour les terres des anciens seigneurs féodaux. Certains marquis ou comtes possèdent encore 150 à 180 ha, soit dans un cas le tiers de la superficie de la commune.

Les paroisses possèdent encore quelques terres qu'elles louent ou donnent en métayage (il y a même deux cas où le prêtre cultive lui-même son domaine). Leur propriété est en général plus grande que celle des paysans et, à part deux paroisses de 75 et 100 hectares et trois où le prêtre vit strictement des dons de la population et de l'aide de l'évêché, leur propriété est en moyenne de 8 hectares.

³⁴ Le phénomène n'est pas seulement propre à cette région: 83 % des propriétés foncières privées italiennes sont des terres de moins de 2 hectares. D'après MARIO ROSI, *La distribuzione della Proprietà fondiaria privata*. Comunicazione presentata alla XVI riunione scientifica della Società Italiana di Economia, Demografia e Statistica, Perugia, 1956; à paraître in *Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica*; voir aussi GIUSEPPE ALUFFI, *La piccola proprietà contadina si difende soltanto con le cooperative*. *Sentinella del Canavese*, No 8, 24.2.56. A titre de comparaison notons qu'en Suisse, également pays de petites et moyennes propriétés, 20% des exploitants ont moins d'un ha, 37,5 % de 1 à 5 ha, 24,8 % de 5 à 10 ha; au total 82,3 % des exploitations agricoles ont moins de 10 ha. La comparaison de ces chiffres avec ceux présentés ici est éloquent. Ajoutons toutefois que les cantons de montagne (Valais et Tessin surtout) présentent les mêmes caractères de propriété, d'habitation et de dépopulation que cette zone d'Italie. D'après R. SCHMIDT et M. BOSON, *La paysannerie et l'économie suisse*. Bâle, USC, 1944, 103 p.

³⁵ Si la terre est généralement très bien cultivée, l'excessif fractionnement est toujours invoqué comme excuse à la méfiance envers tout groupement de producteurs dans des coopératives d'achats ou de transformation et de vente des produits. Cf. A. RONCO, *Cooperazione contadina*. *Sentinella del Canavese*, 35, 10 sept. 1954.

³⁶ Pour quelques autres communes nous savons que la propriété maximum est de 12 ha, 7 ha, 9 ha et même 3 ha en terre et forêt.

³⁷ Au contraire les dimensions de la propriété privée restent les mêmes en plaine et en montagne.

Il est difficile de connaître le revenu dont disposent les habitants des villages. Il faudrait tenir compte de l'apport en espèces que procure le travail dans l'industrie. On remarque en effet que l'agriculture ne se survit que grâce à ces revenus industriels qui permettent l'achat d'outils et d'engrais. La part de ceux-ci varie d'un village à l'autre. Dans les monographies de chaque village de cette zone les enquêteurs du G.T.C.U.C.³⁸ ont pu établir le revenu moyen pour un certain nombre de villages: il varie entre 300 et 700 000 liras par an et est nettement plus fort dans les villages immédiatement voisins d'Ivrée.³⁹

Les revenus en espèces apportés par le travail dans l'industrie sont parfois utilisés pour l'achat de terres et ceci spécialement pour les immigrants qui désirent eux aussi, comme nous l'avons vu plus haut, se prémunir contre une crise qui les mettrait au chômage.

Une donnée intéressante à ajouter à ces quelques informations consiste en fait que la terre n'est hypothéquée que dans de très rares cas et seulement chez des commerçants et artisans qui désirent obtenir un peu d'argent liquide pour financer une construction ou un achat d'équipement. Les paysans par contre n'ont pas l'habitude d'engager leurs biens pour financer une amélioration des cultures. L'inexistence d'un endettement foncier favorise donc les expériences de coopération agricole en donnant à chaque propriétaire membre la possibilité de mettre ses terrains en garantie du financement de l'association coopérative.⁴⁰

L'artisanat, le commerce et l'industrie.

L'industrie ne s'implante que tardivement dans cette zone et ne se développe fortement que depuis quelques années. Elle ne chasse pas pour autant les artisans traditionnels qui sont encore assez nombreux dans les villages: charrons, maréchaux ferrant, menuisiers, ébénistes, cordonniers, savetiers, ferblantiers, maçons, meuniers, pelletiers, transporteurs, tailleurs. Chaque village a aussi au moins une couturière et dans plusieurs d'entre eux des tricoteuses travaillent à domicile pour des entreprises de la ville.

Ces artisans vivent très chichement et peu à peu leur nombre diminue. Les fils vont à l'usine où, comme les forgerons, deviennent des mécaniciens et montent de petits ateliers de réparation de vélos et de motos.

³⁸ Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese; monographies sur la structure sociale et sur l'état des constructions de chaque commune (dactylographiées).

³⁹ Ces moyennes ont été calculées pour douze communes.

⁴⁰ Voir les essais tentés dans cette direction par le Mouvement Comunità (Chapitre IX).

Le commerce de détail souffre beaucoup du dépeuplement rural, des facilités de transport et surtout du contact avec la ville (les ouvriers ayant tendance à faire leurs courses à Ivree après le travail). Par ailleurs tous les achats d'habillement sont faits au chef-lieu. De même pour l'ameublement que les ébénistes et menuisiers des villages n'arrivent pas à réaliser aux mêmes prix. Les machines et outils agricoles proviennent du chef-lieu aussi.

A part les commerces de détail fixes, il faut citer la part importante que jouent encore les marchands ambulants et les foires. Ces dernières ont lieu toutes les semaines dans les grands villages et à Ivree. Les marchands ambulants habitent les villages voisins d'Ivree et viennent vendre des légumes ou des fruits à la foire.⁴¹ En outre subsiste, mais limitée à un seul village, la coutume des femmes colporteurs. Elles quittent leur domicile au printemps et n'y reviennent qu'à la fin de l'automne circulant d'un village à l'autre en vendant de la mercerie. On les appelle en dialecte local les « *Trne* ».⁴²

Le commerce de gros, plus florissant que celui de détail, concerne surtout le bois, le bétail, les céréales, le vin, les fromages.

On peut distinguer deux sortes d'activités industrielles : celles qui sont le prolongement d'entreprises artisanales et celles qui s'implantent dans la zone durant ces cinquante dernières années.

Parmi les premières il faut citer les mines de fer de la Valchiusella.⁴³ Les Romains les exploitaient déjà (ainsi que quelques gisements d'or) et on sait qu'en 1488 la communauté des chefs de famille de Traversella reçoit des ducs de Savoie la concession de leur exploitation. Elles s'étendaient alors sur quatre des communes actuelles. Maintenant elle se limitent à une seule commune et appartiennent à l'usine Fiat de Turin. Le minerai y est amené par camions. Elles comptent 150 ouvriers. Dans un autre village du début de la vallée d'Aoste une autre mine de fer employant 100 ouvriers est en exploitation.

Le minerai était autrefois travaillé sur place. Avant la dernière guerre déjà on a recommencé l'exploitation mais les anciennes forges dans les villages ne se sont pas rouvertes.

Les carrières sont aussi exploitées depuis fort longtemps dans les villages à flanc de coteaux : six carrières de granit employant 75 ouvriers et

⁴¹ Dans un seul village voisin d'Ivree on ne dénombre pas moins de 100 licences de marchands ambulants de fruits et légumes.

⁴² Il y a encore une centaine d'années ces femmes vendaient sur les marchés des petits mouchoirs (*frigi*) en fil de chanvre qu'elles avaient confectionnés durant l'hiver. D'après le *Dizionario Geografico-Storico, Statistico-commerciale degli stati di S. M. il Re di Sardegna*. Torino, 1846, Fascicolo 59, p. 637.

⁴³ Cf. ALESSANDRO BONACOSSA, *Monografia sulle miniere di Brosso*. Torino, Tipografia Reale di G. B. Paravia e Comp., 1900, 90 p.

produisant surtout des pavés, une scierie de marbre (33 ouvriers), deux carrières de chaux employant 100 ouvriers. En 1950 s'est fermée une mine de quartz qui employait une vingtaine d'ouvriers.

Enfin, dernière industrie à tradition artisanale, celle du papier. D'après Carandini, la fabrique de papier de Parella se fonde en 1471.⁴⁴ En comptant une autre fabrique, 85 ouvriers sont employés dans cette industrie.

L'industrie moderne, sans support artisanal, est représentée principalement par la fabrique de machines à écrire Olivetti. Créée en 1908, elle emploie déjà 125 personnes en 1915, en 1934 mille, en 1940 trois mille. En 1951 cinq mille et aujourd'hui sept mille à Ivree et 700 à Agliè autre village du Canavese. Le développement de l'usine est tardif et ce n'est qu'après 1945 qu'elle se développe fortement.

A Ivree aussi, une usine mécanique s'installe en 1906 et emploie aujourd'hui 650 ouvriers. En 1921 s'implante une fabrique de soie artificielle qui emploie maintenant 1500 ouvriers. Enfin, jusqu'en 1955 existait aussi une fabrique de cycles (500 ouvriers).

Dans les villages il faut citer :

	<i>ouvriers</i>
une fabrique d'aluminium	500
deux ateliers de tissage de coton	600
un atelier de tissage de laine	90
quatre usines mécaniques	130
une tuilerie et fabrique de briques . . .	30
trois moulins et usines électriques . . .	30
une fabrique de calcium	35 + 180 ouvriers à temps partiel
deux fabriques d'eaux gazeuses	33

Les mines et carrières et ces diverses usines emploient au total 2000 à 2300 ouvriers qui représentent environ un tiers des ouvriers des villages; les autres, 4460, se rendent à Ivree.⁴⁵

Le tourisme représente une autre industrie dans quatre villages de la Valchiusella. Elle n'est cependant que peu développée par manque d'hôtels

⁴⁴ Cf. FRANCESCO CARANDINI, *La cartiera di Perella e le sue antiche origini. Bollettino storico e bibliografico subalpino*, Vol. XLIV, 1942.

⁴⁵ Ces données concernent 1951. La situation a évolué depuis et le nombre total des ouvriers peut être estimé à environ 8000. D'autre part, la création de la nouvelle usine Olivetti dans un village hors de cette zone, Agliè, draine un grand nombre d'ouvriers des villages étudiés (en plus de ceux travaillant à Turin et dans d'autres villages du Canavese).

et d'installations de loisirs (cinémas, jeux, etc.). Le touristes sont en majorité des familles ouvrières et de petits employés choisissant ces villages à cause du coût assez bas du séjour. Il existait aussi au début du siècle une station balnéaire dans un des villages. Elle n'est plus fréquentée aujourd'hui et a donné lieu à une fabrique d'eau gazeuse.

La structure sociale.

Nous obtenons la distribution suivante des professions dans les villages étudiés :

<i>Population active</i>		%
Agriculteurs	11 357	23,4
Artisans et commerçants	2 371	4,8
Professions libérales	117	0,2
Industriels	56	0,1
Employés dans l'industrie	364	
autres employés	758	
	1 122	2,4
Ouvriers d'industrie	6 268	
autres ouvriers	2 659	
domestiques de maison	230	
	9 157	18,5
Chômeurs	89	
Jeunes gens attendant un emploi .	1 613	
	1 702	3,6
Ménagères	12 264	25,3
	38 146	78,3
<i>Population non active</i>		
Pensionnés	1 024	
Invalides	1 948	
Rentiers	125	
Religieux	125	
	3 222	6,8
Etudiants	695	
Ecoliers	3 377	
Enfants au-dessous de 6 ans . . .	3 152	
	7 224	14,9
<i>Population totale</i>	48 592 ⁴⁶	100%

⁴⁶ Statistique portant sur la population de 44 communes, Ivree non comprise.

Si nous exceptons les femmes qui restent dans les foyers, on remarque que près du quart de la population travaille la terre. Il faut ajouter à cette proportion une partie des 2659 ouvriers ne travaillant pas dans l'industrie.

Les artisans et commerçants ne sont que peu nombreux. Pour toute la province de Turin ils représentent 5,7 % de la population. Ils se concentrent surtout dans les centres urbains. Il en est de même pour les professions libérales et les industriels.

Quant aux ouvriers de l'industrie, la majorité, 71,1 %, travaille dans les 5 industries principales d'Ivrée.⁴⁷ C'est là un des facteurs principaux de l'attraction du chef-lieu. Il faudrait ajouter une partie des employés dans l'industrie qui font aussi tous les jours les déplacements à Ivree. Les employés tendent cependant à s'établir en ville.

Les quelques 125 rentiers que signale cette distribution sont en majorité des anciens émigrés revenus dans les villages vivre des économies réalisées à l'étranger (USA surtout). En outre, chaque été voit revenir des émigrés en vacances. Par des dons ils soutiennent certaines sociétés et même plusieurs travaux d'utilité publique ont pu être financés ainsi.

Le nombre des religieux indiqué dans la table ne comprend pas quatre couvents groupant environ 200 prêtres et séminaristes.

La statistique des chômeurs complets est très approximative: seuls les individus n'ayant jamais travaillé sont considérés comme chômeurs dans le recensement.⁴⁸ Si ce sont donc les cas très graves de chômage qui sont enregistrés ici, on ne peut évaluer avec précision le nombre réel des chômeurs, sans occupation pour le moment, ou travaillant, comme certains ouvriers agricoles, 150 jours par an. De nombreux paysans même sont presque des chômeurs: la faible étendue de leur terrain ne leur permet pas plus de 100 journées de travail par an. Il faut donc plutôt parler de sous-occupation que de chômage: par l'afflux de la main-d'œuvre immigrée, dépourvue de toutes ressources et obtenant très souvent du travail plus rapidement, les fils des petits paysans doivent attendre beaucoup plus longtemps; d'où la sous-occupation très forte dans l'agriculture, constituée par les jeunes gens ayant terminé leur scolarité ou leurs études et n'ayant pas encore trouvé du travail. La coutume est très répandue de faire établir le livret de travail à 14 ans et beaucoup de jeunes gens refusent systématiquement un emploi dans une autre fabrique que l'usine Olivetti où les conditions de travail et de sécurité sont meilleures. De plus, un certain nombre de petits propriétaires agricoles se fait aussi inscrire dans les registres du chômage pour donner la

⁴⁷ Calculé d'après la table fournie par U. Toschi, *op. cit.*, p. 40.

⁴⁸ Le questionnaire de recensement demande en effet le nom du dernier employeur si la personne n'est pas employée à ce moment. Les deux catégories de personnes sont alors considérées comme travaillant.

possibilité aux membres de leur famille qui travaillent dans l'industrie de toucher les assurances sociales.

Une enquête menée en 1955 par l'*Ufficio Urbanistico del Canavese* permet de citer des données plus sûres relatives au chômage. L'enquête porte sur 26 communes dont 16 dans cette zone, dans un rayon de 10 km autour d'Ivrée et groupant la moitié de la population de la zone:

proportion de chômeurs par rapport à la population totale ⁴⁹	6,4 %
proportion des jeunes gens dans l'attente d'un premier emploi ⁵⁰	2,1 %

La proportion des chômeurs est sensiblement plus élevée que celle donnée par le recensement. D'autre part, les chiffres étant plus récents, ils donnent une meilleure idée de la situation réelle actuelle. Examinons encore quelques cas précis de chômeurs: la table suivante donne pour 14 villages autour d'Ivrée la situation de famille des chômeurs secourus par les subsides de l'assistance d'hiver.

Nombre de personnes travaillant dans la famille	Taille de la famille										
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
aucune	41	51	43	24	13	10	7	1			
une				1	38	19	11	7	2		2
deux						1		1	1	3	

Cette table enregistre surtout les cas très graves de chômage. Si on excepte les célibataires on remarque que dans les 235 familles présentées par la table, et ayant obtenu les secours d'hiver, il n'y a que 92 personnes qui travaillent pour nourrir 1043 adultes et enfants. La majeure partie de ces familles est constituée par des immigrés récents et n'ayant pas encore pu trouver un travail régulier.⁵¹

Le nombre des étudiants peut paraître élevé (un écolier sur cinq deviendrait étudiant) si non ne précise pas que sont considérés comme étudiants tous les jeunes gens qui prolongent leurs études au delà des 5 ou 6 années de scolarité obligatoire.

⁴⁹ Population des 16 communes: 25 492 habitants.

⁵⁰ Chiffre calculé sur 14 villages.

⁵¹ Ces données complémentaires sont extraites d'une *Inchiesta sulla disoccupazione*. Ivrea, Ufficio Urbanistico del Canavese, 1955 (dactylographié).

Du point de vue des niveaux d'instruction nous avons la distribution suivante :

instruction élémentaire	37 074
moyenne inférieure	1 356
moyenne supérieure	662
formation universitaire	204
analphabètes	326
	39 622 ⁵²

La très grande majorité des habitants des villages n'a que 3 ou 5 ans d'école primaire derrière elle. Un peu plus de 3 % des habitants ont eu une formation post-scolaire (entre 11 et 15 ans) technique ou de préparation à d'autres études. Un peu plus d'un pour-cent a une formation équivalant au gymnase ou au lycée et moins de 1 % une formation universitaire.

Enfin les analphabètes représentent près de 1/100ème de la population.

Les grandes familles ne sont plus aussi nombreuses qu'autrefois et pour les ménages nombreux il faut citer les cas de cohabitation entre parents et enfants mariés, les grands parents continuant de travailler la campagne alors que les jeunes essaient de s'embaucher à l'usine.⁵³ Voici la distribution des noyaux familiaux :

		%
Personnes vivant seules	2943	18,2
Ménages de 2 personnes	3810	23,7
Ménages de 3 personnes	3925	24,4
Ménages de 4 personnes	2922	18,1
Ménages de 5 personnes	1486	9,2
Ménages de 6 personnes	624	3,8
Ménages de 7 personnes	234	} 2,6
Ménages de 8 personnes	115	
Ménages de 9 personnes et plus . .	71	
	16 130	100%

⁵² Statistique portant sur 43 communes, Ivrée exclue (non compris les enfants, écoliers et étudiants).

⁵³ Les familles nombreuses se recrutent surtout chez les émigrants des provinces de Venise et qui se sont installés, comme on a vu, surtout dans les communes voisines d'Ivrée.

Les jeunes gens essaient de joindre la ville et leur départ diminue la taille des familles. On a déjà vu auparavant l'ampleur de l'exode rural. Le fait que 3000 maisons, 15,7 %, soient inhabitées le confirme.⁵⁴

Les maisons et leur confort.

En gros on trouve les types suivants d'habitations dans les villages :

- des maisons de campagne avec une cour intérieure et habitées par plusieurs familles ayant en commun le toit et, selon les cas, les granges et autres locaux de stockage agricole, le puits, les toilettes. Dans la plaine, au sud d'Ivrée, ce type de maison est plus fréquent et sert d'habitation au propriétaire et à ses domestiques de campagne et à leur famille (type de la *cascina*);
- des maisons rurales à une seule famille avec habitation d'un côté et du côté opposé, séparée par la cour intérieure, la partie agricole;
- des maisons rurales à un étage, le rez-de-chaussée servant d'écurie et de remise et l'étage à l'habitation;
- des maisons à usage exclusif d'habitation presque toujours avec une petite cour. Avec les deux types précédents ce sont les maisons qui forment le vieux village. Dans les villages de la montagne les habitants possèdent encore une maison plus haut sur la montagne où ils vivent durant l'été;
- des maisons locatives de construction très récente et situées hors des limites de l'ancien village.

Enfin, dans tous les villages, occupant une position dominante, le palais ou le château de l'ancien seigneur féodal.

Les maisons agglomérées dans le village laissent peu de place aux rues étroites et tortueuses où les chars circulent difficilement. Les travaux publics comme les réseaux d'égouts n'ont pas été entrepris dans la très grande majorité des communes et l'amenée d'eau par un aqueduc commun à tout le village n'existe que dans celles de la plaine.

⁵⁴ 15 911 maisons habitées et 2975 maisons habitables abandonnées.

La maison est le bien économique le plus sûr; même si le confort n'existe pas: ⁵⁵

		%
propriétaires de leur maison . .	12 953	71,3
locataires	2 616	14,5
usage gratuit	2 349	12,9
cohabitation	344	1,3
	18 262	100%

Près des trois quarts des ménages sont propriétaires de leur maison et moins de 15 % paient un loyer.

Quant au confort, les quelques chiffres suivants montrent qu'il est encore presque inconnu dans cette zone. La situation qu'illustrent ces données est celle de 1951. Depuis, des changements notables sont intervenus: on a beaucoup construit, même dans les villages, et la situation s'est améliorée.⁵⁶

maisons avec éclairage électrique ⁵⁷	80,9 %
maisons avec eau à l'intérieur ⁵⁸	32,5 %
maisons avec WC et chasse d'eau	7,1 %
maisons avec bain	2,1 %
cuisines équipées au gaz ou à l'électricité . . .	5,6 %

C'est surtout à propos de l'équipement des cuisines que la situation s'est améliorée depuis 1951; c'est à cette époque que la vente du gaz en bonbonnes se généralise.

Les écoles.

Peu de progrès ont été réalisés depuis le début du siècle, tant au point de vue de la construction de nouveaux bâtiments qu'au point de vue de leur aménagement intérieur. Seuls les grands villages ont des classes

⁵⁵ Ces proportions sont calculées sur la base de 45 villages.

⁵⁶ Ces proportions sont calculées sur la base de 45 villages.

⁵⁷ Maisons habitées et abandonnées. Il est à penser que ce sont surtout ces dernières qui sont dépourvues de lumière électrique. Une seule fraction de village n'a pas d'électricité.

⁵⁸ Plusieurs villages ne possèdent pas d'aqueduc mais seulement des puits.

séparées. Dans tous les autres l'instituteur enseigne aux 5 ou 6 classes ensemble.⁵⁹

Seuls trois grands villages ont une école complémentaire donnant, sur une durée de deux ans, des cours de technique industrielle, commerciale ou agricole.

Les écoles maternelles (*asili*) présentent la même situation. On en parlera plus loin.

Pour les études complémentaires, secondaires ou lycée les enfants et jeunes gens doivent se rendre à Ivree. Ils peuvent suivre les cours dans les écoles du gouvernement ou dans des écoles privées, laïques ou religieuses.⁶⁰

Les communications.

Malgré les services de transport assez développés des cars et autobus, les communes restent bien souvent isolées. Ce sont encore des hameaux où aucune activité industrielle n'a pénétré. Les quelques données suivantes nous permettent de nous en rendre mieux compte: dans 14 villages il n'y a qu'un seul abonné au téléphone et dans 14 autres il y en a de 2 à 5; dans 10 villages on en trouve entre 5 et 20 et seulement trois d'entre eux en ont 30 à 70.⁶¹ Au total il n'y a qu'un poste de téléphone pour 120 habitants.⁶²

Chaque village possède un bureau de poste et s'il part de chacun d'eux en moyenne 73 lettres et cartes postales par jour, dans 18 communes on en expédie moins de 50 par jour.⁶³ La nombre moyen de versements postaux est de 2,1 par jour et par village. Dans 15 villages ils sont même trop rares pour qu'on puisse en mentionner un par jour.⁶⁴

Si ces quelques chiffres donnent une idée de l'isolement des communes, il faut rappeler que sur le plan du travail industriel elles se rapprochent davantage d'Ivree. De même sur le plan des loisirs par le développement très fort des moyens individuels de transport (surtout scooters).

⁵⁹ Bien que constitutionnellement la durée de la scolarité soit de 8 ans, elle n'est encore que de 5 ou 6 ans dans cette région.

⁶⁰ Cf. LAMBERTO BORCHI, *Le scuole e l'educazione a Ivrea*. Ivrea, Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese, 1954, 74 p.

⁶¹ Ces données datent de 1951. La situation s'est modifiée quelque peu depuis.

⁶² D'après la population de 47 communes.

⁶³ Y compris la correspondance officielle. D'après les données de 40 communes.

⁶⁴ N = 39. Les envois de lettres recommandées sont en moyenne de 6,4 par jour et par village. Pour les trois catégories d'échanges postaux mentionnées ici (lettres, recommandés, versements) le nombre des arrivées est toutefois légèrement supérieur à celui des départs.

Les services sanitaires.

Du point de vue des services médicaux il y a en moyenne un médecin et un pharmacien pour 3 communes. Les médecins spécialistes résident à Ivrée où il y a aussi deux hôpitaux. Dans les villages, un seul hôpital pour un vingtaine de malades.

Seul cinq villages ont des hospices hébergeant au total une soixantaine de vieillards. En outre il existe une maison de repos d'une usine de la région; elle accueille une trentaine d'ouvriers et employés. Enfin il existe un sanatorium pour une cinquantaine de malades.⁶⁵

Neuf vétérinaires sont répartis dans les 48 communes.

Les institutions de crédit.

On note 7 succursales de la Caisse d'Epargne de Turin. Pour toutes les opérations de crédit les habitants des villages viennent cependant de préférence à Ivrée. Ils peuvent en outre confier leurs économies à la *Cassa di Risparmio Postale* du bureau de poste de leur village.

Les fêtes et les loisirs.

La très ancienne tradition de la fête paroissiale tend à se perdre peu à peu dans les villages voisins d'Ivrée. Les autres villages la célèbrent encore régulièrement et élisent leur prier qui est le roi de la fête et prodigue l'hospitalité à tous. Dans un village tous les habitants échangent des visites le jour de la fête.

Dans un seul village on a changé la date de la fête patronale pour lui substituer celle du premier mai.

Le Carnaval continue d'être fêté dans une quinzaine de villages. Il est du même type que celui d'Ivrée et les habitants du chef-lieu prétendent que les villages ont copié leur légende. Elle retrace l'épopée d'une jeune épouse (*la mugnaia*), qui lave la honte de son sexe dans le sang du tyran, le marquis de Montferrat. Un général des temps de la Révolution la délivre et restitue la cité à ses magistrats et à son indépendance. Il y a là deux légendes qui ont été combinées et c'est en l'honneur de la seconde qu'on porte obligatoirement le bonnet phrygien durant les trois jours de la fête.⁶⁶

⁶⁵ Déjà en 1876 un hospice pour accueillir les inaptes au travail et les mendiants est fondé à Ivrée.

⁶⁶ Même durant la Restauration l'absolutisme n'a jamais osé supprimer le Carnaval. D'après *Ivrea e il Canavese*. Ivrea, Azienda Autonoma per il Turismo di Ivrea, 1951, 119 p.

Parfois certaines traditions particulières se superposent à ce thème général. C'est ainsi que dans l'un des villages on distribue une soupe (*fagiolata*) aux pauvres; dans un autre une beuverie générale a lieu et tous boivent dans la même coupe, *la scuella* (*scodella*, écuelle). Enfin les jeunes gens d'un village vont visiter les communes des alentours le lundi du Carnaval (*Marcia del Lunedì*) et reçoivent ceux des autres villages le mardi. Le mercredi tous mangent ensemble une gigantesque omelette préparée avec les oeufs récoltés dans tous les foyers.

A part ces fêtes annuelles les loisirs sont rares. Parmi ceux-ci il faut citer le cinéma et la télévision. Dans six villages il y a une salle de cinéma ouverte le samedi et le dimanche. Dans un grand nombre de villages la paroisse organise aussi des séances de projection. Enfin, les habitants des villages voisins fréquentent assidûment les cinémas d'Ivrée; il y en a trois projetant ensemble 9 films par semaine à raison de deux séances par soir et quatre le dimanche. Le cinéma est la distraction la plus appréciée et la moins coûteuse. Il est fréquent que des familles entières s'y rendent, les petits enfants dormant dans les bras de leur mère.⁶⁷

La télévision s'est implantée dans la zone depuis trois ans et on peut évaluer le nombre des postes à deux par village (dans les cafés ou les cercles de tous les villages).

Le jeu de boules et celui des cartes restent les distractions favorites des hommes plus âgés. Le bal (chaque village a au moins une salle de danse) se fait plus rare: les jeunes gens sortent du village grâce aux moyens de transports individuels (motos et scooters) très répandus dans la zone. Le sport n'est que peu développé et nous en parlerons à propos des unions sportives (football, cyclisme, excursions).⁶⁸

Tous les soirs les hommes se réunissent sur la place pour discuter. Les femmes ne participent pas à ces discussions et on ne voit que très rarement des groupes mixtes.

Les enfants n'ont guère d'autres distractions que celles organisées par la paroisse. Les curés organisent beaucoup de jeux et installent des bibliothèques pour les adolescents. Souvent les groupes de théâtre sont nés de l'initiative du prêtre.

Les gens de la région s'accusent souvent d'avarice et expliquent par là qu'on ne peut organiser des loisirs suivis en raison de la dépense que personne ne veut consentir. Plutôt qu'avarice, il y a économie forcée par

⁶⁷ Cf. MAGDA TALAMO, *Caratteri e problemi del tempo libero a Ivrea*. Ivrea, Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese, 1954, 77 p.

⁶⁸ Pour être complet citons aussi quelques courts de tennis réservés aux habitants de quelques riches villas.

les faibles entrées en espèces qu'assure le travail agricole. Tout le monde reconnaît d'ailleurs l'existence d'une tradition de travail intense et d'épargne.⁶⁹

Les traditions particulières à certains villages.

Chaque village avait ses traditions propres.⁷⁰ Elles se sont perdues maintenant et les quelques-unes encore en vigueur le sont dans des villages éloignés des voies de circulation très fréquentées.

Parmi elles citons dans un village la désignation de pleureurs (*uaio*) accompagnant les convois funèbres. On fait remonter cette tradition à la fondation du village, Rueglio, par les troupes romaines. Dans le même village les jeunes filles sont tenues de recevoir, de bon matin, les jeunes gens et les étrangers et de leur offrir le petit déjeuner. Enfin, toujours à Rueglio, on trouve encore certains rites d'initiation.

Dans un autre village les époux de retour du voyage de noces sont encore accueillis à la gare par la fanfare et accompagnés à la buvette où tous boivent dans la même coupe.

Peu de coutumes féodales subsistent. On n'en a repéré qu'une seule : quand l'ancien seigneur, qui n'habite son château que quelques mois par an, revient au village les paysans s'assemblent devant le château pour lui souhaiter la bienvenue.

Les traditions religieuses ne sont guère plus vivaces et — à l'exception des processions à l'occasion de quelques fêtes — la religion est surtout le fait des femmes.⁷¹

⁶⁹ Elle se traduit dans les proverbes régionaux : « *Fa mai 'l pass pi lung che la gamba* » (ne fais pas le pas plus long que la jambe, ne dépense pas plus que tu ne le peux) ; « *Roba gnuva par vent, a va via par aria* » (ce qui est gagné par le vent, sans travail, s'en va en l'air) ; « *Chi a l'à la vigna sôa, d' marz a la pôa* » (celui qui est propriétaire de sa vigne l'émonde déjà en mars).

⁷⁰ Les études sur ces traditions font encore défaut. Sur quelques villages nous avons pu consulter des récits et des études d'histoire locale. Parmi elles citons : CARLO MARCO, *Memorie di un preside*. Ivrea, Scuola Tipografica Artigianelli, 1928, 346 p. ; SAC. ENRICO BORATTO, *Piverone nella storia del Piemonte*. Asti, Scuola Tipografica S. Giuseppe, 1934 et 1937, 2 vol., 361 et 210 p. ; GIUS. CRE POLA FALETTI-VILLAFALLETTO, *Le gaie compagnie dei giovani del vecchio Piemonte*. Casale Monferrato, Sta. Tip. di Miglietta, Milano & Co., 1937, 406 p. ; A. BERTOLOTI, *Passaggiata nel Canavese*, Ivrea, Tip. F.L. Curbis, 1867, 7 vol.

⁷¹ Des données sur la pratique religieuse seraient pourtant nécessaires pour étayer cette impression qu'on acquiert surtout en circulant dans les villages au moment de la sortie de la messe du dimanche matin et par les conversations avec les hommes. S'il y a baisse de la pratique religieuse il n'est cependant pas certain qu'elle s'accompagne d'une diminution de la croyance qu'elle manifeste extérieurement.

Le patois, apparenté à celui de la Vallée d'Aoste et donc au français, est encore le langage prédominant dans les villages.⁷²

Les partis politiques.

Il convient de terminer ce panorama de la zone d'Ivrée par quelques renseignements sur la structure politique. Les anciens villages ouvriers ont une tradition socialiste bien ancrée alors que les villages agricoles restent au centre de l'éventail politique. Voici, pour les élections au Sénat de juin 1953, la distribution des voix aux divers partis ayant présenté des candidats : ⁷³

		%
Parti communiste (P.C.I.)	2 932	9,76
Parti socialiste (P.S.I.)	3 508	11,68
Movimento Comunità	10 865	36,20
Parti social démocrate (P.S.D.I.)	1 485	4,94
Parti libéral (P.L.I.)	656	2,19
Démocratie chrétienne (D.C.)	8 428	28,06
Parti monarchique (P.N.M.)	1 767	5,89
Mouvement Social Italien (M.S.I.)	385	1,28
	30 026	100%

Les préférences se répartissent largement entre Comunità et la démocratie chrétienne. Viennent seulement ensuite les partis socialiste et communiste. Les autres partis ne récoltent que peu de voix.

Seul le Mouvement Comunità mérite un commentaire. Son idéologie l'apparente à la fois au personnalisme chrétien de Mounier et au socialisme communautaire du mouvement français des Communautés de Travail qui, à son début, était également entré dans la lice politique. Comunità tend à reprendre à son compte la tradition coopérative de cette zone; il faudra envisager aussi ses buts et ses réalisations (chapitre IX).

⁷² Il n'y a cependant pas eu, comme dans la Vallée d'Aoste, des efforts de séparation du reste de l'Italie. Au sujet de ces luttes et du patois en tant que fait linguistique, voir INNTE MUNICIPALE DE LA VILLE D'AOSTE, *La langue française dans la Vallée d'Aoste. Réponse à M. le Chevalier Vegezzi-Ruscolla*. Aoste, Imprimerie D. Lyboz, 1862, 87 p.; et l'ouvrage plus récent de JULES BROCHEREL, *Le patois et la langue française en Vallée d'Aoste*, Paris-Neuchâtel, V. Attinger, 1952, 189 p.

⁷³ 48 communes, Ivree non comprise. Dans cette ville Comunità remporte 51,5 % des voix, la démocratie chrétienne 23,2 % et le parti socialiste 5 %. Pour les autres partis la distribution des votes est sensiblement la même que dans les villages.

DEUXIEME PARTIE

MONOGRAPHIES DES GROUPEMENTS

V. LES TRADITIONS ASSOCIATIONNISTES

Elles sont de deux ordres: religieux et montagnard. Parmi les premières il faut citer les *congrégations de charité* dont l'origine doit remonter au Moyen-Age.¹ Elles sont d'inspiration religieuse et leur but était d'aider les familles pauvres de la commune.² Souvent c'est sous leur patronage que se sont fondées les écoles maternelles. Le fascisme crée en 1937 les instituts communaux d'assistance (*Ente Comunale Assistenza; E.C.A.*) qui absorbent le patrimoine des congrégations. La situation n'a pas changé depuis la fin de la guerre et c'est toujours le préfet qui sanctionne les nominations au conseil d'administration de ces instituts.³

La tradition semble maintenant éteinte. Elle n'en était pas moins vivante avant la transformation en instituts communaux. L'analyse des articles du journal régional le montre. En effet, dès le début du siècle l'habitude s'était créée de publier des remerciements à l'occasion des dons faits à ces sociétés et on peut admettre que le nombre de ces entrefilets de journal témoigne du plus ou moins fort rayonnement de ces groupements. Au total, le cinquième des articles ayant trait aux sociétés de cette zone concerne les congrégations et la plus grande partie des remerciements.⁴ Le

¹ En fait, au Moyen-Age il existait dans chaque commune la *Confraria di Santo Spirito*. Elle organisait des repas pour les pauvres auxquels participaient aussi les autorités locales et qui parfois étaient servis par la dame et les filles du seigneur local. En 1717, Victor-Amédée II de Savoie institue dans tout son royaume les congrégations de charité qui reprennent les biens des anciennes confréries.

² Il en existe naturellement aussi une à Ivree. Mais à part quelques remerciements pour des dons reçus dans les années 1895-1900 elle ne fait plus parler d'elle par la voie du journal local.

³ Il en est de même des hospices et hôpitaux qui tous ont été créés par des dons et des legs. Il y en a cinq dans cette zone. Ils sont gérés conformément aux normes des *E.C.A.* et peuvent être assimilés aux écoles maternelles pour ce qui est de l'influence ecclésiastique et de la gestion par les soeurs.

Aucun d'entre eux n'a été créé par une action collective.

⁴ Exactement 425 articles sur un total de 1975. 91 % des articles concernent des remerciements aux donateurs.

nombre d'articles publiés pour les fameuses sociétés ouvrières n'est pas plus élevé et cela tend à démontrer, en référence à la popularité de ces dernières, le rayonnement des congrégations.⁵

Dans les années d'après 1945 on ne trouve plus trace de l'existence des congrégations; aucun article n'est publié à leur endroit dans le journal, comme si les dons — et par déduction leur rayonnement — avaient cessé. Le fait d'avoir soustrait les congrégations à l'administration directe de la population (de les avoir communalisées et placées sous l'autorité préfectorale) est-il responsable de cette perte d'intérêt ou bien est-ce que ces institutions souffrent du même détachement que tous les autres groupes étudiés ici? C'est la question sur laquelle il conviendra de revenir ci-dessous à propos des garderies d'enfants, lesquelles ont subi la même évolution.

A côté des congrégations de charité il faut citer les *confraternités religieuses*. Il en existait dans tous les villages. Elles avaient pour but d'accompagner les morts au cimetière, d'acheter les vêtements des futures épouses, de donner le sel aux pauvres et, une ou deux fois l'an, de leur distribuer le pain.⁶ Une seule, fondée en 1734, fonctionne encore maintenant: elle groupe une quinzaine d'hommes et de femmes et son unique fonction est d'accompagner les convois funèbres. Les membres portent encore la cagoule dans cette cérémonie. Il semble bien que la fonction de ces groupes ait été, à côté de leur but charitable, une fonction d'hygiène publique (ensevelissement des morts).

On ne retrouve pas leur trace dans le journal régional. Leur tradition semblerait donc s'être éteinte déjà avant le début de ce siècle.⁷

Parmi les *coutumes d'aide mutuelle* on doit mentionner la « *reuida* », espèce de corvée volontaire que s'imposent les habitants des villages du débouché de la Vallée d'Aoste. La *reuida* consiste dans l'aide que les paysans se donnent entre eux pour construire leur chalet (*baita*) sur l'alpe. Chacun fournit un certain nombre d'heures de travail (jusqu'à 80 par

⁵ Exactement 435 contre 425. Nous savons cependant que souvent les dons sont anonymes et que la coutume de publier des remerciements ne semble s'être généralisée qu'une dizaine d'années après la fondation du journal. Malgré ces limitations une tentative de mesure est plus sûre qu'une simple impression de l'observateur.

⁶ Chaque confraternité avait son saint patron et des conditions sévères de moralité restreignaient l'entrée dans le groupe. Elles rappellent les confréries de France. Martuscelli signale qu'il n'était pas rare qu'on y admette des femmes et que le recrutement ne se limitait pas à une seule profession. En fait ces groupements présentent plus de ressemblance avec les sociétés de secours mutuels que les corporations proprement dites dont ils remplissaient la fonction d'assistance. Cf. ENRICO MARTUSCELLI, *Le Società di Mutuo Soccorso e Cooperative*. Firenze, Successori Le Monnier, 1876, 338 p.

⁷ Un seul article de journal a été repéré et concerne un don fait en 1898 pour la garderie d'enfants. C'est là la seule confraternité dont l'activité apparaît dans le journal; elle a d'ailleurs maintenant aussi disparu.

été). Celui qui demande l'aide paie à boire et à manger et la journée de travail se termine par une fête et des chants.

Dans la vallée (et limitée aux seuls villages qui ont un territoire sur l'alpe) on ne requiert l'aide que pour une seule opération dans la construction de la maison: celle où l'on élève la poutre maîtresse du toit.

La montagne a obligé à cette solidarité et lui a donné son caractère d'urgence. Même les femmes montent à l'alpe et se rendent utiles pour le transport des petits matériaux. « *Il y a toujours trop de monde* », nous dit une des personnes interviewées.

Si ce genre d'aide mutuelle est limitée à l'alpe et aux besoins urgents (reconstruction d'un chalet détruit par une avalanche), elle n'en produit pas moins un climat de solidarité dans la vallée. Les hommes procèdent aussi tous ensemble au nettoyage des canaux d'irrigation des vignes. Dans la plaine la *reuida* n'existe naturellement pas, mais on trouve d'autres types d'aide mutuelle.

Alors que la *reuida* est généralisée dans les vallées de la montagne (et la tradition est plus forte au fur à mesure qu'on s'enfonce dans la Vallée d'Aoste), dans la plaine les traditions sont limitées au village ou à un groupe de villages.

C'est ainsi que dans un village, on a construit en commun le clocher de l'église et la garderie d'enfants. Tous les hommes ont donné un certain nombre d'heures de travail. L'intérêt de cette initiative est qu'elle est récente (années 1949 à 1955).

Dans un autre village c'est le centre communautaire qui a été construit ainsi: deux mille heures de travail ont été fournies gratuitement par les adhérents.

Dans un autre village encore, à la fin du siècle dernier, chaque hiver les maçons revenant de France construisaient la maison de l'un d'eux. La moitié des maisons du village a été construite ainsi. On verra plus loin que cette tradition de construction en « *Castor* » aura pour résultat, au début du siècle, la création d'une coopérative ouvrière de production; elle est d'ailleurs la seule recensée dans cette zone.

Ces diverses formes d'entr'aide, à fondement religieux ou à tradition montagnarde, ont certainement contribué à donner un climat de solidarité et à faciliter l'établissement des *società operaie* (mutuelles, coopératives et cercles). Les laiteries tournantes, du type des fruitières de Savoie, très anciennes dans cette zone aussi, doivent être rattachées aux mêmes traditions de la montagne. Il semble intéressant avant de retracer l'évolution de ces groupes de type coopératif de donner quelques informations sur la structure et le fonctionnement des garderies d'enfants. Comme elles sont intimement liées aux congrégations de charité — dont elles constituent le prolongement — il vaut la peine d'examiner comment elles ont supporté l'épreuve du temps.

Les garderies d'enfants.

Il en existe dans plusieurs villages. Presque toutes ont pu être fondées grâce à des legs et nous n'en avons repérées que deux ayant leur origine dans une activité collective. L'*asilo* est dirigé par un conseil d'administration presque dans tous les cas présidé par le curé. Dans quelques-unes de ces garderies on avait engagé une institutrice pour surveiller les enfants et les occuper. Maintenant partout ce sont des soeurs qui ont repris cette charge. La quasi-gratuité de leurs services motive ce changement.

Plusieurs de ces institutions sont déjà anciennes et on en trouve qui datent des années 1850.⁸ Les premières dépendaient des congrégations de charité. Durant le fascisme on leur confère la personnalité juridique (*Ente morale*). Elles sont alors administrées conjointement par la commune et le ministère de l'instruction publique. Les communes les subventionnent par des dons en nature (bois de chauffage) et des aides en espèces.

En général les enfants de deux à dix ans sont mis à l'*asilo*, qui est donc à la fois une garderie d'enfants et une école maternelle (20 à 40 enfants selon les villages). Les parents paient 1000 à 2000 liras par mois. Cette cotisation comprend le repas de midi ou celui des quatre heures.

Les deux institutions qui nous intéressent le plus ici ont été fondées grâce à une action collective. La première en 1922 sur l'initiative du parti socialiste. Les membres organisent des ventes de bienfaisance et des collectes qui permettent l'aménagement du local. En 1928 cependant, l'institution est en déficit: l'institutrice et la cuisinière coûtent trop cher et « *on n'a pas su résister aux offres meilleur marché du prêtre qui proposait la gestion de l'école par des soeurs* » nous déclare un vieux socialiste.

L'autre école maternelle s'est créée en 1927-28 grâce aux fonds amasés par la société de théâtre. Depuis le début ce sont des soeurs qui gèrent l'école.

Enfin, une troisième école maternelle est en voie de construction dans un autre village. Les prestations en travail sont volontaires mais la construction est en suspens par manque d'argent pour les achats de matériaux.

S'il n'y a que trois écoles maternelles qui aient été créées directement par une action collective, il faut cependant signaler que les groupes de théâtre leur consacraient souvent le produit de leurs représentations. De même les coopératives, mutuelles et cercles leur ont donné une part de leurs bénéfices et, lors de leur dissolution, une part de leur capital. Les dons qu'elles recevaient dans les vingt premières années de ce siècle

⁸ A Ivree l'école maternelle est fondée en 1844 déjà. En plus on trouve diverses autres oeuvres charitables recueillant les orphelins et les enfants abandonnés.

constituaient la plus grosse part de leurs revenus. Comme pour les congrégations de charité leur rayonnement a baissé. Nous donnons ci-dessous le diagramme des articles publiés par le journal régional et relatifs aux congrégations et garderies d'enfants.⁹

On remarque immédiatement la baisse, après 1945, du nombre des articles consacrés à ces deux types d'institutions. Comme nous l'avons

ARTICLES PUBLIES SUR LES GARDERIES D'ENFANTS ET LES CONGREGATIONS DE CHARITE



⁹ On a pu réunir ces deux séries de chiffres qui évoluent d'une façon similaire. Le nombre d'articles s'élève à 592. Comme on l'a vu, pour la période d'après 1945 il n'y a plus d'articles consacrés aux congrégations et seulement 12 articles concernant les garderies (sur un total de 167, dont 92 % sont des remerciements). Les nombres ayant servi de base à l'établissement de ce graphique sont les suivants:

<i>Nombre d'articles publiés</i>	
1893 à 1900	36
1901 à 1910	143
1911 à 1920	261
1921 à 1926	140
1945 à 1955	12

Afin de masquer les fluctuations annuelles nous avons ajusté la courbe sur trois ans pour la période 1895 à 1926.

supposé à propos des congrégations de charité le nombre des dons qui leur sont faits doit être directement proportionnel à leur rayonnement, à l'attachement que leur porte le public.

On observe aussi que l'allure générale de la courbe, si l'on fait abstraction des fluctuations d'une année à l'autre, est légèrement ascendante depuis le début du siècle et atteint un maximum durant les années 1917-21 comme si le nombre des dons résultait des vœux faits durant les années de guerre.¹⁰

Dès 1924 la courbe semble entrer dans une phase de diminution. Il serait naturellement hasardeux de prétendre que la courbe des années 1945 et suivantes prolonge celles des années antérieures au fascisme et qu'elle marque le désintérêt dans lequel sont tombées toutes les institutions de création locale et populaire. Est-ce parce que la garderie d'enfants a cessé d'être la chose des utilisateurs eux-mêmes? En l'intégrant plus ou moins dans l'administration communale et en la plaçant sous l'autorité finale de l'Etat on en a peut-être fait un simple objet d'administration, dont l'avenir est inscrit dans les colonnes du budget municipal et ne requiert plus la sollicitude et le volontariat des habitants du village.

On se trouverait alors en présence d'un rétrécissement du secteur associationniste ou coopératif; rétrécissement semblable à celui qu'ont connu les sociétés de secours mutuels où un autre organisme a pris en charge leurs activités.¹¹ Que ce soit l'Etat ou la commune, aucune de ces institutions n'a besoin — aussi vitalement besoin qu'une société à base volontaire — de la participation de ses membres et du public. L'affaiblissement du rayonnement des congrégations de charité et des *asili* proviendrait de leur intégration à une autorité administrative stable et la désaffection des membres en serait l'effet.

¹⁰ Nous pensons qu'il faut attribuer le peu d'articles des premières années à la création toute nouvelle du journal. L'habitude d'insérer des remerciements est venue peu à peu et de plus le réseau des correspondants locaux du journal était seulement en train de se constituer durant ces premières années.

¹¹ Voir infra p. 83 et ss.

VI. LES SOCIÉTÉS OUVRIÈRES

La naissance des sociétés ouvrières.

Le développement des sociétés ouvrières s'insère dans la grande transformation de l'économie italienne durant la seconde moitié du siècle passé. La technique moderne qui, ailleurs, en Angleterre par exemple, avait engendré des conditions de vie misérables chez les ouvriers a eu une influence moins décisive en Italie par suite de son plus lent développement.

La classe ouvrière se forme seulement et les ouvriers sont encore imprévoyants quant aux rapides montées des prix et aux brusques baisses des salaires. Le salaire de la semaine était encore, durant la première moitié du 19^{ème} siècle, presque entièrement dépensé le dimanche et pendant le « lundi bleu » ; si bien que certains industriels payaient les salaires au milieu de la semaine pour éviter que le dimanche l'ouvrier ne dépense la plus grande partie du salaire payé le samedi. Par ailleurs la paupérisme n'avait pas encore la caractéristique industrielle qu'il revêtait déjà en France et en Angleterre, la base agricole de l'économie italienne faisant office d'ammortisseur. De plus le grand fractionnement de la terre, déjà sensible au milieu du siècle dernier, maintenait assez vif le sens du conservatisme chez les ouvriers des régions septentrionales à base agricole et les maintenait à l'écart de la vie politique et des mouvements sociaux.¹

Si dans les villes, et même à Ivree encore très peu industrialisée, les premières mutuelles surgissent dans les années 1850-53, accompagnées à partir de l'année suivante des premiers « magasins de prévoyance »,

¹ Le mouvement Carbonaro ne se prononce pas contre la propriété privée; ni même le socialisme de Mazzini qui, s'il est contre la propriété, n'en demande pas l'abolition mais plutôt son organisation à travers l'association pour l'amélioration des conditions de vie des classes inférieures.

pour voir le mouvement débiter dans les villages, il faudra attendre encore 20 à 30 ans, c'est-à-dire jusqu'au moment où les prix des produits agricoles, et donc le niveau de vie tout entier, baisseront fortement.

D'après les études de Fossati,² les maçons gagnaient dans les années 1850-1860, 1,80 à 2,25 livres par jour, les tisserands 1,35, les manoeuvres 1,— à 1,25 livres. La journée de travail était de 12 à 14 heures l'été et d'environ 10 heures l'hiver. Si le salaire de l'ouvrier spécialisé de la ville se montait à 1,80 à 2,30 livres par jour, la dépense moyenne indispensable pour vivre était d'environ 1,20 livres. Il ne faut pas oublier que les fêtes étaient à ce moment beaucoup plus nombreuses qu'aujourd'hui et que la marge entre salaire et minimum de vie indispensable devenait très faible.³

Au total, ce bas niveau de vie, combiné avec l'instabilité des emplois et les oscillations inopinées des prix, donne l'explication de la création de mutuelles et magasins de prévoyance dans les villes déjà industrialisées.

Dans les campagnes la nécessité de l'union n'apparaît pas encore. Les salaires y sont pourtant encore plus faibles qu'en ville mais l'économie agricole permet un appoint en nature. Dans la Vallée d'Aoste et jusqu'à Carema, les ouvriers des hauts-fourneaux étaient payés 240 à 260 livres par mois à se diviser par équipes de 5 ou 6 (soit environ 45 livres par mois et par ouvrier). Les bouviers de la province voisine de Vercelli recevaient 90 à 100 livres par an, 8.28 hl de seigle et de maïs et un de riz.

Les crises qui s'abattent sur l'Europe n'épargnent pas l'Italie et elles ont des répercussions sur l'agriculture. Celle de 1866 aboutit au cours forcé des billets, celle de 1873 est surtout industrielle mais s'accompagne d'une augmentation des prix du blé et du maïs. Encore robuste, l'industrie de la soie est déjà en décadence par rapport à celle des autres fibres (coton en particulier). Elle est sujette à des variations de prix et aux maladies du ver à soie. Pour concurrencer l'étranger, où les capitaux sont plus abondants et meilleur marché, l'industrie italienne doit maintenir très bas le prix de la main-d'œuvre. Le filage se concentre de plus en plus dans de grandes manufactures et les petits ateliers à domicile disparaissent.

Alors que les prix avaient eu une tendance à la baisse entre 1820 et 1850, ils augmentent entre 1850 et 1873-74 (les raisons en étant, d'après Fossati, l'afflux de l'or américain, la demande croissante de nouveaux biens d'équipement pour l'industrie, les spéculations et les déplacements de capitaux comme effet de la recherche d'un nouvel équilibre économique). Les prix de certaines marchandises, comme le charbon et le café, vont jusqu'à doubler.

² Les données économiques à la base de cette section sont tirées du livre d'ANTONIO FOSSATI, *Lavoro e produzione in Italia*. Torino, G. Giappichelli, 1951, 825 p.

³ En plus des dimanches on comptait une trentaine de jours fériés par an.

Puis entre 1873 et 1894 la conjoncture est défavorable dans le monde entier et les prix baissent de nouveau sensiblement. Si les salaires nominaux montent régulièrement et les salaires réels aussi (et pour ces derniers spécialement entre 1880 et 1887), le prix des céréales (blé et maïs) baisse fortement entre 1880 et 1884.⁴ Alors que cette conjoncture peut profiter aux ouvriers de l'industrie, elle est désastreuse pour l'agriculteur dont les revenus en espèces (vente du blé et de la soie dont les prix baissent aussi) diminuent plus fortement que les prix des autres denrées.⁵ Cette crise de l'agriculture favorise l'émigration outre-mer et l'afflux de main-d'oeuvre dans les villes. D'autre part elle amène aussi les paysans à expérimenter des améliorations techniques. Pour cela, dans les régions de petite propriété, ils devront s'unir en sociétés pour l'achat des engrais et plus tard des machines. La première conséquence de la baisse des prix et de leur instabilité au cours de cette période a cependant été la création des sociétés de secours mutuels qui entraînent une épargne forcée et celle des magasins de consommation par lesquels on pensait réduire les oscillations des prix des denrées de première nécessité. Les laiteries coopératives se créent à la même époque: la culture du blé n'étant plus rentable, les paysans se tournent vers l'élevage et l'industrie laitière. Par ses répercussions (fluctuations imprévisibles et baisses des prix, instabilité des emplois, affaiblissement des institutions religieuses de charité), la transformation en économie industrielle de l'économie italienne, et surtout piémontaise, amènera les campagnes à adopter les mêmes organismes de défense que les ouvriers des villes avaient créés déjà 20 à 30 ans auparavant.

Les « *società operaie* » réalisent dans plusieurs cas une triple intégration: société de secours mutuels, magasin de prévoyance et cercle de loisirs et de culture. Alors qu'au début de son existence ces trois départements de la société s'épaulent mutuellement, ils finissent par se séparer et par évoluer chacun de leur côté. Nous les étudierons l'un après l'autre, séparément, en rappelant toutefois le nombre de sociétés réalisant une double ou une triple intégration.

Les membres de la société sont cependant simultanément bénéficiaires de ces trois activités: en payant les cotisations de la mutuelle ils ont le droit de se servir au magasin et de consommer au cercle. La taille des groupes n'augmente donc par selon le degré de leur intégration et elle est limitée par le nombre d'hommes adultes du village.

⁴ L'indice (base 100: moyenne 1862-66) passant de 125 à 85.

⁵ La crise est encore plus sensible dans le sud de l'Italie où la mévente du maïs, des fruits et des olives amènera en définitive aux soulèvements de 1898.

Du reste le nombre des membres est assez faible:

	<i>Nombre de sociétés</i>	<i>Nombre moyen de membres</i>
Mutuelles ⁶	17	130
Mutuelles et cercles	2	80
Mutuelles et coopératives	10	120
Mutuelles, coopératives et cercles	8	140
Cercles	36	120
Cercles et coopératives	26	145
Coopératives	8	160
	107	145 ⁷

Au total le nombre des membres oscille en moyenne autour de 145 pour les trois types de sociétés et pour les divers degrés d'intégration. Ces chiffres sont cependant largement approximatifs: d'une part il y a eu une imprécision dans la question que nous avons posée à ce sujet ⁸ et des lacunes de mémoire chez les interviewés et, d'autre part, les chiffres concernent à la fois des groupes qui datent d'il y a 50 ou 60 ans et des groupes existant encore. Compte tenu de ces limitations, la taille des groupes varie entre 50 et 450 membres; il y a 26 groupes de moins de 100 membres, 35 entre 100 et 180, 15 entre 180 et 250 et 7 de plus de 250 dans les grands villages.

Nous examinerons successivement les trois départements d'activité de la société ouvrière. Une autre section rappellera les luttes religieuses et politiques des sociétés ouvrières et la répression exercée par le fascisme. Sur la base du dépouillement du journal nous tentons de montrer aussi la baisse du rayonnement des sociétés.

⁶ Parmi lesquelles 5 mutuelles dont les liens avec un cercle ou une coopérative n'ont pas pu être déterminés.

⁷ Nombre moyen de membres pour toutes les sociétés. N = 83.

⁸ En effet nous n'avons pas assez bien précisé dans la question s'il s'agissait du nombre des membres à la création du groupe ou quelques années après sa fondation et même, la confusion a été notée dans quelques cas, s'il s'agissait du nombre actuel des membres ou à la disparition de la société. Les lacunes de mémoire aidant, les chiffres sont assez peu exacts. Ces raisons nous ont incité à ne pas leur accorder une trop grande valeur dans l'interprétation. Egalement, ils n'ont pas été assez sûrs pour servir de base à des indices de pénétration coopérative dans cette zone.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

Dans le Canavese oriental les sociétés de secours mutuels naissent dans l'enthousiasme du socialisme de la fin du siècle dernier. Apparues tardivement dans cette région, elles n'auront qu'une vie assez courte et ne pourront satisfaire les espoirs qu'on mettait en elles. Cesare Revel décrit ainsi les avantages de la mutuelle : ⁹

- la mutuelle rend l'épargne obligatoire, tous les avantages de la société étant perdus si l'individu cesse de cotiser ; ¹⁰
- les secours sont donnés sur une base égalitaire ;
- les fonds ne proviennent plus de la charité, mais d'une taxe d'entrée et de la cotisation mensuelle payée par tous les membres ;
- les secours sont distribués « *selon la loi de la nature et les calculs de l'expérience et de la statistique* » ;
- il n'y a plus de patronage de la société, « *les membres eux-mêmes traitent directement leurs propres affaires et en délibèrent sans aucune délégation et au suffrage direct et universel* » ;
- alors que « *les anciennes corporations obligeaient leurs membres à une solidarité de fortune, où les pertes et les gains de l'art ou du*

⁹ CESARE REVEL, *Del Mutuo soccorso fra le classi lavoratrici in Italia*, Torino, 1877, G. Borgorelli, 563 p. Afin de retracer le climat dans lequel les mutuelles ont été créées, citons encore ces quelques lignes d'une brochure de propagande pour l'instruction datant de 1885 :

« Les sociétés de secours mutuels sont une digue contre la misère — elles sont un élément d'union — et contribuent à faire l'éducation civique d'un peuple.

Elles sont une digue contre la misère, parce qu'elles pourvoient aux besoins les plus urgents de la famille ouvrière et empêchent que la maladie momentanée devienne une ruine ; en outre elles habituent le pauvre à cette prévoyance qui est conciliable avec sa condition modeste.

Elles sont un élément d'union parce qu'elles remplissent, au sein du peuple, la fonction de ces arbres plantés sur les digues sableuses : avant eux le vent soulevait et dispersait le sable ; après la plantation la digue est stable et forte. Les sociétés de secours mutuels consolident les existences, les groupent, les unissent étroitement les unes aux autres... Elles organisent les forces, créent la vie. Autour d'elles peuvent se former beaucoup d'autres institutions, soit coopératives, soit éducatives, les caisses de pension, les tribunaux d'arbitrage dans l'industrie et dans une grande usine ; elles peuvent servir de lien entre la direction et l'ouvrier et devenir le point de départ de toutes les améliorations.

Enfin, la société de secours mutuels est une préparation de l'ouvrier à la vie civique et une école pratique de liberté. Qu'est-ce que la société, sinon un petit état dans un état beaucoup plus grand, mais dans lequel il y a des devoirs et des droits à peu près identiques ? »

(*Le società cooperative di Consumo*. Milano, Edoardo Sonzogno, Biblioteca del popolo, Propaganda d'istruzione, 1885, 64 p.).

¹⁰ E. Martuscelli ajoute que c'est là le grand avantage de la mutuelle sur la caisse d'épargne où l'on peut retirer tous ses fonds et où, par conséquent, il n'y a pas de fraternité, *Op. cit.*, p. 109.

métier se répercutaient sur tous, cela n'arrive pas avec les sociétés d'aujourd'hui exclusivement appliquées au secours mutuel » ;

- la mutuelle « met l'ouvrier le plus pauvre en mesure de pratiquer et d'exercer une vertu qui donne à l'âme la plus grande satisfaction, la bienfaisance » ;
- la mutuelle « réhabilite l'homme en face de lui-même, parce que l'ouvrier sait qu'il doit tout à lui-même, à ses propres forces, que la responsabilité de ses propres actions lui incombe ». C'est pourquoi il ne peut faire partie de la mutuelle que si sa conduite est irréprochable et « ces sanctions pénales peuvent être considérées comme garanties d'ordre public et de vie honnête ».

« Emancipation sans licence, indépendance sans prétention, bienveillance mutuelle et mutuelle assistance sans humiliation : voilà les grands principes de la société de secours mutuels. Voilà le plus efficace remède contre la pauvreté et ses conséquences qui vont aujourd'hui jusqu'à la liquidation sociale, jusqu'à l'Internationale ; il n'y a plus de méfiance envers les riches et plus d'envie de la fortune d'autrui ; le dicton de Proudhon — la propriété c'est le vol — devient mensonger ».

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS EN ITALIE

Vidées de leur fonction d'organisation de la profession, les corporations moyenageuses se sont graduellement transformées en sociétés de secours mutuels. L'usage d'honorer les membres morts, et celui de célébrer la fête du saint patron de la société ne se perdent pas. Dans le Piémont, où les corporations sont abolies en 1844, on compte déjà une quarantaine de sociétés de secours au début du 19^{ème} siècle.¹¹ Elles se concentrent toutes à Turin (le phénomène des mutuelles sera d'ailleurs surtout une caractéristique du Piémont). Parmi elles : la *Pia Unione Tipografica* fondée en 1738, la *Pia Unione dei Lavoranti Cappellai* en 1736, la *Società fra Cocchieri e Palafreni* en 1748, etc. Elles donnaient toutes une

¹¹ Le phénomène mutualiste n'est pas propre à l'Italie et on trouve des sociétés de secours dans plusieurs pays. A Paris il y a 132 sociétés avec 10 350 membres en 1832 ; pour toute la France il y en a 5614 en 1868, avec 837 155 membres. En Angleterre les « *friendly societies* » sont nombreuses aussi et parmi elles il faut citer la *Old Fellow* de Manchester créée en 1842. Les mutuelles existent aussi en Suisse ; il y en a déjà 618 en 1815. Enfin, elles existent aussi en Belgique, Hollande, Allemagne et Algérie. Comme en Italie certaines mutuelles sont très anciennes et se superposent aux corporations. A Paris elles apparaissent dès 1691, à Lille dès 1580, à Londres dès 1703. D'après C. REVEL, *op. cit.*, p. 17 et ss.

indemnité au sociétaire malade ou, pour une raison ou une autre, incapable de travailler. En 1848, avec l'établissement de la constitution piémontaise (qui, avec l'unification, s'étend à toute l'Italie), le droit d'association est reconnu et facilite le développement du mutualisme moderne, débarrassé de toute survivance moyenâgeuse. Aussi en peu de temps se crée un grand nombre de sociétés mutuelles professionnelles ou ouvertes à tout le monde. Elles se regrouperont en des congrès annuels à partir de 1853. Déjà en 1850, organisée par la *Società Generale degli Operai di Torino*, se tient une réunion groupant les représentants des sociétés de Pinerolo, Casale, Alessandria, et lors de laquelle sont jetées les premières bases d'une fédération où, comme on le retrouvera dans les statuts des sociétés du Canavese, chaque société s'engage à donner assistance aux membres d'autres sociétés qui émigrent d'une ville à l'autre. En 1851 et 1852 deux autres réunions se tiennent à Turin et il en sort le « *Patto di Confederazione Generale delle Società Operaie* » qui formera la base du règlement définitif adopté en 1855.

Dans les années qui suivent, plusieurs congrès réunissent les délégués des mutuelles. En 1853 celui d'Asti, en 1855 celui de Gênes, en 1856 celui de Vigevano, puis de Voghera l'année suivante. Ces premiers congrès s'attachent surtout à distinguer le mutualisme de la bienfaisance, à revendiquer la scolarité obligatoire et l'extension de cette scolarité à des cours de soir pour adultes. A partir du congrès de Vercelli, en 1858, les problèmes politiques s'ajoutent, et s'imposeront, aux problèmes purement mutualistes (durée du travail en fabrique, suffrage universel, unité italienne, opposition politique).

Au congrès de Florence, en 1861, s'affirment avec netteté d'une part la tendance mazzinienne pour qui le congrès des *Società Operaie* devait être le point de départ de l'organisation ouvrière et de son action politique et, d'autre part, la tendance conservatrice, forte surtout dans le Piémont, qui voulait maintenir les sociétés dans les problèmes strictement mutualistes. Cependant le congrès approuve une motion (74 voix contre 30) déclarant que l'assemblée considère les questions politiques comme non étrangères à ses membres dans la mesure où celles-ci sont reconnues utiles à son accroissement et à sa consolidation.

Le dernier congrès des mutuelles, celui de Rome en 1871, consacre à la fois le triomphe des thèses mazziniennes sur les courants modérés et la rupture entre Mazzini et l'internationalisme de Bakounine.¹² L'année suivante, en 1872, aura lieu à Rimini le premier congrès des Internationalistes où se décidera la création de la Fédération Italienne de l'Association Internationale des Travailleurs. Dès lors le mouvement mutualiste

¹² Cf. NELLO ROSSELLI, *Mazzini e Bakounine*. Torino, Fratelli Bocca, 1927, 444 p.

perd son originalité et son destin est absorbé par celui du mouvement ouvrier dont il est le père. « *Le principe de solidarité ne s'étendra plus seulement au champ mutualiste mais aussi à celui de la lutte qui est, comme les nombreuses autres, une infortune de la vie des travailleurs; il se fera plus actif et s'étendra aussi aux travailleurs qui ne font pas partie de la société* »...¹³

Les quelques chiffres suivants retracent le développement du mutualisme pour toute l'Italie: ¹⁴

1850	64
1862	113
1871	1 545
1885	5 000
1894	6 722
1904	6 535 (dont 4 067 dans les provinces du Nord)

On remarque l'apogée du mouvement en 1894 et l'amorce du déclin en 1904.¹⁵ Celui-ci se continuera et est dû principalement à l'influence plus forte des nouvelles formes d'associations: coopératives et ligues de résistance (les premiers syndicats italiens). Le secours mutuel est absorbé par ces nouveaux organismes à physionomie plus nettement ouvrière, de sorte que ce sont surtout les mutuelles générales dont les membres peuvent être indifféremment patrons ou ouvriers qui se trouveront affaiblies par cette évolution.¹⁶

LES MUTUELLES DANS LA ZONE D'IVRÉE

Dans la zone d'Ivrée, encore agricole jusqu'à la fin du siècle passé, les mutuelles n'apparaissent que dans les années 1860-70, alors qu'à Ivree

¹³ UGO FEDELI, *Corso di storia del Movimento Operaio*. Ivrea, Centro di Sociologia della Cooperazione, 1957, 297 p.

¹⁴ D'après RINALDO RICOLA, *Storia del Movimento operaio italiano*. Milano, Domus, 1946, p. 17 et ss.

¹⁵ Dans les premières années du siècle les mutuelles jouissent de la faveur du gouvernement. En 1901 un concours de l'Etat récompense les sociétés les mieux organisées et qui ont le mieux paré à l'incapacité de travail et à la vieillesse (soit par la constitution d'un fonds spécial, soit par l'inscription à la Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers).

¹⁶ Dans les années d'après la deuxième guerre mondiale on ne trouve qu'environ 1200 mutuelles. La diminution est surtout due au fascisme. Cf. OSCAR SPINELLI, Rapport introductif à l'Assemblée des délégués des Sociétés de secours mutuels au 24ème Congrès de la Lega. Rome, 9 au 12 juin 1955, compte rendu des débats, p. 264.

même la première société date de 1852.¹⁷ La plupart sont liées aux sociétés de consommation, le magasin coopératif devant dans l'esprit des fondateurs alimenter la mutuelle de ses bénéficiaires.¹⁸ Voici les liens entre mutuelles, cercles et coopératives de consommation :

Sociétés de secours mutuels	12
» » » » et magasin	10
» » » » et cercle	2
» » » » avec magasin et cercle	8
» » » » liens éventuels non déterminés	5
	37

Le quart de ces sociétés existait encore en 1955. Ce n'étaient pas toutes des mutuelles au sens strict du terme. Parmi elles, six représentaient des abonnements collectifs auprès du médecin du village. Pour une cotisation annuelle (actuellement 500 à 1000 liras) le médecin s'engage à visiter gratuitement les malades de la société. Tout le produit des cotisations va alors au médecin et le rôle de la mutuelle est seulement d'encaisser les cotisations et d'en transmettre le montant global au médecin.¹⁹ L'aspect mutualiste de ce genre d'associations réside dans le fait qu'il y a groupement des individus et que le risque de maladie est divisé entre tous. Comme l'administration de ces sociétés exige beaucoup moins de temps et de dévouement que la mutuelle ordinaire, on verra trois des mutuelles étudiées se transformer en de tels groupements. Nous les avons incluses

¹⁷ Cinq autres mutuelles se sont créées à Ivree entre 1872 et 1924. Deux d'entre elles sont féminines. En plus existait une ancienne confrérie professionnelle des cordonniers qui a encore une activité vers 1900-05. Trois des sociétés sont encore en vie dans les premières années du fascisme et se sont reconstituées en 1945. Leur activité se borne à des rapports d'amitié et au banquet annuel.

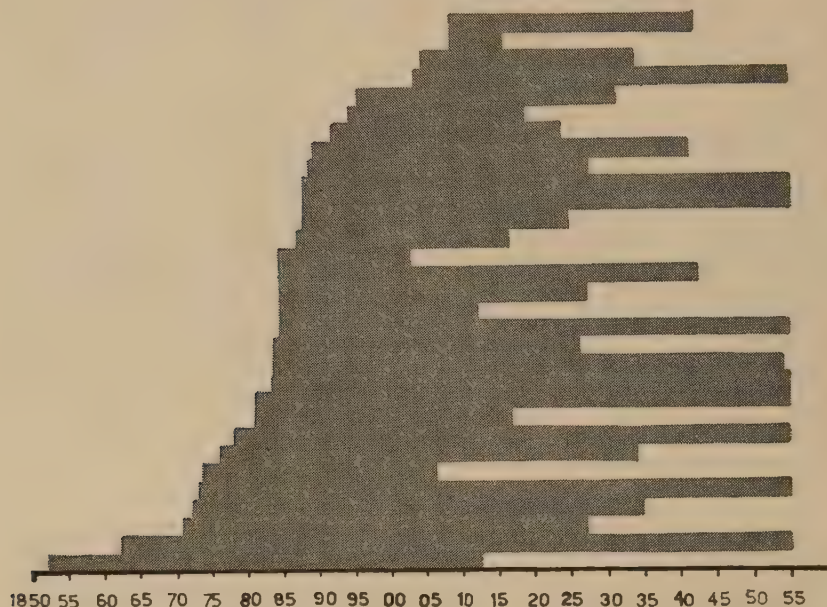
¹⁸ Avant 1862 seulement une douzaine de sociétés ne confondaient pas dans leur comptabilité les ressources et les dépenses de la mutuelle et du magasin; il s'ensuivit de nombreuses mauvaises expériences (cité par Martuscelli, *op. cit.*, p. 167). Dans la zone que nous étudions tous les statuts que nous avons pu recueillir prévoient une double comptabilité (mutuelle et magasin).

¹⁹ Au début de leur existence les mutuelles trouvaient facilement des médecins qui, contre un traitement fixe annuel, soignaient tous les membres. Actuellement ils préfèrent une contribution pour chaque membre de la société, le total de celles-ci étant alors variable et dépendant du nombre des membres. C'est ce système qui est en vigueur maintenant: il n'y a pas de fonds à manipuler à part la collecte des cotisations. L'administration n'a plus de travail et cette solution correspond aussi au manque d'intérêt des sociétaires qui s'en arrangent très bien. Enfin, un troisième système (qu'on ne trouve pas dans cette zone) consistait en un rabais que le médecin accordait sur le prix de ses visites aux membres de la société (cf. REVEL, *op. cit.*, p. 86 et ss.).

dans le graphique suivant qui montre les années de création et de disparition des mutuelles.²⁰

Seules deux sociétés sont antérieures à 1870 et aucune ne se crée après 1910.²¹ La majorité naît dans les années 1880 à 1900. La vie moyenne des sociétés disparues peut s'établir aux environs de 40 ans²² et l'âge moyen des 9 sociétés existant encore aujourd'hui est de 73 ans.

CRÉATIONS ET DISPARITIONS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS



²⁰ Ce graphique est basé sur les années vécues par 31 sociétés. Pour six d'entre elles il n'a pas été possible de savoir avec précision dans quelle année elles ont disparu. Chaque société est représentée par un trait dont les extrémités nous donnent l'année de création et l'année de disparition. Deux sociétés ont été créées avant 1870, six entre 1870 et 1880, seize entre 1880 et 1890, trois entre 1890 et 1900 et quatre entre 1900 et 1910. Aucune société ne disparaît avant 1900, deux entre 1900 et 1910, six entre 1910 et 1920, six entre 1920 et 1930, quatre entre 1930 et 1940, trois entre 1940 et 1950 et une entre 1950 et 1955. Neuf sociétés existent encore au début de 1956.

²¹ Dans son ouvrage paru en 1877, C. Revel signale l'existence de quatre sociétés dans cette zone, existence que nos informateurs nous ont révélée aussi. Ceci constitue donc un contrôle des données pour une période où le journal régional n'existait pas encore. Cf. C. REVEL, *op. cit.*, p. 209 et ss.

²² Les extrêmes étant de 5 ans et 72 ans. $N = 22$.

Le graphique montre que 6 sociétés se sont dissoutes dans les années 1924 à 1927 qui sont les années de plus grande mortalité due au fascisme.

Après avoir examiné leur structure, nous reviendrons au problème de la mortalité des sociétés et en envisagerons les causes telles qu'elles apparaissent dans les interviews.

La structure des mutuelles.

Nous avons pu recueillir une douzaine de statuts de mutuelles de cette zone et nous présentons ici quelques caractères de leur structure. Comme les coopératives de consommation, la mutuelle est constituée entre « employés, artisans (artisti), ouvriers, agriculteurs et commerçants ». Le but de la société est « le secours mutuel et l'instruction, avec base l'amour réciproque et dans la direction des buts de la civilisation moderne » ;²³ les secours mutuels consistent « dans l'aide portée, grâce aux dons et aux cotisations des membres, en cas de maladie ou d'incapacité de travail utile ». Quant à l'instruction « elle consistera dans le prolongement des études primaires en école du soir, en école musicale et en des fêtes ». Nous en reparlerons à propos des cercles de loisirs.²⁴

²³ D'autres statuts expriment ainsi le but de la société : « Le but est la fraternité des membres, l'instruction réciproque, le secours mutuel, l'approvisionnement en denrées de première nécessité pour les distribuer aux membres et par tel moyen le développement des avantages moraux et matériels de la société elle-même ».

²⁴ Nous ne nous occuperons ici que du but mutualiste des sociétés et non pas de leur activité dans le domaine de l'instruction. Du reste nous n'avons pas récolté beaucoup de faits qui montrent un développement important des cours du soir. Par contre la création des fanfares et des cercles doit être reliée à celle des mutuelles. Cependant plusieurs articles des statuts font preuve d'un réel souci d'éducation de l'individu. En voici plusieurs exemples communs aux mutuelles, coopératives de consommation et cercles :

— « dans les assemblées il est interdit d'interrompre celui qui parle ; avant de parler il faut demander la parole au président, et celle-ci obtenue on ne pourra s'abaisser à dire des injures ou faire des allusions qui pourraient blesser une personne quelconque présente ou absente ».

— « le sociétaire qui en offense un autre avec des injures, des menaces, des calomnies ou des paroles déshonorantes, ou qui compromettrait la dignité de la société doit être suspendu ou exclu ».

— « personne ne peut s'arrêter dans le magasin plus que le temps nécessaire à ses achats ».

— « il est interdit d'entrer dans le magasin à celui qui est pris de vin ou de liqueurs ».

— « le magasinier doit veiller à ce que le cercle reste en bon ordre, qu'on n'y joue pas à la mourre, qu'on ne crie pas (schiamazzi), qu'il n'y naisse pas de rixes, qu'on n'y demeure pas après l'heure ».

— « le magasinier sera puni d'amende s'il est surpris ivre et incapable de remplir ses devoirs ».

— « les membres doivent se montrer en toutes circonstances dignes d'un tel

Les membres. Les mutuelles du Canavese représentent un cas intermédiaire entre les mutuelles professionnelles et les mutuelles ouvertes à tous: sont admis comme membres *« tous les citoyens qui gagnent honorablement leur vie par leur travail quotidien, les maîtres exerçant un art ou un métier et n'employant pas d'ordinaire plus de trois personnes et les commerçants qui n'en emploient pas plus de deux »*. Ce regroupement des classes sociales dans la mutuelle pose beaucoup de problèmes aux fondateurs. Dans la brochure d'éducation populaire de 1885 on note tous les dangers de l'immixtion *« des hommes les plus influents de la ville ou de la bourgade »* (en particulier danger qu'ils utilisent la mutuelle pour guider la force ouvrière selon leurs intérêts). *« Ce sont ces membres non ouvriers qui inculquent l'idée de se contenter du présent, idée qui nie le perfectionnement et le progrès: ce sont eux qui prêchent à l'ouvrier de rester en dehors de la vie politique du pays... »*.²⁵

En général les sociétaires se répartissent en *membres honoraires* ou bienfaiteurs qui par leurs dons soutiennent la société en renonçant aux droits d'assurance; *membres actifs de première catégorie* payant les cotisations et jouissant de tous les avantages de la société; *membres de seconde catégorie* payant la taxe d'admission et la moitié de la cotisation mensuelle mais n'ayant pas droit à la mutuelle (les hommes âgés de plus de 60 ans ou les femmes chefs de famille). On trouve aussi dans certaines mutuelles des *membres fondateurs* qui auront les premiers l'avantage de ne plus payer de cotisation une fois qu'un capital aura été constitué.

Le statut des membres honoraires et leur influence sur le fonctionnement de la société ont fait l'objet de beaucoup de débats. En 1860 au Congrès de l'Association générale de secours mutuel des ouvriers de Milan — qui tendait à être l'organisme contrôlant tout le mouvement

nom pour jouir des bons effets soit matériels soit moraux de l'institution de cette société ».

— si les demandes de secours contiennent des paroles inconvenantes ou insultantes, elles seront sans autre repoussées. *« Par contre si, un mois plus tard, le membre présente à nouveau sa demande mais en termes raisonnables et courtois, le conseil l'examinera sans passion ».*

En cas de transgression de ces règles l'associé peut être suspendu de un à trois mois et expulsé en cas de récidive.

²⁵ *Loc. cit.*, p. 28. Cesare Revel s'exprime ainsi: *« Des membres honoraires payants, toutes nos sociétés en ont, tant est envahissante l'habitude du patronage, par laquelle nos ouvriers ont les mains liées et ne sauraient s'occuper de leurs propres affaires eux-mêmes: c'est là un grand défaut propre aux Italiens de ne pouvoir se passer du patronage d'autrui, du prestige de tel ou tel grand personnage... La participation aux charges sociales qu'ils obtiennent nécessairement par leurs qualités, par leur titre, par leur instruction va jusqu'à enlever la liberté de parole, la liberté de vote dans les assemblées par suite de cette crainte révérentielle que tous les ouvriers ont encore des riches, crainte qui est encore plus forte s'ils dépendent d'eux ».* *Op. cit.*, p. 44-45.

mutualiste de Milan — on établit dans le statut que pouvaient être admis « *comme membres actifs, sans droit de subside, tous les honnêtes citoyens qui par leurs oeuvres et leurs études se sont occupés des intérêts des ouvriers* » ; ce n'est que plus tard qu'on réservera la qualité de membres actifs aux seuls ouvriers et paysans. La distinction entre membres actifs et membres honoraires permettra à la mutuelle d'accepter les donateurs mais leur refusera les secours et surtout l'immixtion dans la gestion. Elle sera d'ailleurs sanctionnée par la loi du 15 avril 1886 qui prévoit que les administrateurs doivent se recruter parmi les membres actifs.²⁶

Les femmes ne sont généralement pas admises.²⁷ Dans les cas où la société exploite un magasin d'alimentation, les femmes chefs de famille jouissent de tous les droits sauf de ceux de la mutuelle.²⁸ Nous n'avons pas retrouvé de mutuelles de femmes et seulement trois de celles étudiées étaient mixtes.²⁹ Deux des personnes interviewées ont pu nous donner une raison de cette inégalité : selon la première, la mutuelle coûterait trop cher si l'on assurait les femmes (risques plus grands de maladie) et, selon l'autre, la mutuelle ne groupe que les hommes parce que les travaux pesant qu'ils font « *leur rongent plus la vie* » (il y a donc une plus grande nécessité pour eux d'être assurés). Il y a également une tradition masculine à invoquer dans cette mise à l'écart des femmes : « *les femmes on les garde pour les affaires de la maison* » nous déclare un des interviewés. La raison essentielle demeure cependant celle d'assurer la force de travail et la source du revenu de la famille. De plus, les cotisations de la mutuelle pour deux membres de la famille auraient été trop fortes à supporter.

Du point de vue de l'âge la qualité de membre peut s'obtenir entre 15 et 60 ans (et même 65 ans).

D'autres règles limitent l'admission des membres. Elles concernent le détail du fonctionnement de la mutuelle et les conditions de moralité et de santé requises à l'admission.³⁰

²⁶ Au sujet des dispositions de la loi de 1886, cf. OSCAR SPINELLI, *La Mutualità in Italia e all'estero*. Roma, Edizioni de « La Rivista della Cooperazione », 1955, p. 151 et ss.

²⁷ Revel s'élève déjà contre cette exclusion des femmes, les statistiques prouvant que l'admission des femmes n'est pas onéreuse. Il pense que ce sont les interdictions morales qui s'y sont opposées (promiscuité des sexes dans les assemblées). Il ajoute qu'on n'a pas admis les femmes dans les mutuelles parce qu'« *il ne fait désormais plus de doute que la femme travaille plus que l'homme* » (elles seraient ainsi plus exposées à la maladie). *Op. cit.*, p. 52 et ss.

²⁸ Aussitôt qu'un des fils atteint l'âge de 17 ans la mère perd ses droits au profit de celui-ci.

²⁹ Rigola montre qu'en 1904 sur 6535 mutuelles, 5078 ne groupaient que des hommes, 1017 étaient mixtes et seulement 252 ne groupaient que des femmes. *Op. cit.*, p. 19. Dans la zone d'Ivrée une des trois mutuelles mixtes l'est par suite des dons d'une bienfaitrice.

³⁰ C. Revel qui a étudié plus de 500 statuts de mutuelles note qu'on y trouve toujours le refus d'admission en cas de maladie chronique et pour les individus

Les cotisations et indemnités. Peu de mutuelles ont une échelle de cotisations tenant compte des différences d'âge des sociétaires et ceci montre combien la solidarité l'emportait, dans l'esprit des fondateurs, sur la rentabilité (que plus tard, même dans les mutuelles, on s'efforcera de considérer). La taxe d'entrée varie dans quelques sociétés avec l'âge du candidat.³¹ Voici quelques données sur cette taxe ainsi que sur les cotisations mensuelles et les indemnités versées :

		<i>Taxe d'admission lires</i>	<i>Cotisation mensuelle lires</i>	<i>Indemnité journalière lires</i>
1877		2,—	0,60	0,75 + médecin
	membres de plus de 45 ans	5,—		
	membres de plus de 50 ans	10,—		
1888		2,—	0,25	32
1889		32	0,30	0,50
1888		4,—	0,50	0,50
	membres de plus de 35 ans	5,—		
1904		3,—	0,25	médecin
1906	de 15 à 30 ans	3,—	1,—	1,— + médecin
	30 à 40	5,—		
	40 à 50	8,—		
	50 à 60	12,—		
1912		2,—	0,50	
1912		2,—	0,25	0,50
1933 ³³	de 15 à 40 ans	4,—	1,—	2,—
	40 à 55	4,50	1,20	
	55 à 65	5,—	1,40	

ayant été condamnés et non réhabilités. Dans quelques cas on refuse aussi les analphabètes. (*Op. cit.*, p. 55 et ss.). Le statut d'une des sociétés repérées précise que ceux qui s'adonnent à l'ivresse ou à « l'intempérance habituelle » ne seront pas admis. Toutefois le statut ajoute que de tels défauts ne feront pas obstacle à l'entrée si le candidat fait preuve de complète amélioration. Ceux qui « notoirement ont une conduite répréhensible ou manquent à leurs devoirs de famille et s'adonnent à la fainéantise » seront aussi exclus.

Quelques-unes de ces clauses se retrouvent dans le statut d'une société ouvrière donné en annexe.

³¹ Selon Revel peu de sociétés établissent un barème différencié des taxes d'admission selon l'âge des candidats. Il conclut « à l'inéluctable nécessité, quand on ne veut pas faire d'exclusion dans les admissions, d'instituer une contribution proportionnelle à l'âge; parce que, et nous n'hésitons pas à le dire, en maintenant les taxes invariables on fait injure à la justice et à l'égalité entre sociétaires ». *Op. cit.*, p. 75.

³² A fixer par le conseil d'administration.

³³ D'après un statut modifié en 1933 d'une société créée en 1890.

Dans les autres sociétés les taxes d'entrée varient aussi entre 2 et 4 lires et le minimum de la cotisation mensuelle semble être 0,25 lire.³⁴

Il est difficile d'évaluer la part que ces cotisations représentent dans le revenu du travail. Pour les usines de laine de la région voisine, le Biellese, on estime en 1872 à 2,25 lires par jour le salaire de l'ouvrier et R. Rigola qui cite ces chiffres évalue l'augmentation de salaire intervenue dans les vingt ans qui suivirent de 10 à 30 %.³⁵ Malgré le décalage entre le niveau de vie de cette région industrielle et celui du Canavese, on peut estimer approximativement la cotisation à un quart ou un cinquième de la journée de travail. Il convient d'ajouter qu'une telle cotisation devait être assez lourde pour une population composée en majorité de paysans, dont les revenus en nature primaient sur les ressources en espèces.

Quant à l'indemnité journalière de secours elle varie entre 0,5 et une lire par jour de maladie et pour 40 à 50 jours.³⁶ Dans quelques sociétés il est également prévu une caisse de retraite à partir de 65 ans (3 à 9 lires par mois selon la durée du sociétariat).

Les prestations autres que les indemnités. Celles-ci concernent les enterrements. La bannière de la société suivra le convoi funèbre de chaque membre indistinctement. Ce droit implique pour tous les autres membres de la société le devoir de suivre le convoi funèbre. Les statuts ajoutent généralement que l'absence à une telle cérémonie entraîne une amende de 2 à 3 lires si elle ne peut être justifiée. Plus tard cette clause disparaîtra. Dans un statut de 1912 elle ne figure déjà plus. Dans ce cas c'est l'administration qui nomme 12 membres pour accompagner l'enterrement. Ils portent chacun un cierge qu'*« un membre désigné par le conseil viendra prendre au magasin et portera sur le lieu de la levée du corps pour les distribuer aux représentants de la société. La cérémonie funèbre terminée, il les reprendra pour les rapporter au magasin »*.

³⁴ En 1850 la *Società degli Operai di Torino* demandait une taxe d'admission de 2 lires (avec augmentation pour les candidats de plus de 40 ans) et une cotisation mensuelle d'une lire. L'indemnité comprenait les soins du médecin et 1,50 lire par jour de maladie. Elle avait cependant 500 membres déjà au début. Cf. GINO CASTAGNO, 1854 - *Centenario A.C.T. Alleanza Cooperativa Torinese*, 1954, 117 p.

³⁵ *Op. cit.*, p. 31.

³⁶ Six mois après avoir touché la première indemnité le sociétaire bénéficiera de nouveau de la mutuelle s'il retombe malade; pourtant il a droit au subside si, après avoir reçu l'indemnité pour une maladie, il tombe malade encore mais d'une autre maladie ou a un autre malheur (*disgrazia*). En outre, les membres touchant une retraite de plus de 500 lires par an ne peuvent recevoir d'indemnité de la mutuelle. Certaines sociétés refusent le secours pour les blessures ou infirmités survenues dans des rixes, jeux, paris ou par ébriété, et aussi pour les accidents d'armes à feu à l'occasion des mariages ou à la chasse. Un autre statut (1912) refuse aussi l'indemnité aux membres atteints de maladies vénériennes et ayant subi des blessures dans des rixes (*« sauf celles reçues par les parties conciliantes »*).

De plus, en payant une surtaxe de 50 centimes par an les membres auront le droit d'être accompagnés au cimetière par la fanfare.

Enfin, plusieurs sociétés faisaient et font encore un repas annuel le jour de la fête du saint patron de la société.

L'assemblée générale et le conseil d'administration. L'assemblée générale a lieu toutes les années et parfois tous les six mois. Les délibérations se font à la majorité et au vote secret. Un seul statut fait une réserve au sujet des élections: « *ne peuvent être électeurs et éligibles les membres qui ne savent ni lire ni écrire* ». ³⁷ L'assemblée nomme les administrateurs et détermine le montant des cotisations et les honoraires éventuels du secrétaire. ³⁸

L'exécutif est composé de 11 à 15 conseillers. Les réunions du conseil se tiennent toutes les semaines et les décisions prises sont valables pour autant que 8 conseillers y assistent. Un conseiller manquant trois fois la réunion est considéré comme démissionnaire. Ces règles sont importantes: elles manifestent la crainte, qui s'est avérée justifiée, du manque d'intérêt des membres pour leur association.

Le président est nommé pour une année et, comme les conseillers, est rééligible.

Les visiteurs des malades sont élus par le conseil d'administration mais n'en font pas partie. Ils doivent se rendre au domicile du malade et faire de fréquentes visites, « *soit pour dresser rapport de la situation matérielle et morale, soit pour veiller à ce que le malade ne manque pas de l'assistance nécessaire* ». ³⁹

Enfin, en cas de dissolution de la société les biens de celle-ci sont destinés à une oeuvre d'utilité publique (construction d'une garderie d'enfants, congrégation de charité, école du soir). ⁴⁰

³⁷ Par la génération de cette clause à toutes les sociétés, Martuscelli espère que le gouvernement sera obligé de décréter une loi sur l'instruction obligatoire. *Op. cit.*, p. 177.

³⁸ Dans la zone qui nous occupe aucune responsabilité n'est rémunérée et seulement dans quelques cas des honoraires sont prévus pour le secrétaire (selon REVEL, *op. cit.*, p. 110, les deux tiers des secrétaires étaient des instituteurs). D'ailleurs les honoraires sont loin d'être proportionnés au travail fourni (le secrétaire d'une des coopératives fonctionnant encore touche 6000 livres par an). Egalement, peu de sociétés paient les frais de voyage des acheteurs qui doivent se rendre au chef-lieu ou dans d'autres villages.

Au total, les frais de gestion ne semblent pas avoir été ici très importants. Ce n'était pas le cas dans toute l'Italie et Revel note que souvent le tiers des entrées de la société est absorbé par les frais de gestion (*op. cit.*, p. 131).

³⁹ Certains statuts donnent au président de la société le droit de désigner deux membres pour veiller le malade. « *à tour de rôle et cela jusqu'à trois nuits de suite* ».

⁴⁰ Quelques statuts ajoutent explicitement que les fonds ne pourront en aucun cas être divisés entre les membres. A la dissolution des sociétés les fonds restants ont été attribués selon les statuts. Parfois la congrégation de charité ne touche que les intérêts de l'ancien capital de la mutuelle. Une autre société, dissoute en 1952, donne une somme de 10 000 livres à tous ses membres dans le besoin.

Les causes de disparition des sociétés.

Nous avons recherché l'opinion des personnes interviewées sur les causes de disparition de leur société. Le tableau suivant des réponses a été obtenu: ⁴¹

Facteurs internes

La société manquait de fonds	3
On se désintéresse de la société	2
La société disparaît à la suite de dissensions internes de caractère politique ou privé	1,5
Un bienfaiteur offre de faire un don pour un jardin d'enfants. La société se dissout et son capital est affecté à ce même but	1
Il faudrait payer un trop forte cotisation pour avoir des indemnités raisonnables	1
Il y avait trop de malades; la société n'a plus pu payer	0,5

Facteurs externes

La société a été dissoute par le fascisme	8
La société n'a plus de but (les ouvriers, et les pay- sans maintenant, ont leur mutuelle)	3
La population diminue	1,5
La société cesse parce que la coopérative avec qui elle était liée se dissout	1,5
Non déterminé	5
	28

⁴¹ Le total de ce tableau donne le nombre des sociétés disparues. L'usage des fractions appelle une explication. Par exemple une des personnes interviewées nous déclare que la mutuelle de son village disparaît parce qu'elle n'a plus pu payer les indemnités à ses malades et aussi parce que la population du village avait diminué: la société a donc disparu en partie pour la première raison (trop de malades) et en partie pour la seconde (diminution de la population). D'où l'emploi de fractions afin de pondérer chaque raison donnée pour la disparition de chaque société. Dans l'exemple ci-dessus nous cotons donc 0,5 société disparue pour la première raison mentionnée et 0,5 pour la seconde.

Si une société avait disparu pour trois raisons nous attribuerions un poids de 0,33 (ou un tiers) à chaque cause de disparition.

Ayant parfois cinq ou six raisons données pour une disparition nous avons préféré exprimer les différents chiffres en fractions décimales plutôt qu'en fractions ordinaires qui auraient compliqué la lecture des tableaux.

Si le *fascio* ne supprime pas partout les mutuelles pas la force (dans un village c'est une « *squadra* » d'un autre village qui détruit la coopérative: les meubles et même la bannière sont vendus de force) il en affaiblit la portée et le prestige (en brûlant la bannière par exemple). Au total sur les 28 sociétés dissoutes, 8 le sont par le fascisme. La politique du régime dans cette zone ne semble pas s'être inspirée de directives précises: ici un commissaire est imposé pour liquider la société, là c'est le conseil d'administration qui est obligé d'entrer au parti; dans un autre village on impose au conseil d'administration la présence d'un délégué du *fascio* local ou même d'un administrateur qui vise toutes les pièces et procès-verbaux.⁴²

Le manque de fonds pour payer les indemnités se fait cruellement ressentir. On a vu plus haut que peu de calculs avaient été faits pour l'établissement des barèmes de cotisations.⁴³ Et sitôt qu'il y a « *trop de malades* » la société ne peut plus verser les indemnités. En outre, la dépréciation de la monnaie dévalorise fortement le petit capital que certaines mutuelles avaient pu amasser. Pour les sociétés créées dans les années 1880-1890 une difficulté supplémentaire provient du départ des éléments jeunes (surtout émigration vers l'Amérique) laissant dans le village une population plus âgée et plus sujette à la maladie.

Déjà en 1876 Martuscelli mettait en garde les sociétés contre les difficultés que plusieurs d'entre elles pourraient rencontrer dans le paiement des indemnités; les contributions, remarque-t-il, sont déterminées arbitrairement et dans de nombreux cas la cotisation mensuelle n'atteint même pas le montant de l'indemnité journalière. Le même auteur montre qu'en 1873 les sociétés encaissaient en moyenne 0.78 lire par membre et par mois alors que les subsides versés se montaient à 0,95 lire. Le déséquilibre était compensé par les dons, les legs et les cotisations des membres honoraires. De plus à ce moment le recrutement est jeune encore et les

⁴² Par contre sur le plan national la répression s'est exercée beaucoup plus durement et la *Federazione delle Società di Mutuo Soccorso e delle Casse e Istituti di Previdenza* a été dissoute par décret du préfet de Milan le 14 novembre 1925. D'après OSCAR SPINELLI, Rapport introductif à l'Assemblée des délégués des sociétés de secours mutuels au 24ème Congrès de la Lega, *op. cit.*, p. 264.

⁴³ LAURENT (*Le Paupérisme et les Associations de Prévoyance*, Paris, 1865. Vol. II, p. 478) note « *que ce n'est qu'après une trentaine d'années d'existence que la société pourra se rendre compte exactement de sa situation et de son avenir. C'est là à peu près le temps indispensable d'essai. Il résulte de nombreux calculs que les charges d'une société vont en augmentant durant cette période, et que par suite l'âge moyen ne varie presque plus* ». (Cité par MARTUSCELLI, *op. cit.*, p. 114, note 1). Déjà en 1862 la « *Statistica del Regno d'Italia* » engageait les mutuelles à fournir, pour l'établissement de tables des maladies, les données de leurs subsides pour chaque profession et le nombre de jours de maladie. Mais l'appel est resté vain. (MARTUSCELLI, *op. cit.*, p. 167).

sociétés n'ont pas encore eu à verser beaucoup d'indemnités lors des décès.⁴⁴

Disparitions par concurrence d'autres formes d'assurance: l'industrie assure ses ouvriers contre la maladie depuis 1929⁴⁵ et depuis 1955 les cultivateurs sont organisés dans les *Mutue Coltivatori Diretti*. Cette concurrence est très sensible et le nombre des membres d'une société examinée tombe de 112 au début de l'année 1955 à 50 au mois d'août.

Ces sociétés, dont la fonction sociale principale n'existe plus, ont perdu presque tout leur intérêt car il faudrait demander des cotisations beaucoup plus élevées pour assurer des indemnités raisonnables.

Nous avons considéré comme dissoutes les sociétés qui avaient cessé leur fonction principale d'assurance. Parmi elles cependant, quelques-unes ne sont pas dissoutes juridiquement. Deux d'entre elles possèdent une maison qui était le siège social et une autre est propriétaire d'un certain capital dont l'intérêt va à la congrégation de charité. Dans la plus ancienne de ces mutuelles, celle de 1852, on se réunit encore chaque année à la *San Giulio*, fête du patron des maçons. Le prier y dit la messe et si les membres paient encore une cotisation, le banquet annuel en constitue la seule contre-partie. Il s'agit là d'ailleurs de la seule société qu'on pourrait faire remonter aux anciennes confréries professionnelles.⁴⁶

Tout considéré il ne semble pas qu'on puisse, comme pour les sociétés de consommation, attribuer la cause d'une plus forte mortalité aux facteurs internes qu'aux facteurs externes. La distinction nous sera cependant utile plus loin à propos d'une analyse globale des causes des disparitions.

Neuf mutuelles fonctionnent encore. Elles ont soit réajusté leur taux de cotisations après la dernière guerre (donnant ainsi une preuve de vitalité), soit changé la nature des prestations (s'orientant de plus en plus vers la société de charité).

Les sociétés ne payant que les frais de médecin ont également subi des transformations: alors que jusqu'avant la première guerre mondiale

⁴⁴ *Op. cit.*, p. 165 et ss.

⁴⁵ « L'assurance contre les accidents a été rendue obligatoire dans l'industrie depuis 1898; en 1910 on a l'assurance obligatoire pour la maternité; en 1917 on étend à l'agriculture l'assurance contre les accidents; en 1919 on crée l'assurance obligatoire sur l'invalidité, la vieillesse et le chômage; en 1929 l'assurance maladie dans l'industrie; en 1934 les allocations familiales sont instituées pour les travailleurs de l'industrie (et étendues en 1937 à tous les travailleurs); en 1939 les primes au mariage et à la maternité; en 1943 l'assurance maladie (garantie auparavant par les contrats collectifs) ». D'après ROBERTO TREMELLONI, *Storia recente dell'Industria Italiana*. Milano, Garzanti, 1956, p. 49 (note 9).

⁴⁶ Cf. E. MARTUSCELLI, *op. cit.*; également JEAN BRUHAT, *Histoire du Mouvement ouvrier français*. Paris. Editions Sociales, 1952, Vol. I, p. 73.

les médecins demandaient une somme non variable pour soigner tous les membres de la mutuelle (et dans certains cas leur famille), peu à peu ils exigent une somme variable selon le nombre des membres de la mutuelle, et la cotisation ne comprend les soins que pour le chef de famille (de mixte la société devenant masculine).

On a groupé ci-dessous, à propos des changements dans les buts poursuivis, toutes les sociétés ayant encore une activité de secours. Les cinq mutuelles fonctionnant encore selon le schéma primitif sont aussi décrites.

Les changements dans les buts poursuivis. Lors de leur fondation les mutuelles se proposaient de donner une indemnité à leurs membres malades ou de payer les frais de médecin (ou une combinaison des deux ou encore un paiement des frais d'hôpital). Le tableau suivant donne l'évolution de ces divers types de sociétés :

	PRESTATIONS FIXEES					
	<i>Indemnité</i>	<i>Indemnité et médecin</i>	<i>Médecin</i>	<i>Médecin et hôpital</i>	<i>Sans renseigne- ments</i>	<i>Total</i>
Sociétés créées	18	7	6	—	6	37
Sociétés disparues	14	4	4	—	6	28
Sociétés existant en 1955	4	2	2	1	—	9
Sociétés existant encore et don- nant les presta- tions du début	2	1	1	1	—	5

Sur les 37 sociétés créées, vingt-huit ont complètement cessé leur activité ou même disparu et des neuf existant encore, cinq seulement continuent à assurer les prestations initiales. Les sociétés ne disparaissent pas toutes brusquement mais abandonnent graduellement leur activité principale: l'indemnité de secours mutuel se transforme en paiement du médecin ou bien on renonce à l'indemnité ou au paiement des frais du médecin et le conseil d'administration verse seulement des subsides aux membres nécessiteux (la mutuelle devient alors une société de charité).

Les neuf mutuelles survivantes.

Il est intéressant de voir plus en détail les mutuelles existant encore. En voici les caractéristiques:

<i>Cotisation annuelle</i>	<i>Prestations</i>	<i>Nombre de sociétaires</i>	<i>Année de fondation</i>
120 L.	Indemnité de 20 L. par jour	50-60	1892
300 L.	Indemnité de charité. Service funéraire		1884
300 L.	Service funéraire	35	1881
300 L.	Indemnité de charité	200	1888
500 L.	Indemnité de 20 L. par jour	60-70	1885
500 L.	Médecin gratuit	100	1904
1000 L.	Médecin gratuit	50	1888
1200 L.	Médecin gratuit et indemnité de 100 L. par jour	140	1877
3000 L.	Médecin gratuit, 60 % des frais d'hôpital, pension de 150 L. par mois pour les membres de plus de 75 ans, service funéraire à prix réduit, indemnité de 40 L. par jour pour les malades	209	1877

Les cinq premières sociétés qui figurent sur ce tableau se sont départies de leurs buts primitifs ou donnent une indemnité dérisoire. Quant aux quatre autres on peut encore les considérer comme actives. On remarque d'ailleurs que les cotisations en sont beaucoup plus fortes et ont été réajustées ces dernières années.

Une seule mutuelle, la dernière de cette liste, s'est développée: bien que renonçant à augmenter l'indemnité journalière, elle a introduit une participation aux frais d'hôpital. Son bilan à fin 1955 montre que les recettes se sont élevées à 615 500 livres provenant des paiements des cotisations. Les dépenses se décomposent ainsi:

paiements au médecin	175 000,—
pensions aux membres de plus de 75 ans (150 lires par mois)	54 600,—
indemnités de maladie (40 livres par jour) . .	21 200,—
contribution de 60 % aux frais d'hôpital . .	84 350,—
examens radiographiques et consultations de spé- cialistes (contribution de 60 %)	97 640,—
extractions dentaires (entièrement à la charge de la mutuelle)	29 200,—
service funèbre:	
location du garage	6 000,—
réparation du corbillard	27 000,—
	33 000,—
contributions des membres	15 500,—
	17 500,—
frais d'administration:	
administration courante	9 780,—
honoraires du secrétaire	20 000,—
	29 780,—
	509 270,—

Le bénéfice de 1955, 106 000 livres, a été placé en bons postaux à 4,75 %. Il vient s'ajouter aux 600 000 livres de capital que la société possède actuellement.

Le paiement du médecin incide le plus dans les dépenses et « *il suffit de trois ou quatre longues maladies pour qu'on fasse une perte* ». Les réserves sont faibles et « *il y aura un moment où on sera tous des vieux* ». En effet, sur les 209 membres :

- 4 sont à l'étranger ;
- 37 ont plus de 75 ans, ne paient plus de cotisation et touchent la pension ;
- 11 ont entre 70 et 75 ans. Ils ne paient plus la cotisation mais ne touchent pas encore la pension ;
- 157 paient la cotisation.

Le quart des membres ne paie plus de cotisation. En 1956 la mutuelle a encore une fois réajusté le taux de la cotisation et l'a porté à 3500 livres. Malgré une administration saine et peu coûteuse et bien que beaucoup des ayants droit renoncent à venir toucher l'indemnité de maladie, la mutuelle repose sur une base démographique trop faible et trop âgée pour constituer des réserves suffisantes.⁴⁷

Conclusion.

Peu de mutuelles ont résisté aux bouleversements de ces cinquante dernières années. Elles ont dû s'adapter aux nouvelles conditions ou mourir ; et beaucoup sont mortes. Les autres, à part les quatre qui remplissent encore une fonction d'assurance, se sont muées en sociétés de charité. Elles accomplissent ainsi la fonction sociale dévolue précédemment aux congrégations de charité dont l'affaiblissement avait lui-même contribué à la création des mutuelles.

⁴⁷ Ces données ont été recueillies au cours d'une conversation spéciale. Encore que le secrétaire ait été le principal interviewé, cinq autres personnes participaient vivement à la discussion. Durant toute la réunion, qui a duré près de 3 heures, elles me posaient des questions, plus préoccupées d'apprendre que de faire connaître leur propre société : qu'est-ce que vous pensez de notre société ? est-ce qu'il y a des mutuelles en Suisse et en France ? comment sont-elles organisées ? L'exposé des conclusions auxquelles cette monographie sur les sociétés de secours mutuels aboutit et de la nécessité d'une union économique entre sociétés de même type sur une base régionale, sinon nationale, ne les a pas touchées beaucoup. Elles restent persuadées qu'une union des sociétés entraînerait trop de frais d'administration, qu'elles n'en auraient plus le contrôle, qu'il y aurait trop de paperasseries.

L'enthousiasme dans le public a beaucoup diminué. « *Dans le temps c'était un honneur de porter la bannière, aujourd'hui on ne trouve personne* » disent plusieurs des vieillards que nous interrogeons. Les jeunes ne s'intéressent plus à la « *Società* » et touchant par ailleurs les indemnités en cas de maladie, rien ne les entraîne à adhérer aux vieilles mutuelles. Aussi les sociétés ne regroupent-elles encore, même si elles n'ont plus de fonction sociale, que les anciens du village. Dans quelques cas, comme à Ivrée, un petit groupe se réunit une fois par an pour un repas en commun et empêche ainsi la tradition de s'éteindre.⁴⁸

Le dépouillement de la collection du journal régional montre l'affaiblissement du rayonnement des mutuelles.⁴⁹ Nous envisagerons ce point plus loin à propos de l'évolution générale des sociétés ouvrières.

A part les dons de charité, l'activité qui reste aux mutuelles est celle d'accompagner les morts au cimetière. Elle subsiste surtout parce qu'elle présente un avantage économique sur les entreprises de pompes funèbres d'Ivrée.⁵⁰ L'obligation faite aux membres d'assister aux enterrements des sociétaires a naturellement été rapportée depuis longtemps.

Par la récente loi sur les sociétés de secours mutuels des agriculteurs (*mutue coltivatori diretti*) il est à présumer que les dernières mutuelles disparaîtront également.⁵¹

La société de secours mutuels a rempli une double fonction historique; d'une part, elle a assuré la relève des congrégations de charité affaiblies par les guerres et l'occupation française du début du 19^{ème} siècle (les

⁴⁸ Le banquet annuel devient même le seul but du groupement à tel point qu'en 1906 déjà un des membres se demande pourquoi les cotisations sont employées à tant de banquets. « *Je crois que le secours mutuel et la coopération ne doivent pas être entendus dans ce sens* ».

⁴⁹ Pas moins de 206 articles leur sont consacrés. Il n'y en a cependant que quatre dans la période 1945-1955. 40 % des articles sont des remerciements des sociétés à leurs bienfaiteurs.

⁵⁰ A cet effet plusieurs des mutuelles possèdent leur corbillard qu'elles mettent d'ailleurs à la disposition de la population non membre contre paiement d'une taxe.

⁵¹ Loi du 22 novembre 1954, No 1136 « *relative à l'extension de l'assistance maladie aux cultivateurs directs* ». Voici quelques caractères de ces nouvelles mutuelles: l'assurance maladie est obligatoire pour tous les cultivateurs directs; elle prévoit les prestations suivantes: assistance sanitaire, hôpital, obstétrique, interventions de spécialistes. Dans toutes les communes sont instituées des caisses de secours mutuels elles-mêmes fédérées au niveau de la province. L'organisation ne laisse cependant que peu d'initiative aux sociétés locales, toutes les décisions prises devant obtenir l'approbation de l'organisme provincial. Du point de vue financier, l'Etat participe pour une somme de 1500 lires par an et par assuré. Le délai d'application était fixé à quatre mois après la publication de la loi de sorte que maintenant toutes les communes devraient avoir leur caisse de secours. Cf. *Gazzetta Ufficiale*, 285, 13. 12. 1954.

donc à ces associations diminuant fortement) et, d'autre part, elle a été « un élément non négligeable de la formation d'un esprit systématique de groupement et d'association ouvrière ».⁵²

Mais il y a plus, la mutuelle a voulu constituer une espèce de communauté dans laquelle l'homme se serait senti fortement intégré. Par les liens qu'elle avait avec la coopérative de consommation et avec le cercle ouvrier, la mutuelle voulait satisfaire plusieurs besoins de l'homme : sécurité, alimentation, loisirs et aussi éducation (les quelques clauses statutaires citées et celles concernant l'établissement d'écoles populaires le montrent).

La « *società operaia* », comme la Communauté de Travail française près d'un siècle plus tard, a subi un processus de différenciation sociale. Dans l'enthousiasme de la création on n'avait souvent même pas songé à différencier administrativement les diverses activités de la société. Sous la pression des difficultés économiques une différenciation intervient d'abord au niveau comptable puis s'étend ensuite à celui des administrateurs et des membres. Les diverses branches de la société se séparent et ne sont plus destinées à s'épauler mutuellement : la coopérative de consommation suit une voie qui peut être différente de celle de la mutuelle.

Le phénomène est encore plus distinct sur le plan des loisirs où la facilité des communications rompt l'isolement du village et sur celui de l'éducation où la scolarité obligatoire a sauvé presque chaque individu de l'analphabétisme.

A travers cette différenciation sociale et cette « acculturation » aux valeurs d'une société individualiste c'est à la fois l'éclatement de la communauté villageoise et celui de la communauté tout court que nous aurons encore l'occasion d'entrevoir ici.

⁵² JEAN GAUMONT, *Histoire générale de la Coopération en France*. Paris, Fédération nationale des coopératives de consommation, 1924, vol. I, p. 184.

LES COOPERATIVES DE CONSOMMATION

Les origines de la coopération de consommation en Italie.

Le premier « *magazzino di previdenza* » italien s'est ouvert à Turin en 1854.⁵³ En 1850 déjà, profitant du droit d'association reconnu deux ans auparavant, s'était créée la société mutuelle « *Società degli operai di Torino* ». C'est à partir de la mutuelle que démarre la coopérative de consommation.⁵⁴ La préparation est longue et on met une année pour réunir le capital-actions (1400 liras). En 1865 la société a 10 000 membres et jouit déjà d'un grand prestige (les dons et legs qui lui sont faits en témoignent). Elle n'est cependant encore qu'une société de fait, non reconnue juridiquement. La qualité de personne morale sera pourtant accordée aux sociétés ouvrières par la loi de 1886.⁵⁵

C'est à partir de l'expérience de Turin que la coopération de consommation se répand en Italie. Mais elle se répand beaucoup plus lentement que les sociétés de secours mutuels: en 1872 il n'y a encore que 15 sociétés de consommation alors qu'on a vu qu'il y avait plus de 1500 mutuelles.⁵⁶ Si en 1900 on ne compte encore que 320 sociétés de consommation il y en aura par contre 6 989 en 1921.⁵⁷

La société de Turin reste dans le courant modéré aux divers congrès des mutuelles et ce ne sera qu'en 1893-95 qu'elle rejoindra officiellement les organisations ouvrières (en 1889 s'était créée à Turin la *Confederazione Operaia* pour instituer sur l'exemple parisien, une Bourse du Travail). En 1898 elle fusionne avec la coopérative des cheminots (*Cooperativa Ferroviaria* créée en 1874) pour donner naissance à l'Alliance Coopérative de Turin (A.C.T.).

Pour toujours débarrassée de ses tendances modérées, l'A.C.T. se trouve au premier plan dans la bataille pour la législation sociale. En 1896 l'association des travailleurs avait déjà réuni le premier *Congresso Operaio Piemontese*. En 1905, deuxième congrès régional auquel partici-

⁵³ Les données sur cette coopérative sont extraites du livre de GINO CASTAGNO, 1854 - *Centenario A.C.T.*, op. cit. Voir également le reportage de RENZO ZORZI, L'Alleanza Cooperativa Torinese, *Comunità*, 5, 1949.

⁵⁴ En Angleterre c'est au contraire à partir de la Société des Equitables Pionniers de Rochedale que s'organise, en 1860, la « *Société de prévoyance en cas de maladie et de secours pour les funérailles* ». Cf. GEORGES J. HOLYOAKE, *Histoire des Equitables Pionniers de Rochedale*. Gand, Société Coopérative Volksdrukkerij, 1923, 4ème éd., p. 80 et ss. Voir également W. HENRY BROWN, *The Rochedale Pioneers: A Century of Co-operation*. Manchester, Co-operative Union Ltd, 1944, p. 52.

⁵⁵ Loi du 15 avril 1886, No 3818.

⁵⁶ Cf. MARTUSCELLI, op. cit., p. 327.

⁵⁷ D'après A. BASEVI, *Sintesi storica del Movimento Cooperativo Italiano*. Roma, Biblioteca de « La Rivista della Cooperazione », No 9, 1953, 2ème éd., p. 8 et 16.

pent les représentants des bourses du travail, des ligues de métiers, des coopératives et des mutuelles et les représentants des fédérations.⁵⁸ Les questions de la législation sociale, du syndicalisme (*resistenza*) sont débattues à côté des problèmes coopératifs et mutualistes. Ce deuxième congrès vote la création — qui aura lieu l'année suivante — de la « *Federazione Regionale Piemontese delle Leghe, Mutue e Cooperative* » créant ainsi le triple front du travail : coopératives, mutuelles et syndicats.⁵⁹ La « *Confederazione Generale del Lavoro* » fondée en 1906 viendra s'insérer dans ce triple front et, appuyée par le parti socialiste italien,⁶⁰ la « *Triplice* » constitue une grande force politique.

Ces quelques lignes de l'histoire de la coopérative de Turin avant la première guerre mondiale seraient incomplètes si on ne citait le troisième congrès général ouvrier de 1918. Celui-ci se tient à Turin et est limité au seul Piémont du fait de la guerre. 64 mutuelles, 44 sociétés coopératives et mutuelles, 27 coopératives de consommation et 29 autres groupements (syndicats, coopératives de crédit et de production) participent. La résolution la plus intéressante et qui concerne directement ce travail est qu'il est « *du devoir de l'A.C.T. de conquérir tout le mouvement de la province et du devoir des petites coopératives de la suivre et de l'aider* ». L'avènement du fascisme ne permettra pas cette concentration et l'après-guerre laissera la grande coopérative de Turin si affaiblie que jusqu'à maintenant rien n'a été fait dans la direction d'une fédération assurant des services communs (approvisionnements, administration) aux sociétés membres.⁶¹

La structure des sociétés de consommation du Canavese.

Les buts des sociétés ont été examinés à propos des mutuelles. Comme les coopératives de consommation y étaient souvent liées, nous n'avons

⁵⁸ En 1886 se crée la « *Federazione delle Società Cooperative Italiane* » qui devient en 1893 la « *Lega Nazionale delle Cooperative* » et la « *Federazione Italiana delle Mutue* ».

⁵⁹ Les syndicats auront leur fédération en 1906 : la « *Confederazione Generale del Lavoro* », dont le siège se trouvera aussi (jusqu'en 1914) dans les locaux de l'A.C.T.

⁶⁰ Fondé en 1892 ; à noter que déjà depuis 1892 les administrateurs de la coopérative étaient socialistes.

⁶¹ Encore aujourd'hui la coopérative de Turin n'a pas retrouvé sa structure démocratique et reste, d'après le décret-loi du 29 juin 1933, sous le contrôle de deux commissaires nommés par le gouvernement. Cf. G. CASTAGNO, *op. cit.* Également les articles du même auteur dans le journal mensuel *L'Alleanza Cooperativa*, No 1, janvier 1954 ; et la brochure *Per il ritorno alla originaria forma cooperativa dell'Ente Morale Alleanza Cooperativa Torinese*. Torino, A.C.T., aprile 1954, 24 p. (ronéotypé).

pas à y revenir.⁶² Il en est de même pour les principes d'admission des membres où peu de réserves sont faites à leur entrée. La société ne vend pas aux non-membres⁶³ et la présentation du livret peut être exigée lors de l'achat. Dans ces premières sociétés le capital n'est pas encore formé d'actions mais par les taxes d'admission des membres.⁶⁴

Il n'est pas prévu dans les statuts des sociétés une ristourne sur les achats (dans le cas des coopératives liées aux mutuelles, les bénéfices du magasin devaient alimenter le fonds de la mutuelle et des trois coopératives qui existent encore seule l'une d'elles donne une ristourne de 3 % l'an).⁶⁵ Les coopératives, créées pour abaisser les prix des marchan-

⁶² « Le principe coopératif apparaît comme le sommet de l'évolution économique amorcée avec les sociétés anonymes: c'est le même principe (réunion de petits capitaux), mais à des fins plus élevées, pour des buts non matériels mais moraux, pour détruire l'hostilité entre les classes, développer l'altruisme, réaliser la solidarité. C'est un progrès moral parce que la forme coopérative exclut les jeux de bourse si funestes aux petits épargnants et qui ont discrédité la société anonyme » (Journal régional, 1908).

⁶³ Déjà en 1870 (loi du 11 août 1870, art. 5) une loi exonérait les sociétés coopératives des droits sur les marchandises qu'elles distribuent à leurs membres exclusivement pour des buts de bienfaisance et qui se consomment dans les maisons de ceux à qui la distribution est faite (exception faite du vin et des spiritueux). Aussi les statuts comprennent-ils des articles interdisant l'entrée du magasin aux non-membres. Ces règles sont absolues: le sociétaire qui achète des marchandises pour le compte d'un non-membre, ou qui prête son livret, ou qui simplement gaspille les marchandises ou en achète plus que la quantité nécessaire pour sa famille, est suspendu pour trois mois, et expulsé en cas de récidive. Il y a une dérogation possible pour les veuves et les orphelins mineurs à qui l'administration peut donner la permission de se servir au magasin sans être membres de la société. On voit même une société interdire l'accès du magasin à tout étranger « *non accompagné par deux membres de la commission des achats ou du président de la société* ». Il convient de ne pas confondre les articles de ce genre avec les règles « tatillonnes » données en exemple plus bas. Ils seront d'ailleurs abandonnés par la suite et nous ne les retrouverons plus à partir des années 1930. Déjà en 1898 l'Alliance Coopérative de Turin les avait abandonnés, renonçant aux petits bénéfices des exonérations fiscales pour élargir la vente à tout le public.

⁶⁴ Cette taxe est semblable à celle des mutuelles (2 à 5 livres). Certaines sociétés prévoient en plus une taxe annuelle de 2 livres. Elle montera ensuite à 5 livres en 1921 et s'accompagnera du paiement d'une action de 25 livres.

⁶⁵ Ristourne prise en marchandise. Pour les coopératives disparues nous n'avons qu'un seul cas de ristourne: celui d'une société qui l'a distribuée depuis sa création, en 1887, jusqu'à 1920 (2 à 3 %). Même l'Alliance Coopérative de Turin n'a adopté le principe de la ristourne qu'en 1898. Par contre, une fois l'an quelques sociétés faisaient un petit cadeau à leurs membres. Le principe de la ristourne ne semble pas être entré facilement dans les mœurs. En 1901 une société en défend le principe et en explique ainsi le fonctionnement dans le journal régional: « *Les ventes augmentent toujours plus, aussi bien par la qualité des marchandises que par leur juste prix; et elles augmenteront encore quand les sociétaires auront bien compris le fonctionnement de cette coopérative qui est peut-être la première de toutes les sociétés du Canavese à avoir appliqué la méthode anglaise. Mais malheureusement il reste encore un certain nombre de membres qui ne connaissent pas l'avantage majeur qui dérive de notre société, celui de l'épargne qui s'accumule chaque année*

disés, n'ont pas adopté le principe rochedalien tout de suite; on se bornait à calculer sur les prix d'achat un pourcentage des frais de gestion.

Organisation du magasin.

Chaque année (ou tous les deux ou trois ans, selon les sociétés) on nomme le magasinier et l'assemblée choisit parmi les candidats le moins exigeant d'entre eux pour gérer le local de vente et pour veiller à la fabrication du pain dans les quelques sociétés qui possèdent un four. Le magasinier reçoit en effet un pourcentage sur les ventes (5 à 6 %) et c'est là sa seule rémunération. Chaque semaine il doit verser au conseil d'administration la recette de la semaine (dans certaines sociétés on lui demande une caution).

Les prix des marchandises sont fixés par le secrétaire et ils doivent être affichés dans le magasin.⁶⁶ Les achats se font par les acheteurs (*provveditori*). Ils sont au nombre de trois à cinq et font partie du conseil d'administration. Pour les achats chez les fournisseurs ils doivent au moins être toujours deux ensemble. Des inventaires périodiques (parfois tous les mois) des marchandises en stock sont établis.

Les statuts comportent beaucoup d'articles qui peuvent aujourd'hui sembler désuets et surtout tatillons. Il convient de parler de ce manque de confiance qui transparaît tout au long des statuts.

Le souci d'égalité.

Un véritable souci d'égalité se dégage des statuts et pour maintenir une égalité entre tous les membres toute une série de règles cherchent à éviter que certains d'entre eux ne puissent s'enrichir ou acquérir une position trop sûre ou privilégiée.⁶⁷ Aussi le magasinier comme les acheteurs

et forme le crédit du sociétaire auprès de la coopérative. Et ces membres sont justement ceux qui depuis le début se moquaient, par ignorance, de notre méthode et qui déchiraient ou perdaient les tickets que le magasinier avait l'ordre de leur remettre même pour un achat de cinq centimes. Et ce seront justement ceux-là quand ils s'apercevront avoir agi contre leur propre intérêt, et avoir eu tort, qui seront les plus prompts à se prévaloir de leur droit à retirer leur épargne».

⁶⁶ Dans certaines sociétés on doit également afficher les prix des marchandises achetées durant la semaine à côté de la table des prix de vente.

⁶⁷ Parlant de la société de secours de Turin, Castagno note que «*préoccupés de ne pas créer des privilégiés (canonicati) et éviter la formation de clientèles — les démocrates de ce temps-là étaient rigides et fiers — la charge de la présidence ne durait que 6 mois et bien rarement on enregistrait dans les premières décades une réélection dans la charge*». *Op. cit.*, p. 9.

n'est-il nommé que pour une année.⁶⁸ On veut éviter ainsi qu'ils ne s'entendent entre eux et ne s'enrichissent aux dépens des autres membres. Il faut que tous restent égaux, qu'il n'y ait de privilèges pour personne. On se rend aisément compte des défauts pratiques de ce système: chaque année une nouvelle équipe d'acheteurs et un nouveau magasinier devaient apprendre leur métier et les erreurs qu'ils commettaient, étaient à la charge de tous. Ce climat de méfiance se traduit dans l'esprit tatillon des statuts et nous le retrouverons encore dans les cercles à propos des modalités de contrôle des liqueurs et du vin.⁶⁹ Le souci d'être égaux entraîne cette méfiance envers tous et est naturellement un frein à l'initiative qu'exige la vie commerciale.⁷⁰

Dans les statuts plus récents, qui prévoient un règlement intérieur, on ne trouvera plus toutes ces clauses.

⁶⁸ Le magasinier est surveillé: « *A tout moment le président ou le vice-président peuvent entrer dans le magasin et inspecter les marchandises en dépôt* ». Les acheteurs sont aussi limités dans leurs initiatives: leurs compétences d'achats ne peuvent dépasser 50 ou 100 livres selon les cas. Dans certaines coopératives les acheteurs sont eux-mêmes contrôlés par les vérificateurs (*sindaci*) spécialement chargés de surveiller les entrées de marchandises et le magasinier. Ils ont une fonction différente de celle des vérificateurs des comptes (fonction qui existe aussi).

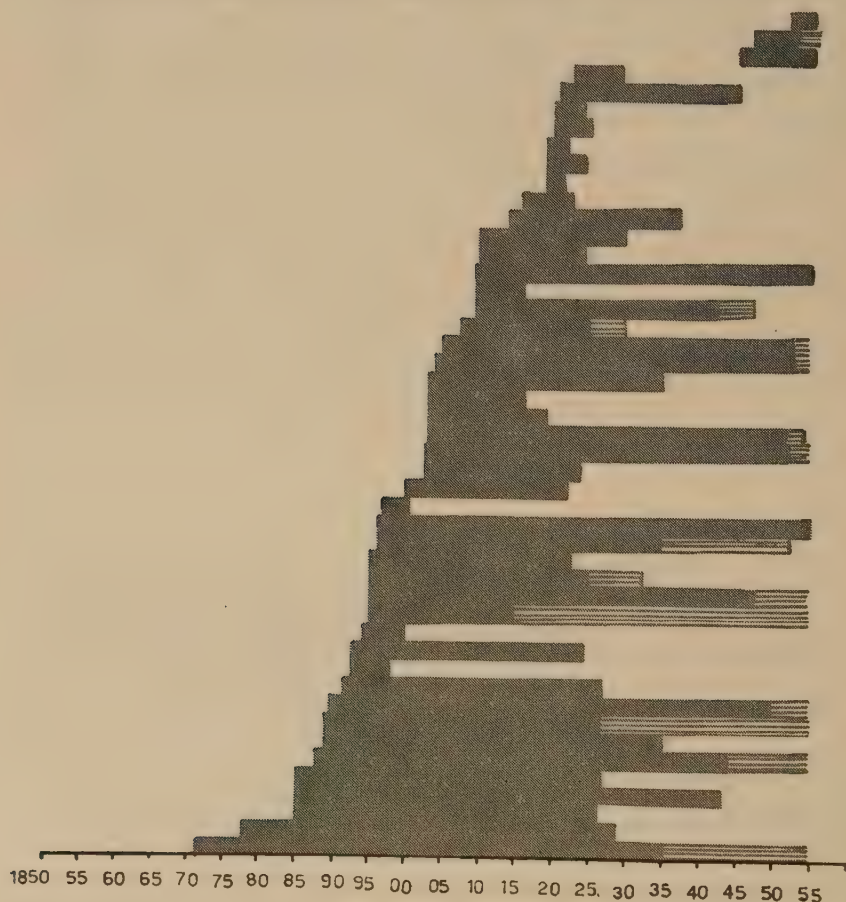
⁶⁹ Nous avons retrouvé un tel climat dans la Communauté de Travail parisienne analysée en collaboration avec Henri Desroche. Voir par exemple le Règlement d'atelier donné en annexe au rapport qui complète cette étude. Cf. A MEISTER, *Analyse sociologique et réorganisation industrielle*. Paris, B.E.C.C., document No 4, 1955, 42 p.

⁷⁰ Voici quelques exemples de ces règles à propos des achats: « *avant d'introduire les marchandises dans le magasin la commission (5 membres) doit les examiner minutieusement et mettre son visa, lequel n'aura pas de valeur si la majorité de la commission ne signe pas* ». Même règle pour le visa des mandats de paiement. Dans une autre coopérative le magasinier doit à son tour viser le livre des entrées qui est en possession des acheteurs. Chaque partie a donc son livre de contrôle et les deux doivent être visés.

L'évolution des sociétés de consommation.

Le graphique suivant donne les créations et disparitions des sociétés (les surfaces hachurées montrent la longueur de vie des sociétés louant leur magasin à un commerçant privé): ⁷¹

CRÉATIONS ET DISPARITIONS DES SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION



⁷¹ Ce graphique est basé sur les années vécues par 47 sociétés. Dans 5 cas il n'a pas été possible de déterminer la date de création ou de disparition. Chaque

La période 1880-1910 est l'époque de grande natalité de ce genre d'associations. A Ivree la première société date de 1893.⁷² Deux autres époques, 1918-1920 et 1945-1952 peuvent aussi être observées, mais beaucoup moins fécondes.⁷³ En ce qui concerne la dernière période deux des trois sociétés créées constituent des nouveaux départs de groupes dissouts auparavant. Du point de vue des disparitions il y a 3 périodes aussi: les deux guerres mondiales et surtout la période fasciste. Les après-guerres sont également destructrices de sociétés. Enfin, ces cinq dernières années (qu'on ne peut plus considérer comme années d'après-guerre) sont aussi défavorables à la conjoncture coopérative.

Il ne reste plus aujourd'hui que 4 sociétés en gestion coopérative (deux anciennes sociétés et deux nouveaux départs d'après la Libération) et 12 sociétés en gestion privée.

La table suivante montre que les sociétés ayant conservé la gestion coopérative sont mortes plus jeunes que les sociétés ayant loué leur magasin et que la vie de celles-ci s'est prolongée de 8 à 13 ans.⁷⁴ Il est important aussi de souligner que ce sont des sociétés déjà anciennes (36 et 43 ans en moyenne au moment de ce passage) qui adoptent la gestion privée. Le graphique montre aussi que le passage à la gestion privée devient chose courante seulement dans les années 1920-30 et sur-

société est représentée par un trait dont les extrémités donnent l'année de création et celle de disparition. Les données suivantes ont servi de base au graphique:

	créations	disparitions en gestion coopérative	passages à la gestion privée	disparitions en gestion privée
1871-1880	2	—	—	—
1881-1890	7	—	—	—
1891-1900	12	3	—	—
1901-1910	12	—	—	—
1911-1920	9	3	1	—
1921-1930	2	16	3	1
1931-1940	1	4	2	1
1941-1950	1	2	4	1
1951-1955	1	—	5	2

⁷² Cinq sociétés de consommation y ont vu le jour avant le fascisme. Ce sont toutes des tentatives malheureuses qui ne durent qu'une dizaine d'années au maximum. En 1947 se constitue une nouvelle société à partir d'éléments d'extrême gauche; elle doit cesser son activité déjà deux ans après. Deux dépôts de l'Alliance Coopérative de Turin fonctionnent actuellement.

⁷³ Après 1914-18 les associations d'anciens combattants favorisent la création de coopératives de tous les genres. Cf. B. RICUZZI e R. PORCARI, *La cooperazione operaia in Italia*. Milano, La Fiaccola, 1946, p. 32 et ss.

⁷⁴ Et peut-être davantage puisque le chiffre de 13 ans est un âge moyen calculé sur des sociétés existantes.

tout après la Libération. Les sociétés plus âgées et ayant survécu au fascisme adoptent cette nouvelle structure.

<i>Sociétés en gestion coopérative</i>	sociétés créées	52
Sociétés disparues	(vie moyenne: 20 ans)	31
Sociétés existant encore	(âge moyen: 30 ans)	4 35
<i>Sociétés en gestion privée</i>		17
Sociétés disparues	vie moyenne en gestion coop.	5 36
	vie moyenne en gestion privée	8
	vie moyenne totale	44 ans
Sociétés existantes	vie moyenne en gestion coop.	12 43
	+ âge moyen en gestion privée	13
	âge moyen total	17 56 ans

En résumé, sur 52 sociétés créées dans cette zone, 4 existent encore, 31 ont disparu totalement et 17 ont remis leur magasin en location (douze sociétés vivant encore selon cette formule).

Les causes de dissolution.

Si on examine les raisons données par les personnes interviewées au sujet de la disparition de leur coopérative on obtient le tableau ci-contre (pour les sociétés dissoutes).⁷⁵

Sans vouloir exagérer la portée de notre distinction entre facteurs internes et facteurs externes de dissolution, on peut néanmoins observer que les coopératives qui se sont dissoutes totalement l'ont été plutôt par l'action de facteurs extérieurs et surtout par l'action de la concurrence et de la répression fasciste.⁷⁷

⁷⁵ Ici aussi nous avons accordé un poids différent à chaque cause de disparition selon que la personne interviewée nous donnait une, deux ou trois raisons. Cf. *supra*, p. 83, note 41.

⁷⁷ Parmi les difficultés surgissant de l'extérieur il faut aussi mentionner la charge des impôts indirects qui pesait fortement sur le vin. D'après plusieurs articles du journal régional ces impôts sur la consommation ont été très impopulaires et par leur mode de perception (affermage) et par leur importance.

*Facteurs internes**Fréquences*

Le magasinier ou l'administration ne sont pas à la hauteur de leur tâche	4
Malversations dans l'administration	2
Manque d'intérêt ⁷⁶	0,83
Le % pour le magasinier est trop bas	0,33
Manque de fonds, dettes	1,83
Le magasinier s'en va et on ne trouve pas à le remplacer	1
Le président de la coopérative meurt	0,50
Frais de gestion trop élevés	0,75
	— 11,24

Facteurs externes

Concurrence des autres magasins	6,42
On ne pouvait faire des rabais assez importants .	0,75
Durant la guerre de 1914-18, tous les membres sont mobilisés et la coopérative est délaissée .	1
Diminution de la population, le village est trop petit	0,58
Le fascio la dissout	7
	— 15,75

Raisons non déterminées	4,—
	31,—

En ce qui concerne les 17 coopératives qui ont remis leur magasin en location à un commerçant privé, les raisons invoquées sont présentées dans le tableau de la page suivante.⁷⁸

Ici au contraire les coopératives renoncent à leur mission sous l'influence de facteurs internes parmi lesquels l'impossibilité de rémunérer convenablement le magasinier et également, et peut-être davantage, le manque d'intérêt des membres et le manque de dévouement des administrateurs.

⁷⁶ « La coopérative a toujours été très faible et soutenue par peu de personnes » peut-on lire en 1922 dans le journal régional à propos de la dissolution d'une société.

⁷⁸ Le mode d'établissement de cette table est donné p. 83, note 41.

<i>Facteurs internes</i>	<i>Fréquences</i>
Tout le travail d'administration est gratuit . . .	2
Le % pour le magasinier est trop bas	2
Manque d'intérêt	3,67
Difficultés de contrôler le magasinier	1,50
Le magasinier ou l'administration ne sont pas à la hauteur de leur tâche	1
Le magasinier s'en va, on ne peut le remplacer . .	0,84
Malversations dans l'administration	0,50
Manque de fonds, dettes	0,33
Le président de la coopérative meurt	0,50
Frais de gestion trop élevés	0,17
	— 12,51
<i>Facteurs externes</i>	
Concurrence des autres magasins	0,50
On ne pouvait faire des rabais assez importants .	0,83
Allemands et Partisans pillent la coopérative . .	0,83
Diminution de la population	0,33
Le fascio dissout la société et le magasin est loué	2
	— 4,49
	17,—

En résumé on peut dire que la concurrence extérieure et le fascisme ont plutôt contribué à supprimer purement et simplement les coopératives, alors que les difficultés d'ordre interne les ont entraînées à se départir de leur but primitif. En ce qui concerne le fascisme on peut penser qu'il a surtout supprimé les coopératives qui fonctionnaient le mieux, où les membres s'intéressaient le plus à leur société et qui en faisaient un obstacle idéologique et un nid de résistance. Ainsi, sur les 26 sociétés qui disparaissent ou donnent leur magasin en gestion durant les années du fascisme, 9 sont détruites par lui. Il faut ajouter que plus de la moitié de ces sociétés disparaissent durant les années 1924 à 1927. Elles suivent à quelques années de distance le sort de l'Alliance Coopérative de Turin, détruite par les fameuses « expéditions punitives » de 1922.

Le fascisme ne dissout pas seulement les sociétés mais en affaiblit le prestige et diminue l'intérêt des membres pour leur société: dans quelques villages le *dopolavoro* attire davantage les habitants que le cercle de la coopérative. Le manque d'intérêt des membres est dans ce cas le résultat d'un changement général des idées et ne concerne pas seulement leur société. Il semble affecter surtout les jeunes.⁷⁹

⁷⁹ Les grands mouvements coopératifs d'autres pays ressentent aussi particulièrement ce manque d'intérêt chez les jeunes. En Angleterre comme en Suisse on tente de les attirer par les clubs des jeunesses coopératives où, sur le plan de chaque

La concurrence des commerçants privés est un autre facteur de disparition. Dans plusieurs cas il s'agit même de concurrence déloyale (entente entre les commerçants pour vendre au-dessous du prix de revient). En outre leur isolement ne permet pas aux sociétés de s'approvisionner en assez grandes quantités pour obtenir des rabais importants. En général elles s'approvisionnent au chef-lieu auprès des mêmes grossistes que les commerçants privés. Les différences dans les prix de vente ne peuvent donc être très sensibles; d'autant plus, comme le font remarquer plusieurs personnes, que « *maintenant les gens gagnent plus et ne regardent plus à quelques lires de différence* ». ⁸⁰ La pratique généralisée du crédit par les commerçants privés est aussi un facteur important de concurrence; concurrence d'ailleurs intensifiée par l'augmentation du nombre des magasins et une organisation plus rationnelle de la distribution.

La diminution de la population est surtout sensible dans quelques villages; nous en examinerons plus loin les relations avec la diminution de la vitalité coopérative (chapitre IX).

Il faut également citer les conflits de nature politique qui agitent les villages dans les premières années du siècle. Parmi les disparitions per suite de concurrence figurent deux sociétés du même village: la coopérative « socialiste » comme la coopérative « cléricale » meurent de la concurrence qu'elles se font entre elles. ⁸¹ On retrouvera ces conflits politiques à propos des fanfares.

Enfin, la guerre et la mobilisation des membres ont également une action nocive sur la cohésion de ces groupements.

Les facteurs internes d'affaiblissement ou de dissolution sont plus importants pour ce travail et nous nous y arrêterons plus longuement.

Ceux relevant de l'administration de la société sont les plus nombreux. L'incapacité — ou plutôt le manque d'expérience — pèse lourdement sur

société locale, en essaie de développer leur compréhension — et donc aussi leur intérêt — pour le mouvement. Cf. *Co-operation in Clubs and Groups*, brochure du Co-operative Youth Movement. Loughborough, Stanford Hall, Co-operative Union, Education Department, 1953, 64 p.; pour la Suisse, le périodique *Vaincre Ensemble*, organe de la Fédération des Jeunesses Coopératistes Suisses.

⁸⁰ C'est d'ailleurs une opinion que nous avons entendue maintes fois au cours d'un récent voyage d'étude sur la coopération anglaise. On prétendait expliquer par là le manque d'intérêt des adhérents pour leur société. En plus de cela il faut tenir compte des comportements encore assez imprévisibles des consommateurs où voisinent la routine et les emballements subits pour de nouveaux produits; tout cet ensemble de conduites que Charles Gide qualifiait de « *sottise du consommateur* ». Cf. *Le règne du consommateur*. Bâle, U.S.C., Bibliothèque coopérative populaire, 1935, Brochure No 1, 2ème éd., 38 p.

⁸¹ C'est là cependant le seul conflit qu'on trouve entre deux sociétés coopératives du même village. On n'a pas retrouvé dans cette zone d'autres cas de concurrence, ou de concurrence entre sociétés de consommation et achats collectifs de la mutuelle. D'après Martuscelli, de tels faits auraient cependant été assez fréquents dans le nord de l'Italie. *Op. cit.*, p. 326.

la marche de la société.⁸² On a vu plus haut que par crainte de faire naître des positions privilégiées dans la société, les administrateurs étaient nommés pour une période très courte. Le magasinier, lui aussi, change souvent et surtout ces dernières années on a de la peine à le remplacer: le pourcentage qui lui est attribué est si bas qu'il ne peut constituer un salaire (en 1947, dans une société qui depuis a donné son magasin en location, le magasinier touchait environ 3 500 liras par mois représentant 5 % sur le total des ventes). Parfois aussi les coopératives n'ont pas eu de chance avec leur personnel: on cite quelques cas de malversations et de vols de marchandises par le magasinier. Dans deux cas celui-ci est un ancien chômeur que toutes ces marchandises éblouissent et il ne fait pas la démarcation entre ce dont il est dépositaire et ce qui peut-être consacré à sa famille.⁸³

Encore que cela n'apparaisse pas dans les interviews, il faut rappeler qu'à l'inexpérience commerciale s'ajoute le manque d'intérêt pour le commerce, « la joie de vendre ». Déjà en 1876, Martuscelli enjoint aux administrateurs de coopératives de « *connaître les affaires commerciales et de remplacer l'amour du principe coopératif par l'intérêt personnel du boutiquier. Cette difficulté est en pratique beaucoup plus grave qu'elle n'apparaît et plusieurs associations de consommation en Italie comme ailleurs ont échoué sur cet écueil* ». ⁸⁴

On a déjà vu que le fascisme avait diminué l'intérêt des membres pour leur coopérative. Le manque d'intérêt est aussi une résultante du peu d'efficacité de la société dans son action pour abaisser les prix. Il devient alors cause lui-même de l'affaiblissement de la société qui souvent, quand le fondateur disparaît, disparaît elle aussi.

Manque d'intérêt ou usure chez les administrateurs dont le travail doit se faire entièrement gratuitement et qui supportent toutes les responsabilités de la société.⁸⁵ En outre les nombreux contrôles et vérifications

⁸² A propos d'une coopérative qui mourra en 1922 et dont le journal reproduit une polémique concernant les causes de disparition on peut lire: « *Aux défenseurs de la société, à propos de leur réponse à mon avis mortuaire: 1° la défunte coopérative n'a jamais eu une action de baisse des prix, d'autant plus que le plus souvent elle vendait à des prix égaux à ceux des commerçants privés, sauf la marchandise de rebut dont elle n'a jamais été dépourvue; 2° Pour l'inventaire il ne faudrait pas fermer le magasin trop longtemps, d'autant plus que vous l'avez fait une dizaine de fois en deux mois; 3° Il ne faut pas chercher un nouveau magasinier mais une meilleure administration* ».

⁸³ Revel note de nombreux cas de malversations dans les sociétés: « *c'est le mal du siècle et malheureusement l'exemple en vient des hautes sphères sociales* ». *Op. cit.*, p. 560, note 44.

⁸⁴ *Op. cit.*, p. 326. Cette difficulté est un peu le propre des associations ouvrières et on la rencontre encore maintenant dans les Communautés de Travail françaises où les membres, souvent excellents professionnels, ne connaissent par les affaires, et n'en ont pas le goût et même souvent méprisent l'activité commerciale.

⁸⁵ Dans trois cas ce sont les administrateurs qui ont payé les dettes de la société.

imposés par les statuts ne sont pas faits pour simplifier leur travail. Aussi, devant les difficultés de contrôler le magasinier, on lui concède peu à peu le droit de vendre certaines marchandises pour son propre compte. Le processus commence par la vente en propre des denrées périssables et s'étend ensuite graduellement à toutes les marchandises.⁸⁶ Des coopératives qui subsistent il n'y en a qu'une où le gérant n'a aucune marchandise à son compte. Dans les trois autres il a plus ou moins de marchandises à son compte propre et dans l'une des sociétés c'est lui qui fait directement les achats auprès des fournisseurs. De ces sociétés une seule fait partie de la *Lega Nazionale delle Cooperative* dont les services administratifs provinciaux de Turin lui tiennent la comptabilité et lui préparent les décomptes fiscaux.

On doit faire observer que le système de la mise en gérance du magasin coopératif de consommation est assez fréquent en Italie. L'Alliance Coopérative de Turin avait et a encore plusieurs de ses succursales gérées ainsi.⁸⁷

L'esprit tatillon de contrôle du gérant n'a pas disparu de la population et nous l'avons retrouvé souvent dans les discussions et les exposés que nous avons faits dans les villages. Il se manifeste surtout maintenant dans les cercles et il y aura encore lieu d'en parler.⁸⁸

Plusieurs des sociétés avaient réussi avant 1914 à acquérir la maison où se trouvait leur local de vente. Dans plusieurs cas ce sont les membres

⁸⁶ Dans quelques cas on enjoint au gérant de ne pas vendre plus cher que les autres magasins du village. Il n'y a cependant plus de contrôle sévère de l'administration sur les prix de vente.

⁸⁷ Leur nombre a diminué ces dernières années grâce à la création des « sections de membres A.C.T. » qui contrôlent directement l'activité de leur coopérative. Cf. G. CASTAGNO, *op. cit.*, p. 87 et ss.

⁸⁸ A titre d'illustration de ce qui précède nous citons une lettre publiée en 1908 par le journal régional et qui donne une idée des difficultés de gérance: « Il y a déjà six mois depuis que le magasinier démissionnaire n'a pas voulu approuver les comptes établis par la direction de la société; invité plusieurs fois à se présenter pour exposer les raisons de ce refus, on n'est arrivé à aucun résultat... En faisant ses calculs le magasinier se trouvait créancier vis-à-vis de la société. Le Conseil d'administration convoqua alors l'Assemblée Générale pour délibérer de la situation. Le magasinier y assistait et proposa de verser à la société une somme de 1000 livres alors que la majorité des membres en réclamait 2000 et menaçait d'intenter une action en justice contre lui. Plus tard dans la même soirée l'assemblée refusa aussi la proposition du magasinier de porter son versement à 1500 livres.

Depuis l'administration n'a pas exécuté la volonté des membres: ou bien un versement de 2000 livres ou bien l'action en justice. De tels arrangements constituent un précédent fâcheux. Dans l'avenir il faut abandonner le système de donner l'emploi de magasinier au plus offrant et charger une personne, payée suffisamment, de la distribution des marchandises; autrement les contestations se répéteront d'année en année, puisque toujours il y aura des sociétaires trop compatissants qui n'en récolteront que le dommage et les moqueries ».

eux-mêmes qui aident à construire la maison. Comme pour les mutuelles, certaines sociétés sans activité ont encore leur mobilier et la maison. Quelques tentatives furent faites après la dernière guerre pour remettre les sociétés sur pied mais elles n'eurent pas de succès. Comme on l'a vu, des trois créations d'après guerre, deux sont de nouveaux départs. La troisième société a disparu déjà en 1952 avec beaucoup de dettes.

Il nous semble intéressant de donner quelques aperçus sur la marche financière d'une société de consommation. Pour cela nous avons choisi l'une des deux plus anciennes qui fonctionnent encore en gestion coopérative. Elle s'est créée en 1909 et conserve ses archives régulièrement depuis 1920. Nous avons retenu trois indices qui peuvent donner une idée de son développement: chiffre d'affaires, montant annuel de la rémunération du gérant et total du bilan. En voici l'évolution depuis 1920. Chaque valeur a été indexée sur la base de 1913: ⁸⁹

	<i>Chiffre d'affaires</i>		<i>Salaire du gérant</i>		<i>Total du bilan</i>	
	<i>Valeurs indexées</i>		<i>Valeurs indexées</i>		<i>Valeurs indexées</i>	
1920			1 758,31	500,—	10 111,24	2 133,80
1925	57 637,05	12 032,70	3 354,50	700,30	9 950,—	1 824,20
1930	118 972,95	27 603,95	2 793,30	648,05	14 292,—	3 300,75
1935	149 123,90	43 470,60	5 376,—	1 701,50	36 068,85	10 466,35
1940	252 800,25	41 238,20	9 617,60	1 814,60	65 059,10	11 617,—
	(1941)					
1945	2 280 312,25	18 581,40	24 556,—	236,10	293 736,40	2 884,10
	(1946)					
1950	5 052 961,—	23 971,40	155 810,—	739,15	1 682 447,—	7 513,25
1955	12 272 181,—	47 092,—	423 448,—	1 624,80	3 380 052,—	12 969,70

Les valeurs indexées montrent que le chiffre d'affaires n'a guère augmenté depuis 1935. La population du village n'a pourtant plus diminué entre 1935 et 1955 et la coopérative compte toujours environ 350 membres.

⁸⁹ La base 100 en 1913 nous a semblé meilleure que celle de 1920 à cause de la plus grande stabilité des prix à cette époque et surtout à cause de la parité, à ce moment-là, entre la lire et les autres monnaies européennes. Les comparaisons en sont grandement facilitées. Les valeurs du chiffre d'affaires et celles du salaire du gérant ont été indexées selon l'indice des prix de détail; celles du total du bilan selon une moyenne arithmétique entre indice des prix de gros et indice du coût de la vie. Cf. *Annuario Statistico Italiano* - 1955. Roma, Istituto Centrale di Statistica, 1955, p. 436.

Le salaire du gérant suit les fluctuations du chiffre d'affaires: il augmente jusqu'en 1940, baisse prodigieusement en 1945 et remonte ensuite dans la même proportion qu'avant la guerre. Le montant de la rémunération est assez faible même dans les meilleures années et confirme ce que nous disions plus haut au sujet de la peine que les sociétés ont à trouver des gérants.

Le total des bilans augmente dans des proportions semblables au chiffre d'affaires. Les chiffres très faibles de 1945 et 1950 proviennent du retard dans la réévaluation des actifs par rapport à la perte de la valeur de la monnaie. En 1955 les actifs ont été réestimés mais il existe d'importantes réserves cachées qui n'apparaissent pas dans le bilan (en particulier sur le mobilier et l'immeuble).

A fin 1955 le bilan de la société se présente ainsi:

ACTIF		PASSIF	
Caisse . .	1 727	Fournisseurs	2 885 129
Marchandises	1 814 560	Créanciers .	200 000
Banque . .	2 620	Capital . .	232 000
Clients ⁹⁰ .	195 866	Ammortisse-	
Mobilier . .	352 088	ments . .	51 600
Installations ⁹¹	50 606	Provision	
Immeubles .	567 448	pour déva-	
Perte 1954 .	138.797	luation de	
Perte 1955 .	256 340	la monnaie	11 323
<i>Lires</i>	<u>3 380 052</u>	<i>Lires</i>	<u>3 380 052</u>

Les marchandises, comme le chiffre d'affaires mentionné plus haut, ne comprennent que l'inventaire des biens de la coopérative. En effet le gérant vend aussi quelques marchandises à son compte (denrées périssables surtout). Il est payé 6 % sur le chiffre d'affaires et, nos interlocuteurs s'empressent de le dire, « *il ne paie pas le papier d'emballage* » — ce qui représente un profit supplémentaire pour lui.⁹²

⁹⁰ La coopérative ne fait en principe pas de crédit. Il existe pourtant quelques débiteurs qui règlent peu à peu le solde de leur compte.

⁹¹ Valeur des installations d'eau, électricité et téléphone.

⁹² Les marchandises sont consignées au gérant au prix de vente: s'il peut mettre moins que la mesure ou beaucoup de papier d'emballage, « qui fait du poids », tout le profit est pour lui. Dès lors certaines sociétés fixent les dimensions du papier d'emballage à employer pour chaque produit... Ceci confirme ce que nous disions à propos de l'esprit tatillon des règles sociétaires.

Conclusion.

Les coopératives ouvrières et paysannes correspondaient à une économie locale encore presque repliée sur elle-même. Une fois que celle-ci éclate, que les gens se déplacent pour travailler au dehors, que les loisirs deviennent le fait de la ville, les coopératives meurent lentement. Les administrateurs n'ont plus le temps de remplir leur fonction : de paysans ils sont devenus des ouvriers qui rentrent tard le soir ; il ne peuvent plus être là pour recevoir les représentants et ils préfèrent consacrer leur samedi après-midi à leur coin de terre plutôt qu'à la société.

D'autre part, l'abaissement des prix par l'action de la coopérative n'a plus de portée très sensible et une telle action se fait plutôt au niveau national qu'au niveau local. Lors d'un voyage dans le Trentin où j'accompagnais un journaliste italien, un des responsables d'une fédération provinciale nous déclarait : *« La coopérative de consommation ne signifie aujourd'hui que très peu ou même rien : à moins qu'elle ne puisse mettre à disposition une motopompe et des engrais, à moins qu'elle s'occupe de services ; parce que le kilo de riz qu'on achète au magasin ne signifie plus rien. Beaucoup d'entre elles sont devenues des magasins et c'est tout ; et la fonction de baisse des prix c'est aujourd'hui l'amélioration des transports qui la remplit, les communications plus rapides d'une vallée à l'autre. Maintenant il faut lier la production à la consommation et porter la production elle-même sur des bases différentes... »*.⁹³

Aussi l'après-guerre ne verra-t-elle que trois créations de nouvelles sociétés alors qu'il y a eu des discussions et des réunions dans plusieurs villages pour rouvrir les anciens magasins. Les habitants ne sentent plus la nécessité de la coopération et si en parlant avec eux il semble qu'ils y sont sentimentalement attachés, force est de constater qu'ils n'arrivent plus à s'unir pour constituer le capital de départ d'une nouvelle association.

Le dépouillement du journal local permet également de se faire une idée de la diminution du rayonnement des sociétés de consommation.⁹⁴ On aura l'occasion d'y revenir à propos de l'évolution globale des sociétés ouvrières.

⁹³ Cf. CARLO DOGLIO, Della Cooperazione alle Comunità (IV). *Comunità*, 36, janvier 1956. Déjà en 1877, C. Revel notait que les sociétés coopératives ne pouvaient prospérer là où la population est trop mobile ou trop dispersée. *Op. cit.*, p. 162 (en note). Marcel Brot observe que, parce qu'elles sont distributrices de denrées de première nécessité et à une clientèle modeste et s'approvisionnant au jour le jour, les sociétés de consommation subissent fortement les changements quantitatifs et qualitatifs de population. Les coopératives et les mouvements de population. *Coopération*, Juillet-août 1955.

⁹⁴ 128 articles leur sont consacrés dans le journal ; dont seulement 11 pour la période 1945-55.

LES CERCLES OUVRIERS

On a vu plus haut à propos des mutuelles et des coopératives de consommation que les cercles dépendaient souvent de ces sociétés.⁹⁵ On peut compléter le tableau présenté :

Cercles liés à une coopérative de consommation	26
Cercles liés à une société mutuelle avec magasin coopératif	8
Cercles liés à une société de secours mutuels	2
Cercles	36
	72
Cercle « bourgeois » ⁹⁶	1

Nous ne considérerons pas ici la période fasciste où 26 d'entre eux deviennent des *dopolavoro* et la période actuelle des CRAL. De ces 72 cercles seuls onze restent en vie maintenant, distincts des CRAL. Chaque village a eu son « *circolo operaio ricreativo* » et plusieurs villages en ont eu deux en même temps (l'un lié à la société de consommation, l'autre indépendant). Ivrée aussi, et depuis 1853, a vu une floraison de cercles. On en compte jusqu'à douze dans les années 1900-1910.⁹⁷

⁹⁵ Il n'y a guère qu'en Belgique qu'existe aussi une telle forme de liaison entre coopératives et cercles. Dans ce pays l'action coopérative a aussi toujours été étroitement liée à l'action politique. On y trouve une centaine de Maisons du Peuple comparables aux cercles des sociétés ouvrières italiennes. Cf. *L'Union coopérative de Liège*. Liège, Imprimerie Union coopérative, 1955, 20 pages. Voir également, WILLY SERWY, *Le mouvement coopératif socialiste belge*. Bruxelles, Comité National d'Education Coopérative, 1955, 20 pages.

⁹⁶ C'est le seul cercle non ouvrier ou paysan que nous ayons repéré dans les villages. Appelé « Sans-souci » il groupait le médecin, le pharmacien et quelques familles bien situées du village; environ une quinzaine de personnes. Par dessus tout, nous dit-on, sa fonction était « *de se désolidariser de la population avec laquelle il conservait une grande distance* ». Ce cercle, plutôt un regroupement d'affinité, naît et meurt dans la première décennie de ce siècle. Nous ne le considérerons pas dans les tableaux et le graphique présentés plus bas.

⁹⁷ Le cercle le plus ancien dépend de la mutuelle. Six autres datent des années 1890-1900, huit des années 1900-1910 et six des années 1920-1925 (dont un à caractère nettement fasciste). En 1907 se crée aussi une « *société de culture* » dont on suit l'activité (conférences) durant deux ans dans le journal local. Au total 22 cercles avant 1926, allant des cercles ouvriers masculins et féminins aux cercles politiques. Cette floraison s'explique cependant par l'étendue de la ville dont les quartiers ont chacun leur cercle. Après 1945 se constituent le CRAL et une société culturelle. Un autre cercle se reconstituera également.

La structure des cercles récréatifs.

A propos des mutuelles et des sociétés de consommation nous avons déjà dû parler de leur structure; aussi ne nous bornerons-nous qu'à rappeler brièvement ce qui a été dit et à le compléter par ce qui est propre aux cercles.

Le but du cercle est (statut de 1906): 1) De faire fraterniser les ouvriers (*affratellare*) et de promouvoir leur bien-être moral et matériel. 2) De promouvoir l'instruction mutuelle (*alternando onesti trattenimenti*). Un autre statut s'exprime ainsi: le cercle est créé « *dans le but d'installer un lieu de réunion pour la récréation par les moyens de distraction licites, de pourvoir du vin selon le besoin de chaque membre et de soutenir la moralité et la dignité de leur classe* ».

L'admission au sociétariat est limitée aux ouvriers, artisans, commerçants et paysans⁹⁸ âgés de plus de 15 ans et faisant preuve de bonne conduite.⁹⁹ La taxe d'admission varie de 3 à 10 lires¹⁰⁰ et la cotisation mensuelle est généralement fixée à 25 centimes.

L'assemblée générale élit le conseil d'administration, en approuve le rapport moral et financier, fixe les grandes lignes de l'activité du cercle.¹⁰¹

Le conseil d'administration pourvoit aux achats de journaux, de livres, à l'organisation des conférences. Il achète le charbon et le bois pour le local; nomme le cantinier, surveille le bar et achète le vin. Toutes les charges sont gratuites mais le conseil peut allouer certaines indemnités de représentation et de déplacements.¹⁰²

⁹⁸ Parfois on limite l'entrée aux seuls ouvriers et paysans. Ceci est rare et sur la vingtaine de statuts consultés on n'en trouve qu'un seul avec cette clause. Le journal régional nous apporte quelques cas de contestations au sujet de l'admission des membres et où on rappelle les dispositions statutaires: « *Le règlement de cette société précise que l'admission d'un nouveau membre doit être déferée à l'assemblée générale qui, au scrutin secret, décidera d'accepter ou de refuser la candidature. Nous prions donc M..., qui ne fut pas admis comme membre, de cesser de nous calomnier dans des endroits publics* ».

⁹⁹ Leur demande, contresignée par un membre, est affichée durant 8 jours dans le local et le conseil d'administration peut la rejeter si elle ne rencontre pas l'approbation des deux tiers des votants. Les non-natifs de la commune doivent avoir au moins un an de résidence avant d'être admissibles dans la société et ne seront pas admis « *ceux qui ont subi des condamnations pénales, des blâmes ou ont été reconnus coupables de faillite frauduleuse; et ceux qui sont déjà inscrits seront exclus de la société s'ils s'en rendaient coupables* ».

¹⁰⁰ Les membres fondateurs ne paient qu'une lire et constituent ainsi le fonds initial de la société.

¹⁰¹ Les séances du conseil sont publiques et les sociétaires peuvent y assister « *sauf si la discussion porte sur des personnes* ».

¹⁰² « *Toutes les charges sont gratuites mais obligatoires sous peine d'une amende d'une lire à moins de fournir la preuve de l'impossibilité d'exercer la charge* ».

Les activités des cercles.

Les activités des cercles sont le *bal*, l'*école du soir* et le *bar*. Le *bal* est réglementé dans les statuts. Cette activité est placée sous la direction d'un responsable et de deux chefs de la salle de danse (*capi sala*). Ces deux chefs de salle ont pour mission de « *surveiller le préposé au vestiaire et la bonne conduite dans la salle* ».

Les cours de l'*école du soir* concernent « *les matières les plus élémentaires comme l'arithmétique, la grammaire, l'histoire de la patrie, la dictée, les problèmes, etc.* Quand les fonds le permettront le cercle se propose d'engager un maître pour l'école du soir ».¹⁰³ Alors que les fanfares et les écoles de musique doivent être directement rattachées à ce but de développement de l'instruction, nous n'avons trouvé que deux seules écoles du soir, l'une créée en 1898 et l'autre en 1899.¹⁰⁴ Nous n'avons pas pu obtenir de renseignements sur les cours donnés et la durée de ces expériences. Par contre le dépouillement du journal régional permet d'établir qu'une dizaine de conférences se sont tenues dans les cer-

¹⁰³ Une seule société, créée en 1890, consacre plusieurs articles de ses statuts à l'instruction des membres. On en donne ci-dessous l'essentiel: « *Maintenant nous savons que la vie humaine comprend des forces physiques et des forces intellectuelles; et même que les premières sont subordonnées aux secondes, dont elle reçoivent l'impulsion et la direction dans presque toutes les activités de la vie. D'où la grande nécessité d'améliorer et de perfectionner ces deux genres de forces pour pourvoir au bien-être social auquel l'individu aspire.*

Donc besoin d'acquérir des forces et la santé et aussi besoin toujours plus grand de s'instruire. Alors que le magasin pourvoira à la vie matérielle, l'instruction pourvoira à l'amélioration de l'intelligence.

Quand la société aura des moyens suffisants (si elle ne rencontre pas quelque généreux bienfaiteur) elle instituera une école du soir durant cinq mois pendant la période hivernale; école à laquelle tous les sociétaires seront admis et que dans leur intérêt ils devront fréquenter. Le conseil d'administration se concertera avec l'administration communale pour déterminer l'horaire et pour prendre toutes les autres mesures de discipline pour le bon fonctionnement de l'école.

Pour favoriser le plus possible l'instruction sociale on déterminera une somme à donner en prix aux membres qui fréquenteront l'école et qui s'y distingueront par leur assiduité, leur application, les progrès et la discipline. Le progrès de l'élève sera mesuré par ce qu'il savait en entrant à l'école et par le profit qu'il en aura retiré à la fin de la saison. Aussi un examen spécial aura lieu dans la première quinzaine pour connaître l'instruction déjà acquise auparavant et un autre examen aura lieu au moment de la fin des cours pour juger les progrès faits par chaque élève, selon la capacité et l'instruction déjà acquises auparavant.

Le programme des matières d'enseignement sera établi par le président et approuvé par le conseil d'administration. Il sera rendu public dans la première quinzaine d'octobre de chaque année; ensuite de quoi il sera rendu exécutoire. Si en cours d'enseignement il fallait modifier le programme, le maître de l'école, en accord avec le président, prendra les mesures qui s'imposent ».

¹⁰⁴ Dans un autre village on a pu savoir qu'une telle école, dépendant de la paroisse, existait à la fin du siècle passé et que la mutuelle contribuait à son financement. Les conférences se tenaient d'ailleurs aussi dans les églises.

cles. Les sujets relevés ont trait à la constitution des sociétés de consommation et à l'équipement agricole moderne, au but et au fonctionnement de la caisse nationale de prévoyance pour la vieillesse et l'invalidité des ouvriers. Toutes ces conférences ont lieu entre 1906 et 1911. En 1918-20 une autre vague de conférences intervient: elle a surtout pour objet de développer les thèmes de la coopération agricole. Ce sont là les seuls témoignages sûrs que nous ayons pu rassembler sur l'activité culturelle des sociétés ouvrières. Nous verrons cependant plus loin qu'elles ont également eu un rôle de formation politique.¹⁰⁵

Le bar fait évidemment l'objet du plus grand nombre de règles dans les statuts. Le cantinier est nommé par l'administration et est responsable des biens qui se trouvent sous sa surveillance. Chaque semaine il doit verser le montant des recettes au caissier et tous les trois mois a lieu un inventaire des marchandises. Il lui est interdit de vendre du vin à des personnes ne faisant pas partie de la société. Les membres peuvent accompagner des parents ou des amis au cercle mais ils en sont responsables et doivent payer toutes leurs consommations. Ils peuvent aussi acheter le vin à emporter.¹⁰⁶

Le vin est acheté chez les membres de la société. Chacun présente un échantillon et la commission nommée à cet effet choisit et donne la préférence au meilleur.

Dans le bar il est sévèrement interdit *« de chanter et de jouer à la mourre ou de discuter fortement d'arguments divers. Le sociétaire qui se rendrait coupable de tels actes serait exclu de la société »*. D'une façon générale tous les membres s'engagent à mener *« une vie de moralité, travailleuse et sobre »*. De plus, le conseiller qui a son tour de surveillance du cercle *« enregistra les plaintes (écrites et signées) des membres contre celui qui se comporte mal. Il veillera à ce que les membres ne comparaissent pas dans la salle vêtus sans décence; il prendra note de ceux qui sont les plus prompts à crier et à causer des désordres; il veillera*

¹⁰⁵ L'importance des buts éducatifs des sociétés, et particulièrement l'instruction de base, apparaissait clairement aux fondateurs. Leur préoccupation n'était pas sans fondement: Mario Casalini a pu montrer qu'*« en dehors des conditions économiques qui du reste ont une influence décisive le pourcentage plus grand ou plus petit des analphabètes influe sur le développement de la coopération agricole. Le même phénomène se rencontre dans les organisations syndicales. Là où l'analphabétisme n'existe pas — dans l'Italie du Nord — la coopération agricole est importante. Là où l'analphabétisme atteint ou dépasse 50 % de la population, les réalisations coopératives sont rares et désordonnées »*. Article sur la coopération agricole italienne, *Revue des Etudes coopératives*, No. 97, juillet-septembre 1954, p. 169-179.

¹⁰⁶ Ils ne peuvent en emporter plus de deux litres par jour (même restriction que pour les denrées alimentaires dans les sociétés de consommation; voir *supra*, p. 93).

à ce que personne ne boive outre mesure et référera le tout au conseil d'administration ».¹⁰⁷

Il faut dire quelques mots de la bannière. Elle symbolisait le prestige de la société et partout on nous en parle encore et on nous raconte son histoire. Plusieurs clauses dans les statuts et de nombreux articles ou correspondances dans le journal la concernent. Elle ne pouvait être présentée en public qu'avec « *le consentement du président ou par délibération du conseil et portée par les membres délégués par le président* ». ¹⁰⁸ Aussi est-ce le prestige tout entier de la société qui est atteint quand la bannière est brûlée ou vendue par le *fascio*. En outre, elle symbolisait les idées du socialisme naissant et nous aurons l'occasion d'en parler encore à propos des refus de bénédiction et de son entrée dans les églises.

L'évolution des cercles.

Le graphique des époques de création montre l'ancienneté de quelques-uns des cercles et les ravages du fascisme.¹⁰⁹

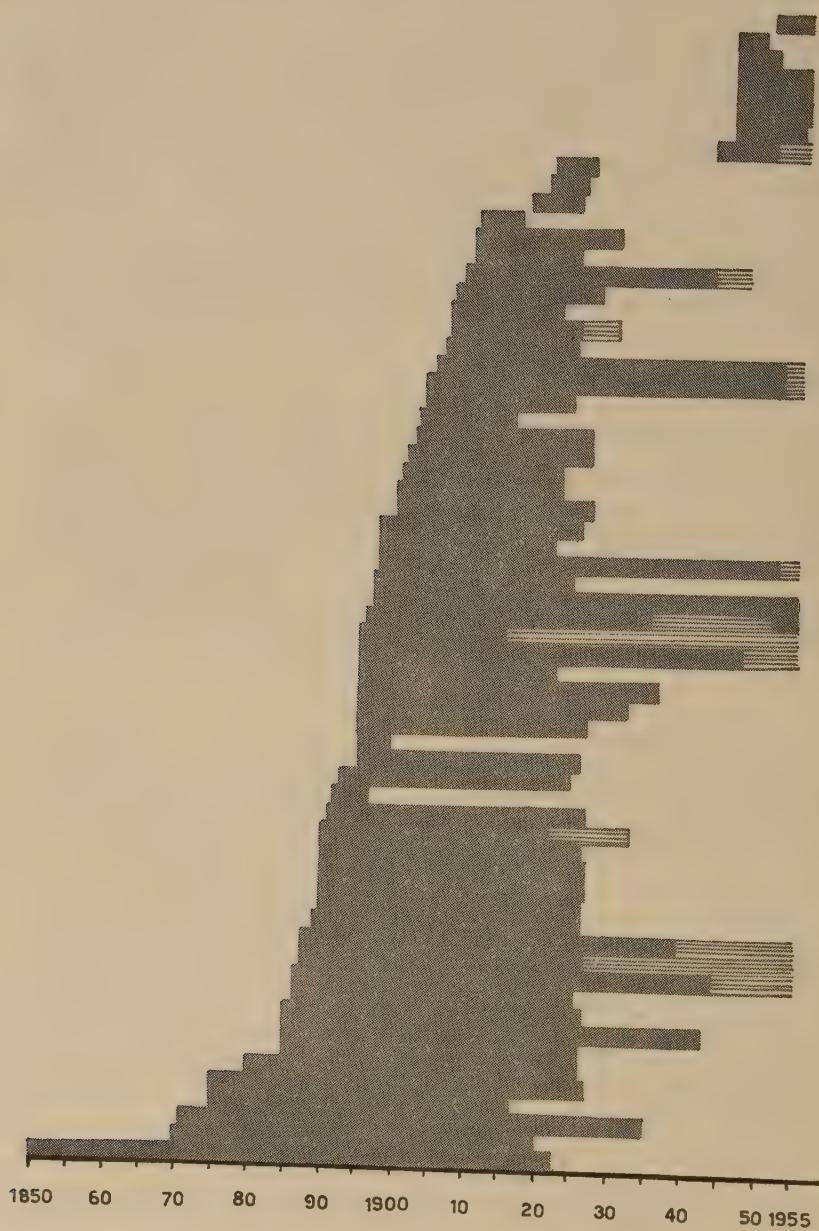
Il n'y a pas dissolution pure et simple des sociétés mais passage graduel du statut coopératif au restaurant ou bar privé. C'est même là le fait le plus intéressant du point de vue de l'hypothèse d'une progressive acculturation des groupements aux valeurs de la société globale. En effet, peu à peu le cantinier devient un petit aubergiste. Par la difficulté de contrôler toute son activité (malgré les nombreuses dispositions des statuts) et à la faveur de la perte d'intérêt des membres pour leur société, le

¹⁰⁷ Le danger que les cercles deviennent seulement des bars apparaît dans un article du journal régional en 1908: « *La coopération peut avoir deux buts: la production ou la consommation. Dans nos villages on trouve surtout ce dernier, mais d'une façon assez imparfaite et rudimentaire. S'il était poursuivi avec assiduité et correction, si les magasins étaient administrés avec sagesse et ne dégénéraient pas — ce qui arrive très souvent — en lieux de loisirs et succursales d'auberges, on pourrait enregistrer de bons résultats* ».

¹⁰⁸ Dans un autre village la bannière ne peut être déployée en public qu'accompagnée de deux conseillers et de dix membres. Une autre société ne lui consacre pas moins de cinq articles de ses statuts. En voici les passages les plus importants: « *La bannière est conservée sous la responsabilité du président. Le conseil d'administration dans sa première séance de chaque année nommera la porte-drapeau parmi ses membres sans distinction de grade. Il sera tenu d'en prendre soin et si par sa faute elle subissait un coup ou une déchirure il devra en payer le dommage et sera destitué de sa charge. Le sociétaire qui par ses actes ou ses paroles manquerait au respect qu'il doit avoir pour la bannière sera pour la première fois blâmé par le président en séance du conseil d'administration et en cas de récidive sera exclu de la société. La bannière sera utilisée pour accompagner les membres à leur dernière demeure et pourra être portée aux funérailles de personnes étrangères à la société si l'administration les juge dignes d'un si grand honneur* ».

¹⁰⁹ Ce graphique est basé sur les années vécues par 64 sociétés. Dans 8 cas il n'a pas été possible de déterminer la date de création ou de disparition. Chaque

CREATIONS ET DISPARITIONS DES CERCLES OUVRIERS



cantinier (ou le magasinier car ceci est valable aussi pour les sociétés de consommation) commence à vendre d'autres produits pour son propre compte. Au vin il ajoute le café dont il est difficile de contrôler de débit. Si les eaux gazeuses sont plus faciles à contrôler c'est dans les achats que le cantinier peut tricher (achetant et revendant pour son compte). Pour les liqueurs il est difficile de compter combien de petits verres on peut servir par litre et nous avons bien souvent entendu des critiques contre les cantiniers qui ne « *donnent pas la bonne mesure* ». Sauf le vin, sur lequel le gérant reste payé en proportion de ses ventes, toutes les autres boissons passent sous son contrôle.

Nous aurons l'occasion à propos des CRAL d'étudier plus à fond cette évolution. Le désintérêt dans lequel les cercles sont tombés, mesuré d'après le nombre d'articles que leur consacre le journal régional, sera aussi étudié plus loin à propos de l'évolution globale des *società operaie*.¹¹⁰

Le graphique permet de montrer que plus du tiers des cercles ouvriers ont été d'autorité transformés en *dopolavoro*.¹¹¹ Le *fascio* supprime aussi cinq cercles sans les remplacer par le *dopolavoro*. Treize passent sous le contrôle du gérant: cinq avant 1939 et huit pendant et après la dernière

trait représente la durée de vie d'une société et ses extrémités l'année de création et celle de disparition. Le graphique est basé sur les données suivantes:

	Créations	Disparitions	Passages à la gestion privée	Disparitions en gestion privée
1850 à 1860	1	—	—	—
1861 à 1870	1	—	—	—
1871 à 1880	4	—	—	—
1881 à 1890	13	—	—	—
1891 à 1900	19	2	—	—
1901 à 1910	14	—	—	—
1911 à 1920	3	4	1	—
1921 à 1930	1	33	3	1
1931 à 1940	—	3	2	1
1941 à 1950	8	2	4	1
1951 à 1955	—	2	3	—

¹¹⁰ Le journal consacre 122 articles aux cercles, dont 6 durant la période 1945-55.

¹¹¹ Tous les biens de la société passent alors au *dopolavoro* et il est bien évident qu'aucune indemnité ne lui est proposée. De grandes manifestations auront lieu après cette dernière guerre pour la restitution des biens des sociétés confisqués par le *fascio* et vendus par lui (si bien que des sociétés en viennent à devoir louer les immeubles qu'elles possédaient auparavant). Au total, peu de restitutions ont été opérées. Pour la province de Bologne, où les confiscations ont été particulièrement importantes, voir le rapport de la Fédération de Bologne de la Lega Nazionale delle Cooperative, *Due anni di attività dei cooperatori bolognesi*. Bologna, 1954, p. 127 et ss.

guerre. A ajouter que seul un cercle passe sous le contrôle du gérant avant le fascisme (en 1915); ceci donnant à penser que les groupes d'hier étaient plus solides que ceux d'aujourd'hui.

Enfin, six cercles existent encore en 1955 et ont conservé la structure primitive où le gérant est rémunéré par un pourcentage sur les ventes.¹¹² Cinq d'entre eux datent d'ailleurs de cette après-guerre (un est un ancien CRAL transformé en cercle pour éviter le paiement de la totalité des cotisations à l'Etat). Il n'y a donc plus qu'un seul des anciens cercles ouvriers fonctionnant selon la forme coopérative de gestion (il est d'ailleurs lié à une société de consommation).

Pour les douze cercles qui ont disparu pour d'autres raisons, nous obtenons la table suivante; ¹¹³ leur vie moyenne a été de 25 ans: ¹¹⁴

<i>Facteurs internes</i>	<i>Fréquences</i>
Manque d'intérêt, manque de membres	1,5
Le président meurt	1
Mauvaise administration	1
Le gérant s'en va et on ne trouve pas à le remplacer	1
 <i>Facteurs externes</i>	
Le cercle disparaît en même temps que la coopérative à laquelle il était lié	3
Tous les membres sont mobilisés (guerre 1914-1918)	2
Ruiné par la guerre (1939-1945)	0,5
Concurrence du <i>dopolavoro</i>	1,5
Concurrence des autres auberges	0,5
	12

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des 72 cercles ouvriers ré-
pérés:

¹¹² Un de ces six cercles est d'ailleurs aidé financièrement par Comunità qui subvient à une partie de la location du local et a doté le cercle d'une bibliothèque et d'un service de revues et périodiques. Les membres du cercle sont inscrits à Comunità. C'est le seul cas où existe une telle collaboration; on verra plus loin qu'elle n'aurait guère été possible avec les CRAL. L'âge moyen de ces 6 cercles est de 16 ans, les extrêmes étant de 4 et 58 ans.

¹¹³ Comme à propos des autres tabulations des raisons de disparition on donne un poids différent à chaque raison selon le nombre de causes mentionnées. Ainsi un cercle ayant disparu pour une cause, celle-ci est cotée 1, et un cercle ayant disparu pour 3 raisons chacune de celles-ci est cotée pour 1/3. La somme de la table donne donc le nombre total des sociétés disparues. Voir l'explication plus détaillée de ce mode de calcul p. 83, note 41.

¹¹⁴ Les extrêmes étant de 5 et 50 ans.

Deviennent des <i>dopolavoro</i>	28
Supprimés par le <i>fascio</i>	5
Passent sous le contrôle du gérant	13
Deviennent des CRAL	2
Non déterminé	6
Disparaissent pour les raisons indiquées dans la table précédente	<u>12</u>
	66

Il existe donc encore 6 cercles à fin 1955.

Le processus qui conduit la société à passer sous le contrôle du gérant est irréversible et on ne trouve qu'un seul cas où les sociétaires reprennent leur affaire en mains et imposent à nouveau au gérant une rémunération au pourcentage. Des 13 sociétés passées sous le contrôle du gérant :

- 2 sont mortes
- 10 vivent encore
- 1 repasse sous le contrôle des sociétaires

Il convient aussi d'examiner les raisons de ce passage au contrôle du gérant :

<i>Facteurs internes</i>	<i>Fréquences</i>	
Perte de l'intérêt des membres	2	
Trop de travail pour l'administration	1	
Difficulté de contrôler le gérant	1,5	
L'administration est gratuite	1	
Rémunération trop faible du gérant	1,5	
Le président meurt	1	
Besoin d'un revenu fixe pour payer les dettes	0,5	
Le gérant s'en va; on ne trouve plus de gérant	0,83	
	<u> </u>	9,33
<i>Facteurs externes</i>		
Concurrence des autres aubergistes	0,5	
<i>Fascio</i>	1	
Dépopulation	0,83	
Guerre	1,33	
	<u> </u>	3,66
		<u>13</u>

Comme on le voit les facteurs internes de désintégration sont beaucoup plus forts que les facteurs externes. Parmi ces derniers, la guerre et la dépopulation diminuent le nombre des membres qui restent dans le

village et affaiblissent leur contrôle sur la société. Dans un cas le climat social sous le fascisme est responsable de cette évolution.

Parmi les difficultés internes la perte de l'intérêt des membres est certainement la plus forte raison du passage de l'économie collective à l'économie privée. Elle est aussi le fait des administrateurs qui jugent trop considérable le travail nécessité par leur fonction. En outre la gratuité de ce travail en diminue encore l'attraction. Sous la pression de la concurrence il est impossible de rémunérer convenablement le gérant et personne ne se présente pour occuper ce poste. Parfois la société a des dettes et les administrateurs sont heureux de louer le local assurant ainsi un revenu fixe à la société. Enfin, comme nous l'avons vu, la méfiance des sociétaires vis-à-vis du gérant les amène à un contrôle très sévère de son activité.¹¹⁵ Ce contrôle est difficile et il est un facteur interne important dans cette évolution.

Les dix cercles existant encore et fonctionnant en gestion privée ont eu une vie moyenne en gestion coopérative de 42 ans¹¹⁶ et sont en moyenne depuis 15 ans en gestion privée.¹¹⁷ Leur âge moyen est donc de 57 ans.¹¹⁸ A titre d'illustration nous donnons ci-contre le bilan de l'un d'eux. Il compte 225 membres versant une cotisation annuelle de 500 liras. Les membres fondateurs sont actionnaires. La rémunération du gérant correspond à 5 % du montant de la vente du vin. Il vend les liqueurs et le café à son compte propre.

Le déficit de caisse correspond à des avances faites par le trésorier ou, en d'autres termes, à la création d'un fonds de roulement par emprunt. L'immeuble de la société a coûté 6 millions de liras et les intérêts et amortissements absorbent une grande partie du bénéfice.

Le chiffre d'affaires n'a pas atteint les 3 millions (vente du vin seulement) et la rémunération du gérant a été de 140 000 liras pour l'an-

¹¹⁵ L'activité du gérant a donné lieu à plusieurs articles dans le journal régional. On l'accuse de favoriser certains sociétaires ou de ne pas tenir propre le local. En voici un exemple: « *Le nouveau vice-directeur s'est mis tout à son travail. Il a relevé que le règlement n'était pas observé par le cantinier et que la propreté laissait à désirer. Il en a fait relation à l'administration qui a approuvé son rapport. Mais le président, pour Dieu sait quelles raisons, se mit à défendre le cantinier. Sur quoi le vice-directeur a démissionné. On se demande si la conduite du président peut être approuvée?* » De telles polémiques ne sont rapportées ici qu'en guise d'illustrations: elles permettent de se faire une idée des multiples petits conflits qui ont en définitive abouti à la dissolution des sociétés.

¹¹⁶ Les extrêmes étant de 8 et 57 ans. $N = 9$.

¹¹⁷ Les extrêmes étant de 3 et 41 ans.

¹¹⁸ Ces chiffres concordent d'ailleurs avec ceux présentés plus haut à propos des coopératives de consommation, 8 de ces cercles étant rattachés à une coopérative de consommation. La concordance des deux séries s'explique donc par la parenté de leurs éléments.

née. On se rend compte par là que le poste n'est pas recherché et que le gérant doit compléter son revenu par la vente du café et des liqueurs.

Bilan au 31 décembre 1954

ACTIF		PASSIF	
Caisse . . .	0	Capital social	143 000
Vin en stock	352 110	Réserves . . .	898 383
Meubles et immeuble .	8 540 084	Créanciers .	6 263 750
		Déficit de caisse . . .	955 449
		Bénéfice net .	631 612
<i>Lires</i>	8 892 194	<i>Lires</i>	8 892 194

Nous n'étudierons pas en détail la période des *dopolavoro* (pour laquelle les quelques données récoltées sont présentées plus loin).¹¹⁹ Par contre nous verrons à propos des CRAL, successeurs des *dopolavoro* et en un sens héritiers de la vieille tradition des cercles ouvriers, le prolongement de l'évolution esquissée ici. On verra entre autres combien les sociétés se sont affaiblies et le contrôle du tenancier affermi. Alors que les cercles ne faisaient qu'indiquer le caractère de cette « acculturation », les CRAL en sont la forme définitive.

LES SOCIÉTÉS OUVRIÈRES ET LES LUTTES POLITIQUES ET RELIGIEUSES

On a vu à propos des quelques mots sur l'histoire des mutuelles qu'à partir du congrès de Vercelli en 1858 elles s'insèrent de plus en plus dans la vie politique nationale. Il convient d'examiner la position politique et religieuse des sociétés ouvrières dans cette zone aussi.

Déjà à propos des membres honoraires on a vu combien les théoriciens d'alors avaient peur de l'immixtion d'éléments non ouvriers dans la mutuelle.¹²⁰ Cependant grâce à la loi de 1886 prévoyant que les administrateurs doivent se recruter parmi les membres actifs, le danger de l'immixtion des membres honoraires influents dans la marche de la société sera en partie évité. Voici pourtant quelques extraits d'un article du journal régional paru en 1914: « *Comment est-ce qu'un avocat, procureur, notaire peut arriver à être le président de notre mutuelle quand l'article 3 du statut prévoit: " sont électeurs et éligibles aux diverses char-*

¹¹⁹ *Infra*, p. 130 et ss.

¹²⁰ *Supra*, p. 78.

ges sociales les seuls membres effectifs ouvriers, nés et demeurant dans la commune ». Notre honorable président croit-il être un simple et humble citoyen comme moi ? » Il est possible que de telles mainmises par des éléments non ouvriers se soient produites ailleurs.¹²¹ Elles n'ont cependant pas eu le retentissement qu'ont eu les conflits avec le clergé.

L'apolitisme de certaines sociétés.

Alors que plusieurs des mutuelles sont fondées par des militants socialistes, il est intéressant de constater que certaines ont inclus dans leur statut la clause suivante qui témoigne du courant modéré qui les a fait naître : « *Par respect des libres lois sous l'égide desquelles est constituée (riposa la fiducia) notre association, toute discussion religieuse et politique est formellement interdite* ». ¹²²

Si l'on s'accorde généralement pour voir dans les mutuelles le creuset du syndicalisme italien, il faut tout de même signaler cet apolitisme sévèrement blâmé par un disciple de Mazzini comme Luigi Minuti : « ... une grande quantité d'autres associations, créées sciemment par les éléments conservateurs — ou comme on disait alors, modérés ou consorti — pour en paralyser l'œuvre et pour soumettre les classes travailleuses associées aux classes dirigeantes, limitant leur fin aux seuls buts du secours mutuel ou de la prévoyance pour les cas de maladie des associés ». ¹²³

Une autre société dont on a pu établir avec certitude qu'elle avait été créée par des militants socialistes et dont le nom revient souvent dans les luttes contre le clergé, invoque cependant l'aide et la protection de Dieu dans ses statuts.¹²⁴ Une autre société encore écrit au journal régional : « *Pour contenter un parti politique (socialiste) autre que le nôtre nous aurions dû adhérer à celui-ci. Au contraire, nous n'en avons rien fait : nous nous contentons de développer la fraternité entre ouvriers et aussi un peu l'instruction et le loisir* ».

Les noms que portent les sociétés n'ont d'ailleurs rien que de bien pensant : *Circolo Umberto I, Principe di Napoli, Massimo d'Azeglio, Regina Margherita*... et en 1900 une dizaine d'entre elles participeront aux funérailles du roi Umberto I, assassiné par un anarchiste.

¹²¹ A Ivree le cercle ouvrier fondé en 1889 va plus loin dans le refus de l'adhésion des non ouvriers : « *Ne peuvent en faire partie que ceux qui ont 20 ans révolus et qui ne sont ni employés de carrière, ni diplômés ou exerçant une profession libérale* ».

¹²² Un autre statut précise que « *durant les séances du conseil ou de l'administration on ne pourra organiser des comités préparatoires pour les élections politiques ou administratives* ».

¹²³ LUIGI MINUTI, *Il Comune Artigiano di Firenze della Fratellanza Artigiana d'Italia*. Firenze, Tipografia Cooperativa, 1911, p. 199.

¹²⁴ Comme les braccianti du film de Lattuada, *Il Molino del Po*, demandent au prêtre de bénir le drapeau rouge avant de commencer la révolution sociale.

Au total cependant les cas d'apolitisme semblent plutôt rares et on relève 30 articles dans le journal régional ayant trait à des conflits politiques ou religieux et relatifs aux sociétés ouvrières et aux fanfares (période 1896 à 1914). La majorité de ces articles concernent les luttes avec le clergé dont il faut dire quelques mots maintenant.

Les luttes avec le clergé.

« Combien de villes, combien de villages, écrivait déjà Cesare Revel en 1877, pourraient être enrichis par les sociétés ouvrières et ne le sont pas par ignorance, par superstition, par émancipation mal conçue, par conseil du clergé, par décret du confessionnal voulant apercevoir de l'immoralité, de l'orgueil, de la paresse, de la dépravation dans ces saintes institutions: voilà ce qu'enseignent certains disciples du Christ ». ¹²⁵ Malgré cette attitude assez défavorable du clergé nous n'avons trouvé qu'une seule tentative d'immixtion dans une société ouvrière. « Tout allait bien pour notre curé, peut-on lire en 1902 dans le journal régional, aussi longtemps qu'il a été le patron de la société, au moyen de laquelle il pouvait conduire les affaires administratives et politiques du village selon sa volonté. Mais il a voulu étendre sa domination et pour cela a fait insérer dans le statut, sans délibération des membres, un article spécifiant que la société était soumise à l'autorité ecclésiastique diocésaine ». Les membres s'étant réunis et n'ayant pas accepté le fait, le prêtre donne sa démission de la société. Aussi, « un des membres étant mort, la société accompagna ses funérailles avec la bannière, mais le révérend donna l'ordre: " hors d'ici la bannière " et avec la bannière tout le monde est aussi sorti ». ¹²⁶

A part cette tentative assez nette de mainmise sur la société, les conflits ont presque toujours lieu à propos de la bannière que le prêtre

¹²⁵ *Op. cit.*, p. 51. Le journal catholique « *Armonia* » écrivait en 1865 que dans les locaux des sociétés ouvrières « on lisait de mauvais journaux, on tenait des propos séditieux, qu'on y enseignait une morale devant conduire au triomphe de ce qu'il y a de plus ténébreux et de plus fétide dans la décomposition du corps social; alors que les corporations du Moyen-Age avaient des milliers de très riches chapelles dans lesquelles les artisans se recueillaient pour prier en commun et pour remercier Dieu du pain quotidien qu'il leur prodiguait miséricordieusement » (cité par G. CASTAGNO, *op. cit.*, p. 23).

¹²⁶ Autre son de cloche dans un quartier d'Ivrée où le prêtre, président de la coopérative, était accusé des mêmes intentions: « Nous tenons à déclarer que notre président et curé mérite l'estime pour les sacrifices qu'il a faits pour la société. Dans les locaux de la société il a toujours été très familier avec nous et il n'est pas vrai qu'il jouait au protecteur (padrone) et se servait des assemblées sociales pour y faire de la religion et encore moins pour y faire de la politique » (1908). Sous la pression des accusations, le prêtre et 5 conseillers démissionnent deux ans après.

refuse de bénir. A deux reprises, en 1897 et en 1904, l'évêque interdit l'entrée des fanfares dans les églises et leur participation à des cérémonies religieuses. Les fêtes patronales se feront alors civilement ainsi que quelques enterrements. Les hostilités ne cessent pourtant pas : ici, lors d'un enterrement, le curé fait éteindre les cierges qui appartiennent au cercle ouvrier, là une société l'invite à porter la contradiction dans une conférence en faveur du divorce. Les déclarations des sociétés sont parfois violentes : « *Le seul péril de l'Italie, c'est le Vatican* » ou bien, commentant une image affichée dans le local du cercle et représentant un serpent, coiffé d'une calotte de prêtre, emprisonné dans les griffes du lion de Caprera (Garibaldi) on déclare « *mettre en garde les citoyens contre les prestidigitateurs qui veulent faire confondre le noir et le blanc* ». ¹²⁷

Tous ces conflits auront pour effet de provoquer la scission d'un certain nombre de fanfares, la création de nouveaux cercles et magasins coopératifs, les uns « cléricaux » et les autres libéraux ou socialistes. Ce n'est qu'après la guerre, en 1918, « *à un moment où on se croyait tous frères* », que ces sociétés se réuniront à nouveau.

Ajoutons que l'anticléricalisme qu'on peut percevoir dans les quelques exemples de conflits cités n'est pas un athéisme : la fête patronale et celle de Sainte Cécile continueront d'être célébrées jusqu'à nos jours.

¹²⁷ L'intensité des antagonismes varie d'ailleurs d'un village à l'autre et selon les personnalités en présence. En voici encore quelques illustrations : — à propos de la bénédiction de la bannière, « *l'autonomie de notre société ne nous permet pas de nous soumettre à aucune autorité ni d'accepter des conditions contraires au statut social. Les sépultures se feront civilement et ainsi tout sera réglé* ».

— « *V. était pauvre et la messe ne lui fut pas célébrée et sa dépouille n'a pas été accompagnée par la croix, mais les sonneurs et les chanteurs tous pères de famille, prêtèrent gratuitement leur concours* ».

— « *La fanfare participe à un enterrement civil, le prêtre ayant refusé d'officier à l'enterrement parce que le père de l'enfant mort ne voulait pas donner ce qu'il lui demandait en plus des émoluments normaux et cela pour une distance de moins de 50 mètres hors du village* ».

En 1893 on écrivait au journal socialiste d'Ivrée : « *Voici un exemple de la façon de faire des cléricaux. Un habitant de cette commune s'était rendu à l'église pour remplir ses devoirs religieux. Ceci n'a pas plu à certains, plus hypocrites que les autres, et qui entraînèrent cette personne par les habits et la firent sortir de l'église. Et les prêtres qui étaient présents n'empêchèrent pas et ne réprouvèrent pas cet acte brutal. Et pourquoi donc ? Peut-être parce que cette personne appartient au cercle libéral ! Il ne suffit pas à la secte noire de la persécuter de la chaire et du confessionnal, acharnant les femmes contre elle, on voudrait même lui empêcher d'entrer dans la maison du Christ. Quelle intolérance* » (cité par D. BRUZZONE, op. cit., p. 110).

Naturellement ces exemples ne sauraient nous dire qui, dans ces querelles de village, a raison ou tort. Nous les avons plutôt cités pour juger du climat de cette période. De plus, comme ils sont tirés exclusivement d'un journal libéral, ils ne peuvent représenter qu'un des courants opposés.

La pénétration socialiste.

Les témoignages directs que nous en avons sont rares et nous devons recourir au dépouillement du journal régional. Or celui-ci est fondé seulement en 1893 et la propagande socialiste est déjà plus ancienne. Il semble qu'elle se faisait surtout lors des fêtes, inaugurations des bannières plutôt que dans réunions ou des assemblées ordinaires. Ainsi, en 1896, à l'inauguration de la bannière d'un cercle ouvrier, un orateur professait *« des opinions socialistes contraires à l'ordre capitaliste actuel »*. Il est dénoncé pour *« apologie du délit et excitation à la haine entre les diverses classes sociales »* et condamné à trois mois de prison et 50 £. d'amende (dont il sera acquitté après avoir fait appel).

En 1903 deux fanfares participent à l'inauguration d'un buste de Garibaldi.

En 1905 une réunion de 42 sociétés ouvrières dans un village soulève une polémique dans le journal. Une société écrit: *« Si nous avions su à l'avance qu'à l'occasion de la fête il faudrait subir le martyre de l'exposé des théories socialistes et la présentation des candidats nous ne serions pas venus »*. La réponse paraît une semaine plus tard: *« Cette correspondance m'a beaucoup surpris parce que ses auteurs et signataires étaient présents et, bien que la liberté de parole soit garantie pour tous, personne n'a osé parler des théories socialistes. Nous savions à l'avance que du moment qu'il y a liberté de parole pour tous dans ce village, ils auraient entendu ce qui ne peut se dire là où les "patrons" (caporioni) de la société ouvrière, qui s'en servent pour leurs buts ambitieux, limitent cette liberté quand ils ne vont pas jusqu'à l'exclure absolument. Ils devraient pourtant comprendre que c'est justement cette liberté qui a attiré un si grand nombre de représentants des sociétés et je regrette que seulement le village de C... ait à s'en lamenter; une autre fois ils sauront l'éviter »*.

« A quelques-uns ça n'a beaucoup plus que notre société se mette à jouer l'hymne des travailleurs » lit-on en 1908. L'année suivante on a les premiers témoignages de la fête du 1er mai.

Dans les quelques villages de mineurs une ligue de résistance s'organise dans les premières années du siècle à partir de la mutuelle créée en 1885. Le départ n'est cependant pas encore très net entre la mutuelle et le syndicat et l'esprit de clocher domine encore. En 1909 on lit dans le journal régional: *« Premièrement, nous voulons que la ligue entre les mineurs de cette vallée revête son vrai aspect, c'est-à-dire ce qu'elle doit être essentiellement, un syndicat de défense et de protection. Le reste est pour nous secondaire et inutile. Deuxièmement, il faut atteindre ce but par le moyen de l'organisation, c'est-à-dire par l'union de tous les ouvriers mineurs. Nous le disons avec orgueil: pourvu que tous y soient (que ceci soit compris par ceux des villages voisins). Nous connaissons pleinement nos devoirs et nos droits; tous les jours nous expérimentons*

ce que sont nos besoins et le but auquel nous tendons nous est bien entré dans la tête. A nous ouvriers mineurs, il nous faut des faits et pas des paroles mielleuses. Donc troisièmement, fini avec la Bourse du Travail de Turin. Premièrement à cause des frais qu'on ne peut mettre sur le compte de l'épargne et c'est dans le but de l'épargne et du secours que nous avons débuté. Deuxièmement parce que les représentants de la Bourse ont fait trop confiance à la partie intellectuelle et dirigeante de notre ligue et n'ont pas su et pas voulu se rendre compte que nous sommes les fils de ces braves qui, en 1821, se sont révoltés en criant: *Vive la Liberté*. Nous sommes les héritiers de cette liberté et nous ne tolérons pas d'être considérés comme des mendiants et des frustes montagnards. Enfin, fini avec la Bourse du Travail parce que nous ne voulons pas faire des questions de parti. Quatrièmement, notre ligue peut avoir deux sortes de membres: les membres bienfaiteurs et honoraires, sans droit de vote et les membres actifs représentés par les seuls ouvriers. Pour les charges de l'administration et des commissions appelées à traiter toutes les divergences avec le patron, seuls ceux de notre village pourront être élus. Cinquièmement, par cette ligue nous voulons par dessus tout le maximum de bénéfice et le minimum de frais. Donc toutes les charges, à l'exception de celle de secrétaire, seront gratuites ».¹²⁸

En 1911 on inaugure la maison du peuple dans un autre village et les sociétés ouvrières de 19 villages sont représentées.¹²⁹

Au total cependant, cette zone de petite propriété agricole et où le prolétariat paysan est assez peu nombreux ne s'ouvrira que lentement aux idées nouvelles et sans les heurts qu'on constate dans d'autres régions d'Italie. C'est ainsi que le nombre des sociétés ouvrières continue de croître malgré la proclamation des lois d'exception en 1894-95 et ce ne sera qu'ensuite que les rapports de classes se durciront peu à peu.¹³⁰

Les sociétés ouvrières de cette zone sont donc restées à l'écart de la grande poussée ouvrière du tournant du siècle.¹³¹ Elles y participent,

¹²⁸ A la même époque, sur l'exemple de Turin, des conseils de prud'hommes s'organisent dans les différents districts.

¹²⁹ La même année le journal publie un état des grèves dont la Lega Industriale di Torino eut à s'occuper entre 1906 et 1910. Il y en a 74. Le journal ajoute qu'avec le temps les résultats des grèves sont de plus en plus contraires aux ouvriers ».

¹³⁰ Ces lois, édictées après les soulèvements de Sicile (*fasci siciliani*), ont permis la dissolution d'un certain nombre de bourses du travail, de ligues de résistance, de mutuelles et de cercles sous prétexte qu'ils constituaient des instruments de diffusion de la haine des classes. Elles furent abrogées dix-huit mois plus tard, en fin 1895. D'après R. RICOLO, *op. cit.*, p. 140 et ss.

¹³¹ Et aujourd'hui aussi le climat politique y est assez serein. Les coopératives ne sont pas déchirées par des luttes partisans. Ce n'est pas le fait d'autres régions d'Italie où, comme le note Carlo Doglio dans son enquête sur les coopératives de Molinella (province de Bologne), les coopératives deviennent des instruments dans les mains des politiciens de toutes couleurs. *Comunità*, 10, 1951.

mais restent isolées de celles de la plaine du Pô et ne semblent pas avoir envoyé des délégués aux divers congrès des sociétés de secours mutuels ou à ceux des coopérateurs italiens.¹³² Une seule fois une société est représentée au congrès des coopératives de consommation à Milan en 1910. Pourtant bien avant, en 1898, deux avis paraissent dans le journal invitant les sociétés de consommation à déléguer des représentants au congrès coopératif de Turin la même année.¹³³

Il y a d'autres essais régionaux : à Ivree se constitue en 1899, sur le modèle des comices agricoles,¹³⁴ une union des coopératives de consommation du Canavese se proposant de faciliter la création de nouvelles sociétés par des conférences et du matériel de propagande. Le travail n'est pas facile « *cette union manquant encore d'esprit coopératif* », lit-on en 1900 dans le journal local. La même année a lieu à Ivree un congrès des sociétés ouvrières du Canavese auquel seize sociétés de cette zone participent.

Du point de vue professionnel il faut attendre 1920 pour voir la naissance de la ligue des agriculteurs du Canavese dont le but est de défendre les intérêts de ses quelques 1300 membres. Elle proteste surtout contre la taxe des vins. Le fascisme la dissout en 1923.

En 1945 deux nouvelles organisations reprendront cette fonction : la *Lega dei Coltivatori Diretti* sur le plan national et l'*Associazione degli Agricoltori del Canavese* sur le plan régional. La première est apparentée à la démocratie-chrétienne alors que la seconde se veut apolitique. Toutes

¹³² Les comptes rendus des divers congrès sont difficilement accessibles. On a pu néanmoins consulter (Bibliothèque Feltrinelli, Milan) les *Atti del Congresso fra le Società di Mutuo Soccorso Italiane*, Bologna, 1877. Les actes des *Congressi della Previdenza fra le Società di Mutuo Soccorso d'Italia* : Milano, 1900 ; Firenze 1904 ; Milano 1906 ; Macerata 1909 ; Roma 1912. Le *Resoconto del Congresso Italiano delle Cooperative di Consumo*, Milano 1910. Les actes du *XVII Congresso Generale delle Cooperative italiane*, Roma 1911. Les actes des congrès des coopérateurs italiens : Reggio Emilia 1901 ; Genova 1903 ; Reggio Emilia 1908.

¹³³ Et quatre ans auparavant, en 1894, avait eu lieu à Cuneo le congrès des sociétés ouvrières piémontaises.

¹³⁴ Les comices agricoles créés par Cavour dans les années 1850 groupaient l'élite des agriculteurs et propriétaires. Celui du Canavese groupait 150 à 200 membres. Son activité s'exerce surtout dans les premières années du siècle : conférences, essais de nouveaux procédés de culture, concours, expositions. En 1887 il organise des concours avec prix pour les sections suivantes : habitation, vigne (42 concurrents), fruits et légumes (aucun concurrent), ruchers, élevage, laiteries (2 concurrents). D'après EMILIO PINCHIA, *Deputato al Parlamento: L'agricoltura canavesana nel 1887. Opuscoli Politici ed Economici - 1882-1892*, Torino, Fratelli Bocca, 1893, p. 150 et ss. En 1894 le Ministère de l'Agriculture confère aux comices la tâche de répandre l'idée de la coopération dans les campagnes. Il faut noter à leur égard que, comme pour les « sociétés économiques » d'Allemagne et de Suisse, les comices agricoles furent fondés et dirigés par des citadins et des riches propriétaires. Voir à ce sujet, ERNEST DURTSCHI, *Les coopératives d'approvisionnement et de vente. Annuaire Coopératif*, Bâle, USC, 1947, p. 25-30. Egalement, JEAN GAUMONT, *op. cit.*, Vol. II, p. 587 et ss.

les deux facilitent les démarches administratives de leurs membres à l'occasion d'emprunts et procèdent, à travers les *consorzi agrari*, à des achats collectifs de semences et d'engrais.

Ce sont là les seules tentatives d'union que nous ayons relevées et où ont pris part quelques-unes des sociétés étudiées. Nous aurons l'occasion d'y revenir à propos de la situation actuelle des sociétés à base économique qui ne trouveraient l'issue à leur faiblesse et à leur isolement actuels que dans la création d'une fédération pouvant les aider administrativement, techniquement et financièrement.

L'après-guerre de 1914-1918.

La première guerre mondiale a rendu les sociétés plus conscientes des difficultés économiques. Les deux buts principaux des *società operaie*, la fraternité et l'instruction, n'apparaissent plus dans les statuts. Il ne se crée d'ailleurs plus de mutuelles après 1910 et ceci vaut surtout pour les coopératives de consommation.

On a aussi pris conscience du manque d'intérêt des membres pour leur coopérative. L'Assemblée n'est plus convoquée une seconde fois si le nombre des présents n'atteint pas la moitié des membres. Maintenant la seconde assemblée commence une heure après l'heure de convocation de la première et peut ainsi délibérer quel que soit le nombre des présents. D'autres sociétés prévoient même que la première assemblée peut délibérer quel que soit le nombre des présents.

Toutes les conduites minutieusement décrites dans les statuts antérieurs sont maintenant renvoyées dans des règlements intérieurs.

Alors que les anciens statuts préoyaient que les fonds en caisse à la fin de l'année seraient placés en rente publique, on a maintenant des pourcentages de répartition des bénéfices.¹³⁵

Le capital de la société est maintenant un capital-actions et l'ancien droit d'admission est représenté par le paiement d'une action.¹³⁶

En cas de liquidation, les fonds de la société ne sont plus destinés à rester dans le village pour une œuvre de charité ou la construction d'un

¹³⁵ Ces proportions sont les suivantes :

30 % au fonds de réserve ;

30 % au capital social jusqu'à concurrence d'un dividende de 5 % ;

20 % à distribuer aux membres au prorata de leurs achats ;

20 % à disposition du conseil d'administration pour des œuvres de prévoyance, d'instruction et de propagande coopérative, ou pour d'éventuelles indemnités aux membres du conseil et du collège des vérificateurs et contrôleurs (*Collegio Sindacale*). Ces répartitions changent cependant d'une société à l'autre. Les mêmes rubriques existent et c'est surtout le pourcentage du bénéfice à distribuer aux membres qui est plus fort. Il va jusqu'à 75 %.

¹³⁶ Plusieurs des anciennes sociétés se transformeront sur cette nouvelle base.

jardin d'enfants mais vont à la fédération des coopératives. Plusieurs sociétés adhèrent maintenant à la *Lega Nazionale delle Cooperative* et la convocation de l'assemblée générale ne se fait plus seulement à la porte du magasin mais dans *La Cooperazione Italiana* et dans *l'Avanti*.¹³⁷

Une simplification des rapports internes est à l'œuvre. Ils se réduisent peu à peu à un jeu de rôles sociaux et si leur efficacité augmente ils tendent à se déshumaniser.

Déjà en 1912 on trouve cette belle préface dans un statut de cercle ouvrier créé en 1906. On peut y lire, sur la toile de fond de la société socialiste future, la prise de conscience de la maturité des organisations ouvrières.

« Notre cercle s'est fondé en 1906 avec un bon nombre de membres. Ce règlement avait pour but de lui donner une bonne direction sans attenter à leur liberté. La période d'enfance des associations ouvrières est terminée et elle doit aussi être surmontée pour notre cercle. Nous devons considérer notre association non seulement comme un endroit pour parler des beaux temps passés; elle ne fut pas seulement fondée dans le but de se divertir mais bien pour provoquer les échanges d'idées, les discussions fructueuses et la fraternité des camarades; pour que chaque membre vienne lire ici les journaux qui s'intéressent à la classe ouvrière, pour que chacun, les yeux fixés sur un avenir meilleur, travaille pour la solidarité des intérêts qui conduira à la sainte fraternité des coeurs.

« Notre cercle reconnaît dans la souveraineté populaire le moyen principal pour abolir toute forme de privilège, pour rendre le peuple maître de son destin et pour atteindre un état de complète justice sociale selon la libre et constante évolution de la civilisation humaine. Pour cela il est de notre devoir de nous persuader que si la classe ouvrière veut se libérer elle doit s'instruire, s'occuper de ses intérêts et devenir consciente de cette vérité que seulement les travailleurs pourront substituer à la société d'aujourd'hui une autre société dans laquelle l'humanité trouvera le complet épanouissement de toutes ses activités. Pour cela encore il est nécessaire de se convaincre que seul le travail volontaire de tous les gens honnêtes pourra améliorer les coutumes, supprimer les préjugés et opposer aux viles et mesquines passions du moment, le souffle vivificateur des idées nobles, des élans sublimes, des hardiesses généreuses ».

¹³⁷ Sur la plan national le front du travail se désunit en 1920-21 à la suite de la scission du parti socialiste créant le parti communiste. *L'Avanti* est supprimé en 1921 et sera remplacé par *l'Ordine Nuovo* communiste.

LA RÉPRESSION FASCISTE

Pour comprendre ce qu'à été la répression fasciste du mouvement coopératif il faut revenir sur les événements qui travaillèrent l'Italie depuis la fin de la première guerre mondiale. Cette perspective plus vaste est aussi nécessaire pour comprendre l'évolution des sociétés du Canavese.

A l'armistice la situation économique et sociale du pays est alarmante: la dette publique atteint 63 milliards.¹³⁸ l'industrie est désorganisée, le crédit privé très cher, les nouveaux impôts sur la consommation et les revenus lourds et impopulaires, les hausses de salaires n'arrivent pas à atteindre les hausses des prix. Les troubles sociaux qui agitent le pays à partir de 1919 dérivent plus encore de cette situation que de causes politiques.

Les grèves ne cessent pour ainsi dire pas depuis la fin des hostilités. Au milieu de 1919, 200 000 métallurgistes sont en grève dans le Nord et 200 000 ouvriers agricoles dans les provinces de Novare et de Pavie. Les cheminots arrêtent les trains transportant les forces de l'ordre. Dans le sud se produisent les premières occupations des latifundia mal cultivés.

Sur le plan politique trois grandes forces sont en présence: les partis du centre et de droite, le socialisme et, entre les deux extrêmes, le parti populaire de Don Sturzio qui de plus en plus jouera un rôle de premier plan.

Combattu à la fois par la gauche et par la droite qu'alarment vivement les troubles sociaux, le gouvernement Nitti est paralysé. Malgré la création de la « garde royale », corps de police auxiliaire destiné à les réprimer et malgré la subvention du pain destiné à les prévenir, les troubles ne cessent pas.

Le gouvernement tombe en juin 1920. Revenu au pouvoir, Giolitti essaie de rétablir l'ordre et d'assainir la situation financière: sur le plan extérieur l'Albanie est évacuée, le traité de paix avec la Yougoslavie signé; sur le plan intérieur, à la suite des occupations d'usine de 1920, il contraint les industriels à accepter l'institution des conseils d'usine et les ouvriers à comprendre que les occupations des fabriques ne mènent à rien.

« La classe ouvrière italienne... s'est crue au seuil du pouvoir, elle est sortie des chemins séculaires et elle voit maintenant le vieil horizon, un instant entr'ouvert, se refermer à nouveau devant elle. Tous proclament qu'elle a vaincu... (Elle) se juge plutôt jouée et battue, et elle ne se trompe pas... Les adversaires ne sont pas désarmés, mais rendus plus

¹³⁸ Chiffre cité par MAURICE VAUSSARD, *Histoire de l'Italie contemporaine, 1870-1946*. Paris, Hachette, 1950, 352 p. Voir également GUIDO DORSO, *Mussolini alla conquista del potere*. Torino, Einaudi, 1949, 286 p.; ATTILIO TAMARO, *Venti anni di storia, 1922-1943*. Roma, Ed. Tiber, 1953, 491 p.; PAOLO ALATRI, *Le origini del Fascismo*, Roma, Editori Riuniti, 1956, 565 p.; LEO VALIANI, *Storia del Socialismo nel Secolo XX*. Roma, Edizioni U, 1945, p. 153 et ss.

agressifs, plus décidés aux représailles. Les Faisceaux, anémiés et à peu près inexistants avant septembre 1920, se multiplient dans les trois derniers mois de l'année. Ce n'est pas le fascisme qui a vaincu la révolution, c'est l'inconsistance de la révolution qui provoque l'essor du fascisme ».¹³⁹

Le mouvement des Faisceaux¹⁴⁰ est fondé en 1919 sur la base d'un programme vaguement socialiste, vaguement anticlérical comme l'avait été jusqu'alors son fondateur, Mussolini. Alors que celui-ci est battu aux élections de 1919 son mouvement ne cesse de se développer et à partir de l'été 1920 il occupera définitivement la scène politique italienne jusqu'à la marche sur Rome.

Financés par les grands propriétaires fonciers enserrés dans le carcan étroit des contrats collectifs (les obligeant, par exemple, à employer un certain nombre de *braccianti* par hectare de terre cultivée et limitant l'usage des machines) et par la grande industrie harassée par les occupations d'usines et n'ayant pas accepté les conseils d'ouvriers, les *fasci* s'attaquent tout de suite au réseau serré des coopératives, bourses du travail, maisons du peuple. La tactique des fameuses « expéditions punitives » est simple : partant de nuit d'un centre assez éloigné du lieu visé, une colonne d'autos ou de camions transporte les volontaires *squadristi* et frappe par surprise les sièges des organisations socialistes, pille les appartements des responsables et des députés, assomme tous ceux qui résistent.

Et ceux qui résistent ne sont pas nombreux : outre l'effet de surprise, les forces de police sont très souvent complices et les ouvriers eux-mêmes sont désarmés et si divisés qu'ils ne réagissent pas assez vivement.

Tout le Nord de l'Italie est en proie à ces expéditions et si la Vallée du Pô en souffre le plus, des régions de petite propriété agricole comme le Canavese ne sont pas épargnées non plus.

À la fin de 1921, l'Emilie, la Vénétie, la Lombardie ont passé sous le contrôle fasciste. La vague s'étend vers le sud et recouvre la Toscane. Les élections de mai 1921 amènent 30 députés fascistes à la chambre avec Mussolini en tête. Le fascisme n'a cependant pas entamé le bloc ouvrier et les socialistes et communistes enregistrent davantage de voix. Il en est de même pour les populaires. Mais l'entrée des fascistes à la chambre minimise la portée de leurs violences contre la démocratie : les municipalités socialistes qu'ils avaient attaquées sont dissoutes, « légalisant » ainsi l'action des *squadristes*.

Mussolini essaie sans succès de réfréner l'ardeur de ses partisans.¹⁴¹

¹³⁹ A. ROSSI, *La naissance du fascisme. L'Italie de 1918 à 1922*. Paris, 1938 (cité par VAUSSARD, *op. cit.*, p. 168).

¹⁴⁰ Leur nom vient des fameux *fasci siciliani* de 1892.

¹⁴¹ C'est le pacte de pacification du 2 août 1921 signé avec les représentants de la confédération du travail et ceux du parti socialiste.

Ils sont plus de 300 000 et augmentent leurs rangs de jour en jour.¹⁴² Là où les organisations socialistes ont été détruites ils commencent à organiser les travailleurs dans des « syndicats jaunes » entièrement à la discrétion du patronat. Et, toujours, les autorités ferment les yeux sur les violences; le gouvernement désavouera même les autorités locales dans les quelques cas où elles interviendront.¹⁴³

Les réactions du monde ouvrier sont faibles et désordonnées; la tentative de grève générale du 31 juillet 1922 porte dans le vide et a même pour résultat de livrer au fascisme les derniers bastions socialistes (Milan, Gênes). Entre temps la marche sur Rome se prépare et contribue à la chute du gouvernement, le 27 octobre; quatre jours avant le triomphal défilé à Rome.

Mussolini est alors chef du gouvernement. Les victimes des expéditions punitives et tous ceux qui se sentent menacés pensent que les troubles vont cesser. Au contraire, une répression plus dure commence et la construction de l'état fasciste débute. Le retrait des députés de l'opposition sur l'Aventin, à la suite de l'assassinat de Matteotti en juin 1924, laisse pratiquement les mains libres au Duce. Par les lois du 24 décembre 1925 sur les attributions du chef du gouvernement et du 31 janvier 1926 sur le droit de légiférer attribué au pouvoir exécutif, la chambre a perdu sa raison d'être.¹⁴⁴ Dès lors le slogan « *tout le pouvoir à tout le fascio* » est réalisé.¹⁴⁵

Nous avons retracé brièvement les débuts du fascisme pour montrer le peu de résistance qui lui a été opposé par les forces ouvrières organisées et l'apathie générale devant la menace totalitaire. L'impasse à laquelle a été menée l'opposition par son retrait sur l'Aventin est caractéristique de l'aveuglement des hommes d'alors.¹⁴⁶ Il en est de même des chefs ouvriers qui se cantonnent dans une espèce de résistance passive, incapables de surmonter les conflits qui les séparent, à la fois trop confiants dans une légalité sans cesse violée et trop craintifs pour la faire respecter en montrant leur propre force.¹⁴⁷

¹⁴² En milieu urbain en particulier, le fascisme semble surtout avoir recruté des éléments du « *lumpenproletariat* » et de la petite bourgeoisie. Cf. LEO LONGANESI, *In piedi e seduti*. Milano, Longanesi, 1948, p. 47 et ss.

¹⁴³ C'est le cas notamment de Bologne où le préfet qui s'était opposé au déplacement des briseurs de grève est désavoué et changé de poste.

¹⁴⁴ A la fin de 1926 toute l'opposition de gauche sera d'ailleurs déclarée démissionnaire à la suite de divers attentats contre Mussolini. Par contre la suppression de la chambre des députés elle-même n'interviendra qu'en 1938.

¹⁴⁵ « *Tutto il potere a tutto il fascio* » (discours de Mussolini en juin 1925).

¹⁴⁶ Cf. GIAMPIERO CAROCCI, *Giovanni Amendola nella crisi dello Stato italiano*, 1911-1925. Milano, Feltrinelli, 1956, 174 p.

¹⁴⁷ Le mouvement ouvrier et socialiste est décapité. Dès 1924 les militants les plus en vue doivent s'exiler. Les membres des groupes de résistance anti-fasciste

Ce climat de toute la nation nous le retrouvons aussi dans le Canavese. Personne ne s'oppose aux squadristes qui viennent brûler les bannières des sociétés et saccagent les cercles ouvriers. Dans tous les récits qui nous sont faits sur cette époque il semble que la police n'existe pas; elle n'est jamais mentionnée. Plutôt que de chercher sa protection les socialistes s'enferment chez eux; et plutôt que de s'armer et d'organiser leur défense eux-mêmes, ils se cachent.¹⁴⁸ L'effet de surprise est toujours très grand et c'est même souvent après l'attaque qu'on parvient à savoir, par recoupements, d'où les squadristes venaient.

Comme à propos de la création des sociétés coopératives qui a lieu quelques années après celle des grandes villes, dans le Canavese le phénomène fasciste est décalé dans le temps. Ce n'est qu'à partir de 1923 que se constituent les sections fascistes locales et que se produisent les expéditions punitives.¹⁴⁹ Une société de secours mutuels écrit au journal local: « *Le 16 août on devait inaugurer la bannière mais il a fallu suspendre la cérémonie parce qu'une opération chirurgicale à la bannière et à l'administration a été faite par les fascistes d'Ivrée. L'emblème retenu comme subversif a été enlevé et l'administration changée sur le champ. On a alors inauguré la bannière en même temps que celle du cercle ouvrier pré-alpin. Puis la fête a continué pacifiquement et restera mémorable pour tous* ».

Ces premiers heurts semblent ne pas avoir un caractère grave. Une autre société écrit encore la même année: « *Pour la tranquillité des bien-faiteurs de la société dissoute par incompatibilité entre les membres, nous avisons qu'elle a été reconstituée sur des bases parfaitement constitutionnelles dans les personnes des fondateurs* ».

Au total une quinzaine de villages ont connu des expéditions ou des molestations de la part des fascistes. On ne signale cependant pas de morts ou de blessés très graves. Les coups se bornent à des gifles, des bastonnades et souvent l'absorption, sous la contrainte, de verres entiers d'huile de ricin et même d'huile pour moteurs. Sur le plan des sociétés il y a quelques saccages de locaux et les bannières et les archives de plusieurs sociétés sont brûlées.

L'inexistence d'un prolétariat rural nombreux et organisé, la physiologie du pays lui-même (les régions montagneuses ou de collines permettant éventuellement de se cacher facilement), la faible concentration urbaine, le retard dans la participation aux grands mouvements sociaux

sont traqués et déportés. Cf. ERNESTO ROSSI, *La pupilla del Duce - L'OVRA*. Parma, Ed. Guanda, 1956, 143 p.; BARBARA ALLASON, *Memorie di un'anti fascista*. Firenze, Edizioni U, s.d., 303 p.; BIANCA CEVA, *Storia di una passione, 1919-1943*. Milano, Garzanti, 1948, 54 p.; EMILIO LUSSU, *La Catena*. Roma, Ed. U, 1945, 169 p.

¹⁴⁸ Ils n'ont peut-être pas tort: dans un des villages en avril 1925, un fasciste tue un ouvrier qui chantait *La Bandiera Rossa*; il n'est condamné qu'à une légère peine de prison.

¹⁴⁹ A Ivree la section fasciste locale se crée déjà en 1921.

de l'époque, l'inexistence, à ce moment, de très grosses usines ont préservé cette zone d'une grande partie des troubles des années 1920.

Pour les mêmes raisons la propagande pour le nouveau régime est elle-même moins forte, moins soutenue que dans d'autres régions. Elle n'empêche pas cependant un assez grand nombre d'adhésions. « *Tous étaient fascistes* » nous raconte encore un ancien déporté. Ce jugement est naturellement exagéré mais contient une part de vérité : par les nouvelles institutions du régime tous étaient embrigadés et spécialement les jeunes. Ce sont ces institutions qu'il faut décrire sommairement.

Celle qui a eu la plus grande portée est l'organisation Balilla. Elle influence toute une génération. Institué en 1926, elle a pour but « *l'assistance et l'éducation physique et morale de la jeunesse* »¹⁵⁰ et représente « *la base fondamentale de la continuité historique de la révolution fasciste* ». ¹⁵¹ Tous les enfants de 8 à 14 ans font partie des équipes Balilla et ceux de 14 à 18 ans deviennent des « *Avanguardisti* ». Un comité Balilla est créé dans chaque commune. A partir de l'année suivante tous les enfants des écoles sont automatiquement incorporés dans l'organisation.¹⁵² Dans cette zone l'activité principale consistait dans des excursions organisées par les instituteurs. Le caractère qui nous intéresse le plus dans cette organisation — commun d'ailleurs à toutes les institutions du régime — est l'absence de toute éducation démocratique. Quelques-uns des jeunes gens d'alors nous le font bien remarquer : « *C'était une prolongation de l'école avec tout ce qu'elle avait à ce moment là d'autoritaire* ».

Un ancien soldat, né en 1922, exprime bien le sentiment des jeunes d'alors, élevés dans l'embrigadement fasciste : « *Pendant la guerre j'étais en France dans les troupes d'occupation, à Grenoble, à Modane. Puis quand je suis revenu tout était changé : il n'y avait plus le dopolavoro, plus la casa del fascio. Pour nous ça avait toujours existé. On ne pensait pas que ça pouvait un jour disparaître...* ».

Dans le Canavese, rattaché en 1926 à la province d'Aoste, on trouve une section Balilla dans chaque village. Dans toute la province il y avait en 1936 16 % de la population inscrite au mouvement Balilla, soit plus des trois quarts des jeunes gens et jeunes filles entre 8 et 20 ans.¹⁵³

Sous la direction du secrétaire du parti les adultes participaient aux manifestations politiques et aux fêtes du régime. Le *fascio* subventionne les fanfares pour obtenir leur concours à ces manifestations. L'*Ente Dopolaro*, instituée déjà en 1925 couvre le pays d'un nouveau réseau de

¹⁵⁰ Loi du 3 avril 1926, No. 2247.

¹⁵¹ D'après *Aosta - Primo Anno dell'Impero* - Numero unico edito a cura della Federazione dei Fasci di Combattimento di Aosta per la Celebrazione dell'Impero, 1936, p. 46.

¹⁵² R. D.-L. du 20 novembre 1927, No. 2341.

¹⁵³ Cf. *Aosta - Primo Anno dell'Impero*, op. cit., p. 66. Cette publication donne le chiffre de 131 sections locales pour les 144 communes de la province d'Aoste.

cercles récréatifs.¹⁵⁴ Si dans cette zone ils ne se fondent effectivement que plus tard, dans les années 1930-35, tous les cercles existants sont « domestiqués » bien avant. Le *dopolavoro* ne constitue d'ailleurs qu'un lieu de rencontre. Rarement dans les villages de cette zone il possède une bibliothèque; ¹⁵⁵ seulement quelques journaux et revues. Les activités principales sont celles qu'on retrouve dans les CRAL et cercles actuels (jeu de cartes, boules). Les activités organisées sont rares et à part l'obligation d'être présent dans les manifestations le poids idéologique du *dopolavoro* reste assez faible.

Ceci ne vaut cependant que pour cette zone; ailleurs la contrainte officielle a pu être beaucoup plus forte, encore qu'une grande passivité se soit manifestée dans la vie quotidienne. Cette impression d'inactivité, d'attente, plusieurs de nos interlocuteurs l'ont ressentie. « *C'était du paternalisme* ». « *On n'avait rien à décider. Tout était réglementé* ». « *Dans les villages c'était encore plus calme que maintenant* ».

On peut relier ces impressions à la situation de tout le pays et particulièrement à la conduite des hommes politiques d'alors: l'attitude de retrait, d'attente sur l'Aventin est commune à tous. On attend que le fléau passe, que la monstrueuse machine du régime donne des signes de fatigue pour l'aider à s'écrouler plus rapidement. Ce sera alors — vingt ans après — la constitution des groupes de résistance et des milices ouvrières. Les forces qui n'avaient pas su éviter l'oppression sauront alors se regrouper pour la détruire.

A partir de 1929 une revue de la province est publiée à Aoste. Nous avons pu en retrouver une collection complète de 5 années et quelques numéros épars d'autres années.¹⁵⁶ Cette revue rapporte toutes les activités des *dopolavoro* et des sections Balilla. A part celui d'Ivrée, seuls neuf *dopolavoro* sont mentionnés pour les 48 communes de la zone que nous étudions.¹⁵⁷ Deux d'entre eux sont cités à propos d'excursions faites par leurs membres et sept autres à l'occasion d'un concours sur l'élevage du ver à soie.¹⁵⁸

¹⁵⁴ *Istituzione dell'opera nazionale del dopolavoro*. R. D.-L. du 1er mai 1925, No. 582.

¹⁵⁵ Les bibliothèques des anciens cercles ont d'ailleurs été soigneusement épurées (R.D. du 13 août 1926, No 1613, sur la « *vigilanza bibliografica* »).

¹⁵⁶ Rappelons que le journal local que nous avons dépouillé pour ce travail a été supprimé par le fascisme en 1926. A ce moment, un autre journal le remplace, commun à toute la province. Aucune bibliothèque à Ivree et même à Aoste, alors chef-lieu de la province, n'en possède une collection, même incomplète. Nous avons donc dépouillé les quelques années (1929 à 1934) de la revue mensuelle retrouvée en partie à la Bibliothèque Régionale d'Aoste. Cf. AOSTA, *Rivista del Consiglio Provinciale dell'Economia e dell'Amministrazione Provinciale*.

¹⁵⁷ Pourtant la revue est en mal de copie et publie tout ce qui se fait dans les villages.

¹⁵⁸ On essaie dans les années 1930 de faire renaître la culture du ver à soie alors en train de mourir depuis 15 ans déjà. Cf. AOSTA, 1932-X, 3-4, p. 143-4.

Pourtant il y a une section fasciste dans chaque commune et, en 1935, un *dopolavoro* dans 39 communes sur les 48 étudiées.¹⁵⁹ Son président était le secrétaire politique du fascio local et son collaborateur le secrétaire communal.¹⁶⁰ Ils ont pour mission d'organiser les activités de la section. Comme nous l'avons dit, celles-ci consistent surtout dans des excursions touristiques. Dans ces 5 années on ne trouve aucune trace d'activité éducative à l'exception de quelques conférences tenues par les « *ambassadeurs du Duce* ». ¹⁶¹

Pourtant la population fréquentait le local du nouveau cercle: « *dans les villages c'était le seul café. C'était le mieux installé* ». « *Le fascisme a tué toutes les associations spontanées. Dans les villages il ne restait plus que le dopolavoro. Le cercle avait été fermé* ». ¹⁶² « *Le succès du dopolavoro? ça dépendait des villages. C'est un peu comme maintenant; il y a des villages qui ont plus d'esprit d'association que d'autres* ».

La possibilité de créer de nouvelles activités ou de continuer les anciennes est d'ailleurs limitée par la loi et le bon vouloir du secrétaire politique local. Toute la vie du citoyen est contrôlée et en particulier les années 1925 à 1928 connaissent un gonflement législatif sans précédent. Un des textes les plus importants pour ce travail est la loi sur la sécurité publique: toute réunion dans un lieu public ou ouverte au public doit être annoncée au moins trois jours à l'avance au préfet; aucune manifestation (bal, fête, théâtre, cinéma, course, conférence) ne peut avoir lieu sans autorisation; le texte de toute pièce de théâtre doit être soumis à la préfecture.¹⁶³ La vie de tous les groupes de loisirs est paralysée. Même les cérémonies religieuses en dehors des églises sont soumises à l'autorisation préalable. Au Carnaval l'usage des masques est interdit dans les lieux publics. Les sociétés coopératives, les cercles ne peuvent plus déployer leur bannière considérée comme « *symbole de subversion sociale* ».

Non seulement la vie des groupes est menacée. Toute une série de dispositions limitent aussi la liberté de l'individu: les personnes douteuses

¹⁵⁹ D'après les tables de LORENZO TEALDY, *Guida della Provincia di Aosta*. Torino, S.I.T. grafica, 1936, p. 343-4.

¹⁶⁰ Circulaire No. 2916 de la présidence du *dopolavoro* provincial, 30 septembre 1929. *Aosta*, 1929-VIII, No. 10.

¹⁶¹ Cf. *Aosta*, 1932-X, 5-6, p. 204-5.

¹⁶² Dans un discours le Préfet d'Aoste se réjouit de l'existence de nombreux *dopolavoro*... « *Le Fascisme substitue à la buvette, au café et au cercle vinicole de funeste mémoire, le lieu qui finira par devenir noble comme l'école, parce qu'il sera l'école de la sérénité, de la joie et du repos* ». Il Fascismo e la Provincia d'Aosta, *Aosta*, 1929-VII, 1-3, p. 7-22.

¹⁶³ *Testo unico delle leggi di pubblica sicurezza*. R.D. du 6 novembre 1926, No. 1848.

doivent obligatoirement avoir une carte d'identité¹⁶⁴ et elle est de toutes façons nécessaire pour se rendre dans un hôtel. Sur le plan de l'emploi le livret de travail sera introduit en 1935 pour toutes les personnes dépendant d'autrui; sans le livret il n'est pas possible d'être embauché.¹⁶⁵

La vie syndicale n'est plus qu'une caricature, seul le syndicat reconnu de « *bonne condition politique du point de vue national* » étant autorisé.¹⁶⁶ Aucune participation dans la lutte syndicale n'est d'ailleurs nécessaire puisque l'association est reconnue si elle groupe au moins 10 % des ouvriers.¹⁶⁷ Elle représente tous les ouvriers de la catégorie, inscrits ou non. La grève et le lock-out sont interdits. Les cotisations sont déduites directement par l'employeur ce qui représente aux yeux des travailleurs un impôt de plus.¹⁶⁸

« *L'état décidait de tout* » dit très bien une des personnes interviewées.¹⁶⁹ Que l'individu agisse ou non, la vie économique et sociale fonctionne tout de même. Sa seule préoccupation, dans des petits villages comme ceux étudiés ici, doit être de se taire et d'être dans les bonnes grâces du secrétaire politique qui a toute autorité sur lui par suite des pouvoirs arbitraires qui lui sont confiés — de même qu'aux préfets et à la police — par l'insuffisante précision des lois.

Sur tous les plans le régime essaie de contrôler l'action de l'individu. Il est « *totalitaire* » dans toutes ses manifestations et, par là, centralisateur à outrance¹⁷⁰ et jaloux de tout autre cadre de référence que celui

¹⁶⁴ Le texte légal est si vague qu'on se rend immédiatement compte de l'arbitraire qui pouvait peser sur la vie de n'importe quelle personne. Loi sur la sécurité publique, *loc. cit.*

¹⁶⁵ Loi du 10 janvier 1935, No. 112.

¹⁶⁶ Loi du 3 avril 1926, No. 563, sur la discipline juridique des rapports collectifs de travail. Pour être autorisé le syndicat doit présenter ses statuts et donner les noms de ses membres aux autorités.

¹⁶⁷ L'organisation syndicale est libre mais seulement dans les syndicats reconnus, précisera la Charte du Travail élaborée par le Grand Conseil Fasciste et rendue publique le 21 avril 1927.

¹⁶⁸ Ce système est semblable à celui du *check-off* des syndicats américains qui provoque le même malaise (Cf. DANIEL GUÉRIN, *Où va le peuple américain?* Paris, Juillard, 1950, p. 217). Le fascisme ne cherche pas à faire disparaître ce sentiment et en 1929 le préfet enjoint les *podestà* à ne pas délivrer de trop nombreux certificats d'exonération des cotisations syndicales « *qui servent à assurer la vie et le fonctionnement des organisations à qui la loi attribue la représentation et la tutelle des intérêts des employeurs aussi bien que de ceux qui prêtent leur force de travail* ». Aosta, 1929-VII, 1-3, p. 35.

¹⁶⁹ Les femmes n'échappent pas à l'embrigadement et dans tous les villages se constituent les *fasci* féminins. Cf. *I Fasci Femminili della Provincia di Aosta, a. VII-IX*. Ivrea, F. Viassone, 1931, 134 p. Pourtant seulement cinq de ces groupes donnent un signe d'activité.

¹⁷⁰ On s'en rend compte par l'énorme augmentation du nombre annuel des décrets concernant les communes, chacune d'elles dépendant de plus en plus étroitement du pouvoir central. Cf. LEX, *Legislazione Italiana. Raccolta cronologica*. Torino, Unione Tipografica Editrice Torinese. Les références aux textes législatifs ont été tirées de ce recueil.

qu'il essaie de mettre sur pied.¹⁷¹ Dans son dernier discours G. Amendola déclarait: « *Le fascisme représente par dessus tout l'exagération maniaque et poussée à son paroxysme de l'ingérence du pouvoir exécutif dans toute la vie étatique et sociale; le renversement acrobatique des rapports normaux entre Etat et Société, en vertu desquels la Société existe pour l'Etat, et l'Etat pour le Gouvernement et le Gouvernement pour le Parti; en un mot, le régime du " commissaire " instauré dans tous les domaines de la vie et substitué à toutes les lois de la vie* ». ¹⁷²

Le degré d'adhésion au nouveau régime ne peut guère se mesurer par le dépouillement des publications de l'époque. Si toutes les manifestations y sont retracées,¹⁷³ si nous lisons que l'installation du *podestà* a donné lieu à des fêtes dans tous les villages,¹⁷⁴ que des Te Deum d'action de grâce ont été célébrés dans les églises de plusieurs villages à l'occasion des attentats manqués contre le Duce, nous ne pouvons plus connaître aujourd'hui les sentiments profonds des gens à propos des nouvelles institutions.¹⁷⁵ De même un certain nombre d'habitants de toutes les communes ont donné leur alliance en or pour l'Etat à l'occasion « *des sanctions iniques* » prises par la S.D.N. contre l'Italie à la suite de l'expédition d'Ethiopie. Mais il est difficile de connaître le degré de contrainte qui a pesé sur les habitants à l'occasion de cette collecte.¹⁷⁶ De toutes façons l'adhésion au régime, que supposait le don de son alliance, a été dans les villages le fait d'une petite minorité seulement.¹⁷⁷

¹⁷¹ C'est ainsi que toute association syndicale en liaison avec une organisation internationale est interdite. (Cf. Discipline juridique des rapports collectifs de travail, *loc. cit.*). Le lien avec la tradition ouvrière est rompu aussi: la fête du 1er mai est abolie, les bibliothèques socialistes épurées ou détruites.

¹⁷² GIOVANNI AMENDOLA, *La nuova democrazia*. Napoli, R. Ricciardi, 1951, p. 246. Egalement G. CAROCCI, *op. cit.*

¹⁷³ Fête des fleurs au profit des tuberculeux, *Befana del fascio* au profit des indigents, la visite au Duce, le Noël de Rome (28 avril), l'anniversaire de la fondation des fasci, etc.

¹⁷⁴ Loi sur les *podestà* du 4 février 1926, No. 237. Le *podestà* est nommé par décret royal pour 5 ans. Il exerce les fonctions de maire et celles du conseil municipal qui disparaît. « *L'institution du podestà est essentiellement unitaire et, je dirais même, monolithique; parce que la responsabilité de celui à qui est confié le patrimoine public dans la commune doit être unique et exclusive* ». Discours du préfet d'Aoste, *loc. cit.*

¹⁷⁵ Les grandes manifestations attirent beaucoup de monde mais il y a peut-être seulement beaucoup de badauds. Ainsi, par exemple, le passage du Duce à Ivree lors des manoeuvres militaires de 1925; il y aura même beaucoup moins de monde le lendemain lors du passage du roi à travers la ville.

¹⁷⁶ Contrainte qui était évidemment plus forte dans les grandes villes où l'anonymat des persécuteurs favorisait leur insistance.

¹⁷⁷ Dans toute la province d'Aoste 146 kg d'or avaient été récoltés représentant près de 25 000 anneaux de mariage. En calculant le poids moyen de l'anneau on peut connaître le nombre de donateurs dans chaque village. Ceux-ci représentent 5 à 10 % de la population à l'exception d'un des grands villages où ils atteignent 15 %. A Ivree le nombre des donateurs atteint 20 % de la population.

Dans cette zone le fascisme a surtout été un phénomène urbain : rarement les villages participent aux concours, courses, excursions pourtant si nombreux. Et s'il y avait dans chaque village au moins une ou deux maisons avec un mot d'ordre peint en grosses lettres sur leurs murs,¹⁷⁸ s'il y avait une section du fascio dans chacun d'eux, il ne s'ensuit pas que le régime ait pu secouer l'apathie que son paternalisme et l'aggravation des conditions de vie avaient développée.

Il est cependant nécessaire de distinguer plusieurs périodes dans les 21 ans du régime. Les personnes interviewées à ce sujet nous aident à mieux les caractériser. Au début, dans les années 1923 à 1926-30, beaucoup d'hommes sincères ont adhéré au régime.¹⁷⁹ On lit en 1925 dans le journal régional : « *Les fascistes de P... ne sont pas pour le mal, mais pour le bien. Ils ne vont pas dans les cafés provoquer ceux qui y sont et les insulter. Ils n'insultent pas non plus le maire comme le font souvent tant d'autres* ». En 1926 le *podestà* d'un des villages traduit, maladroitement peut-être, son désir de renouveau : il interdit de jurer sur tout le territoire de la commune, toute infraction étant punie de 10 lire d'amende...

Durant ces premières années beaucoup d'hommes ont cru à la possibilité d'un avenir meilleur, d'une société où toutes les classes collaboreraient. Les difficultés des années 1930 les feront revenir peu à peu de leurs illusions. Malgré le change que le gouvernement veut donner en tenant le peuple en haleine par ses succès sur le plan extérieur,¹⁸⁰ les difficultés de la vie quotidienne sont de plus en plus lourdes. Outre la perte progressive de toute liberté, le coût de la vie augmente même si la lire est « *défendue à tout prix* »,¹⁸¹ les institutions sociales et d'assistance n'apportent en définitive par d'amélioration du niveau de vie (les sections Balilla organisent des excursions mais ne construisent pas de nouvelles écoles, la fonction du *dopolavoro* n'est pas de créer des coopératives de petits producteurs ou de promouvoir la remise en état d'une route), la fiscalité indirecte se développe insidieusement et représente un poids de plus en plus lourd dans les budgets familiaux. C'est à cette période que se réfèrent quelques-unes des remarques citées plus haut. Elles montrent la torpeur qui s'appesantit sur la vie de la région, le poids de ce paternalisme étatique prévoyant tout, guidant l'homme à chaque pas.

¹⁷⁸ Sous la mince couche de chaux donnée hâtivement à la Libération on peut encore souvent lire le fameux « *Credere, Obbedire, Combattere* ».

¹⁷⁹ Et combien d'autres ne se sont-ils pas inscrits seulement pour sauver leur coopérative ou leur cercle ?

¹⁸⁰ Par exemple la « glorieuse » guerre d'Abyssinie et la propagande déversée par le régime. Cf. GAETANO SALVEMINI, *Mussolini diplomatico*. Bari, Laterza, 1952. 536 p.

¹⁸¹ Mussolini, discours à Pesaro en août 1926 (« *La lira va difesa e lo sarà a qualunque costo* »).

Enfin une troisième période, celle de la fin de la guerre. Partout en Italie les masses populaires se réveillent pour donner le dernier coup de boutoir au régime.¹⁸²

La législation coopérative participe au même esprit d'enrôlement et de contrôle. En 1926 l'institut national de la coopération est créé et peut dissoudre n'importe quelle coopérative n'observant pas la loi ou son statut et « *quand son orientation vers ses buts sociaux est compromise* ». ¹⁸³ Plus tard, en 1931, les coopératives seront regroupées en syndicats selon leur catégorie professionnelle ¹⁸⁴ et, en 1934, soumises à une contribution fiscale spéciale sur envoi de leur bilan à l'« *Ente nazionale fascista per la cooperazione* ». ¹⁸⁵

Quels sont les résultats finals auxquels aboutissent ces lois? En plus des actions violentes des années précédentes, en 1925 plusieurs cercles et coopératives sont fermés ou une administration fasciste est nommée par voie d'autorité. ¹⁸⁶ Des perquisitions ont lieu dans les villages chez les socialistes connus. Comme ils ne détiennent que rarement des armes elles restent sans résultat. Le slogan « *toujours et partout contre quiconque* » (s'oppose) est pleinement réalisé. ¹⁸⁷

Mais une autre mesure, en apparence plus bénigne, affecte les sociétés qui ont survécu aux deux autres: comme sur le plan de la province ¹⁸⁸ un commissaire est parfois nommé dans la coopérative. Il vise les comptes et contrôle toute l'administration. Nous avons vu qu'une grande coopérative comme celle de Turin n'avait pas jusqu'à aujourd'hui réussi à se débarrasser de cette tutelle contraire à l'esprit de son statut. ¹⁸⁹

L'obligation déjà citée de présenter le bilan ne paraît pas gênante alors qu'à long terme elle conduit à remplacer le contrôle des membres

¹⁸² Cf. ROBERTO BATTAGLIA, *Storia della Resistenza italiana*. Torino, Einaudi, 1953, 623 p.

¹⁸³ Ici encore nous citons entre guillemets la phrase qui peut justifier l'arbitraire de n'importe quel préfet ou policier. R. D.-L. du 30 décembre 1926, No. 2288, concernant la « *Vigilanza sul funzionamento delle società cooperative ed istituzione dell'ente nazionale per la cooperazione* ».

¹⁸⁴ R. D.-L. du 2 mars 1931, No. 324.

¹⁸⁵ Plutôt que le montant de cette contribution (dans le cas des coopératives de consommation elle est progressive et varie entre 2 et 5 % du chiffre d'affaires), c'est l'obligation de présenter le bilan en fin d'année qui représente un pas de plus vers la soumission du mouvement. D.M. du 9 avril 1934.

¹⁸⁶ En janvier 1925 (discours à la chambre) Mussolini ordonne aux préfets: « *de pourvoir à la fermeture des cercles douteux du point de vue politique* », de dissoudre les organisations « *qui sous des prétextes variés recrutent des membres turbulents et subversifs* »; d'arrêter les éléments suspects », de fermer « *les établissements où se retrouvent habituellement les éléments subversifs* ».

¹⁸⁷ Mussolini, discours à la chambre, mars 1925: « *Sempre e dovunque contro chiunque* ».

¹⁸⁸ En mai 1925 déjà, un commissaire fasciste pour tout le Piémont est nommé.

¹⁸⁹ *Supra*, p. 92.

par celui de l'Etat, les premiers perdant la responsabilité et l'intérêt pour leur société.

En cinq ans la seule occasion où la revue *Aosta* consacre quelques lignes aux coopératives consiste précisément à mettre en garde « *ces coopératives qui sont encore (tuttora) en activité* » qu'elles doivent communiquer leur bilan chaque année et à les avertir que trois d'entre elles ont été dissoutes pour n'avoir pas obéi à la loi.¹⁹⁰

Dans cette zone la majorité des sociétés disparaît déjà durant les années 1924-27 et sur le plan national 1928 marque la fin de la répression contre la coopération italienne. Les commissaires gouvernementaux sont entrés en fonction et remplacent les meilleurs militants, morts ou en déportation. Aussi le Duce peut-il s'écrier en 1928 dans un congrès aux dirigeants coopératifs : « *Vous avez récolté une hérédité pesante de l'ancien régime : il y avait des hommes à éliminer, des systèmes qui ne fonctionnaient plus. Ce long et pénible travail est maintenant terminé : aujourd'hui la coopération est fasciste dans ses hommes, dans ses méthodes et dans ses buts* »¹⁹¹.

Pour cela on avait dû détruire la moitié des coopératives italiennes.¹⁹²

Dans cette zone le *fascio* détruit ou entraîne directement la dissolution de 78 sociétés économiques sur les 196 existant en 1921, soit 40 %. Voici le détail de ces dissolutions :

	<i>Dissolutions</i>
Sociétés de secours mutuels	8
Sociétés de consommation	7
mises en gestion privée	2
Cercles supprimés	5
transformés en dopolavoro	28
mis en gestion privée	1
Mutuelles du bétail	2
Sociétés de production d'électricité	1
Mutuelles contre l'incendie	22
Sociétés d'utilisation de machines agricoles	2
	78

¹⁹⁰ Une seule de ces trois coopératives fait partie de celles étudiées ici. Les deux autres sont valdôtaines. Cf. *Aosta*, 1933-XI, 1-4, p. 49.

¹⁹¹ Discours prononcé par le Duce à 20 000 dirigeants de coopératives réunis au Colisée le 11 novembre 1928. *Agenda del Cooperatore*, 1930-VIII. Roma, Ente Nazionale della Cooperazione.

¹⁹² De 21 541 en 1921 (coopératives de consommation, travail, agricoles, construction, crédit) le nombre total des sociétés descend à 11 504 à la fin du régime. Cf. A. BASEVI, *Sintesi storica del Movimento Cooperativo Italiano*, op. cit., p. 16 et 18. O. Spinelli donne même des chiffres plus élevés de mortalité : 25 000 coopératives avant l'avènement du régime contre 5057 en 1930. Cf. O. SPINELLI, *Pagine di vita Cooperativa*. Roma, Lega delle Cooperative, 1948, p. 25.

La mortalité due au régime est très forte dans les mutuelles contre l'incendie et vérifie la politique fasciste en faveur des grandes entreprises ou groupements financiers.¹⁹³ 23 sociétés sont contraintes à se dissoudre et parfois à remettre leur capital dans les mains des grandes compagnies d'assurances.¹⁹⁴

Les groupes de loisirs ne sont pas touchés par la répression et les dons qui leur sont faits augmentent dans les années 1923-26, laissant comprendre que le régime souhaitait leur collaboration. Dans cette zone les groupes de loisirs collaboreront avec le pouvoir mais beaucoup plus sur le plan pratique, pour l'organisation d'une course cycliste ou d'un bal, qu'au niveau idéologique.¹⁹⁵ La structure paternaliste du nouvel Etat se prêtait d'ailleurs à cette acceptation sans contre-partie. C'est aussi à ce point de vue — plus que par le maintien de ses textes législatifs — que la dictature fasciste a été nocive dans cette zone. Les animateurs culturels, les techniciens de la coopération agricole se heurtent chaque jour encore à l'attitude visant à recevoir une solution toute prête en lieu et place d'un effort commun pourtant possible.¹⁹⁶ La méfiance « atavique » des paysans, que le régime a sans aucun doute contribué à renforcer, nous semble un obstacle beaucoup moins difficile à surmonter que ce recours incessant vers les pouvoirs constitués.

¹⁹³ Cf. ERNESTO ROSSI, *I padroni del vapore*. Bari, Laterza, 1955, 289 p.; également DANIEL GUÉRIN, *Fascisme et Grand capital*. Paris, Gallimard, 1945, 328 p.

¹⁹⁴ Cette politique s'est exercée vis-à-vis d'autres types de sociétés. En 1923 déjà un décret gouvernemental confiait à un groupe de banques la gestion de l'Alliance Coopérative de Turin. Cf. G. CASTAGNO, *op. cit.*, p. 70.

¹⁹⁵ Des témoignages comme celui-ci d'accord idéologique avec le régime sont l'exception; en 1945 le journal régional publie la correspondance suivante d'un des villages: « Notre société ouvrière fut supprimée, comme vous le savez. Il est intéressant de lire à ce propos le registre des disparitions du 3 juillet 1939 du parti national fasciste: " Malgré les réalisations apportées par la révolution en matière d'assistance comme en matière de style il existe encore quelques sociétés de secours mutuels qui représentent l'apport typique de l'Etat libéral, mais ce n'est pas tout: beaucoup de ces sociétés de secours ont encore pour devise les trois mots: Liberté, Fraternité, Egalité de mémoire gauloise et pour emblème la poignée de mains selon la symbolique maçonnique. Etant donné que l'Etat est mort depuis 17 ans en Italie il serait opportun que les sociétés de secours mutuels se décident à disparaître emportant dans leur tombe les devises et les symboles du temps passé » ».

¹⁹⁶ Voir à ce sujet les réalisations du Mouvement Comunità où les quelques coopératives de petits producteurs agricoles ont pu être créées sans apport financier extérieur et par le seul jeu des prêts hypothécaires sur des terres par ailleurs très fréquemment libres de tout engagement.

LE RAYONNEMENT DES SOCIÉTÉS OUVRIÈRES

Plus de quatre cent cinquante articles, lettres, communiqués ont été publiés par le journal régional au sujet des sociétés ouvrières, soit le quart de tous les articles publiés ayant trait aux sociétés étudiées ici. Nous pouvons les considérer comme un indice de leur rayonnement. Ils peuvent être rangés dans les catégories suivantes :

<i>Manifestations publiques</i> : inaugurations, fêtes, fondations, anniversaires, funérailles, banquets, commémorations	243
<i>Débats, assemblées</i> : controverses, démissions, propositions, élections, nomination du président ou du gérant	98
Remerciements pour les dons faits aux sociétés	64
Difficultés politiques et religieuses	17
Dons des sociétés	14
Education, conférences, école du soir	10
Dissolutions	4
Divers	6
	456

Plus de la moitié des articles concernent les manifestations publiques des sociétés. Parmi celles-ci l'accompagnement aux funérailles était, on l'a vu, accordé à chaque membre de la mutuelle. La tradition est éteinte aujourd'hui et on n'en relève pas de cas depuis 1945. Alors qu'on trouve sept cas de commémoration de la pierre au soldat inconnu après 1918, il n'y en a qu'une après 1945.

Les articles ayant trait à la vie interne de la société sont assez nombreux et représentent un peu plus du cinquième des articles publiés. Parmi eux un grand nombre de réclamations contre l'administration ou le gérant. Nous en avons cité quelques-unes plus haut.

Les dons faits aux sociétés, concernant d'ailleurs surtout la période d'avant 1914, ont complètement cessé depuis 1945. Au total cependant, ils ont été neuf fois moins nombreux que ceux faits aux congrégations de charité et aux garderies d'enfants.

Quant aux dons des sociétés elles-mêmes ils ne concernent naturellement pas les prestations normales des mutuelles, mais des dons spéciaux, des collectes, et des souscriptions pour les soldats rentrés du front (1918 à 1920) et lors des tremblements de terre de Calabre en 1905.¹⁹⁷

On a examiné plus haut l'activité culturelle des sociétés et on vient de

¹⁹⁷ Durant la guerre de 1914-18 des comités d'assistance aux familles des mobilisés se constituent dans presque tous les villages. C'est souvent à ces comités qu'étaient remis les dons des sociétés.

voir leur participation aux controverses religieuses et politiques. Le nombre d'articles sur le sujet est assez faible et comprend aussi ceux publiés au début du fascisme.

Quant aux cas de dissolutions il s'agit de trois sociétés dissoutes durant le fascisme (1922-24) et d'une disparition en 1945.

Le graphique suivant permet de suivre l'évolution du nombre des articles publiés: ¹⁹⁸ on remarque en particulier que le rayonnement des sociétés a crû jusque vers 1905 et qu'il diminue peu à peu ensuite. Il est faible après 1945. ¹⁹⁹

ARTICLES PUBLIES CHAQUE ANNEE SUR LES SOCIETES OUVRIERES



¹⁹⁸ 21 articles ont été publiés depuis 1945. Dix concernent des manifestations publiques des sociétés (inauguration de la nouvelle bannière, banquets, etc.) et neuf leur vie interne (nomination du gérant, assemblées, avis).

¹⁹⁹ Afin de masquer les fluctuations annuelles nous avons ajusté chaque valeur de la courbe sur trois ans et cela pour les années 1893 à 1926. Pour les années d'après 1945 où il n'y a pas de fluctuations importantes nous avons reporté les chiffres observés. Groupés par décennies les chiffres ayant servi de base au graphique sont les suivants:

	Nombre d'articles publiés
1893 à 1900	114
1901 à 1910	198
1911 à 1920	68
1921 à 1926	55
1945 à 1955	21
	456

VII. LES AUTRES GROUPES A BASE ÉCONOMIQUE

FRUITIERES ET LAITERIES COOPERATIVES

Nous avons relevé l'existence de 21 laiteries et fromageries. Leur structure s'apparente à celle qui caractérise les coopératives laitières suisses. Plus précisément on peut distinguer les trois types suivants:

1. Le premier est celui de la « laiterie tournante » (*turnaria*). Il se rencontre dans d'autres parties du massif alpin et s'est répandu dans cette zone à partir de la Vallée d'Aoste. On s'arrêtera plus loin au détail de son fonctionnement. Il suffit pour l'instant de donner ses caractères principaux: les paysans portent le lait à la fromagerie (à la fruitière) et chaque jour un autre sociétaire en prend tout le produit en beurre ou en fromage. Celui qui a le plus de lait inscrit à son compte recueille le produit du jour. Son compte tombe alors à zéro et il n'aura le droit de reprendre le produit qu'au moment où son compte de lait sera plus haut que ceux de tous les autres sociétaires. En d'autres termes, « *le produit total du lait de chaque jour appartient au membre qui aura fourni la majeure quantité de lait* ». ¹ Ce type de société ne se propose donc pas la vente en commun du beurre et du fromage. Chaque jour c'est un autre sociétaire qui dispose du produit pour ses fins personnelles.

2. Chaque associé porte son lait à la laiterie et chacun reprend journallement la quantité de beurre et de fromage qui y correspond, sous déduction de la rémunération du fromager et d'un pourcentage pour les frais de gestion. La fonction de la société est seulement de travailler le lait; il n'y a pas de vente en commun des produits. Comme dans la « *turnaria* » le but de la société n'est pas de faire face à un marché mais seulement de satisfaire les besoins de ses membres.

¹ Statuts, article 6 du Règlement intérieur. Voir Annexe IV.

3. Le troisième type de société veut au contraire produire pour le marché: les produits du lait ne sont pas remis aux paysans et vendus par eux; c'est la société qui vend pour tous. Le lait est payé périodiquement aux sociétaires (mensuellement et même journalièrement).

Nous donnons ci-dessous la répartition de ces trois types de sociétés:

	<i>sociétés créées</i>	<i>sociétés existantes</i>
Type 1	16	10
Type 2	1	—
Type 3	4	1
	21	11

Il n'existe donc plus de sociétés du deuxième type et seulement une société de vente. Les autres sociétés sont toutes du type de la *turnaria*.

Il semble bien que le premier type distingué ici soit le plus ancien. « *La première application de la coopération à l'agriculture est à trouver dans les sociétés de fabrication du fromage ou fruitières. En Suisse... les fruitières existaient au 14ème siècle et continuent d'exister aujourd'hui* ».² Le deuxième type mentionné semble être un intermédiaire entre la laiterie tournante et la société de vente sur le marché. Cette dernière au contraire est plus récente et on peut supposer, si l'on se réfère à l'expérience suisse, qu'elle remplacera peu à peu celles du premier type. En Suisse et en France la fin du 19ème siècle voit déjà un grand changement dans la structure des fromageries: le fromager achète le lait aux paysans, le transforme et vend le fromage à son compte et à ses risques. En 1905 Fay cite un rapport montrant que deux mille fruitières suisses sont déjà converties en sociétés pour la vente du lait seulement, que les fruitières de Haute-Savoie le sont en grande partie aussi et que le nombre des fruitières ainsi transformées a augmenté avec rapidité dans le Jura durant les 5 à 6 années précédentes.³

En Suisse en 1924 déjà les $\frac{3}{4}$ du lait étaient achetés par le fromager et vendus par lui. « *La raison en est que les paysans veulent intéresser plus fortement le fromager à une production de qualité; que les paysans étaient d'avis que la qualité du lait serait mieux contrôlée si le fromager*

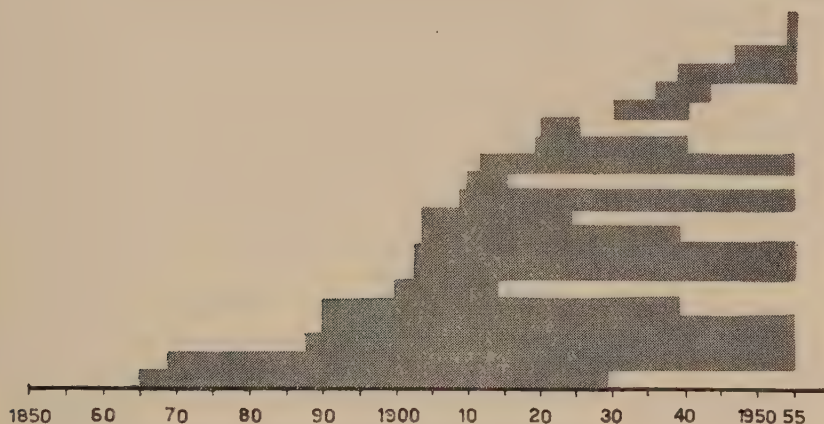
² L. SMITH-GORDON and C. O'BRIEN, *Co-operation in Many Lands*. Manchester, Co-operative Union Ltd, 1919, Vol. I, p. 73.

³ C. R. FAY, *Co-operation at Home and Abroad*. London, New-York, Staples Press, 5ème éd. 1948, Vol. I, p. 173. En Suisse il y a en 1952 17 unions régionales avec 4 848 coopératives fromagères et laiteries groupant 137 000 membres. D'après ERNEST DURTSCHI, *L'agriculture suisse et le principe coopératif. Annuaire coopératif*, Bâle, USC, 1953, p. 10-16. Egalement, W. SOLLBERGER, *Les coopératives de production de lait, soutien de notre économie laitière. Annuaire coopératif*, Bâle, USC, 1948, p. 32-38.

était intéressé personnellement à l'affaire; ils croyaient qu'on épargnerait plus dans la fabrication, que le petit lait serait employé pour l'usage domestique et que le contrôle par les organes de la société serait moins indispensable, etc. »⁴

Il n'est pas possible de retracer cette évolution dans cette zone où les trois types de fruitières se sont développés contemporanément. Les plus anciennes sociétés sont cependant des *turnarie*. Le graphique ci-dessous donne les années de création.⁵ La vie moyenne des sociétés disparues est de 23 ans et l'âge moyen des sociétés existant à fin 1955 de 40 ans.⁶

CRÉATIONS ET DISPARITIONS DES FRUITIÈRES



⁴ FRANZ SCHMIDT, *Die landwirtschaftliche Genossenschaftsbewegung der Schweiz*. Basel, Verband schweiz. Konsumvereine (V.S.K.) 1944, Genossenschaftliche Volksbibliothek, Heft N. 52, p. 33. Fay ne pense pas que cette disparition de l'association soit due à la perte du « sens coopératif » : « Peut-être la cause réelle en est principalement historique et cette régression temporaire un inconscient « recul pour mieux sauter ». La vieille fruitière des paysans montagnards est en réalité une relique des temps où la commune était le centre de la vie économique. Elle passe maintenant par la dissolution qui affecta celle des hommes de la plaine déjà longtemps avant. Mais en même temps souffle le vent de l'organisation agricole moderne et les paysans utilisent le syndicat comme une de leur armes » pour traiter avec les fromagers. Cf. FAY, *op. cit.*, Vol. I, p. 174-175.

⁵ Chacune des 21 sociétés est représentée par un trait dont une des extrémités donne l'année de création et l'autre l'année de disparition. Deux sociétés se sont créées entre 1865 et 1870, trois entre 1885 et 1890, une en 1900, six entre 1901 et 1910, trois entre 1911 et 1920, une en 1930, deux entre 1931 et 1940, une entre 1941 et 1950 et deux en 1955. Aucune société ne disparaît avant 1910, deux entre 1911 et 1920, trois entre 1921 et 1930, quatre en 1939-1940 et une entre 1941 et 1955. Onze sociétés existent encore.

⁶ Les extrêmes étant respectivement de 6 et 65 ans et de 1 et 86 ans.

Les laiteries tournantes.

Il est difficile d'en connaître l'origine. On peut supposer qu'elle réside à la fois dans l'exploitation en commun des alpages et dans les traditions féodales. D'après E. Tobler les coopératives suisses de production du lait « ont leur origine dans les associations d'alpage et de garde des troupeaux (Alp-und Sentengenossenschaften) dont on retrouve les traces jusqu'au 15ème siècle. Dans ces groupes précurseurs des anciennes fromageries les paysans des vallées s'unissaient et louaient un berger qui devait surveiller le bétail sur l'alpage durant l'été et travailler le lait. Le partage des produits entre les associés, en premier lieu du fromage, se faisait d'après les traditions (Kuhrechten). Cette forme d'exploitation de l'alpe est encore pratiquée aujourd'hui dans certains cantons de montagne. Jusqu'au 18ème siècle la transformation professionnelle des produits du lait s'étendait presque exclusivement aux territoires alpins et préalpins. A l'origine le beurre et le fromage servaient principalement à la consommation familiale et au paiement des dîmes durant la féodalité. Cependant ces produits trouvèrent bientôt la voie du marché. Mais alors que le beurre, à côté du bétail, constituait le bien d'exportation principal pour l'ancienne confédération, le fromage ne prend cette place que relativement tard, seulement aux 15ème et 16ème siècles. Dans la suite la fabrication du fromage atteindra un haut degré de développement et trouvera un bon débouché dans les pays avoisinants.

« Dans les plaines l'ancienne coutume de la culture triennale empêchait un développement de l'élevage du bétail supérieur aux besoins de la famille. Avec la création des sociétés économiques dans la seconde moitié du 18ème siècle un revirement débute dans les modes d'exploitation du sol de la plaine suisse. On commence par la mise en valeur des terres en friches et par la culture des plantes fourragères. On dispose alors de plus de fourrages et cela permet l'élevage d'un plus grand cheptel...

« La plus grande production de lait (qui en est la conséquence) fait naître le besoin de locaux et d'installations pour la transformation... La fabrication du fromage devient alors collective et le 18ème siècle voit naître les premières fromageries dans la plaine... Le choix de la société coopérative comme forme d'exploitation témoigne du souvenir des anciens modes de vie associationnistes (Markgenossenschaften, Allmendgenossenschaften) qu'avaient connus les paysans des plaines ».⁷

⁷ ERNST TOBLER, Die Schweizerischen Milchproduzentengenossenschaften. *Agrarpolitische Revue*, N. 8-9., avril-mai 1953, p. 337 à 352. En plaine la première société est celle de La Chaux-de-Fonds créée en 1796; puis celle de La Sagne en 1806. Selon O. Hess, l'origine de l'association coopérative en Suisse est à chercher dans la tradition germanique. Les plus anciennes sociétés agricoles sont les « Alp-und Sentengenossenschaften ». En 1473 dans le Nidwald il y en avait toute une série, plusieurs en 1543 dans le canton des Grisons. En Valais on en signale une en 1447.

En résumé, l'accord semble se faire entre les auteurs pour faire remonter l'origine des sociétés de production de lait aux associations primitives d'exploitation des alpages (*Allmendgenossenschaften*).⁸ Lorsqu'on demande aux paysans quand les sociétés ont été créées on s'entend fréquemment répondre qu'elles existent depuis des temps immémoriaux, qu'elles ont toujours existé.⁹

Dans le canton du Valais, qui nous intéresse plus particulièrement du fait de sa proximité avec la Vallée d'Aoste, Franz Schmidt note que 90 % des forêts, 90 % des alpages, 95 % des amenées d'eau, 100 % des bergeries appartiennent aux communes ou aux corporations.¹⁰

En Italie on note l'existence d'environ 800 laiteries coopératives au début de ce siècle.¹¹ En 1954 on en signale 5000.¹²

En France cette forme de coopération agricole est très ancienne aussi. « *En particulier les producteurs de lait des Savoies et du Jura, depuis de nombreux siècles, utilisent en commun leur lait à l'intérieur de fruitières. Ces organismes fonctionnèrent très longtemps sans acte de société écrit mais au milieu du siècle dernier ce manque de précision se révéla fâcheux pour la bonne marche de ces groupements* ». ¹³ Il semble difficile d'établir des liens de filiation d'un pays à l'autre. Le même environnement semble avoir favorisé la création d'institutions identiques au nord

Dans ce canton on note aussi une « *Sentengenossenschaft* » qui existait déjà avant le 15ème siècle. Sous la pression des conditions économiques une partie de ces associations s'est transformée en fromageries. Cf. O. HESS, *Das landwirtschaftliche Genossenschaftswesen in der Schweiz*. Bern, Verbands der Lehrer an landwirtschaftlichen Schulen der Schweiz, 1931, 2ème éd., 112 p.

⁸ En Suisse, selon H. Geiger, c'est la vieille habitude à l'administration démocratique communale qui a été l'école de la coopération. Cf. HANS GEIGER, *Genossenschaftliche Bestrebungen in der Schweiz, 1800-1850*. Thèse, Université de Zürich, 1920, p. 42.

⁹ *Seit « Menschengedenken », seit « uralter Zeit », « immer bestanden »*. D'après FRANZ SCHMIDT, *Die landwirtschaftliche Genossenschaftsbewegung der Schweiz*, op. cit., p. 28.

¹⁰ « *Gemeinde - oder Korporationseigentum* ». Cf. FRANZ SCHMIDT, op. cit., p. 25. Dans un article dans la *Rote Revue*, le même auteur note pour toute la Suisse : « *Aujourd'hui 52 % du bétail qui est conduit en été sur l'alpage l'est sur des alpages gérés coopérativement ou communalement (Genossenschaft- und Gemeindealpen) et 80 % des forêts sont propriété communale et sont exploitées collectivement (gemeinwirtschaftlich bewirtschaftet)*. Aus dem Leben ländlicher Genossenschaften. *Rote Revue*, 21, 1942, Heft 7, p. 242-247.

¹¹ Dans ce chiffre sont comprises aussi bien les antiques fruitières que les groupements modernes de la plaine. D'après les actes du premier congrès italien des laiteries coopératives à Reggio Emilia en 1907. Cité par FAY, op. cit., Vol. I, p. 134.

¹² Cinq mille laiteries groupant environ un million d'associés. Chiffre cité par MARIO CASALINI, loc. cit.

¹³ Cf. ANDRÉ HIRSCHFELD, Les origines du droit français en matière de coopération agricole. *Revue des Etudes Coopératives*, N. 100, avril-juin 1955, p. 116 à 125.

comme au sud, sur le versant suisse comme sur les versants français et italien des alpes. Les mêmes nécessités ont produit les mêmes associations d'union.¹³

La structure de la laiterie tournante.

Nous donnons en annexe le texte du statut d'une *turnaria* fondée en 1902. On pourra s'y reporter pour de plus amples détails sur le fonctionnement de l'association.

La société est ouverte à tous les paysans, le paiement d'une taxe et l'accord de la majorité des sociétaires sanctionnant l'admission du candidat. Au cours de l'assemblée annuelle on nomme une *commission* (conseil d'administration) de trois membres. Elle est chargée de nommer le fromager, de lui fixer son salaire et ses attributions. Elle contrôle aussi le fonctionnement de la laiterie et joue le rôle d'arbitre dans le cas de conflits entre les sociétaires et le fromager.

Le Règlement intérieur très détaillé ne comprend pas moins de 27 articles. Les obligations des membres y sont précisées; obligations

- de porter tout leur lait à la fruitière, ne gardant que le lait nécessaire aux besoins de leur famille,
- de livrer le lait dans des récipients très propres, de vaches saines, sans adjonction d'eau ou de lait d'autres animaux,
- d'aviser le président quand une vache à mis bas,
- de payer en fin d'année leur part aux frais de production en proportion au beurre et fromage reçus. Le fromage produit ne sera réparti entre les membres qu'une fois cette participation réglée,
- d'annoncer au président l'élevage de veaux, interdiction étant faite de les nourrir avec du lait.

Le fromager a l'obligation de tenir le compte exact du lait apporté par les sociétaires. Chaque jour il est aidé dans son travail par le sociétaire qui prend le produit du lait apporté.

Le principe central de l'association est indiqué dans le règlement intérieur: le produit total du lait de chaque jour appartiendra au sociétaire

¹³ C'est ainsi que Rabbeno note l'existence de fruitières dans le Trentin depuis le 15^{ème} siècle. Cf. UGO RABBENO, *Le Società cooperative di Produzione*. Roma, Edizioni de « La Rivista della Cooperazione », 1953, p. 12 et ss. Cependant les pays d'élection de la production coopérative moderne du lait et du beurre semblent être la Hollande, le Danemark et surtout la Nouvelle-Zélande. D'après NORMAN WOOD, *Food Policy - From Farmer to People*. London, The Fabian Society, Fabian Research Series 175, 1955, 29 p.

qui en aura fourni la plus grande quantité.¹⁵ Ce jour-là il pourra faire transformer le lait selon ses désirs (beurre ou fromage). Il aura également le droit de contrôler la qualité du lait apporté par les autres membres.

Plusieurs amendes sont prévues pour faire respecter ces diverses règles. Elles concernent surtout l'obligation faite aux membres d'apporter un lait de qualité et de ne pas en détourner une quantité supérieure à leurs besoins strictement personnels.¹⁶ On retrouve de semblables interdictions dans le statut de 1840 publié par Hirschfeld et concernant les fruitières du Jura français.

Les neuf fruitières existant encore sont des groupements assez restreints. Le nombre des paysans associés va de 30 à 75 et la quantité de lait travaillé varie entre 300 et 700 litres par jour.¹⁷ Les fruitières entrent en activité vers la mi-octobre et y restent jusqu'en mai. Cette courte période d'exploitation et le fait que tous les associés sont de petits propriétaires ont évité un des grands inconvénients de la fruitière: le risque de voir les petits propriétaires n'avoir leur tour qu'en hiver quand le lait est pauvre. Ces deux conditions ont contribué à leur durée.¹⁸

Nous avons pu retracer la filiation de plusieurs des fruitières: dans beaucoup de cas on a pu noter que la fromager est valdôtain. Ce sont en général des célibataires qui, l'été, conduisent le bétail sur l'alpe.¹⁹ Le fruitier est payé chaque jour par le sociétaire qui prend le produit du lait. Sa rémunération varie entre 1000 et 1500 liras (1955).²⁰ En plus de cette paie en espèces, il reçoit chaque jour un litre de vin, et parfois

¹⁵ Le statut français publié par A. Hirschfeld exprime ainsi le principe de l'association: « *le produit total de chaque fabrication... appartiendra alternativement à celui des associés qui aura, ce jour-là, à son crédit inscrit sur la double taille, la plus grande quantité de lait; et en cas d'égalité entre deux sociétaires, la préférence sera accordée à celui qui se présentera le premier au mesurage* » (article 16).

¹⁶ Malgré ces interdictions et les amendes prévues pour les faire respecter on signale de nombreux cas où les paysans retiennent une plus grande quantité de lait que celle nécessaire à leurs besoins personnels. Il est vendu directement aux clients ou sert à engraisser des veaux. Il n'y a alors plus assez de lait pour la fromagerie dont la gestion devient trop coûteuse.

¹⁷ D'après un annuaire des sociétés coopératives italiennes datant de 1902, les 3/4 des sociétés laitières auraient moins de 100 membres. Cité par FAY, *op. cit.*, Vol. 1, p. 158.

¹⁸ Cf. FAY, *op. cit.*, Vol. I, p. 172.

¹⁹ Il n'est pas stipulé dans les statuts, comme c'est le cas dans le statut français déjà cité, que le fromager doit avoir sa famille hors de la commune. Par contre quelques sociétés changent souvent de fromager pour éviter le favoritisme.

²⁰ La prise en charge quotidienne directe du salarier de la société par le sociétaire qui prend le produit du lait réduit la comptabilité de la société à sa plus simple expression.

aussi un litre de lait, et dans quelques cas c'est la société qui lui paie sa chambre. A l'encontre de ce qui se passait en France nous n'avons pas eu connaissance de cas où le fruitier touchait des étrennes pour « *stimuler son zèle et son talent ... si les fromages sont bons* ». ²¹

L'évolution des laiteries coopératives.

Les fruitières repérées dans cette zone sont toutes des « *fruitières au petit carnet* » et nous n'avons pas observé de cas où la fruitière s'est mise à vendre elle-même son fromage. ²² La seule société du deuxième type distingué, celle où le fromager est rémunéré par la société, s'est créée en 1930 et n'a pas remplacé une fruitière. Elle n'est pas encore une société de vente.

Quant au troisième type, où la société vend au nom de tous les associés, elle n'est plus une tournante. Mais le fromager reste encore un employé de la société et ne devient pas, comme en Suisse ou en Savoie, un commerçant privé. La seule société actuelle de ce type est de création récente (1955) et ne groupe qu'une vingtaine de paysans. Une société semblable existe cependant à Ivree depuis 1934. Elle groupe 150 membres. ²³

Pour ce qui est des dix sociétés disparues on remarque que l'obligation faite aux paysans pendant la guerre de livrer une certaine quantité de beurre a contribué à en supprimer cinq (la société devenait un centre de ramassage et, gagnant à traiter individuellement avec les autorités de réquisition, les paysans la supprimèrent). Voici d'ailleurs le tableau des raisons de disparition de ces sociétés: ²⁴

²¹ D'après le statut publié par A. HIRSCHFELD, *loc. cit.*, statut article 22.

²² Dans la « *fruitière au grand carnet* » le fromage est vendu par la société. Le tour donne alors seulement le droit à une part de la crème et aux sous-produits. Cf. FAY, *op. cit.*, Vol. I, p. 172.

²³ La production de lait est de 1500 à 2000 litres par jour et suffit aux quatre cinquièmes de la consommation de la ville. Le grand problème de cette société est qu'elle doit passer par une quinzaine de laiteries privées pour vendre ses produits aux consommateurs. Aussi essaie-t-on d'ouvrir un débit de lait dépendant directement de la coopérative.

²⁴ Au total les laiteries n'ont pas eu dans la presse régionale l'écho que leur durée et leur stabilité sembleraient devoir leur assurer. Avant 1926 seulement trois articles signalent leur existence (constitution, en 1914 remerciements pour une subvention gouvernementale, élections). Depuis 1945, les laiteries sont mentionnées 4 fois (tes communiqués ont tous trait au prix et au rationnement des produits laitiers). La laiterie est un groupement uni-fonctionnel et très organisé (dans le sens où tous les comportements des membres sont prévus, préétablis selon des règles statutaires); il y a donc de grandes chances qu'elles fonctionnent sans heurts et le fait de concentrer leur activité dans un secteur bien déterminé ajoute une certaine discrétion à leur fonctionnement assez routinier.

La société se dissout par suite du rationnement	5
Elle disparaît avec la société de consommation à laquelle elle était liée	1
Le fromager coûte trop cher à la société	1
Le local de la société est vendu d'un jour à l'autre et elle se dissout	1
Non déterminé	2
	10

Sur les huit sociétés dont nous avons pu connaître les raisons de disparition six disparaissent sous la pression de facteurs externes, une par suite de dissensions internes (dans la société de consommation à laquelle elle est liée) et une autre par mauvaise ou trop coûteuse administration.

Au total, il semble que la forme de la laiterie tournante ait beaucoup mieux résisté aux bouleversements sociaux que la laiterie créée pour la vente sur le marché. Dans ce troisième type, la seule qui survit ne fonctionne d'ailleurs pas encore. Créée en 1955, elle groupe une vingtaine de producteurs qui ont réussi à acheter la machine centrifuge (le local étant mis à disposition par la société de consommation). Les membres ne sont cependant pas assez nombreux pour une exploitation rationnelle et le principal obstacle à leur recrutement réside chez ceux qui vendent eux-mêmes leur beurre sur le marché du chef-lieu et dans les paiements anticipés que leur font les grossistes (la société manque de fonds pour pouvoir consentir de telles avances et les paysans ne touchent « l'argent du lait » que périodiquement).²⁵

Il faut encore citer le projet d'un centre de ramassage du lait de quelques communes. La production de beurre atteindrait 300 kg par jour et pourrait être écoulée sur le marché de Turin. Il n'y a eu jusqu'à présent que des discussions et une réunion au centre communautaire d'un des villages.

Conclusion.

Dans le Canavese la fruitière n'est pas une vieille institution communautaire comme elle l'est dans les vallées alpines. Ainsi qu'on l'a vu les sociétés sont assez récentes si l'on songe à leur très ancienne tradition ailleurs. Il n'y a jamais eu d'obligation pour le paysan de livrer son

²⁵ Les avantages de la société sont pourtant importants. D'après la première expérience le beurre produit a été vendu 860 liras au kg alors qu'il n'est que payé 650 à 700 liras au producteur individuel. Cité par le bulletin de la *Federazione Provinciale delle Cooperative e Mutue* (Torino, 1955, 14 p.), dont cette société est membre.

lait à la fruitière comme c'était le cas dans les hautes vallées. Elle constitue un vrai groupe coopératif où l'affiliation des membres n'est pas imposée par la simple résidence dans le village mais par un acte volontaire.²⁶

Comme en Suisse, les fruitières apparaissent au moment où une plus grande production de lait oblige les paysans à s'unir pour l'achat d'installations de transformation. Cependant l'économie agricole de cette zone reste une économie locale ou régionale. La propriété y est trop fragmentée et le sol ne réussit qu'à nourrir la population indigène. C'est là une raison de la persistance de la laiterie tournante. Ces conditions ont jusqu'à maintenant empêché une évolution de la branche laitière vers la production de marché et vers une fédération des sociétés semblable à celles de la Suisse et de la France.²⁷

LES COOPERATIVES D'APPROVISIONNEMENTS AGRICOLES

Comme les coopératives de consommation les sociétés d'approvisionnement agricoles participent à la réaction de défense contre le commerce privé. *« Il est maintenant largement reconnu que le paysan occupe la même position dans le monde économique que l'industriel, puisqu'il est lui-même un producteur... Mais à l'inverse des autres industriels il était habitué ou contraint à acheter sur les marchés les plus chers; et le but de ces sociétés a été de mettre fin à cette absurde anomalie. A beaucoup d'égards leurs méthodes de travail et leurs principes généraux sont très semblables à ceux des magasins de distribution...; mais le but poursuivi est plutôt la qualité des marchandises et la protection des membres contre l' " exploitation " que la poursuite d'une activité économique... La marge de profit à distribuer est aussi beaucoup plus faible que celle des magasins d'épicerie et, en conséquence, bien qu'elles soient basées sur le système de Rochedale, le paiement d'une ristourne sur le chiffre d'affaires est en comparaison très inhabituel... Ces sociétés doivent se retrouver à l'un ou l'autre stade du développement de chaque pays civilisé, même dans ceux qui ont été les plus longs à adopter les principes coopératifs. Dans leur forme rudimentaire elles sont des associations temporaires,*

²⁶ Cf Dr. FAUQUET, *Le Secteur Coopératif*, op. cit., p. 41 (en note).

²⁷ Aucune des laiteries tournantes n'est affiliée à une organisation centrale alors qu'une telle appartenance est justement la caractéristique des sociétés produisant pour le marché. Cf BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Le Mouvement Coopératif et les problèmes actuels*. Montréal, 1945, Vol. II, p. 38 et ss.

sans statut et sans administrateurs permanents et n'ont pas d'existence sauf dans certaines périodes de l'année, quand les membres se rassemblent et nomment l'un d'eux pour prendre les commandes de tous. Une telle association fera un certain travail, mais elle ne laisse pas de place pour le développement de véritables caractères coopératifs... Un échelon plus avancé est représenté par l'engagement d'un secrétaire permanent payé soit par un petit salaire fixe, soit par une commission sur les ventes, ou une combinaison des deux. Mais la continuité du travail et un intérêt vivant pour la société ne sont pas assurés jusqu'à ce qu'un chiffre d'affaires, même modeste, soit acquis ».²⁸

Dans cette zone d'Italie on trouve surtout des groupements appartenant au premier type distingué par ces auteurs: des achats en commun plutôt que des coopératives d'achats. L'union entre paysans pour acheter en gros leurs approvisionnements n'est que momentanée et se dissout aussitôt le but rempli. Souvent ce sont les coopératives de consommation qui dressent la liste des engrais à acheter et les font venir pour tous. Ces associations temporaires ne s'institutionnalisent pas; elles n'ont pas de statuts et souvent ne groupent que quelques paysans.²⁹

Nous avons tout de même enquêté sur l'existence de ce genre d'associations et avons pu en repérer une douzaine dont une seule fonctionne maintenant. Elles groupaient toutes plus de 50 cultivateurs. Mais il ne fait pas de doute qu'il y en ait d'autres, peut-être moins apparentes et surtout de taille plus faible. Celles que nous avons notées ont eu une vie très courte (vie moyenne de 7 ans).³⁰

Ces groupements se sont créés sous l'influence d'une autre société (laiterie, coopérative de consommation) qui acquiert ainsi une activité supplémentaire³¹ ou par l'initiative d'un individu qui s'occupe de toutes les pratiques administratives (établir la liste des besoins, passer la commande, récolter les fonds, opérer le paiement, etc.).

²⁸ SMITH-GORDON and O' BRIEN, op. cit., p. 124 et ss.

²⁹ Aussi le journal local ne mentionne-t-il que très rarement leur activité. On ne trouve que 3 articles y ayant trait. Deux d'entre eux concernent d'ailleurs la fondation, en 1917, de *consorzi agrari* dans deux villages. On y revient plus bas.

En 1900, à la suite de conférences sur la coopération agricole, il y a une tentative de création d'une société d'achats. Une lettre parvient cependant au journal qui la publie: « *on voudrait former une union fédérative pour l'achat en commun des marchandises, mais aux premiers élans de la nouveauté succède une anémie mortelle* ». La société ne s'est jamais créée.

³⁰ Les extrêmes étant de 1 et 20 ans $N = 12$.

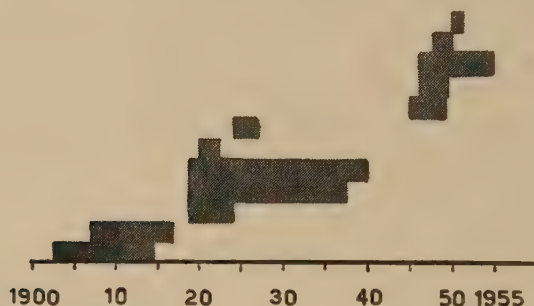
³¹ Les sociétés ainsi appuyées par un groupement gagnent en stabilité par le fait que l'activité de la coopérative de consommation se continue tout au long de l'année. De plus les profits ou les pertes de l'une ou l'autre branche d'activité s'accumulent ou se compensent.

Le tableau suivant donne les branches d'activité de ces sociétés :

	<i>sociétés créées</i>	<i>sociétés existantes</i>
achats de sulfate	5	—
achats d'engrais	6	—
achats divers	2	1
	13	1

Pour l'instant seule une société fonctionne; elle achète du sulfate, des engrais et d'autres produits. Le graphique ci-dessous présente les époques de création et de disparition de ces groupes.³²

CREATIONS ET DISPARITIONS DES SOCIÉTÉS D'APPROVISIONNEMENTS AGRICOLES



Devant le faible nombre de cas il est difficile de délimiter des époques de création et de disparition. Néanmoins on remarque que quatre sociétés se créent dans la première après-guerre et cinq après 1945. Les trois sociétés dont la vie est la plus longue (20, 18 et 11 ans) dépendent d'autres sociétés et disparaissent avec elles.

³² Graphique basé sur les années vécues par 12 sociétés. Chaque société y est représentée par un trait dont une des extrémités nous donne l'année de création et l'autre l'année de disparition. Deux sociétés se sont créées entre 1900 et 1910, quatre entre 1911 et 1920, une entre 1921 et 1930 et cinq entre 1945 et 1955. Deux sociétés ont disparu entre 1911 et 1920, trois entre 1921 et 1930, deux entre 1931 et 1940, trois entre 1941 et 1950, une après 1951. Une seule existe encore au début de 1956.

Voici les raisons données par les personnes interviewées au sujet des difficultés rencontrées dans ce genre d'associations et les raisons de leur insuccès, ou du moins de leur vie si courte: ³³

pas de profits par achats collectifs	4
difficultés d'entreposage	0,5
difficultés dans la répartition ³⁴	3
disparaît avec la société dont elle était une branche annexe	2,5
le responsable meurt	1
non déterminé	1
	12

Les raisons ayant trait au fonctionnement montrent immédiatement combien la concurrence privée dispose de moyens supérieurs (produits livrés sur place par camion et dans n'importe quelle quantité alors que le groupement d'achats tendait à faire commander de grandes quantités pour que l'opération soit rentable). L'absence d'une différence appréciable de prix entre la coopérative d'achats et la concurrence semble cependant être la raison majeure de son peu de succès. Il faut ajouter que la concurrence de la société est parfois engendrée par celle-ci: devant ses difficultés un des membres commence à acheter lui-même et fait disparaître la société. Comme pour d'autres types de groupements étudiés ici, la coopération crée elle-même le négociant privé qu'elle a voulu combattre. Singulier effet d'acculturation sur lequel il faudra revenir plus loin.

Le groupement qui fonctionne maintenant est lié au *consorzio agrario* d'Ivrée.³⁵

Conclusion.

Il semble bien que le succès de ce type de société soit lié à celui de la société de consommation. Dans un certain nombre de sociétés de consommation de la Province de Turin il existe un comité spécial composé

³³ L'emploi des fractions résulte du fait que certaines des personnes interviewées donnent deux raisons de disparition. Voir *supra*, p. 83, note 41.

³⁴ Le sulfate arrivait par wagon complet et chacun devait se rendre à la gare, souvent assez éloignée du village, pour le déchargement de son lot. Le wagon restait plusieurs jours en gare et les derniers venus ne trouvaient que des sacs percés. En outre il aurait fallu pouvoir décharger tout de suite afin d'éviter les frais de location du wagon; mais « *personne ne voulait faire ce travail pour les autres* »...

³⁵ Il n'a pas de comptabilité: chaque fois qu'une facture du *consorzio* lui est adressée, le responsable la paie après collecte des fonds chez les membres du groupe.

de paysans et qui s'occupe des approvisionnements nécessaires à leur activité.³⁶

Mais ici encore, seul un groupement centralisé et jouissant de l'aide de l'Etat a pu réaliser d'une façon économique le but des sociétés d'approvisionnement. Il s'agit du *consorzio agrario* (semblable aux syndicats agricoles français) du Canavese fondé en 1911 à Ivree. C'est un groupement coopératif ayant débuté avec 150 sociétaires. Le but est d'acheter les semences, les engrais et aussi les machines agricoles.³⁷ En 1926 quand le Canavese est englobé dans la Province d'Aoste le *consorzio* s'agrandit et, la situation n'ayant pas changé pour lui après la guerre, il compte maintenant 4 500 membres. Dans les villages les plus importants une agence a été installée où les paysans passent directement leurs commandes. Ajoutons que le *consorzio agrario* récolte aussi les céréales pour le compte de l'Etat.³⁸

LES SOCIÉTÉS D'UTILISATION EN COMMUN DE MACHINES AGRICOLES

Nous avons vu plus haut combien la propriété agricole est fragmentée. L'usage des machines agricoles ne peut donc être que très restreint et même impossible dans les villages situés à flanc de coteau. Néanmoins, depuis une trentaine d'années les machines ont fait leur apparition. Les subsides alloués par le gouvernement durant la première guerre mondiale pour l'achat de machines à battre le blé avaient déjà permis l'introduction de la mécanisation au niveau de la petite propriété.

La tendance devait se poursuivre après la guerre et les années 1920 voient apparaître les premières machines à semer. Plusieurs de ces ma-

³⁶ Sur les 153 coopératives de la Province de Turin 25 assurent de tels services. Voir le bulletin de la Federazione Provinciale Cooperative e Mutue, *Dal V al VI Congresso della cooperazione e mutualità*, Torino, 1955, 14 p.

³⁷ Les deux associations de défense des agriculteurs (*Lega dei Coltivatori Diretti* et *Associazione degli Agricoltori del Canavese*) procèdent, à travers le *consorzio*, à des achats collectifs similaires pour le compte de leurs adhérents.

³⁸ Une opinion souvent entendue dans les villages est que le *consorzio* est devenu quelque chose de trop grand et évoluant sans le concours direct des membres. Les élections ont en effet lieu au deuxième degré: ce sont les délégués des districts qui élisent le conseil d'administration. En outre, et ceci à travers toute l'Italie, les *consorzi* sont engagés politiquement. Il y en a actuellement 92 groupant 500 000 membres. Ils fournissent le 60 % des achats faits par les agriculteurs. Cf. MARIO CASALINI, *loc. cit.*; également JOHN H. HECKMAN and ANNA E. WHEELER, *Agricultural Cooperation in Western Europe*. Washington, Farmer Cooperative Service, U.S. Department of Agriculture, General Report 4, 1955, 122 p.

chines sont acquises collectivement. Le tableau ci-dessous donne la répartition des sociétés d'outillage agricole :

	<i>sociétés créées</i>	<i>sociétés existantes</i>
pressoir à vin	2	2
machine à semer :	10	1
machine à battre le blé . .	7	6
moulin	1	1
moulin et batteuse	1	1
	21	11

On remarque aussitôt la grande mortalité des sociétés possédant une machine à semer. Les raisons de leur disparition sont de deux ordres : tous les sociétaires veulent utiliser la machine au même moment et ils ne peuvent s'entendre pour une utilisation à tour de rôle ; ces conflits, et le fait qu'une plus grande aisance a permis dans beaucoup de cas l'achat individuel d'une machine à semer, ont rendu la coopérative inutile. Le groupement n'en a pas moins rempli une fonction sociale à un moment donné, en introduisant un début de mécanisation dans le village.

Les deux sociétés possédant un pressoir pour le vin sont des groupes récents, d'après la deuxième guerre mondiale. Dans un cas il s'agit de quatre agriculteurs qui se sont mis ensemble pour acheter le pressoir et dans l'autre cas c'est le cercle CRAL (une trentaine de membres) qui l'a acheté et le met à la disposition de tous.

Les sociétés sont de taille plutôt faible et dans leur majorité comptent 30 à 60 membres. Elles sont en général liées aux autres sociétés étudiées. Comme on l'a vu le pressoir à vin de l'une d'entre elles a été acheté par les membres du CRAL. Une autre a eu sa machine mise à disposition par la société de consommation et une autre encore par l'association des anciens combattants.³⁹ Mais les cas sont trop peu nombreux pour vérifier l'hypothèse de Smith-Gordon et O'Brien qui pensent qu'une meilleure stabilité (quant à la garantie vis-à-vis des prêteurs et pour un bon entretien des machines) est obtenue en liant la société des machines à la coopérative d'approvisionnement plutôt que d'organiser des petites sociétés souvent inefficaces.⁴⁰

Le principe fondamental de ce genre de groupement est la répartition des frais d'entretien et d'amortissement des machines communes. En gé-

³⁹ On trouve également certaines sociétés ayant reçu des subsides du gouvernement lors de la première guerre mondiale ou ayant dû emprunter le capital pour l'achat des machines. Dans ce dernier cas un intérêt est versé aux prêteurs qui n'utilisent pas les services de la société. Les subventions de l'Etat ont aussi permis la constitution de sociétés dans d'autres pays. En particulier en France, Belgique et Luxembourg. Cf. FAY, *op. cit.*, vol. I, p. 146.

⁴⁰ SMITH-GORDON and O'BRIEN, *op. cit.*, p. 129.

néral le tarif d'utilisation est fixé à la demi-journée. Vers 1922 on payait deux livres pour l'utilisation de la charrue durant ce temps. Pour les machines plus coûteuses, comme la machine à semer et la machine à battre, un des associés est désigné pour faire le travail. Il faut ajouter que si les sociétés possèdent les machines elles n'ont pas les moyens de les faire fonctionner. C'était alors le paysan qui avait des vaches ou un cheval qui se louait aux autres sociétaires. Cette dépendance de la société vis-à-vis de ses membres les mieux situés économiquement la rendait fragile et préparait les conflits au sujet des temps d'utilisation. L'inégalité dans la propriété s'ajoutait à l'inégalité des biens de production : ceux qui ont de grandes terres sont souvent ceux qui possèdent les moyens de traction et les autres sociétaires dépendent d'eux à la fois pour l'utilisation de ces moyens de traction et doivent attendre plus longtemps du fait des plus grandes surfaces à travailler des grands propriétaires.

Les groupes les plus intéressants sont les sociétés pour battre le blé. Comme on l'a vu les premières sont apparues en 1914-18. Une seule a disparu jusqu'à présent, détruite par le *fascio* qui vend la machine.

La structure des coopératives de battage du blé.

Les machines de la société (dans certains cas elle possède aussi le tracteur) appartiennent en mesure égale à tous les membres et en cas de dissolution le produit de leur vente sera partagé entre eux en parts égales.

Tous les membres peuvent utiliser la batteuse dans la cour de leur ferme pour autant qu'ils aient au moins 6 quintaux de grain à battre. Les frais (réparations, impôts, taxes, etc.) sont à la charge de tous en proportion de l'usage qu'ils font de la batteuse ou du tracteur (qui peut aussi être utilisé à d'autres fins).

Certaines sociétés ne battent que le grain de leurs membres.⁴¹ D'autres mettent leurs machines à la disposition de tous, le bénéfice réalisé constituant un dividende pour les actionnaires.

Les sociétaires élisent un conseil d'administration qui engage le chef d'équipe et les ouvriers et fixe l'itinéraire à suivre par la machine pour le battage (cet itinéraire est très important puisque tous les membres, une fois la moisson terminée, veulent battre leur blé en même temps).

Le prix du battage varie autour de 50 livres par quintal de grain (1955). La quantité totale de grain produite peut être estimée de 2000 à 7000 quintaux par société.

Une société possède aussi son moulin et une autre société ne s'occupe

⁴¹ Elles peuvent aussi obliger les membres à faire battre tout leur grain par la société. Par cette clause elles veulent lutter contre la concurrence privée qui, on nous l'a assuré plus d'une fois, ne coûte pas plus cher.

que de la production de farine. Ces deux sociétés sont organisées selon le même modèle, le meunier étant payé sur la quantité de farine produite.

Le bilan présenté ci-dessous est celui d'une société fondée en 1919 et comptant 130 membres. En 1955 son compte de pertes et profits et son bilan sont les suivants:

Compte de pertes et profits

ENTREES		SORTIES	
paiements des membres pour l'usage de la bat- teuse . . .	1 280 200	réparations de la machine .	190 000
Vente du son .	73 550	frais de main- d'oeuvre .	1 091 332
		bénéfice . .	72 418
<i>Lires</i>	<u>1 353 750</u>	<i>Lires</i>	<u>1 353 750</u>

Bilan

ACTIF		PASSIF	
Caisse . . .	248 923	Capital . . .	248 923
Machines . .	1 290 000	Machines . .	1 280 000
		Amortissement	10 000
<i>Lires</i>	<u>1 538 923</u>	<i>Lires</i>	<u>1 538 923</u>

Au bilan le poste passif des machines représente en réalité les parts que les membres ont souscrites et le capital, contre-partie des fonds en caisse, les réserves de la société.

L'évolution des coopératives de machines.⁴²

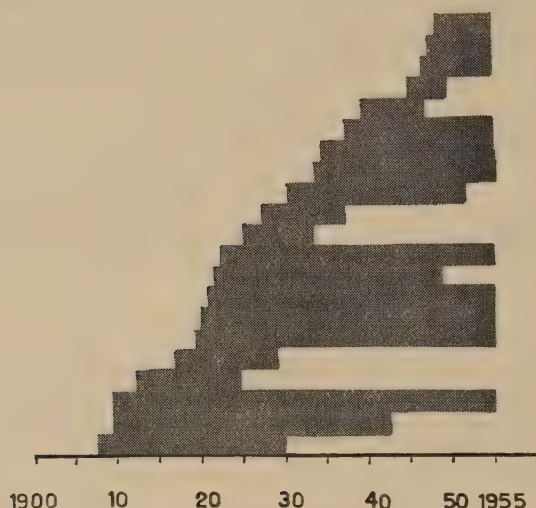
Par la grande fragmentation de la propriété du sol et le prix élevé de leur outillage, les sociétés de battage du blé satisfont un besoin économique que l'agriculteur isolé ne pourrait satisfaire à lui seul. La coopérative ne rencontre que l'obstacle de la concurrence privée mais le

⁴² Comme à propos des autres sociétés économiques à tendance fortement uni-fonctionnelle, l'analyse des articles du journal régional n'apporte que peu d'informations sur la vie des coopératives de machines agricoles. Seulement huit articles ont été publiés à leur endroit durant toute la vie du journal (un seul article depuis 1945) et qui concernent l'activité routinière de la société (assemblées, constitution, remerciements pour un don, etc.).

secteur coopératif n'éclate pas puisque les sociétaires ne peuvent pas encore acheter à leur compte les machines de la collectivité. Au contraire dans le cas des sociétés de machines à semer on a vu que le groupe se dissolvait par la possibilité économique que ses propres membres ont de n'y plus recourir.

Comme pour les autres types de groupements nous donnons ci-dessous le diagramme des créations et disparitions.⁴³ La vie moyenne des sociétés disparues est de 16 ans et l'âge moyen des 11 groupements en activité de 24 ans.⁴⁴

CREATIONS ET DISPARITIONS DES SOCIÉTÉS D'UTILISATION DE MACHINES AGRICOLES



Quant aux causes de dissolution des dix groupements disparus (neuf sociétés disposant d'une machine à semer et une société pour battre le blé) on peut établir le tableau suivant :

⁴³ Chacune des sociétés est représentée par un trait figurant la durée de sa vie et dont une des extrémités nous donne l'année de création et l'autre l'année de disparition. Trois sociétés se fondent entre 1905 et 1910, trois entre 1911 et 1920, six entre 1921 et 1930, cinq entre 1931 et 1940, quatre entre 1941 et 1950. Trois des groupes disparaissent déjà entre 1921 et 1930, deux autres entre 1931 et 1940, quatre entre 1941 et 1950 et un entre 1951 et 1955. Onze existent encore à fin 1955.

⁴⁴ Les extrêmes étant respectivement de 4 et 35 ans et de 8 et 46 ans.

la société est dissoute en même temps que la société de consommation à laquelle elle était liée . . .	2
chaque membre achète lui-même sa propre machine .	2
le <i>fascio</i> dissout la société	2
on avait créé la société pendant la guerre (rationne- ment) pour ménager le grain. ⁴⁵ A la fin de la guerre elle se dissout	1
dissensions: tous les membres veulent utiliser la ma- chine en même temps	2
conflits pour les réparations	1
	10

C'est très souvent sous l'effet de facteurs externes que les sociétés se dissolvent. Même dans les deux cas où la société est liée à la coopérative de consommation la dissolution peut être regardée comme due à des facteurs extérieurs, la société des machines ne représentant qu'une branche secondaire de leur activité.⁴⁶

Les facteurs internes de désagrégation (conflits pour l'utilisation et les réparations) doivent cependant avoir exercé une influence sur les achats individuels de machines dans les deux groupes disparus pour cette raison.

Conclusion.

La dizaine de sociétés existant encore ne comprend plus qu'une société de machine à semer. Cette évolution nous amène à l'hypothèse qui, certes, doit être nuancée et vérifiée dans d'autres travaux (nous y reviendrons plus loin), que la coopération n'est qu'une solution de transition entre le dénuement complet et la propriété individuelle. La mise en association ne constituerait donc qu'un stade de transition et répondant à un besoin momentané.⁴⁷

Il est très possible que de nouvelles associations puissent naître à

⁴⁵ La machine à semer économise le grain en le répartissant plus régulièrement.

⁴⁶ En fait une des sociétés de consommation disparaît par suite de la guerre et l'autre par suite de l'absence de contrôle (facteur interne) qui suit la mort du président.

⁴⁷ C. R. Fay observe que « *le sol est aujourd'hui partout cultivé sur une base individuelle, la coopération entrant seulement avant et après dans le processus de culture; et il apparaît que seule l'absolue impossibilité de la propriété individuelle à cause des dépenses exigées par les méthodes modernes de production ait entraîné la propriété collective dans ce domaine* ». *Op. cit.*, Vol. I, p. 146.

propos de l'emploi de nouveaux outillages agricoles (pompes, tracteurs).⁴⁸ On n'a pas le droit de supposer que l'« esprit coopératif » se soit perdu à jamais. Il semble plus juste de penser que la possibilité de coopération, reposant d'ailleurs sur la très ancienne tradition de la propriété communale de certains moyens de production (le four banal par exemple), soit latente et ne trouve pas à s'exercer dans les conditions actuelles. En fait, sous l'impulsion de l'I-RUR une coopérative pour l'utilisation d'un motoculteur est en formation dans deux villages extérieurs à cette zone.⁴⁹

LES MUTUELLES DU BÉTAIL

Les associations ayant pour but de protéger le cheptel contre la maladie sont très anciennes. Dans un important essai bibliographique F. Riccio note leur existence déjà en Assyrie.⁵⁰ D'après H. Geiger, « *il apparaît plausible que les fromageries avaient un intérêt à maintenir en bon état, qualitativement et quantitativement, le cheptel de leurs membres et qu'elles aidèrent dans ce but à la création de caisses locales d'assurance...* ».⁵¹ Ceci concerne la Suisse mais peut être valable pour la zone qui nous occupe. En Suisse on trouve déjà une mutuelle pour le bétail en 1780 (Simmenthal). Geiger en signale 65 en 1824 dans le seul canton de Vaud. Afin de répartir les risques et éviter qu'une épidémie locale détruise une des mutuelles, il y a eu en Suisse des essais de fédération.⁵²

Dans le Canavese les premières sociétés se créent dans les années 1880 au moment où la culture du blé fait place à l'élevage.⁵³ En fait elles se

⁴⁸ C'est ce qu'on a vu en particulier en France où environ 5000 coopératives d'utilisation en commun du matériel se sont créées après 1945. Cité par A. HIRSCHFELD, La coopération agricole en France. *Annales de l'Economie Collective*. Nov.-Déc. 1954, p. 363-368.

⁴⁹ Une douzaine de personnes ont déjà souscrit un engagement pour l'acquisition collective du motoculteur de 8 HP et des outils annexes (scie circulaire, charrue, faucheuse, char) actionnés par le moteur. L'investissement se montera à environ un million de lires dont les trois quarts seront fournis en prêt à 3 % sur 5 ans par l'Institut de Crédit Agricole à travers le consorzio agrario. L'activité de l'I-RUR (*Istituto per il Rinnovo Urbano e Rurale del Canavese*) a surtout été de mettre les gens en contact les uns avec les autres et de faire les démarches préparatoires pour leur emprunt (Voir *infra*, Chapitre IX).

⁵⁰ F. RICCIO, Della assicurazione del bestiame. *Nuovo Ercolani*, No. 1, 1936.

⁵¹ HANS GEIGER, *op. cit.*, p. 20.

⁵² En 1846 les mutuelles fondent un institut central d'assurance sur le bétail à cornes et les chevaux (*Schweizerische Gegenseitige Versicherungsanstalt für Pferde und Hornvieh*) qui se dissout cependant déjà en 1850. Cf. H. GEIGER, *op. cit.*, p. 20.

⁵³ A Ivry nous trouvons deux mutuelles fonctionnant dans les années 1900-1910. En 1917 se crée aussi une société pour la reproduction des bovins.

superposent à l'ancienne tradition selon laquelle tous les habitants du village achètent de la viande de la bête qu'on a dû abattre. La préoccupation de valoriser leur cheptel ne sera pas étrangère à ces groupes: au début du siècle notamment, plusieurs expositions de bétail ont lieu. De même on signale aussi des projets de création de caisses rurales destinées au financement de la petite propriété agricole.⁵⁴

La structure des sociétés.

Comme dans les mutuelles contre l'incendie on trouve ici les deux types de sociétés: sociétés avec capital et primes annuelles, pactes sociaux où les membres s'engagent à verser leur contribution pour indemniser le dommage.⁵⁵ La structure administrative est la même que dans les autres mutuelles. Le conseil a pour tâche d'estimer deux fois par an le bétail des membres (seulement le bétail à cornes) et de déterminer l'indemnité à verser en cas de mort. Dans les sociétés à capital on paie la prime une ou deux fois par an (dans les années 1900, environ 2 livres par bête et par an; actuellement environ 5 % de la valeur de la bête).

Les groupements sont de petite taille: 50 à 100 propriétaires de une à deux bêtes chacun.

Si le vétérinaire déclare la viande comestible, l'association la vend et complète le produit de la vente par l'indemnité. Il est évident, et on le verra plus loin encore, que les estimations donnent lieu à pas mal de conflits. On nous déclare même que durant la période où existait la mutuelle il mourait plus de vaches, les paysans préférant laisser mourir leur bête pour toucher l'indemnité. Aussi plusieurs sociétés sont-elles obligées de renoncer à indemniser complètement le bétail: on verse 50 à 85 % de la valeur, obligeant ainsi le paysan à soigner ses bêtes plus correctement. Devant les abus on introduit aussi des clauses restreignant le champ d'application des indemnités (par exemple seules les bêtes mortes en écurie sont indemnisées).

L'organisation des sociétés du Canavese est semblable à celle des sociétés qu'on trouvait en Suisse; là aussi subsiste la coutume de partager entre les sociétaires la viande de la bête abattue.⁵⁶ On a repéré 28

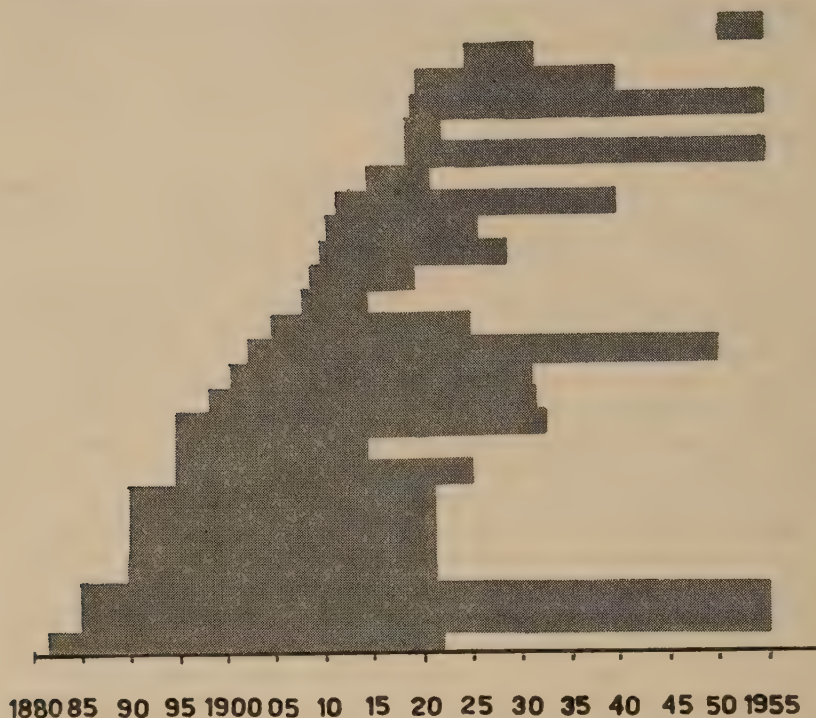
⁵⁴ D'après le journal régional, la tentative de création d'une caisse rurale date de 1917 mais n'a pas eu de suite. L'Etat italien a encouragé la formation des mutuelles du bétail: à la fin du 19^{ème} siècle le Ministère de l'Agriculture décernait des prix aux sociétés les mieux organisées. On a vu aussi que le comice agricole d'Ivrée avait organisé des concours et expositions en 1887.

⁵⁵ Les sociétés n'ont en général pas d'autres buts que l'assurance. On n'en a recensé qu'une seule se proposant accessoirement l'amélioration du cheptel.

⁵⁶ Cf. H. GEIGER, *op. cit.*, p. 20.

mutuelles dans cette zone. Les années de création sont présentées dans le graphique ci-dessous : ⁵⁷

CREATIONS ET DISPARITIONS DES MUTUELLES DU BETAIL



Il y a encore 5 sociétés en activité et leur âge moyen est de 44 ans.⁵⁸ La vie moyenne des 23 sociétés disparues est de 23 ans.⁵⁹ Il est intéressant de noter les raisons de disparition : ⁶⁰

⁵⁷ Graphique basé sur les années vécues par 26 sociétés. Chaque trait représente la durée de vie d'une société. Une de ses extrémités nous donne l'année de création et l'autre l'année de disparition. Sept sociétés ont été créées entre 1880 et 1890, cinq entre 1891 et 1900, cinq entre 1901 et 1910, sept entre 1911 et 1920, une entre 1921 et 1930 et la dernière en 1950. Trois d'entre elles disparaissent entre 1911 et 1920, onze entre 1921 et 1930, six entre 1931 et 1940 et une en 1950. Cinq restent en activité à fin 1955.

⁵⁸ Les extrêmes étant de 5 et 70 ans. Une seule création après 1945.

⁵⁹ Les extrêmes étant de 5 et 47 ans. $N = 21$.

⁶⁰ On a eu recours à l'emploi de fractions pour donner un poids différent à chaque raison de disparition selon le nombre de causes mentionnées pour chacune d'elles. Voir plus haut, p. 83 (note 41), l'explication plus détaillée de ce mode de calcul.

conflits dans les estimations	5,5
manque d'intérêt et de solidarité	3,5
manque de fonds	0,5
une épidémie ruine la société	3
la société est dissoute par le fascisme	2,5
la laiterie à laquelle la mutuelle était liée se dissout	1
non déterminé	7
	23

On remarque la prédominance des conflits internes (9 cas sur 15) et, parmi eux, surtout les conflits entraînés par les estimations.⁶¹ Le manque de solidarité et d'intérêt joue aussi: spécialement pour les propriétaires de plusieurs bêtes qui ne veulent point faire partie de la mutuelle, ne ressentant pas aussi cruellement la perte d'une pièce de bétail. Ces conflits n'apparaissent pourtant pas dans les articles publiés par le journal régional.⁶²

Parmi les raisons externes de dissolution il faut surtout noter les épidémies qui ruinent trois sociétés: le capital est faible et si une douzaine de bêtes meurent dans l'année toutes les ressources sont épuisées. Avec le temps cependant (dans les années 1920) la société exclura de toute indemnité les dommages causés par une épidémie.⁶³

Le *fascio* a été la cause de deux dissolutions et une troisième société a disparu en même temps que la laiterie à laquelle elle était liée.⁶⁴

Il n'y a qu'une seule création de mutuelle pour le bétail après la deuxième guerre mondiale et, comme on l'a vu, seulement cinq sociétés sont encore en activité. L'ancienne coutume d'acheter la viande de la bête abattue subsiste même là où les sociétés se sont dissoutes. La tradition, plus ancienne que les sociétés qui avaient pour but de l'institutionnaliser, s'avère plus forte qu'elles et leur survit.

A titre d'illustration nous donnons ci-dessous le bilan d'une société de 60 propriétaires possédant 70 vaches. Chacun d'eux paie 300 livres par an et par bête. Comme il n'y a eu aucune indemnité versée durant l'année 1956, le bilan se réduit aux quelques chiffres suivants:

⁶¹ Conflits par favoritisme des estimateurs, tricheries sur l'âge des bêtes, injustices dans le paiement des indemnités.

⁶² Ils sont au nombre de 17 (dont un seul après la Libération) et retracent certains épisodes de la vie de ces groupements (constitution, anniversaire, fête des villages auxquelles ils ont participé, assemblées, etc.).

⁶³ Egalement la qualité de sociétaire sera refusée aux marchands de bétail dont les bêtes courent plus de risques de maladie.

⁶⁴ La laiterie s'étant fermée en 1940 à la suite du rationnement.

ACTIF

Cotisations . . . 21 000

Lires 21 000

PASSIF

Honoraires du
secrétaire . . . 6 000

Location du bu-
reau 2 000

Frais d'expertises 2 750

Bénéfice . . . 10 250

Lires 21 000

Le bénéfice a été porté sur carnet d'épargne à 4 %. Avec ce nouveau placement le capital se monte maintenant à 63 000 liras. Il est très faible ayant servi, il y a quelques années, à aider au paiement des indemnités. La société ne paie pas la valeur totale de la bête abattue: 10 % de la valeur est à la charge du propriétaire et la société ne verse que la différence entre le produit de la vente de la viande et les 90 % assurés. Cependant, par suite des faibles primes versées et d'un capital dérisoirement bas les sociétaires doivent contribuer au paiement de chaque indemnité. Cette association représente donc une combinaison entre le pacte social et la société à capital.

Conclusion.

F. Riccio remarque que la petite mutuelle locale, qui rassemblait des animaux de même type, dans un milieu où les habitants, les modes d'exploitation, les valeurs sont les mêmes, est aujourd'hui dépassée et le concept d'assurance du bétail ne peut plus être aussi étroitement lié à l'idée de la petite société, isolée et indépendante. « *Les communications lentes, les transports difficiles du bétail créant des différences dans les risques des diverses zones, pouvaient un temps autoriser cette tradition. Mais les changements actuels si rapides, la perméabilité des marchés, le nivellement des valeurs du marché qui s'opère non seulement dans les zones voisines mais dépasse les frontières politiques, exigent qu'il y ait un équilibre parfait et constant dans la répartition des risques...* ».⁶⁵

⁶⁵ F. RICCIO, *loc. cit.*, cf. du même auteur, Un'importante modifica in tema di pagamenti del bestiame bovino vivo sul Mercato di Torino. *Nuovo Ercolani*, 1930, N. 21.

LES MUTUELLES CONTRE L'INCENDIE

La structure des sociétés.

Le but de la société est d'indemniser les membres qui ont vu leurs biens mobiliers ou immobiliers détruits par l'incendie. Tous les biens ne sont pas assurés. Dans la plus ancienne société que nous avons repérée (créée en 1877) on excluait de l'assurance « *les machines et les stocks de valeur élevée, tels que les cocons et la soie* ». Tous les propriétaires habitant la commune et ayant leurs biens dans la commune peuvent être membres de la mutuelle. Une taxe d'admission est prévue.⁶⁶

L'administration de la société est réservée à un conseil élu par l'assemblée générale annuelle. Ce conseil détermine la valeur d'assurance des biens et fixe les indemnités en cas de sinistre.⁶⁷ Dans quelques sociétés une partie des membres du conseil d'administration est élue sur une base territoriale (par fraction, quartier ou groupe de maisons).

Les objets assurés sont classés en catégories, la prime variant d'une catégorie à l'autre.⁶⁸ La surface du toit est déterminante pour le calcul de la valeur d'assurance des immeubles.

Plusieurs des mutuelles possèdent leur propre pompe à incendie et les statuts obligent les membres à mettre en œuvre tous les moyens de sauvetage à disposition pour circonscrire les incendies.⁶⁹

Pour tenir compte de la dévaluation de la lire certaines sociétés établissent que « *les dommages seront évalués sur la base des prix du jour, c'est-à-dire selon la juste valeur vénale et non pas selon la valeur indiquée dans la police* ».

Les statuts que nous avons eu l'occasion de lire ne présentent pas le caractère « archaïque » de ceux des mutuelles. Dès le début (1877) seules les règles essentielles au fonctionnement de la société y figurent. Il est vrai que la participation des membres est beaucoup plus faible dans la mutuelle contre l'incendie que dans la mutuelle pour la maladie des per-

⁶⁶ Il y avait également une mutuelle contre l'incendie à Ivrée, active dans le premier quart de ce siècle. A l'étranger, on repère en France des mutuelles contre l'incendie depuis 1840 et il y en a même deux mille en 1900 (d'après SHEILA GORST, *The Structure of the French Co-operative Movement*, London, Horace Plunkett Foundation, 1955, Occasional Paper N. 10, 51 p. (ronéotypé).

⁶⁷ Dans un seul cas cependant, et cela pour éviter les conflits, la société fait elle-même reconstruire la maison au lieu de payer une indemnité.

⁶⁸ Dans le cas de deux catégories: première catégorie, prime 1 % (toits à tuiles, greniers, meubles, lingerie, bois, foin, fourrages); seconde catégorie, prime 2 % (maison inhabitée la plus grande partie de l'année et les stocks qui s'y trouvent; les toits de chaume). Les récoltes en stock sont évaluées d'après la superficie cultivée.

⁶⁹ A cet effet quelques sociétés ont couvert les frais d'installation d'hydrantes dans le village.

sonnes ou la société de consommation. L'administration des choses a trouvé ces règles plus facilement et avec plus de précision que celle des hommes. La majorité des sociétés comptait et compte 100 à 150 membres.

L'évolution des sociétés.

Le graphique que nous donnons plus loin est une démonstration de la politique du fascisme en faveur des grandes entreprises capitalistes.⁷⁰ Presque toutes les mutuelles ont dû renoncer à leur activité et leurs membres rejoindre la clientèle des grandes compagnies d'assurance. Dans un seul cas le capital que plusieurs d'entre elles avaient constitué a été réparti entre les membres. Dans trois cas il a été remis à des oeuvres d'intérêt public (garderie d'enfants, hôpital) et dans huit cas la mutuelle verse son capital à la compagnie d'assurance: tous les membres adhèrent alors en bloc à la même compagnie qui leur consent des conditions plus favorables. « *Mais ça ne dure pas longtemps*, nous disent quelques-unes des personnes interviewées, *après quelques années les tarifs augmentent* ».

Après la guerre se généralise un nouveau type de mutuelle. Il s'agit d'une sorte de pacte mutuel où tous les membres s'engagent à verser leur contribution au moment du sinistre.⁷¹ Le tableau ci-dessous donne la distribution actuelle des mutuelles:

	<i>sociétés créées</i>	<i>sociétés existantes</i>
mutuelles ayant un capital	25	9
mutuelles sans capital . .	10	7
structure non déterminée .	6	—
	41	16

Sept des seize mutuelles qui existent encore sont des pactes sociaux. Le but de la société est « *l'assistance pour la prévention et l'extinction des incendies et l'aide aux sinistrés* ». La société n'encaisse pas de primes et « *pour le fonctionnement de l'activité sociale les membres doivent contribuer dans la mesure et dans le mode fixés d'année en année par le conseil d'administration en relation avec les exigences de la gestion et pour son bon fonctionnement* ». En réalité tous les membres s'engagent à payer l'indemnité aux sinistrés en proportion de leurs propres biens mobiliers et immobiliers. La mutuelle n'ayant pas de fonds en caisse n'est pas imposable et la perception auprès de chaque membre de l'in-

⁷⁰ Cf. DANIEL GUÉRIN, *Fascisme et grand capital*, op. cit.

⁷¹ C'est le système « *a ripartizione* » qu'on trouve aussi dans les mutuelles du bétail. Cf. OSCAR SPINELLI, *La mutualità in Italia e all'estero*, op. cit., p. 265 et 266.

demnité au sinistré est assimilée à une collecte de charité. Ces mutuelles sont l'affaire du village et ne sont connues de personne d'étranger.⁷²

Parmi les neuf autres mutuelles qui continuent d'encaisser des primes et ont un capital, certaines ne sont pas « déclarées » non plus. Le capital est alors déposé en banque au nom d'un des sociétaires. *« Ce n'est pas tant le fait de devoir payer des impôts, mais bien plutôt les formalités d'enregistrement qui nous retiennent d'annoncer notre société »* nous déclare un des présidents. De toutes façons les fonds qui sont ainsi détournés des contrôles fiscaux ne sont pas considérables (deux ou trois millions de lires de capital pour les sociétés ayant la meilleure assise économique).

Engendrées par la nécessité de faire face collectivement au malheur (*disgrazia*), les mutuelles contre l'incendie ont encore une fonction sociale aujourd'hui. En face de la complexité des pratiques administratives italiennes elles s'avèrent des institutions plus simples à contrôler et plus rapides dans leur intervention. Elles ont évidemment le désavantage de la fragilité, toute leur efficacité tenant au respect de la parole donnée par les membres de contribuer au paiement de l'indemnité. Et ceci joue aussi pour les sociétés ayant un capital: en cas de sinistre important il serait trop faible pour indemniser les immeubles détruits et il faudrait aussi recourir aux contributions des membres.

Le bilan que nous donnons ci-dessous illustre bien cette situation. Il s'agit pourtant de la plus grande société repérée. Avec 421 membres elle assure un capital total de 250 millions de lires. Il n'y a eu aucun incendie depuis la fin de la guerre. En 1955 les primes encaissées se montent à 500 000 lires.⁷³ Les dépenses ont été les suivantes:

Administration courante	Lires 10 500
Honoraires du secrétaire	8 000
Mesures de prévention ⁷⁴	30 000
	Lires 48 500

⁷² Malgré notre effort de mise en confiance des personnes interviewées il est possible que l'existence d'un certain nombre de ces sociétés nous soit restée cachée. Après 1945 le journal régional ne publie aucun article sur ces mutuelles. Avant 1926 seulement une douzaine de communiqués avaient été publiés (remerciements pour les indemnités données, constitutions de sociétés, convocations de l'assemblée). Au total l'activité de ces groupements a toujours été très discrète. Ils sont strictement uni-fonctionnels et une fois constitués l'activité est très organisée et le groupe fonctionne sans heurts. Signalons que rien n'apparaît dans le journal au sujet des dissolutions des sociétés durant les premières années du fascisme et de leur passage aux grandes compagnies privées.

⁷³ La maison est évaluée à 2000 lires par m² de toit. La prime est de 2‰ sur la valeur du toit et du mobilier.

⁷⁴ La société a subventionné les frais d'installation d'une hydrante.

Ce sont 450 000 livres qui vont s'ajouter aux deux millions de capital déposés en banque au nom d'un des sociétaires.

Ces chiffres montrent bien la disproportion entre la somme des biens assurés et le capital de la société. Il suffirait de deux ou trois incendies la même année pour que la société soit totalement ruinée.

La dévaluation de la lire a joué un rôle très important dans l'affaiblissement de ces groupes. La société suivante, n'ayant pas vu d'incendie depuis 35 ans, ne possède qu'un capital de 2 800 000 livres à fin 1956. Les entrées en 1956 ont été les suivantes:

taxe d'admission de 3 nouveaux membres	Lires	3 000
primes encaissées (taux 3 %)		451 145
intérêts		184 290
	Lires	638 435

Les seuls frais de la société — l'administration étant gratuite — consistent dans les deux mille livres qu'elle paie tous les deux ans au crieur public chargé de convoquer ses 82 membres aux assemblées. Le plus haut capital assuré est de 2 345 000 livres et l'ensemble des biens assurés se monte à 70 175 500 livres.

La société voudrait employer son capital pour la construction d'une salle de réunion dans le village. Il est cependant insuffisant et des bailleurs de fonds extérieurs devraient contribuer à la construction.

Si cette société est plus stable financièrement que celle décrite précédemment il ne s'ensuit pas moins qu'un seul gros incendie la ruinerait presque totalement.

Si l'on examine de plus près les raisons de dissolution des sociétés nous obtenons le tableau suivant:

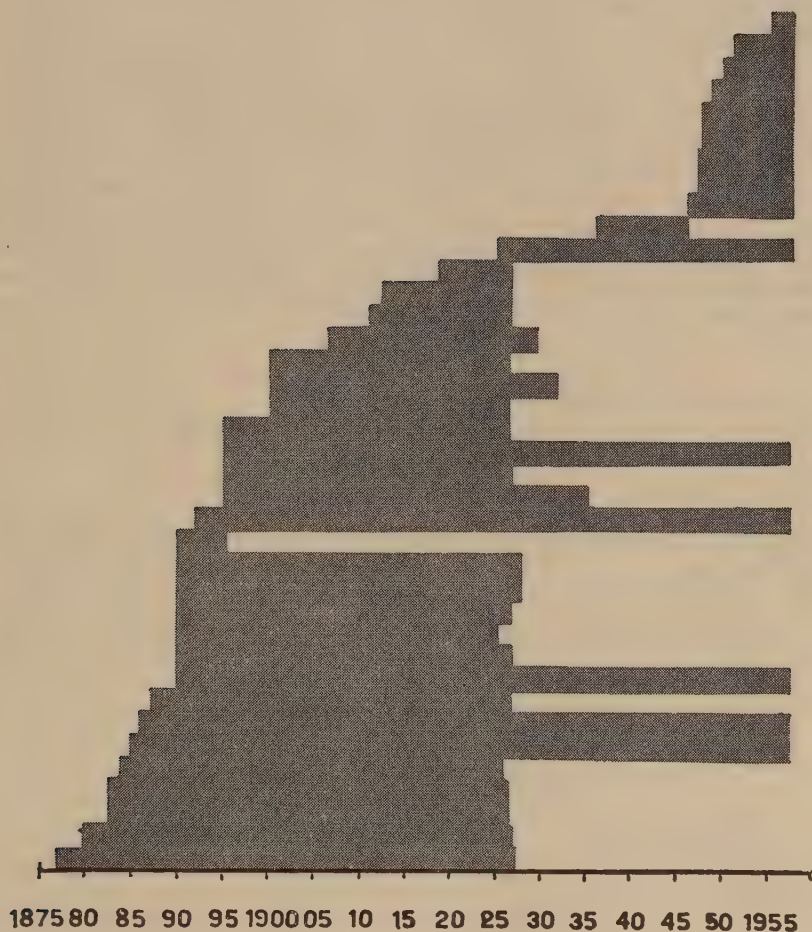
sociétés dissoutes par le fascisme	22
manque de fonds à la suite d'un gros incendie	1
changement de but dans la société ⁷⁵	1
non déterminé	1
	<u>25</u>

Comme pour les autres types de sociétés nous présentons le graphique des époques de fondation et de disparition.⁷⁶ La vie moyenne des sociétés

⁷⁵ Cette société, créée en 1887, est dissoute par le fascisme en 1926-27. En 1936 elle se reconstitue pour « éteindre les incendies » et en 1946 elle change son but et redevient une société à capital.

⁷⁶ Graphique basé sur les années vécues par 38 sociétés. Pour trois autres il n'a pas été possible de connaître la date de création ou de disparition. Chaque trait

CREATIONS ET DISPARITIONS DES MUTUELLES CONTRE L'INCENDIE



représente une société et ses extrémités, l'une l'année de création, l'autre l'année de disparition. Deux de ces associations se créent entre 1875 et 1880, treize entre 1881 et 1890, huit entre 1891 et 1900, une entre 1901 et 1910, trois entre 1911 et 1920, une entre 1921 et 1930, une entre 1931 et 1940, sept entre 1945 et 1950 et deux après 1950. Une seule société disparaît avant 1925 alors que 21 disparaissent entre 1925 et 1935. Une autre cesse son activité au début de la guerre, en 1940.

disparues a été de 32 ans; ⁷⁷ l'âge moyen des neuf sociétés reconstituées après le fascisme est de 6 ans ⁷⁸ et celui des anciennes sociétés qui ont réussi à poursuivre leur activité sous le régime de 65 ans.⁷⁹

Conclusion.

Le fait que neuf nouvelles sociétés se soient reconstituées après la dernière guerre démontre indubitablement que le besoin de la mutuelle contre l'incendie existe encore. Aucun autre des types de sociétés rencontrés dans cette zone présente cette vitalité. De plus, que parmi les seize sociétés actuelles sept soient simplement des pactes sociaux montre aussi que le « sens coopératif » — que d'aucuns imaginent absent chez l'homme contemporain — existe encore. Comme on le verra encore, ce sont plutôt les occasions que la vie moderne offre à l'individu d'actualiser ce sens coopératif qui se font plus rares à l'échelle de la petite commune rurale.

LES CERCLES DE RECREATION ET D'ASSISTANCE AUX TRAVAILLEURS (CRAL)

Durant la période fasciste l'Etat italien avait institué les cercles de récréation dopolavoro. Le retour à la république n'entraînera pas de modification importante dans l'organisation des cercles de loisirs.

Les CRAL réalisent une combinaison entre des associations locales de forme coopérative et leur coordination par l'ENAL (*Ente Nazionale Assistenza Lavoratori*).⁸⁰

L'institut national d'assistance aux travailleurs se propose: ⁸¹

1. De réaliser en faveur des travailleurs toutes les initiatives et toutes les mesures inhérentes au repos et à l'amélioration de la vie hors travail; de développer la solidarité sociale et l'élévation morale des travailleurs italiens par des institutions et des initiatives de caractère d'assistance, de prévoyance, de culture, d'art, de récréation et de sport.
2. D'améliorer les moyens et les modes du repos quotidien et hebdomadaire et les vacances des travailleurs; d'améliorer la capacité profes-

⁷⁷ Les extrêmes étant de 5 et 47 ans. N = 22.

⁷⁸ Les extrêmes étant de 2 et 9 ans.

⁷⁹ Les extrêmes étant de 60 et 71 ans. N = 6.

⁸⁰ Nous n'aborderons pas ici le problème plus général, et politique, des associations de loisirs italiennes, l'ENAL n'étant que l'une d'elles. On pourra se reporter à l'hebdomadaire *La Cooperazione Italiana* qui a récemment consacré un débat au problème des cercles récréatifs (janvier-février 1956).

⁸¹ R. D. du 1.5.1925, No 582, modifié par la loi du 24.5.1937, No 817.

sionnelle des membres, leurs conditions de vie et conditions physiques dans toutes les formes possibles et réalisables.

3. D'harmoniser la vie hors du travail et de la faire se dérouler dans une ambiance sereine pour favoriser la rencontre de l'homme cultivé et des travailleurs en vue d'un échange réciproque des valeurs de l'un et de l'autre.
4. De coordonner les activités des organismes, des institutions et aussi des initiatives privées tendant vers les mêmes fins.

La structure des CRAL.

Ce sont ces buts que les *Circoli Ricreativi ed Assistenziali ai Lavoratori* (CRAL) se proposent de réaliser. Hommes et femmes de plus de 14 ans peuvent y adhérer.⁸² Les inscrits ont la faculté de fréquenter le local et de prendre part aux manifestations; ils bénéficient de toutes les réalisations du CRAL.

L'assemblée des membres élit le conseil de direction⁸³ et les réviseurs des comptes. Elle se réunit ordinairement deux fois par an mais les élections ne se font que tous les deux ans (à bulletin secret) et le siège provincial de l'ENAL en examine la validité des procédures sur la base des procès-verbaux qui doivent obligatoirement lui être envoyés.

Le conseil de direction organise les activités prévues par l'assemblée, délibère sur l'admission des nouveaux membres, etc... Du point de vue administratif, « *les normes de gestion, pour des raisons d'uniformité, pour faciliter les contrôles et surtout pour la surveillance du but du CRAL* (tutela della funzione del CRAL) *sont déterminées par l'ENAL provincial* ».

Comme on le voit l'institut provincial possède un droit de tutelle sur les centres: on veut éviter ainsi qu'ils renoncent à leurs fonctions. De même le siège provincial de l'ENAL a la tutelle du patrimoine des centres. Des inspections sont prévues et l'ENAL a la faculté de dissoudre le conseil du centre et de faire procéder à de nouvelles élections.

En cas de dissolution les biens du centre ne sont plus destinés à des œuvres locales de bienfaisance, mais passent à l'institut de l'Etat.

Le statut ne fait cependant pas allusion à la collecte des cotisations par le siège provincial. D'après toutes les personnes interviewées il s'agit là de son activité principale, ou du moins celle qui est la plus directement perceptible. Cette collecte des cotisations constitue en somme le paiement de la licence de débit de boissons alcooliques et c'est pour obtenir cette licence que deux cercles sont devenus des CRAL.

⁸² Cependant les inscrits de moins de 18 ans ne peuvent participer aux élections, ni ne sont éligibles.

⁸³ Le nombre des membres de ce conseil varie selon la taille de la société. Pour des CRAL ayant moins de 100 membres il compte 5 personnes.

La situation actuelle des CRAL.

Nous avons recensé 39 CRAL et un cercle des ACLI⁸⁴. Leur création date des années 1945-46 et leur activité s'exerce dans le local de l'ancien *dopolavoro*.⁸⁵ Seuls deux CRAL sont postérieurs.

Sur les 39 CRAL créés, 10 ont disparu et 9 fonctionnent sous le contrôle du gérant. Voici les raisons données de la disparition des dix centres:

manque de membres	4
les gens travaillent au dehors et rentrent très tard;	
ne fréquentent pas le CRAL	1
concurrence des autres aubergistes	1
on dissout le CRAL à cause des taxes	1
le gérant reprend la licence de vente à son compte .	1
non déterminé	2
	10

L'insuffisance du nombre de membres payant la carte annuelle est la raison la plus importante de dissolution. On verra plus loin que plusieurs centres ont tourné la difficulté en gonflant artificiellement leur membership. Les autres raisons données ne requièrent pas d'autres commentaires. Il faut toutefois noter qu'un des CRAL est redevenu un cercle payant lui-même la licence de vente des boissons. Il s'agit d'ailleurs d'un groupe assez grand (200 membres) qui a renoncé à voir tout le produit de ses cotisations s'en aller à Turin...

On vend en général du vin, du café, des liqueurs et des eaux gazeuses.⁸⁶ Le débit le plus facilement contrôlable est celui du vin; celui des autres boissons l'est beaucoup plus difficilement, spécialement le café, où il est presque impossible de savoir combien on fera de tasses avec un

⁸⁴ ACLI: *Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani*; le mouvement ACLI date de l'immédiate après-guerre et son activité s'étend à tous les aspects de la vie du travail (syndicats, coopération de consommation et de production, centres de loisirs). Il y a environ 7000 cercles ACLI en Italie. Le mouvement se définit lui-même comme un « *instrument décisif de pénétration de la pensée chrétienne-sociale dans les masses travailleuses et un élément notoirement valide pour la défense de la démocratie en Italie* ». D'après *Aggiornamenti sociali*, 5, mai 1955 et RENZO BATTISTELLA. *Che cosa sono le ACLI? Operare*, Novembre-Dicembre 1955.

Créé en 1955, le cercle ACLI repéré dans cette zone débute seulement. Le bar est tenu par un épicier qui met le local à disposition et gère cette activité à son propre compte.

⁸⁵ Dans sept villages seulement le CRAL n'a pas succédé au *dopolavoro*.

⁸⁶ Dans plusieurs centres le tenancier sert aussi à manger. Mais dans tous les cas cette activité est à son compte et l'était déjà dans les anciens cercles ouvriers.

kilo de café.⁸⁷ Aussi n'avons-nous repéré qu'un centre où le débit de café était contrôlé et aucun où était contrôlé celui des liqueurs. Par contre presque partout l'administration du CRAL achète encore le vin (donnant la préférence au vin local). Le gérant est alors payé en proportion de ses ventes. Le pourcentage qu'il reçoit est d'ailleurs si minime (4 à 5 %; 5 à 10 livres par litre) qu'on comprend la difficulté de trouver des gérants.

De tous les CRAL en activité maintenant:

- 9 l'exercent complètement sous le contrôle du gérant;
- 16 ont laissé toutes les boissons, sauf le vin, sous le contrôle du gérant;
- 1 laisse seulement les liqueurs au compte du gérant;
- 1 laisse seulement le café et les liqueurs au compte du gérant;
- 2 structure non déterminée.

29

Le passage du centre sous le contrôle du gérant ne se fait pas d'une fois. Nous pensons qu'il existe des étapes dans cette « acculturation » et que c'est seulement graduellement que tous les produits passent sous contrôle privé. Le processus débute par le café qui est le moins contrôlable.

Au total, pour une grande majorité des centres, le bénéfice sur la vente du vin est la seule ressource (le produit des cotisations allant à l'ENAL).

C'est là la raison majeure de l'absence presque totale d'activités dans les CRAL. Nulle part nous n'y avons vu une activité sportive ou culturelle très développée. Voici d'ailleurs la liste de celles-ci:

jeux de boules	dans 2 centres
jeux et billard	» 1 »
cinéma	» 1 »
bal	» 3 »
télévision	» 2 »

Seuls 9 centres ont une activité récréative à part le débit des boissons. On joue beaucoup aux boules dans cette région mais seuls deux centres possèdent un terrain. Quant au bal, il n'est plus guère possible de l'organiser du fait des lourdes taxes qui pèsent sur ce loisir. Au contraire, aussitôt après la dernière guerre la danse constituait le divertis-

⁸⁷ Le contrôle est difficile aussi sur les eaux gazeuses qui se vendent parfois au verre.

sement le plus populaire; après les quelques années (1944-46) de réorganisation de la machine gouvernementale (et fiscale) cette activité a beaucoup baissé. La télévision doit son introduction aux gérants des centres qui possèdent en propre l'appareil. Immédiatement à la fin de la guerre quelques CRAL ont organisé des excursions mais même cette activité a cessé (en particulier sous l'influence de la généralisation du scooter et de la moto).

Du point de vue culturel (bibliothèques, conférences, cours du soir) il n'y a aucune activité dans les CRAL et c'est dans les centres de Communauté que de telles activités se déroulent.

Toute l'activité des CRAL paraît limitée et viciée par la fonction fiscale qu'ils assument. La carte de membre coûte 350 livres et le produit total des cotisations sert à payer la licence de vente des boissons. Le centre doit avoir un nombre d'inscrits d'au moins 100 personnes mais dans beaucoup de cas on n'atteint pas ce nombre. Aussi divers systèmes sont employés pour arriver au chiffre minimum de 100 inscrits, indispensable pour garder le local ouvert. Dans plusieurs centres le gérant paie le nombre de cartes nécessaires pour atteindre le total. Dans quatre centres il paie même la totalité des cartes des membres. Une autre combinaison consiste dans le paiement d'une partie des 350 livres de la carte par le gérant, les membres voyant ainsi leur cotisation diminuée d'autant. Au total nous n'avons pas pu nous faire une idée du nombre réel des membres.

Cette participation du gérant au paiement de la licence est nécessaire aussi bien à la société qui, sans elle, devrait fermer le local, qu'au gérant lui-même qui peut ainsi continuer son travail. Elle constitue aussi une sorte de rente que le gérant verse aux membres en échange de la disparition du contrôle auquel il devrait être astreint. La société est alors beaucoup plus stable financièrement: elle encaisse chaque année une location du local et celui-ci risque d'être plus accueillant et mieux aménagé par le cantinier entièrement intéressé à la bonne marche de l'affaire.

Le nombre des membres diminue chaque année; la concurrence d'autres moyens de distraction et en particulier la meilleure organisation des centres communautaires et leurs activités culturelles en sont responsables. Certains CRAL qui comptaient deux à trois cents membres après la guerre (surtout à cause de la danse) n'arrivent maintenant que péniblement à récolter le montant prescrit des cotisations. On doit donc toujours plus compter sur l'appui du gérant pour maintenir la boutique ouverte. Il semble alors légitime que celui-ci revendique une plus grande liberté d'action et tente de se débarrasser des contrôles prévus. D'autre part, le désintéressement des membres pour cette forme de groupes non totalement autonomes (et dont le but final leur apparaît seulement fiscal) facilite

l'absence des contrôles et rend peu à peu les centres comparables à des établissements privés.⁸⁸

Les personnes interviewées établissent souvent un parallèle entre l'ancienne « *società operaia* » à base locale et les *dopolavoro* et CRAL. Pour eux le *dopolavoro* a ruiné les anciennes sociétés et entre *dopolavoro* et CRAL il n'y a pas de différence. Souvent on emploie encore le mot *dopolavoro* pour désigner le CRAL.⁸⁹ « *On a changé les musiciens mais c'est la même musique* » disent les gens.⁹⁰ Certains rappellent même que dans les *dopolavoro* il y avait aussi une bibliothèque et des journaux alors que cela n'existe plus du tout dans les CRAL.

Conclusion.

Le fascisme a ruiné dans une très large mesure la vie d'association dans le domaine du loisir et comme les centres actuels restent organisés dans la même perspective législative on ne voit pas la possibilité d'un redressement ou d'un changement de direction dans l'évolution que nous avons tenté d'esquisser et qui doit conduire peu à peu à faire des CRAL des bars privés. Peu importe d'ailleurs que la structure juridique reste celle d'une association de loisirs; dans la mesure où le tenancier devient un aubergiste privé et dans la mesure où le but unique de l'administration est de récolter des cotisations, la société n'existe plus en tant que groupe coopératif. On retrouve alors la situation des magasins coopératifs où le gérant est devenu un négociant privé. On peut aller plus loin et dire qu'il est alors plus honnête pour le gérant de payer la totalité des cotisations des membres. Au moins il n'y a plus d'équivoque sur les intentions de l'Etat et sur les buts de la société.⁹¹

⁸⁸ Les raisons données au passage de ces neuf CRAL à la gestion privée sont les suivantes:

manque de sociétaires	4
manque d'intérêt	1,5
tout le travail administratif est gratuit et prend du temps	0,5
difficultés de contrôle	0,5
pas de différence de prix avec la concurrence	0,5
non déterminé	2
	9

On voit bien que le manque de sociétaires (et le manque d'intérêt pour la société), obligeant le gérant à contribuer au versement des cotisations, se traduit par une diminution du contrôle social sur son activité. (L'emploi des fractions dans ce tableau permet de donner un poids différent à chaque raison de disparition selon le nombre qu'en donne l'interviewé. Voir *supra*, p. 83, note 41).

⁸⁹ Ceci nous semble caractéristique car nous avons par ailleurs été frappé de voir combien les gens évitaient toute référence à la période fasciste.

⁹⁰ « *Hanno cambiato i suonatori ma la musica è uguale* ».

⁹¹ Cette situation se traduit par le manque frappant de rayonnement de ces groupements. C'est ainsi que le journal régional ne publie entre 1945 et 1955 que

LES SOCIÉTÉS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET D'EAU

Ces sociétés ne sont pas coopératives et revêtent la forme juridique de la société anonyme. Nous les examinerons pourtant dans ce travail pour trois raisons: elles sont locales, sans aide financière extérieure; elles ne sont pas des groupements restreints et les actionnaires sont très nombreux; elles rendent un service à toute la population du village (caractère de la régie publique).

Elles ne sont pas très répandues: nous n'en avons repérées que huit, concentrées dans 3 villages.⁹² Il y a actuellement deux sociétés de production et distribution d'électricité et 5 sociétés de distribution d'eau.

Les sociétés de production et distribution d'électricité.

La première a été créée en 1911. La centrale est aménagée dans un moulin cédé par la commune. Destinée primitivement à la satisfaction des besoins du village, elle s'étend et fournit maintenant le courant à 4 communes voisines. Le but primitif de la société — la production du courant à meilleur compte — a malheureusement disparu sous les charges imposées par la construction d'une nouvelle centrale il y a trois ans. La concession de la commune lui coûte l'éclairage gratuit d'un certain nombre de réverbères dans le village. Le structure de la société anonyme ne permet pas de respecter le principe coopératif: un homme, une voix (le capital est divisé en deux mille actions de 2 500 livres).⁹³

La seconde société d'électricité a été créée en 1919-20 et dure jusqu'en 1927-28, époque où le fascisme la fait absorber par une société

huit articles les concernant (remerciements, enterrements, fêtes). On aurait pu s'attendre à plus de publicité autour de groupements qui se sont tous constitués après la guerre et cette lacune nous conduit elle aussi à la conclusion à laquelle nous sommes arrivés plus haut.

⁹² Les sociétés de production de courant électrique sont plus nombreuses dans la Vallée d'Aoste où on en dénombre vingt-sept en 1955 (d'après ARGANTE MICHELINI, intervention au 24ème Congrès National de la Lega, Rome, 9-12 juin 1955. Compte rendu des débats, p. 151). D'après Smith-Gordon et O'Brien ce serait plutôt l'Allemagne qui est le domaine d'élection de ce type de société. (*Op. cit.*, p. 129 et 140). En 1951 on en dénombre en effet 460 dans ce pays. Cf. *Les organisations agricoles de la République Fédérale Allemande*. Bonn, Deutscher Bauernverband, 1952, 39 p.

⁹³ Un article du journal régional a justement trait à l'inauguration de l'éclairage public électrique dans ce village. A part un autre communiqué, en 1950, concernant une assemblée générale, nous n'avons pas de traces de l'existence de ces sociétés par le journal qui consacre pourtant de nombreux articles à la coopérative de distribution d'électricité d'Ivrée.

plus importante. Les actions sont remboursées aux sociétaires mais, nous dit-on, le prix du courant ne tarde pas à augmenter. Tous les chefs de famille du village étaient actionnaires et la société peut à juste titre être considérée comme d'esprit coopératif si l'on ne veut pas se sentir strictement lié par les formes juridiques des groupements.⁹⁴

Les sociétés de distribution d'eau.

Les cinq premières datent toutes des années 1879 à 1886 et concernent le même village. Elles ont la forme coopérative. La plus importante, 250 membres, fournit l'eau aux fontaines publiques. Les habitants désireux d'avoir l'eau dans leur maison paient seulement les frais d'installation des tuyaux depuis la conduite principale. Jusqu'à ce jour l'eau n'a rien coûté aux habitants à part une contribution aux frais d'entretien et de réparation des installations.

Les quatre autres sociétés, chacune groupant une soixantaine de membres, desservent les fontaines publiques d'autres groupes de maisons du du même village. Elles sont administrées selon les mêmes principes que la précédente et l'eau ne coûte pas plus cher aux sociétaires.

Un autre village reçoit l'eau par l'intermédiaire d'une société anonyme locale créée dans les années 1937-39. Une cinquantaine d'actionnaires a fourni le capital du départ. La gratuité de l'eau qu'ils consomment constitue le dividende de leur mise de fonds. Les non-membres paient 15 livres par mètre cube. Le problème de la société est le contrôle de la pureté de l'eau; pour cela elle préférerait céder son monopole à la commune qui dispose de plus de facilités pour la faire analyser dans un laboratoire. En 1956 la distribution de l'eau a rapporté 380 000 livres à la société. Ses dépenses ont été les suivantes:

98 000 livres	impôt sur la fortune
1 000 »	taxe sur le terrain où se trouve la source
51 500 »	honoraires du conseiller fiscal et droits de timbre
25 000 »	droits d'inspection (contribution fixe calculée selon le nombre de sociétaires et le montant du capital)
12 400 »	frais d'administration
187 900 livres	

Durant cette année la société n'a effectué aucune réparation à ses installations. Le bénéfice, 192 000 livres, a été capitalisé en bons postaux.

⁹⁴ Cf. G. WEISSER, *loc. cit.*

Le capital actuel de la société est de 1 040 000 livres et ses installations (conduites, tuyaux) sont estimées à 20 millions.

Ce sont là les seules sociétés pouvant s'apparenter aux régies coopératives dont elles ont certains caractères.⁹⁵ En ce qui concerne les sociétés de production d'électricité il convient de souligner qu'elles naissent en grande partie du manque d'intérêt des compagnies privées pour l'électrification en milieu rural (vaste réseau de conduites pour une consommation relativement faible).⁹⁶

LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT

Elles dépendent de l'*Ente Nazionale per il Turismo* et ont pour but d'attirer les touristes dans leur village. Trois fonctionnent pour l'instant et deux sont en création. Au crédit des trois premières on peut porter les réalisations suivantes: un camp de camping, des soirées dansantes, des conduites d'eau et des bancs pour les promeneurs.⁹⁷ Les trois groupes se créent entre 1949 et 1951 et comptent 30 à 50 membres chacun.

Les ressources principales proviennent de l'institut national et des cotisations des membres.

Le Canavese pourrait devenir une zone touristique assez attrayante. Les villages situés à plus de 1000 mètres hébergent déjà beaucoup de familles durant l'été. Cependant il leur manque des installations modernes spécialement du point de vue des hôtels et des distractions.

⁹⁵ Des 5 principes énoncés par Bernard Lavergne seul le premier (création par une décision des pouvoirs publics) ne se retrouve pas dans ces sociétés. S'il n'y a pas décision des pouvoirs publics il y a cependant collaboration avec eux et absence de concurrence. Cf. BERNARD LAVERGNE, *Les Régies coopératives*, Paris, Alcan, 1927, p. 1 à 29.

⁹⁶ B.I.T. *Le mouvement coopératif et les problèmes actuels*, op. cit., p. 68 et ss.

⁹⁷ Ces diverses activités et les constitutions des sociétés apparaissent dans la quinzaine d'articles que le journal régional leur consacre entre 1952 et 1955. A l'issue la *Società Pro Loco* date de 1950.

AUTRES TYPES DE COOPERATIVES

Une seule coopérative de production a été repérée dans cette zone alors que ce type d'association est l'apanage de l'Italie.

Il s'agit d'un essai tenté en 1901-1902 à partir d'un groupe de maçons d'un des villages; la société s'est ensuite transférée à Ivree.

La terre étant très morcelée et le nombre des manœuvres agricoles peu élevé on ne voit pas ce constituer des fermes collectives ou des coopératives de travail (*affittanze collettive*).

Les villages n'ont pas connu non plus la création de caisses d'épargne comme il en existait à travers toute l'Italie du Nord. Il y en a eu une à Ivree: créée en 1844 elle disparaît en 1893.⁹⁸ Il en existe deux autres dans deux centres voisins plus importants de la Province de Turin.

Depuis deux ans fonctionne une société de prévention contre la grêle qui groupe environ 80 propriétaires d'un des villages. Ils paient 400 lires par an et par journée de terrain cultivé.⁹⁹

Avec l'assistance technique du Mouvement Comunità et de l'I-RUR se sont créés un certain nombre d'autres groupements de producteurs agricoles. Ils ne se limitent plus à la petite communauté villageoise et s'étendent jusqu'à une dizaine de communes. Nous aurons l'occasion d'en parler à propos de la situation actuelle et des chances de survie des groupes à base économique.

⁹⁸ A sa création la caisse d'épargne absorbe le Mont-de-Piété créé bien avant déjà, en 1591.

⁹⁹ La journée piémontaise équivaut à 3810 m².

VIII. LES GROUPES DE LOISIRS

LES FANFARES

Les « *società operaie* » se proposaient l'éducation de leurs membres autant que le secours mutuel. La réalisation la plus généralisée vers ce but éducatif est la fanfare.¹ Alors que des cours du soir ont été organisés seulement dans quelques villages, des fanfares se sont créées dans chaque « *pays* ». Nous en avons dénombré 73 dans 43 communes de cette zone; seuls cinq villages n'ont jamais eu leur fanfare.²

Ces sociétés se fondent surtout à la fin du siècle passé. Leur création relève peut-être d'un engouement d'époque correspondant à la fois à l'enthousiasme de l'unité italienne, au retour des soldats (l'essentiel du répertoire des fanfares est constitué par des marches militaires) et à la naissance du mouvement ouvrier. Le diagramme des fondations permet de déterminer ces époques de création. L'âge moyen des 29 sociétés en activité en 1955 est de 60 ans³ et la vie moyenne des sociétés disparues de 24 ans.⁴

¹ C'est aussi cette voie que suit la grande coopérative de Turin qui, une année après sa fondation, crée une école de musique. Cf. G. CASTAGNO, *op. cit.*, p. 17.

² On relève aussi 5 fanfares dans des fractions autrefois communes indépendantes.

³ Les extrêmes étant de 8 et 105 ans. Il n'y a qu'un seul groupe créé après 1939-45. On n'a pas tenu compte dans ce calcul des années d'interruption ou de scission qu'on connues certaines sociétés.

⁴ $N = 43$, comprenant 15 groupes ayant vécu moins de 10 ans et 10 ayant vécu plus de 40 ans. La moyenne est donc largement fictive et le graphique permet de se faire une idée de la dispersion. Il est basé sur les années vécues par 72 sociétés. Chacune d'elles est représentée par un trait dont une extrémité donne l'année de

CREATIONS ET DISPARITIONS DES FANFARES



Actuellement il y a encore 29 fanfares en activité. Celle-ci se borne d'ailleurs à quelques concerts annuels et à l'accompagnement aux funérailles. Il y a périodiquement des festivals régionaux et plusieurs groupes y participent.

Les fanfares ont souvent été mêlées aux luttes politiques de la région et dans sept villages il y eut même deux sociétés dans les années 1900 à 1914, l'une « cléricale », l'autre « populaire ».⁵ Elles fusionnent après 1918. A Ivree il y a même 5 fanfares dans les années 1905-10.⁶ Comme elles sont souvent liées avec les *società operaie* ou pourra se reporter à ce que nous avons dit de leur participation aux luttes politiques et religieuses.⁷

Le nombre de musiciens varie entre 12 et 70. La majorité des sociétés en compte 20 à 30. Presque toutes les sociétés ont moins de musiciens maintenant qu'il y a cinquante ans et la difficulté de recrutement explique la disparition de plusieurs d'entre elles.

Les sociétés ont démarré d'elles-mêmes, sans grande aide financière extérieure. La période des subventions débute avec celle de leur moins grande attraction: le *fascio* soutient les sociétés et oblige parfois les municipalités à mettre un local à leur disposition.⁸ Il est vrai que plusieurs groupes ont pu prospérer grâce aux dons de quelque riche propriétaire; ici on offre les instruments, là le marquis donne la bannière,

création et l'autre celle de disparition. Les sociétés se sont créées et sont mortes dans les années suivantes:

	créations	disparitions
1850 à 1860	2	—
1861 à 1870	—	—
1871 à 1880	6	—
1881 à 1890	11	—
1891 à 1900	16	3
1901 à 1910	15	6
1911 à 1920	13	17
1921 à 1930	1	4
1931 à 1940	1	2
1941 à 1950	6	1
1951 à 1955	1	3

⁵ On peut facilement s'imaginer le jeu des antagonismes et des rivalités dans le même village. Ainsi, en 1906, le président de la « Primavera » accepte de rencontrer en une joute musicale celui de la « Santa Cecilia » et ceci « devant beaucoup de directeurs de fanfares comme jury ».

⁶ La plus ancienne date de 1884, se divise en deux en 1899 et est reformée en 1945. Les autres sont les fanfares de trois quartiers différents de la ville. L'une d'elles existe encore.

⁷ *Supra*, p. 117 et ss.

⁸ Seules deux sociétés ont pu construire leur propre maison; l'une en 1885-90 par ses fondateurs et l'autre en 1928 grâce à un don du terrain.

etc. Peu à peu les dons cessent et sont remplacés par des subventions fixes.⁹

Mais le régime des subventions aux sociétés est surtout caractéristique de cette après-guerre. Les communes font réparer les instruments des fanfares ayant cessé leur activité durant la guerre, mettent un local à leur disposition, versent une somme annuelle fixe pour payer le « *maestro* ». Les leçons de musique sont évidemment les frais les plus considérables pour la société et comme le nombre d'éléments baisse la quote-part individuelle à ces frais augmente.

Pour les sociétés qui se sont dissoutes nous obtenons le tableau suivant des difficultés et causes de disparition : ¹⁰

Facteurs internes :

disparition par fusion avec la société de couleur	
politique différente	14
dissensions internes de caractère politique	6,5
on ne trouve plus de musiciens	6,5
manque de fonds	5,5
le directeur meurt	2
manque d'intérêt	1,5
	36

Facteurs externes :

disparition à la suite de la guerre 1939/45	2,5
disparition à la suite de la guerre 1914/18	1,5
<i>fascio</i>	0,5
diminution de la population dans le village	0,5
	5
non déterminées	3
	44

Si l'on excepte les 14 cas de fusion (qui peut-être ne devraient pas être considérés comme des disparitions) et les dissensions politiques qui ont amené à la création de deux fanfares dans le même village on se

⁹ On peut en avoir une idée d'après les communiqués du journal régional concernant les remerciements que les fanfares adressent à leurs bienfaiteurs. Il y a 30 dons entre 1903 et 1915 (2, 3 par an), 14 entre 1919 et 1926 (1, 8 par an) et seulement un entre 1945 et 1955. Ceci peut être considéré comme une mesure du rayonnement de ces groupes et amène à une conclusion semblable à celle qu'on tirera plus loin de la courbe des fréquences des concerts.

¹⁰ L'emploi des fractions dans ce tableau permet de donner un poids différent à chaque raison de disparition selon le nombre de causes mentionnées par les personnes interviewées. Pour une explication plus détaillée du mode de calcul on pourra se reporter à la page 83 (note 41).

trouve en présence de deux importantes raisons de disparition: manque de fonds et manque d'attraction du groupement musical en tant que tel.¹¹ Les causes extérieures (guerres, émigrations, fascio) font aussi disparaître 5 sociétés.

Les 29 fanfares qui subsistent présentent la structure financière suivante:

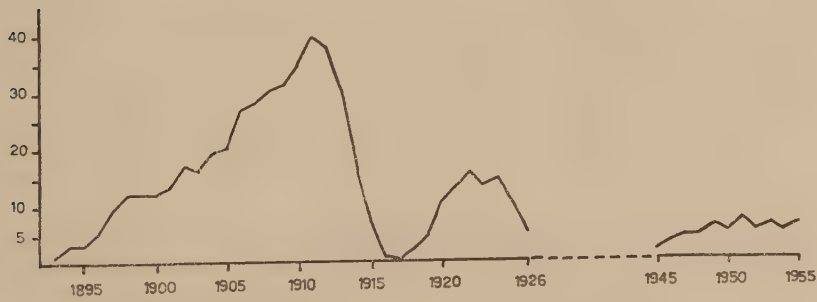
non subventionnées	9
subventionnées par Comunità	2
subventionnées par la commune	10
subventionnées par la paroisse	1
subventionnées par la commune et Comunità	1
non déterminé	6

Malgré le nombre de cas assez important où nous n'avons pu savoir si la fanfare touchait une subvention, on remarque qu'il n'y a plus que 9 fanfares qui ne reçoivent aucune aide. Trois ont été aidées par Comunità et onze par la commune. Nous reparlerons de l'aide de Comunità à propos des centres communautaires.

Conclusion.

Alors que dans le passé chaque génération recréait un peu sa propre fanfare, la jeunesse de cette après-guerre paraît beaucoup moins attirée par ce loisir. Il ne semble pas que les raisons économiques soient aussi importantes ici qu'à propos d'autres types de groupements; bien que les leçons de musique coûtent très cher et qu'on ne puisse en prendre

FREQUENCES ANNUELLES DES CONCERTS DES FANFARES



¹¹ Dans trois villages même, la Municipalité a fait réparer les instruments après la dernière guerre mais on ne trouve pas de jeunes gens désireux de les utiliser.

souvent à cause de leur prix.¹² il semble que le manque d'intérêt soit le facteur prédominant.

Le nombre des concerts donnés chaque année par les fanfares peut être un bon indice de leur vitalité. Le graphique des fréquences de ces manifestations (sur la base des communiqués du journal régional) montre comme le rayonnement de ces groupes va en s'accroissant régulièrement jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. On remarque aussi le reprise des activités après chaque guerre mais avec une recrudescence beaucoup moins forte après 1945.¹³

Par le développement des communications l'« esprit de clocher » qui caractérisait les villages a disparu, comme a aussi disparu un peu de la fierté de l'appartenance au groupe villageois. Il faut invoquer ce motif dans la baisse d'attraction des groupes musicaux. La fanfare était une institution de la communauté de village: une fois celle-ci dissoute ou en voie de dissolution, ses institutions tendent à disparaître également.

LES SOCIÉTÉS SPORTIVES

Il y a peu de sociétés organisées et le sport est relativement peu développé dans cette zone. Même à Ivry il n'y a pas une forte tradition sportive.¹⁴ Nous avons repéré 33 associations sportives dans les villages: leurs activités consistent dans le tir, la chasse, le football, les boules, le

¹² Une des fanfares a même dû réduire le nombre des leçons à deux par mois.

¹³ Cette courbe est établie sur la base de 564 communiqués constituant 78 % de tous les articles consacrés aux fanfares. La courbe est ajustée sur trois ans afin de réduire l'ampleur des fluctuations annuelles. Les chiffres ayant servi de base à l'établissement de ce graphique sont les suivants:

	<i>Nombre de concerts</i>
1893-1894	4
1895-1899	42
1900-1904	73
1905-1909	137
1910-1914	162
1915-1919	10
1920-1924	64
1925-1926	16
1945-1949	18
1950-1955	38

¹⁴ A Ivry nous avons pu recenser les sociétés suivantes: sociétés de tir, de boules, de cyclisme, de football, d'alpinisme, de chasseurs, de pêcheurs et de chant. La plus ancienne est la société de tir fondée en 1885. Le groupe cycliste, créé en 1894, donnera l'exemple et introduira ce nouveau sport dans les villages. Il en est de même pour le football où le groupe citadin se constitue déjà en 1905. Au total on a repéré 15 groupes sportifs dont un seul de création d'après-guerre. Cinq existent encore en 1955.

cyclisme et le ski. Nécessitant un équipement (chaussures en particulier) et des installations fixes très coûteuses, le football n'est pas encore très développé dans les villages.

On constate deux vagues de créations: la première, pour laquelle nos informations proviennent surtout du journal local, concerne les sociétés de cyclisme créées dans les années 1910 pour l'organisation de courses cyclistes; et une seconde vague après 1945 où le football tend à dominer. La liste des activités est présentée ci-dessous avec les époques de création:

<i>Activité</i>	<i>Sociétés créées avant 1922</i>	<i>Sociétés créées après 1945</i>
Cyclisme . . .	11	4
Chasse . . .	4	—
Boules ¹⁵ . . .	1	2
Tir . . .	1	—
Football . . .	—	6
Non déterminée .	3	—
	20	12

Groupe pour l'organisation de courses de ski dont l'activité semble remonter à 1926-27.

Nous n'avons plus trouvé trace des 20 sociétés constituées avant le fascisme et nos informations sont trop peu précises pour savoir dans quelle mesure elles ont été absorbées par les *dopolavoro*.

La première *unione ciclista* se crée en 1909 et, d'après les comptes rendus du journal régional, dure jusqu'en 1922. Il faut observer que 16 des 20 sociétés se créent avant 1914 et les années 1920 n'en voient surgir que quatre. La vie moyenne des groupements d'avant le fascisme peut être estimée à environ 13 ans.¹⁶

Quant aux sociétés actuelles créées depuis 1945, leur âge moyen est de 5 ans.¹⁷

Deux sociétés sont indépendantes et non liées à d'autres: le groupement d'une demi-douzaine de skieurs qui organise des concours de ski et la société qui organise des courses cyclistes.

¹⁵ Non compris un CRAL qui possède un jeu de boules mais où cette activité n'a pas donné naissance à une société indépendante.

¹⁶ En admettant qu'ils aient été dissous ou absorbés par le fascio vers 1925. Les extrêmes sont de 2 et 30 ans. Ce calcul, nous ne nous le dissimulons pas, n'a cependant rien de rigoureux; d'autant plus que certains de ces groupes ont pu disparaître durant la première guerre mondiale déjà.

¹⁷ Les extrêmes étant de 1 et 9 ans. $N = 7$. Non compris le groupement skieur.

Un des CRAL a donné naissance à la société de boules et les centres communautaires ont pris en charge quatre sociétés: ici le local du centre est mis à disposition, là ce sont des subsides qui permettent à la société sportive de s'équiper.

Comme pour tous les autres types de groupements étudiés, le rayonnement des sociétés de sport a beaucoup baissé depuis la dernière guerre: trois fois moins d'articles ont été publiés à leur sujet depuis 1945 qu'avant la période du fascisme.¹⁸ Les manifestations (courses cyclistes, fêtes, excursions) sont surtout nombreuses dans les années 1911-15, 1919-1922 et 1945-48, la première période correspondant à la création de la plupart des sociétés et les deux autres aux deux après-guerres.¹⁹ Depuis 1949 l'activité des sociétés, ou du moins leur rayonnement à l'échelle régionale (tel qu'on peut le mesurer d'après le journal), a presque complètement cessé.

Comme pour tous les groupements durables que nous avons étudiés, les sociétés sportives élisent un conseil d'administration. Ce conseil a surtout une activité dans la plus grande d'entre elles qui compte 225 membres et qui est liée avec la société de théâtre et avec le centre communautaire (les deux organisations s'étant mises d'accord pour l'achat d'un poste de télévision).

La cotisation annuelle varie entre 200 et 500 liras. L'ensemble de ces cotisations n'est certes pas une importante source de revenu pour les sociétés qui, à l'exception de celle mentionnée ci-dessus, ne dépassent pas 40 membres. Aussi doivent-elles recourir à d'autres sources de financement: dons et surtout aide de Comunità.

LES GROUPES DE THEATRE

Ils sont d'inspiration paroissiale et on en trouve dans trente-six villages de cette zone. Les plus anciens ont presque toujours été créés par le curé pour représenter des scènes religieuses. Ils procèdent en cela des groupements du Moyen-Age; on a d'ailleurs pu établir que des représentations sacrées du Jugement dernier étaient données à partir du 18ème siècle dans l'un des villages.²⁰

Ces groupements sont en général temporaires: ils se créent pour

¹⁸ 21 articles depuis 1945 contre 96 entre 1905 et 1926, soit une moyenne annuelle deux fois supérieure pour la période la plus ancienne.

¹⁹ On a pu dénombrer 108 manifestations sportives dont 17 depuis 1945.

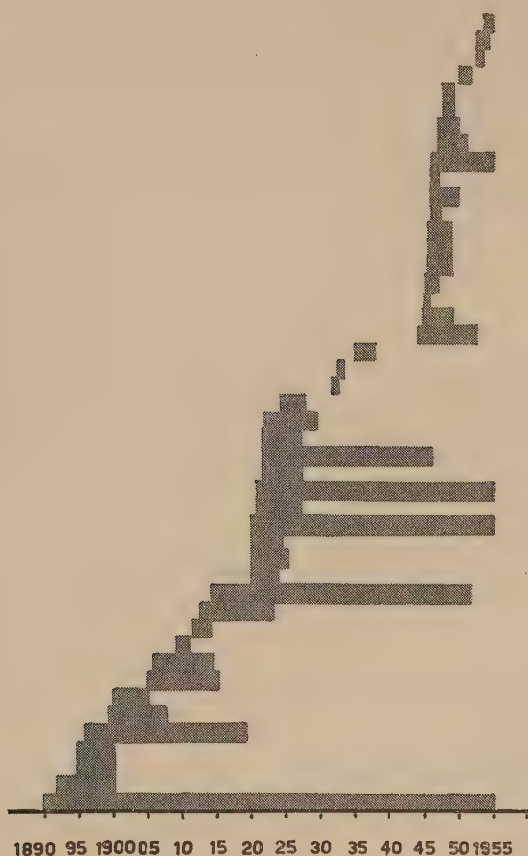
²⁰ Cf. COSTANTINO NIGRA e DELFINO ORSI, *Il Giudizio Universale in Canavese*. Torino, Roux Frassati & Co., 1896, 208 p.

donner un spectacle ou deux et se dissolvent ensuite. Ils sont rarement mixtes quand ils sont d'origine paroissiale.

Si le fond de la tradition est religieux, cela n'empêche pas que plusieurs des sociétés créées dans cette zone étaient laïques, fondées par l'instituteur ou un fervent du théâtre.²¹

Le graphique ci-dessous donne les époques de création et de dissolu-

CREATIONS ET DISPARITIONS DES GROUPES DE THEATRE



²¹ A Ivree en trouve un groupe de théâtre en 1870 déjà, un autre dans les années 1899-1905 et un troisième en 1946-48. Il semble que le groupe de théâtre soit plutôt l'apanage du village que celui de la petite ville.

tion.²² La vie moyenne des sociétés dissoutes est de 6 ans²³ et les âges des cinq sociétés encore en activité sont de 1, 8, 34, 35 et 66 ans.

On remarque l'absence de nombreuses créations durant les années du fascisme et l'attraction exercée par le théâtre durant les années 1945-48. Sur les 53 sociétés recensées une quinzaine est constituée par des groupements mixtes.²⁴ Les autres dépendent des paroisses et on nous déclare qu'elles ont été créées « *pour tenir les jeunes* ».

On peut présenter le tableau suivant des causes de leur dissolution : ²⁵

la société se dissout après avoir créé l'école maternelle	5
les acteurs partent chacun de leur côté	6
la société ne peut couvrir ses frais	2
concurrence d'autres moyens de distraction	1
le directeur s'en va	1,5
fatigue du public	1
manque d'éléments	6
vol	1
disputes	0,5
non déterminées	24
	48

La raison principale de dissolution (si l'on excepte la forte proportion de causes non déterminées) est le départ de tous les éléments ou leur manque d'intérêt pour le théâtre: l'un émigre, l'autre se marie... Il est aussi difficile de recruter de nouveaux acteurs par suite de la concurrence des moyens modernes et plus attrayants de distraction. Les groupes sont de taille assez faible, le temps nécessaire pour les répéti-

²² Ce graphique est basé sur les années vécues par 46 sociétés. Dans 7 cas il n'a pas été possible de connaître la date de création ou de disparition. Chaque groupe est figuré par un trait dont une des extrémités donne l'année de création et l'autre celle de disparition. Les chiffres suivants donnent la statistique ayant servi de base à ce tableau:

	Créations	Disparitions
1890-1900	7	3
1901-1910	3	2
1911-1920	7	5
1921-1930	7	9
1931-1940	3	3
1941-1950	16	15
1951-1955	3	4

Cinq sociétés existent encore au début de 1956.

²³ N = 41. Seules quatre sociétés ont vécu plus de 10 ans.

²⁴ Quatorze sociétés ont été recensées grâce à l'analyse des articles du journal local. Il n'a pas été possible de connaître leur dépendance éventuelle de la paroisse.

²⁵ Voir p. 83 (note 41) au sujet de l'emploi des fractions dans les tableaux du genre de celui-ci.

tions limité, leur répertoire tient à une ou deux pièces, les possibilités de représentation limitées à quelques villages seulement. Les frais sont malgré tout élevés et certains groupes ne peuvent les couvrir.

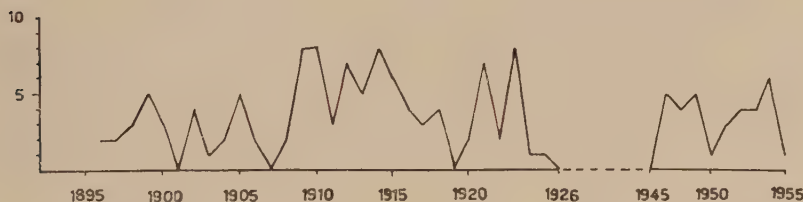
Presque toutes les sociétés donnent tout ou partie du bénéfice de leur représentation pour la construction ou l'entretien de l'école maternelle. Une société s'est même constituée dans ce but et s'est dissoute une fois la garderie d'enfants créée. Quatre autres se créent pour « renflouer » les finances de l'*asilo*.

Une seule société peut être considérée comme durable. Elle est la plus ancienne. Créée en 1890 elle a pu construire son propre théâtre. Elle fonctionne encore et donne dix à douze représentations par an avec une gamme de cinq spectacles différents. Les acteurs sont au nombre de 25 à 30, dirigés par un directeur. Celui-ci est intéressé au rendement de sa troupe et perçoit 15 % des recettes comme traitement. Le profit de la société va aussi à des œuvres de bienfaisance.

Le rayonnement des sociétés théâtrales peut être suivi par la courbe des représentations telles qu'elles apparaissent dans le journal régional.²⁶

ARTICLES PUBLIES CHAQUE ANNEE SUR LES GROUPES DE THEATRE

ARTICLES
PUBLIES



On remarque l'essor de l'activité de ces groupes dans les années 1909-16, sa chute durant la guerre et la reprise en 1920-22. Le phénomène est le même après 1945 et le nombre maximum de représentations est atteint en 1947-49.

Les groupes de théâtre sont restés très actifs par rapport aux autres sociétés.²⁷ A propos de l'évolution globale des groupes de loisirs, nous aurons l'occasion de revenir sur l'évolution de ces activités et particulièrement sur leur diminution après 1950-52.

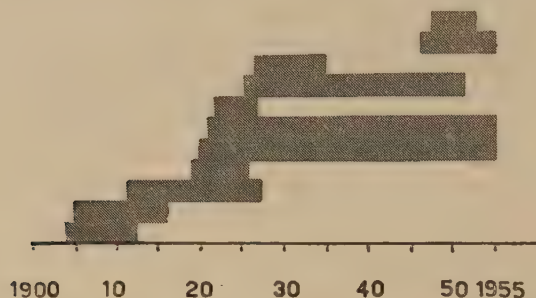
²⁶ 129 représentations et fêtes représentant 91 % de tous les articles publiés.

²⁷ Le quart des représentations concerne l'après-guerre de 1945. Les activités des autres groupes de loisirs n'accusent pas une telle proportion.

LES ORCHESTRES

Nous en avons recensé douze dans cette zone. Le graphique donne les dates de création et de dissolution.²⁸

CREATIONS ET DISPARITIONS DES ORCHESTRES



Le nombre de cas est trop peu élevé pour pouvoir tirer des conclusions.²⁹ Observons seulement que tous ces groupes datent de ce siècle et sont donc en général postérieurs aux fanfares. Dans quatre cas les éléments viennent de la fanfare ou jouent dans les deux groupes, ou encore rejoignent la fanfare à la dissolution de l'orchestre.

Il est difficile de savoir pour tous les groupes si le but est uniquement récréatif ou au contraire lucratif. Plusieurs orchestres se créent dans un but de distraction, jouent dans les fêtes où on paie à boire à leurs membres et finissent comme des orchestres semi-professionnels, passant contrat avec les aubergistes ou les sociétés organisatrices de fêtes.

Signalons un groupe lié à la société de théâtre dont il est l'orchestre attitré.

Quant aux causes de leur mortalité, il faut surtout invoquer celles que nous donnions à propos des groupes de théâtre : un à un les éléments quittent le groupe attirés vers d'autres activités. Dans deux cas, où l'instituteur avait créé la société, le groupe se dissout à la mort de son fondateur.

²⁸ Ce graphique est basé sur les années vécues par 11 sociétés. Chaque trait représente une société et ses extrémités, une l'année de création, l'autre l'année de disparition. Deux groupes ont été créés avant 1910, deux entre 1911 et 1920, cinq entre 1921 et 1930 et deux entre 1945 et 1955. Deux sociétés disparaissent entre 1911 et 1920, trois entre 1921 et 1930, une entre 1930 et 1940 et deux après 1950. Trois sociétés existent encore.

²⁹ Il en est de même pour les 5 articles (dont un seul après 1945) que le journal régional leur consacre et qui concernent tous des concerts donnés par ces groupements.

Des trois groupes qui existent encore, un dépend de la paroisse au titre de société de jeunes et les deux autres tendent à devenir des orchestres à but lucratif.

Il est cependant difficile de procéder à un recensement précis de ces groupes qui n'ont pas d'existence bien définie. Ils peuvent se former pour un spectacle ou une fête et se dissoudre ensuite. Il en existe certainement d'autres. Ceux que nous avons mentionnés sont des groupes assez durables et sont, ou ont été, connus en tant que groupes par les habitants du village. Par contre, des orchestres qui se forment pour une soirée dansante on ne connaît que les musiciens individuellement. Le musicien isolé passe d'une formation à l'autre, joue presque toujours dans la fanfare et de temps en temps aux fêtes des villages mais avec des compagnons différents chaque fois.

Il faut d'ailleurs observer que les taxes de droits d'auteur (c'est le nom qu'on leur donne) sont assez élevées sur les concerts et la danse. Introduites sous le fascisme, et maintenues par la République, elles contribuent à faire perdre à l'Italie sa réputation de pays du chant et de la danse.

LES CHORALES

Dix chorales ont été repérées (à l'exception des chœurs d'église des paroisses). Cinq ont été créées dans la première décennie du siècle et trois après 1950. Ce sont ces trois là et une plus ancienne qui sont encore en activité. Elles se produisent surtout aux fêtes et plus particulièrement à la fête du village. Les chanteurs sont peu nombreux et leur nombre ne dépasse pas 20 dans chaque société. Une seule est mixte.

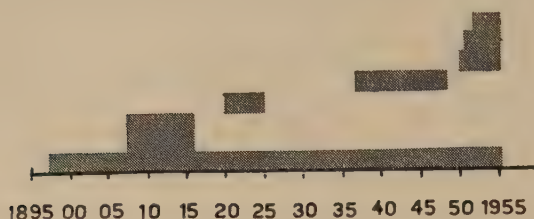
Le graphique montre les dates de création.³⁰ Les dates de disparition n'ont pu être précisées dans tous les cas. La vie moyenne des groupes disparus a été de 9 ans.³¹

On n'a pas pu connaître les raisons de disparition dans tous les cas. On remarque cependant que deux groupes se sont dissous par la mobilisation de 1914-18, un autre par le *fascio* et un dernier par manque de membres.

³⁰ Ce graphique est basé sur les années vécues par 8 sociétés. Chaque trait représente une société et ses extrémités, une l'année de création, l'autre celle de disparition. Une seule est créée avant 1900, deux entre 1905 et 1910, une en 1920, une en 1936 et trois après 1950. Deux chorales ont disparu en 1916, une en 1925 et une en 1948. Quatre existent encore au début de 1956.

³¹ Les extrêmes étant de 6 et 11 ans. La moyenne ne repose cependant que sur 4 cas.

CREATIONS ET DISPARITIONS DES CHORALES



Au total les chorales apparaissent seulement neuf fois dans les communiqués du journal régional.³² Leur rayonnement est assez faible et elles semblent plutôt rester dans l'orbite de la paroisse.

LES SOCIÉTÉS DU CARNAVAL

Les sociétés du Carnaval ont pour but de maintenir l'ancienne tradition. Il y en a trois dans cette zone alors que le Carnaval se fête à peu près dans tous les villages.³³

La plus ancienne date de 1903 et est propriétaire d'une salle pour les repas et la danse du Carnaval. Les deux autres datent de 1920 et de 1946-47. Les membres, variant entre 50 et 80, versent une cotisation annuelle pour organiser les festivités et se retrouvent à un ou plusieurs repas en commun durant les trois jours du Carnaval. La société se dissout ensuite pour ne se reconstituer que l'année suivante.

³² De ces neuf avis sept concernent des concerts. Il y a 2 articles dans les années d'après 1945.

³³ Deux autres sociétés, d'ailleurs disparues, ont été révélées par l'analyse du journal régional. Elles dataient des premières années du siècle. D'autres ont dû exister que nos informateurs ne nous ont pas signalées. De plus le journal régional ne publie que 7 articles à leur endroit entre 1897 et 1913 et un seul article depuis 1945.

TROISIEME PARTIE
ESSAIS DE SYNTHÈSE

IX. ÉVOLUTION ET SITUATION ACTUELLE DES GROUPES ÉCONOMIQUES

Dans ce chapitre nous allons essayer de regrouper les différents éléments des monographies consacrées à chaque type de société. Après beaucoup d'hésitations nous avons joint les cercles et CRAL aux sociétés à base économique. Bien que leur but soit le loisir et la détente, leur assise économique (la gestion du café-bar) a été le problème numéro un de leur existence. D'autre part, les cercles formaient les *società operaie* avec les mutuelles et les coopératives de consommation et, par là, semblent devoir figurer dans les sociétés à base économique.

Natalité et mortalité.

335 sociétés économiques ont été créées dans cette zone et 93 d'entre elles restent en activité.¹ Le graphique ci-dessous montre le nombre des sociétés créées chaque année; les années 1880 à 1910 sont les années les plus fécondes. Comme pour les coopératives de production françaises, chaque après-guerre entraîne la création de nouveaux groupes ou la remise sur pieds d'anciennes sociétés (nous avons assimilé ces nouveaux départs à des créations).² La forte natalité des années 1945 et 1946 tient aux CRAL qui succèdent aux *dopolavoro*. Le rythme de création va en

¹ Non compris 10 cercles, 12 sociétés de consommation et 9 CRAL en gestion privée. Ils sont considérés comme disparus dans les tabulations qui suivent.

² Le rythme de création de plus de 2500 coopératives de production françaises montre une recrudescence des créations après chaque crise et chaque guerre. Cf. H. DESROCHE, J. GAUMONT, A. MEISTER et E. POULAT, *Études sur la tradition française de l'association ouvrière*. Paris. Ed. de Minuit, Bibliothèque Internationale de Sociologie de la Coopération, 1956, p. 71 et ss.

s'abaissant graduellement depuis 1890-94 et tend à rejoindre, après le sursaut de l'après-guerre, le rythme qu'il avait dans les années 1920-30.

Comme on pouvait s'y attendre la mortalité des sociétés est la plus forte durant la période fasciste. Les années 1922 à 1927 sont les plus cruelles à cet égard.

La comparaison des courbes superposées de mortalité et de natalité est plus suggestive.³ On remarque que jusqu'en 1915-19 la natalité est beaucoup plus forte que la mortalité encore que le fuseau formé par les deux courbes se rétrécisse depuis 1890-94 et va jusqu'à se refermer complètement en 1915-19.

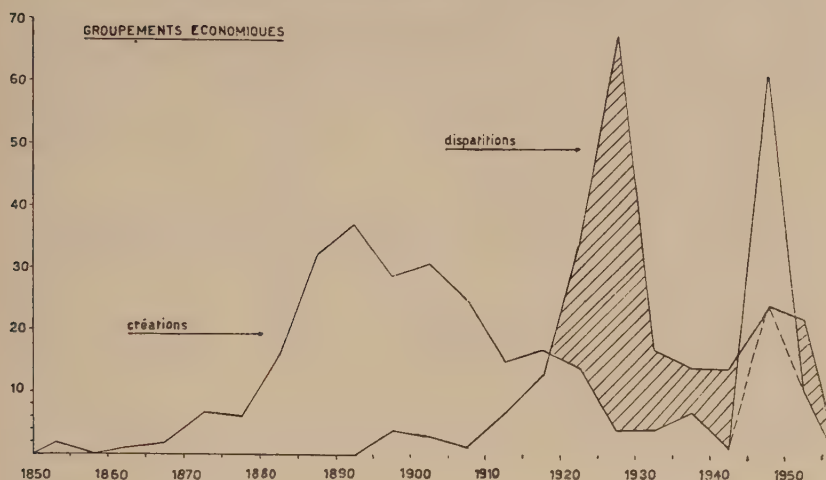
A partir de 1920-24 (fuseau hachuré), et jusqu'à la fin de la période fasciste, les disparitions dépassent largement les créations.

Grâce à la formation des CRAL la natalité l'emporte sur la mortalité en 1945-49. On remarque d'ailleurs que le dépassement de la natalité aurait été beaucoup moins fort sans l'apport des CRAL (ligne brisée).

³ Les nombres de cas ayant servi de base à l'établissement de ce graphique sont de 325 pour les créations et 223 pour les disparitions. Afin de réduire l'ampleur des fluctuations annuelles on a groupé les créations ou disparitions par groupes de 5 ans. Les chiffres ayant servi de base à ce graphique sont les suivants:

	<i>Créations</i>	<i>Disparitions</i>
1850-1854	2	—
1855-1859	—	—
1860-1864	1	—
1865-1869	2	—
1870-1874	7	—
1875-1879	6	—
1880-1884	16	—
1885-1889	32	—
1890-1894	37	—
1895-1899	29	4
1900-1904	31	3
1905-1909	26	1
1910-1914	15	7
1915-1919	17	13
1920-1924	14	33
1925-1929	4	67
1930-1934	4	17
1935-1939	7	14
1940-1944	1	14
1945-1949	61	24
1950-1954	11	22
1955	2	4
	325	223

NATALITE ET MORTALITE COOPERATIVES



Enfin, mais sur la seule base des créations et disparitions de 1955, il semble que le mouvement entre de nouveau dans une phase négative.⁴ On verra plus loin qu'il en est de même pour les groupements de loisirs.

Les causes de disparition.

Il convient de rappeler que les raisons de disparition données par les personnes interviewées ne sont peut-être pas les raisons réelles; autrement dit, elles seraient déformées par l'éloignement dans le temps (lacunes de mémoire) et par la subjectivité des informateurs qui ont eux-mêmes souvent été mêlés à ces disparitions (altérations ou déformations de la perception). Nous n'avons malheureusement aucun moyen de contrôle autre que les interviewés, le journal régional ayant été suspendu de 1926 à 1945, période qui est justement celle de la plus forte mortalité.⁵

Les raisons de disparition que nous avons regroupées pour toutes les sociétés doivent donc être interprétées avec circonspection; nous nous

⁴ Nous manquons malheureusement de données comparatives sur les mouvements de natalité et mortalité coopératives. Les calculs que Charles Gide avait établis dans les années 1910 pour les coopératives de consommation n'ont pas été poursuivis systématiquement par les bureaux de statistique des divers mouvements. Les quelques chiffres de Gide sont cités par JEAN GAUMONT, *op. cit.*, vol. II, p. 245-246.

⁵ Le journal signale cependant beaucoup moins les disparitions que les créations. Il aurait donc été moins utile de toutes façons encore qu'il soit possible que le *fascio* ait été accusé à tort de la disparition de quelques sociétés.

contenterons de comparer les différences importantes dans les pourcentages.

Nous obtenons le tableau suivant des raisons de disparition: ⁶

Facteurs internes

Conflits internes	13,5		
Manque d'intérêt	11,17		
Mauvaise administration	8,33		
Difficultés avec le gérant	4,17		
Absence d'animateur	2,33		
	—	39,5	22,9 %

Divers

Manque de fonds	8,66		
Dissolution du groupe parent	7,—		
Changement du but de la société	5,—		
Vente du local (laiterie)	1,—		
	—	21,66	12,6 %

Facteurs externes

Fascisme:

Dissolution	22		
Intégration à une société capitaliste	24		
Transformation en <i>dopo-lavoro</i>	28		
	—	74	
Concurrence	14,5		
Absence de but de la société	9,—		
Guerres	8,5		
Epidémies	3,—		
Diminution de la population	1,83		
	—	110,83	64,5 %

172,— 100,0 %

Raison non déterminées 31,—

Nombre de sociétés économiques disparues 203,—

Le tableau est divisé en trois groupes de raisons: s'il était assez facile de classer certaines d'entre elles dans les deux grands groupes (facteurs externes et facteurs internes) nous avons préféré, plutôt que de forcer la réalité à entrer dans notre schéma, laisser une catégorie intermédiaire

⁶ Ici encore nous avons accordé un poids différent à chaque cause de disparition selon que la personne interviewée nous donnait une, deux, trois ou plus de raisons. Le total du tableau est donc égal au nombre de sociétés disparues. Voir page 83 (note 41) l'explication détaillée de ce mode de calcul.

de raisons de disparition: ainsi, par exemple, le manque de fonds, souvent mentionné, peut être la résultante du manque d'intérêt aussi bien que de la guerre. Dans ce groupe intermédiaire, non classable, on observe que sept groupes se sont dissous en même temps que le groupe parent (société de machines avec laiterie, par exemple) auquel ils étaient liés. Cinq sociétés ont aussi changé de but: de cercles ils sont devenus CRAL et l'inverse.

Parmi les **facteurs internes de dissolution**, on remarque immédiatement que les conflits internes sont la cause la plus importante de disparition: conflits dans les estimations du bétail, partialité dans la distribution des marchandises achetées en commun et difficultés dans le déchargement des wagons, difficultés pour établir une rotation dans l'utilisation des machines communes et difficultés pour le paiement des réparations.

Le manque d'intérêt, le défaut de solidarité entre les sociétaires (par exemple dans les pactes sociaux des mutuelles du bétail) et tout simplement le manque de membres (spécialement CRAL et cercles) sont responsables de quelques disparitions aussi.

Disparitions par mauvaise administration: gestion trop coûteuse, inexpérience, improvisation des administrateurs, mauvaise organisation et, parfois, vols et malversations.

Les difficultés de gérance sont propres aux coopératives de consommation et aux cercles et CRAL: gérant peu sympathique ou incapable et, surtout, impossibilité de trouver un nouveau gérant une fois que le titulaire quitte l'emploi (la rémunération trop faible étant la cause principale du manque d'attraction de cette occupation).

Enfin, disparitions par manque de leadership. Le président, en général le fondateur, meurt et laisse un conseil d'administration sans expérience ou sans volonté combattive.⁷

⁷ Si, sur la base de ce tableau et des monographies, il fallait exprimer en peu de mots les raisons propres de disparition de chaque type de groupe, on arriverait au tableau suivant:

Mutuelles du bétail	}	conflits internes
Sociétés de machines		
Sociétés d'approvisionnements		
Sociétés de consommation	}	difficultés de gérance, mauvaise
		administration, manque de ges-
		tionnaires
CRAL	}	difficultés de gérance, mauvaise
Cercles		administration, manque de
		membres

Ce sont là en somme les dangers, très schématisés, qui guetteraient les nouvelles éventuelles créations.

A l'inverse des groupes de loisir les facteurs internes ne sont invoqués que pour un peu plus du tiers des disparitions: ce sont donc surtout **les facteurs externes de disparition** qu'il faut envisager.

Parmi ceux-ci le fascisme est responsable de 43% de toutes les disparitions. Alors que les dissolutions pures et simples atteignent un peu toutes les sociétés, ce sont surtout les mutuelles contre l'incendie que le régime force à s'intégrer dans les grandes compagnies d'assurances privées. Quant aux anciens cercles ils sont d'autorité transformés en *dopolavoro*.

La concurrence, par les facilités de crédit, les ressources financières supérieures et la possibilité de servir le client à domicile et par petites quantités (ce que ne pouvait la société d'approvisionnements) est responsable de quelques disparitions aussi.

Bien qu'il soit relativement peu invoqué ici, l'absence de but de la société est un facteur qui a eu une influence prédominante sur la disparition des sociétés de secours mutuels (les ouvriers étant assurés obligatoirement et les paysans aussi depuis 1955). De même l'amélioration du niveau de vie de l'agriculteur lui a permis d'acheter pour son compte (et pour son usage propre) l'outillage agricole que lui prêtait la société d'utilisation des machines.

Les deux guerres, par la mobilisation de beaucoup de responsables, ont affaibli et fait disparaître trois sociétés. L'introduction des dispositifs de rationnement avant la dernière guerre faisait des laiteries coopératives des centres de ramassage du lait et du beurre. Cinq sociétés se « sabordent », leurs membres gagnant à traiter individuellement avec les offices collecteurs.

Les épidémies conduisent à la disparition de 3 mutuelles du bétail et la diminution de la population est invoquée dans la disparition de quelques sociétés aussi.

Comme on l'a vu à propos des monographies sur chaque type de société, les raisons d'un certain nombre de disparitions n'ont pas pu être retracées. Aux 18 sociétés dont l'existence nous a été signalée par l'analyse du journal et pour la majorité desquelles nous n'avons pu obtenir par ce canal des informations relatives à la disparition, il faut ajouter plusieurs sociétés pour lesquelles nos informateurs n'ont pas pu nous donner ces raisons (lacunes de mémoire ou bien imprécisions et contradictions qui nous ont fait préférer ignorer l'information): ceci porte à 31 le nombre de sociétés dont nous ne savons pas les « causes de mortalité ».

Le passage à la gestion privée.

La mort brutale de la société n'est pas la seule voie de disparition. Il convient de voir aussi les raisons données par nos informateurs au sujet du passage graduel de la gestion coopérative à la gestion privée de

la société. Cette analyse concerne seulement les sociétés de consommation, les cercles ouvriers et les CRAL et le nombre de tels passages s'élève à 39, vingt-six se situant après 1945, douze entre 1922 et 1945 et un avant la première guerre mondiale.⁸

Les raisons données sont regroupées dans le tableau suivant: ⁹

Facteurs internes

Perte de l'intérêt	11,5		
Difficultés de gérance	9,—		
Difficultés administratives	5,17		
Absence d'un animateur	2,—		
	—	27,67	74,8 %

Divers

Manque de fonds		0,66	1,8 %
---------------------------	--	------	-------

Facteurs externes

Fascisme	3,—		
Concurrence	2,83		
Guerre 1939-1945	1,67		
Diminution de la population	1,17		
	—	8,67	23,4 %

37,— 100,0 %

Non déterminées	2,—		
		39,—	

On remarque immédiatement que les **facteurs internes** sont responsables des trois quarts des disparitions et, parmi eux, surtout le désintéressement manifesté par les membres à l'égard de la société (soit manque de membres, difficultés de trouver des administrateurs, soit laisser-aller, absence de contrôle social des membres sur leur société).

Les difficultés de gérance viennent au deuxième rang et, parmi elles, surtout l'impossibilité de rémunérer le gérant convenablement et de le remplacer une fois qu'il quitte l'emploi. Egalement, et nous y avons beaucoup insisté à propos des CRAL, difficultés de contrôler son activité pour le calcul de son salaire.

⁸ En 1955 trente et une sociétés vivent encore sous le régime de la gestion privée.

⁹ Le total du tableau donne le nombre de sociétés passées sous le contrôle du gérant. L'usage des fractions a été rendu nécessaire afin d'accorder un poids différent aux raisons de disparition mentionnées. Si l'une des personnes interviewées mentionne deux raisons de disparition à propos de la même société, nous admettons que le groupe en question a été dissout par moitié (0.5) sous l'influence du premier facteur et par moitié sous l'influence du second. Voir page 83 (note 41) une explication plus détaillée de ce mode de calcul.

Les difficultés dans l'administration peuvent aussi être largement imputées au manque d'intérêt: l'administration donne beaucoup de travail et celui-ci est entièrement gratuit. En outre on retrouve ici l'inexpérience des administrateurs et la mauvaise organisation.

Enfin, le manque d'un animateur, ou du moins d'un gestionnaire, se fait sentir et quand le président meurt on ne trouve personne pour le remplacer.

Parmi les difficultés résultant à la fois de la situation interne et du jeu des facteurs extérieurs il faut de nouveau citer le manque de fonds et le besoin que ressentent certaines sociétés de louer leur local pour jouir d'un revenu fixe destiné à l'amortissement de leurs dettes.

Pour ce qui est des **facteurs externes**, citons le *fascio* qui dissout l'administration de la société et la contraint à mettre le magasin ou le cercle en location, la pression de la concurrence lassant l'administration qui préfère se décharger sur un gérant privé d'un travail ne se traduisant pas en définitive par des prix de vente plus bas et, enfin, la guerre et la diminution de la population qui affaiblissent la vitalité d'autres sociétés.

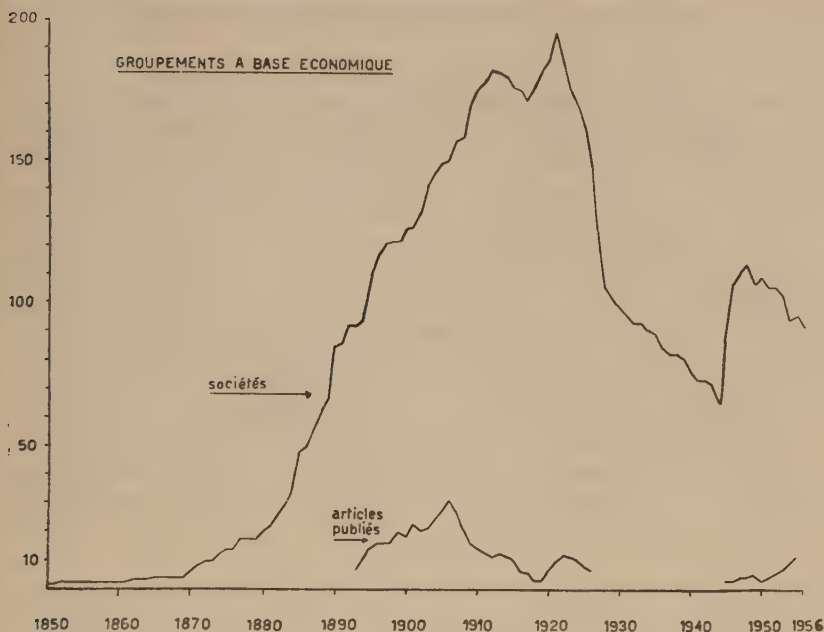
Pénétration et rayonnement coopératifs.

L'évolution de la natalité et de la mortalité des associations à base économique amène à parler du degré de pénétration coopérative, selon la terminologie de l'Alliance Coopérative Internationale. On peut porter sur graphique la longueur de vie de chaque société et additionner pour chaque année le nombre de sociétés vivantes. La courbe suivante, constituée à partir de la série des chiffres ainsi obtenus, nous donne une idée de la pénétration coopérative.¹⁰

¹⁰ La courbe du degré de pénétration coopérative est basée sur les durées de vie de 299 sociétés. Pour ce qui est du rayonnement coopératif la courbe des articles publiés a été ajustée sur trois ans afin de réduire les fluctuations annuelles. Les chiffres ayant servi de base à l'établissement de la courbe de pénétration coopérative sont les suivants:

Nombre de sociétés existant en	1850	1	en	1905	150
	1855	2		1910	176
	1860	2		1915	177
	1865	4		1920	187
	1870	6		1925	163
	1875	14		1930	99
	1880	20		1935	90
	1885	44		1940	77
	1890	85		1945	88
	1895	110		1950	110
	1900	127		1955	96

PENETRATION ET RAYONNEMENT COOPERATIFS



Le nombre de sociétés en activité augmente régulièrement chaque année jusqu'en 1921. La politique du fascisme en diminue ensuite graduellement le nombre qui descend à 65 en 1944. Grâce à la création des CRAL, en 1945-46 surtout, le nombre de sociétés remonte de nouveau et atteint près de 114. Il redescend ensuite et ce sont 93 sociétés qui entrent dans l'année 1956.

La pénétration coopérative est donc en 1956 l'équivalente de celle de 1892, soit en moyenne 2 sociétés par village, alors qu'elle avait atteint plus du double après 1914-18. En termes de population, le degré de pénétration coopérative est d'une société pour environ 900 habitants¹¹ contre une société pour 2400 habitants pour toute l'Italie.¹² L'insuffisante précision des données sur la taille des groupes d'une part, et la simultanéité d'appartenance dans plusieurs groupes d'autre part, ne permettent pas le calcul d'indices de pénétration coopérative d'après le nombre

¹¹ Afin de comparer ces chiffres avec ceux de l'ACI nous exceptons les CRAL, cercles, sociétés d'embellissement, sociétés d'électricité et d'eau, N = 57.

¹² Proportion calculée sur la base des données de l'ALLIANCE COOPERATIVE INTERNATIONALE, *Statistique des organisations affiliées - Exposés comparatifs 1953-54*. Londres, juin 1956, 14 p. (ronéotypé).

des membres. Au total, malgré la très forte diminution (du double au simple) de la pénétration coopérative, cette zone reste caractérisée par une forte densité coopérative.

La courbe du rayonnement des associations à base économique, obtenue à partir des nombres annuels d'articles publiés à leur sujet, figure sur le même graphique et son maximum coïncide avec la période de forte création des associations ouvrières. L'intérêt que rencontrent les coopératives dans le public est donc bien fonction de la vitalité de celles-ci. Il est remarquable qu'après la dernière guerre le nombre d'articles publiés soit très faible. Le fait que leur nombre recommence à augmenter depuis 1952 vient de ce que le journal appartient maintenant au Mouvement Comunità dont un des buts est justement de faire revivre et de créer des associations coopératives. C'est ainsi que la majeure partie des articles publiés en 1955 a trait à la première coopérative vinicole qui se soit créée dans cette zone et dont l'initiative revient à ce mouvement.

En résumé, le rayonnement a baissé beaucoup plus que la pénétration coopérative: les associations demeurent mais ont perdu leur vitalité. Beaucoup d'entre elles sont des structures dont le contenu s'est vidé peu à peu et ne fonctionnent plus que par le jeu de mécanismes routiniers.

La vitalité coopérative.

La vitalité du mouvement coopératif dans une zone donnée semble dépendre de deux facteurs: d'une part, du nombre de nouvelles associations qui se créent, d'autre part, de la durée de vie de ces associations. Il est difficile de prétendre qu'un village où est apparue une seule société mais de longue durée, ait une vitalité coopérative plus faible, ou plus forte, qu'un autre village qui en a vu naître plusieurs mais de courte durée. On ne peut pas dire non plus que dans le premier village la vitalité coopérative ait disparu parce qu'aucune nouvelle société n'a été créée: il faut pourtant bien qu'il soit resté quelque chose du souffle primitif pour maintenir le groupe en vie et de plus chaque génération de jeunes l'a plus ou moins recréé. Egalement, on ne peut contester la vitalité coopérative du second village où un grand nombre d'associations, toujours nouvelles, voient le jour et qui, si elles ne durent pas, n'en témoignent pas moins d'un esprit d'association développé.

Il serait plus facile de trancher cette question si nous avions pu obtenir des renseignements sur la rotation des membres à l'intérieur de chaque société. Ces données faisant défaut nous essaierons d'étudier le problème de la vitalité coopérative en fonction des années vécues par chaque groupement.

Afin d'en formuler une définition opérationnelle nous avons additionné le nombre des années vécues par les sociétés de chaque village. Le

chiffre ainsi obtenu dépendra donc du nombre de sociétés créées et du nombre d'années vécues par chacune d'elles: les deux aspects de la vitalité coopérative (fécondité et durée) sont ainsi combinés.¹³

Une première mise en relation doit comparer l'indice de vitalité coopérative à la taille des villages dans lesquels les sociétés se sont développées. On remarque que plus la taille du village augmente plus la vitalité coopérative est forte. Le tableau ci-dessous donne les éléments de cette conclusion:

	<i>Population des villages</i>			
	Moins de 500 habit.	500-1000	1000-1500	1500 et plus
	(n = 10)	(n = 16)	(n = 14)	(n = 8)
Nombre moyen par village des années vécues par l'ensemble des sociétés de chacun d'eux ¹⁴	102	165	167	228
Nombre moyen par village des années vécues par l'ensemble des sociétés de chacun d'eux depuis 1945	10	16	21	26
Nombre moyen d'années vécues par chaque société	22	27	25	32

Quelle que soit la base de calcul choisie la conclusion est la même: si nous prenons le nombre moyen d'années vécues par l'ensemble des sociétés de chaque village depuis 1945 on remarque aussi que les villages les plus importants ont les nombres les plus forts; cela apparaît d'ailleurs normal puisque plus le village est grand plus il y a de chances qu'il y naisse un grand nombre de sociétés. C'est vrai, mais on remarque en outre que plus le village est grand plus le nombre moyen d'années de vie de chaque société est élevé. Autrement dit, les grands villages ont plus de chances de voir leurs sociétés durer longtemps.

Mais pourquoi la vitalité coopérative est-elle plus faible dans les petits villages alors que la communauté villageoise restreinte semble pourtant être conçue comme le lieu d'élection des associations coopératives? Par extrapolation, la ville serait-elle plus favorable à la durée des associations ouvrières, sinon à leur fécondité? On ne pourra ici qu'apporter des éléments de réponse à la première question.

¹³ Cette combinaison s'apparente d'ailleurs à la démarche de la démographie potentielle de L. Hersch. Cf. *De la démographie actuelle à la démographie potentielle*. Extrait des mélanges d'études économiques et sociales offerts à M. W. Rappard. Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, 1944, 129 p.

¹⁴ Pour les sociétés existant encore on a calculé le nombre d'années vécues jusqu'à fin 1955. La moyenne pour les 48 communes des années vécues par l'ensemble des sociétés de chaque village est de 163 ans. Le même calcul depuis 1945 donne une moyenne de 18 ans.

L'influence de l'exode rural doit être mise à jour afin de compléter la conclusion présentée plus haut. La dépopulation a été forte surtout dans les vingt premières années du siècle et les années d'après 1945 ont vu une forte immigration dans quelques villages (venant surtout de la province de Venise). La structure de la population a donc beaucoup changé dans plusieurs villages. Quelle influence ces changements ont-ils sur la vitalité coopérative? Le tableau suivant permet de noter que si les villages dont l'émigration a réduit la population à moins de 500 habitants ont une vitalité coopérative très faible,¹⁵ les villages plus importants et ayant pourtant subi une aussi forte proportion de départs n'ont pas enregistré la même perte de vitalité. Les mouvements de population ont donc exercé un effet différent sur la vitalité coopérative: alors que la dépopulation l'a affaiblie fortement dans les villages qu'elle a réduit à un chiffre de population de moins de 500 habitants, elle a été sans effet sur les communes plus importantes; comme s'il existait un seuil minimum de population au-dessous duquel la vie du village n'est plus propice à l'éclosion de nouveaux groupes. L'augmentation de population dans les grandes communes ne semble pas non plus avoir favorisé, ou défavorisé, la naissance de nouveaux groupes.

	Nombre d'habitants en 1952				
	Moins de 500	500 à 1000	1000 à 1500	1500 et plus	
<i>Mouvement de population entre 1871 et 1952</i>					
Population stable ou ayant augmenté .	1	6	3	5	Nombre de villages
	9	17,5	13	25,2	Vitalité coopérative
Population ayant di- minué de 10 à 25 %	—	4	3	3	Nombre de villages
	—	9,5	13	28,7	Vitalité coopérative
Population ayant di- minué de plus de 25 %	9	6	8	—	Nombre de villages
	9,7	18,7	26,1	—	Vitalité coopérative

Les faibles séries de chiffres servant de base à ce tableau ne permettent cependant que des interprétations très prudentes et qui constituent autant d'hypothèses à vérifier sur un fondement statistique plus sûr. Nous pouvons en effet supposer que d'autres facteurs ont également une influence mais nous ne pouvons les isoler par suite des nombres trop faibles. Parmi ceux-ci il faut citer la proximité du chef-lieu et l'attraction de

¹⁵ Mesurée par le nombre moyen par village des années vécues par l'ensemble des sociétés de chacun d'eux depuis 1945.

l'industrie sur la main-d'œuvre. Les villages ayant vu leur population augmenter sont dans l'ensemble ceux qui se trouvent à proximité immédiate d'Ivrée. C'est aussi le cas des grands villages. Les 13 villages importants ou ayant une population en augmentation fournissent plus de la moitié de la main-d'œuvre qui, des 48 communes étudiées, se rend journellement à Ivree.¹⁶

L'influence de ces facteurs ne peut cependant être isolée ici; de sorte que la vitalité coopérative, si elle dépend principalement de la taille du village (dans le sens qu'un petit village ne voit plus de créations de sociétés et que par l'insuffisant renouvellement des membres ces groupements meurent) peut être influencée par d'autres facteurs aussi.¹⁷ Nous aurons l'occasion de retrouver les mêmes tendances à propos des groupements de loisirs.

Bilan des sociétés économiques en activité en 1955.

Nous avons déjà envisagé la mortalité des sociétés à base économique et les causes de disparition. Il faut encore examiner la situation des sociétés qui restent en vie:

	<i>Sociétés créées</i>	<i>Sociétés actuelles</i>
Sociétés de secours mutuels	37	9
Sociétés de consommation	52	4
Cercles	72	6
CRAL	39	20
Coopératives de machines	21	11
Coopératives d'approvisionnement ments	13	1
Sociétés de distribution d'eau et d'électricité	8	7
Laiteries coopératives	21	11
Mutuelles contre l'incendie	41	16
Mutuelles du bétail	28	5
Sociétés de développement	3	3
	<u>335</u>	<u>93</u>

¹⁶ 2572 par rapport aux 4460 ouvriers qui travaillent dans les 5 usines principales d'Ivrée. Voir *supra* p. 49.

¹⁷ Comme dans beaucoup de recherches en sciences sociales et même en psychologie appliquée nos mesures ne peuvent faire ressortir que les cas extrêmes. Par contre les nombreux cas situés dans le voisinage des moyennes restent incertains.

La mortalité n'a pas atteint toutes les sociétés avec la même force. Si nous excluons les CRAL et les sociétés de développement qui sont de création récente, on observe que les sociétés les moins touchées ont été les laiteries tournantes, les coopératives de machines, les mutuelles contre l'incendie dont une grande partie se sont recrées après le fascisme et surtout les sociétés de distribution d'eau et d'électricité. La mortalité a été de 50 % et plus sauf pour les sociétés de développement et les sociétés de distribution d'eau et d'électricité.¹⁸

La centaine d'associations en activité se répartit ainsi dans les 48 communes :

<i>Nombre de sociétés par commune</i> ¹⁹	<i>Sociétés créées Nombre de communes</i>	<i>Sociétés existantes Nombre de communes</i>
0	2	11
1	—	14
2	—	14
3	5	6
4	9	2
5	8	—
6	8	—
7-9	10	—
10 et plus	6	1
	<u>48</u>	<u>48</u>

Seules deux communes n'ont jamais vu la création d'une société coopérative. Toutes les autres en ont vu trois ou plus. En 1955, par contre, seules neuf communes en ont encore 3 ou plus, la majorité en ayant encore une ou deux.

Ces sociétés se concentrent d'ailleurs dans les grands villages où leurs chances de durée sont plus fortes.²⁰

Les monographies consacrées à chaque type de groupement nous ont donné des informations sur la situation des sociétés actuelles. On peut se demander si elles survivront où si les facteurs de dissolution qui ont fait disparaître les autres les guettent aussi. Ceux à l'œuvre dans les sociétés de consommation et les cercles et CRAL les conduiront peut-être aussi à la disparition ou au passage à la gestion privée. La supériorité économique de la concurrence peut détruire la seule société d'approvisionne-

¹⁸ Les sociétés passées en gestion privée ont été considérées comme disparues.

¹⁹ Sans tenir compte des sociétés créées dans les fractions ou quartiers éloignés du chef-lieu communal.

²⁰ Il y a en moyenne 2,5 sociétés dans les villages de plus de 1000 habitants contre 1 dans les villages de moins de 1000 habitants. De nouveau, les villages les plus dépeuplés et les plus isolés sont ceux qui ont le moins de sociétés.

ments qui fonctionne encore. L'économie de marché doit conduire à la transformation des laiteries tournantes en sociétés de vente réalisant toutes les prescriptions modernes d'hygiène. Les mutuelles du bétail à l'échelle de la commune constituent désormais des armes inefficaces contre la mortalité alors que le bétail circule de plus en plus au gré des achats et des ventes. Enfin, les sociétés de secours mutuels sont condamnées à disparaître maintenant que le gros de leurs effectifs a rejoint les mutuelles des cultivateurs.

Les mutuelles de protection contre l'incendie sont peut-être les mieux armées de toutes ces sociétés : leur utilité subsiste et leur fonctionnement très simple empêche des querelles intestines.

Par l'introduction de plus en plus fréquente des motoculteurs, les coopératives d'utilisation des machines semblent avoir les plus grandes chances de développement.

L'union entre sociétés de même activité est une nécessité pour toutes. Mais alors que le front coopératif tendait à se constituer jusqu'à présent seulement sur le plan local (par la participation des mêmes membres à toutes les sociétés de leur village) les facilités des communications exigent maintenant un front coopératif régional entre sociétés de même activité (et non plus entre sociétés de types différents sur le plan local) et centré sur des alliances économiques.

Des tentatives vers de telles alliances avaient déjà vu le jour. Surtout pour ce qui est des sociétés de secours mutuels. A Turin en 1850 déjà, quatre groupes s'engagent à fournir réciproquement assistance aux ouvriers qui émigrent d'une ville à l'autre. Ceci sera repris l'année suivante par les représentants de 33 sociétés du Royaume Sarde.²¹ En fait plusieurs des statuts recueillis contiennent une clause conférant la qualité de membre aux immigrants d'un autre village et membres d'une mutuelle accordant de semblables avantages.

On a aussi vu plus haut que des liens avaient été tissés entre quelques sociétés ouvrières de cette zone dans les années 1900. Ces liens, qui ne dépassaient pas le plan des rapports amicaux, ont été perdus par la suite.²² Ils n'avaient d'ailleurs jamais revêtu un caractère d'assistance

²¹ Cité par Ugo FEDELI, *op. cit.*

²² D'autres associations à but d'entraide et d'amitié ont existé au début du siècle et s'étendaient sur plusieurs villages. En particulier celle des anciens combattants (*Società Canavesana dei Veterani e Reduci dalle Patrie Battaglie*) fondée en 1875 et dont on peut suivre les activités jusqu'en 1907 (la plus apparente consistant dans le banquet annuel). Il y a aussi une association des vétérinaires active dans les années 1895-1900.

Ces groupements n'ont pourtant pas de caractère économique et ne dépassent pas le stade de l'aide et de l'assistance envers leurs membres. Après la guerre de 1914-18 on verra de nouveau se constituer les sociétés d'anciens combattants mais leur durée sera éphémère à cause du fascisme. On suit leur activité dans le journal à travers les cérémonies d'inauguration des monuments au soldat inconnu.

technique ou administrative et aucune société ne voyait alors l'utilité de se départir d'un peu de son autonomie en faveur d'une confédération.²³

Nous avons également rappelé les unions entre cultivateurs dont deux existent actuellement et qui, en liaison avec le *consorzio agrario* procèdent à des achats collectifs pour leurs membres et leur facilitent les démarches visant l'obtention de prêts pour l'outillage agricole. Quant à l'union des sociétés de consommation du Canavese (1899-1900) elle n'a pas dépassé le stade des conférences et de la distribution de matériel de propagande. C'est pourtant pour ces sociétés qu'une union aurait été, et serait encore maintenant, la plus utile.

La tâche la plus urgente des sociétés de consommation consiste donc à s'unir en un service commun d'achats et d'administration.²⁴ La Fédération provinciale de la Lega des coopératives s'occupe déjà de la tenue des livres des sociétés affiliées mais une seule des coopératives recensées en fait partie. C'est cependant la création d'un service d'achats en commun qui serait la réalisation la plus urgente en vue de la consolidation des petites sociétés.²⁵

Les grandes difficultés viendront certainement de la crainte de la perte de leur autonomie de la part des sociétés locales; en outre le capital de départ d'un tel centre d'achats ne sera constitué qu'avec peine.²⁶ Il semble cependant que ce soit là le seul espoir de sauver ces petites sociétés.

Quant aux sociétés coopératives de machines et d'achats elles ne peu-

²³ En faveur d'une « organisation secondaire » d'après la terminologie qu'emploie le B.I.T. pour désigner ces coopératives de coopératives ou groupements financiers, commerciaux ou administratifs. Cf. *Initiation à la pratique de la coopération*. Genève, B.I.T., 1952, 58 p.

²⁴ Sur le plan national la loi du 14 décembre 1947, No 1577, assure une stabilité plus forte aux sociétés coopératives de tous genres et institue en particulier des inspections périodiques dans les sociétés pour lutter contre les « fausses coopératives ». Cf. ALBERTO BASEVI, La nouvelle loi coopérative italienne. *Revue de la Coopération Internationale*, Avril 1948, p. 79 à 82; du même auteur, *La Legge sulla Cooperazione e la sua applicazione*. Roma, Ed. de « La Rivista della Cooperazione », 1954, 2ème éd., 468 p.

²⁵ L'Alliance Coopérative de Turin a déjà réussi à grouper un certain nombre de petites sociétés dans ce but. Le vœu du 3ème Congrès général ouvrier de 1918 est ainsi en voie de réalisation. (Cf. G. CASTAGNO, *op. cit.*, p. 112). C'est aussi une telle organisation de la distribution que réclame G. CERRETI: « La coopération de consommation atteindra une vraie puissance quand les sept ou huit mille coopératives existant aujourd'hui se réduiront à la moitié ou mieux, au tiers; quand au lieu de tant de petites boutiques mal installées il y aura de grands magasins modernes, hygiéniques et riches; quand des centres régionaux partiront des camions chargés de produits Coop pour repourvoir les réseaux de magasins ». Cf. GIULIO CERRETI, *Problemi attuali della cooperazione*. Roma, Lega Nazionale delle Cooperative, Collezione di studi cooperativi, No 3, 1948, p. 28.

²⁶ L'Institut National de Crédit Coopératif, reconstitué après la période fasciste, devrait normalement financer de tels projets. Cf. O. SPINELLI, Le rétablissement de la coopération italienne. *Revue de la Coopération Internationale*, Février 1948, p. 31 à 33.

vent se développer que liées les unes aux autres et conjuguant leurs activités; en outre la création d'un centre de ramassage et de vente des produits agricoles permettrait de réaliser le lien direct entre producteurs et consommateurs.²⁷

C'est vers de tels groupements de producteurs qu'est engagée l'expérience du Mouvement Comunità dont il faut donner ici un aperçu.

L'expérience de Comunità.

La société ouvrière voulait intégrer totalement l'individu dans le réseau de ses activités et avec les autres groupes qui se constituent à la même époque (fanfares, mutuelles incendie, etc.) tout le village se « co-opératise ».

Cette situation n'est pas sans rappeler celle de nombreuses associations ouvrières où, sur la base d'une activité économique qui donne le support matériel aux autres activités, le groupe veut satisfaire tous les besoins de l'homme.

Or, la base démographique du village, comme celle de la communauté, apparaît vite trop restreinte: dans chaque activité on retrouve les mêmes individus et le renouvellement des responsables n'est pas suffisant. La société ouvrière ou la communauté abandonne alors une partie de ses activités ou éclate en plusieurs groupes. Un tel processus est actuellement à l'œuvre dans les Communautés de Travail françaises où les groupes se déchargent de leurs activités non essentiellement vitales sur des organismes spécialisés.²⁸

Ce processus de différenciation sociale ou, si l'on veut, d'abandon progressif des activités extra-économiques a très tôt été à l'œuvre dans les sociétés ouvrières étudiées ici. L'exode rural aidant, un grand nombre de sociétés se sont fragmentées. La taille trop faible des groupes, en plus de l'usure et de la fatigue des responsables à qui on ne trouve pas de remplaçants, ne permet pas non plus une forte technicité dans les activités développées: l'homme de bonne volonté s'improvisera tour à tour bibliothécaire, trésorier, vendeur et sa formation se fera au détriment de la bonne marche des activités du groupe.

²⁷ Une telle coopérative de production agricole avait vu le jour grâce à l'Alliance Coopérative de Turin. Elle a maintenant disparu. (Cf. G. CASTAGNO, *op. cit.*, p. 111). On a vu aussi que des tentatives fécondes avaient eu lieu dans le Piémont (mais non dans cette zone) de prise en charge par les sociétés de consommation des activités des sociétés de machines et d'approvisionnements. En France il faut citer l'exemple de l'intégration coopérative de la petite ville de Bram (Aude). Cf. LOUIS SOULÉ, Une conception assez nouvelle de la coopération agricole. *Le Coopérateur Suisse*, 39, 23 juillet 1955.

²⁸ Voir à ce sujet les derniers numéros (1956) du journal *Communauté* et le rapport d'HENRI DESROCHE, *Nature et évolution des Communautés de travail...*, *op. cit.*

Dans les conclusions nous reviendrons plus longuement sur les divers facteurs de cette évolution. Auparavant il faut présenter ici une expérience, communautaire aussi, en ce sens qu'elle se propose une triple intégration de l'individu dans sa vie de travail, de loisir et dans sa cité; la tentative diffère pourtant des autres au moins par les deux aspects suivants: ²⁹

- base territoriale très large,
- combinaison entre une structure démocratique et une centralisation technique des activités économiques et de loisirs.

La première de ces différences n'est pas propre au mouvement Comunità seulement. Beaucoup de groupements communautaires ont eu l'ambition de transformer des sociétés entières mais leur tentative s'est limitée à la cellule initiale. Cet aspect est néanmoins important à envisager; en particulier dans la comparaison avec les sociétés ouvrières qui se limitaient à la communauté villageoise essentiellement et dont les liens avec les autres groupes du même genre étaient très ténus.³⁰

Quant à la seconde différence, où le mouvement italien semble innover, elle apparaît tout au long de ses activités.

Né en 1948 de la réflexion d'un grand industriel doublé d'un philosophe le mouvement Comunità se propose la création de cette communauté à la mesure humaine et « *définie par la possibilité limitée de contacts sociaux pour chaque personne. Un organisme est harmonieux et efficient seulement quand les hommes qui en sont responsables peuvent remplir leurs charges par des contacts directs. Tous les problèmes, dans une Communauté, demeurent limités et facilement contrôlables: l'expérimentation d'une culture, la création d'ateliers autonomes dans une usine, celle d'une clinique d'enfants, celle d'un chantier public, l'étude d'un architecte ou d'un peintre; tout cela reste à la portée de moyens humains ou naturels* ». ³¹ La communauté se veut une réaction contre la dépersonnalisation d'une civilisation de masse, une synthèse entre le socialisme et la morale chrétienne,³² une création d'un ordre politique plus harmo-

²⁹ Pour une information plus détaillée sur le mouvement communautaire italien, voir notre rapport, *Les centres communautaires du Canavese*. Ivrea, Centro di Sociologia della Cooperazione, 1956, 80 p.

³⁰ C'est aussi cette base territoriale plus vaste que souhaitait Kropotkine au terme de sa critique des communes ouvrières. Cf. *La Science Moderne et l'Anarchie*. Paris, Stock, 1913, p. 152 et ss.

³¹ ADRIANO OLIVETTI, *Società Stato Comunità*. Milano, Edizioni di Comunità, 1952, p. 12.

³² « *Hors de ces deux sentiments (chrétien et socialiste), qui demeurent très vivants dans l'inconscient du peuple, il n'y a ni vie ni vitalité. Il est douloureux de constater que les tentatives pour concilier les deux idéologies n'ont encore jamais eu de succès. Mais l'histoire n'est pas finie. Parce que c'est justement dans cette*

nieux et fondé non plus sur une collection de départements ou de provinces découpées arbitrairement sur la carte mais sur un ensemble de communautés territoriales plus restreintes et organisées selon une pluralité d'institutions démocratiques réalisant un équilibre entre spécialistes et hommes de bonne volonté. Dans la communauté les biens de production seront socialisés et leur contrôle soumis à des conseils tripartites de travailleurs, techniciens et administrateurs et représentants de la commune et de la région.

Ces quelques renseignements sur le but final du mouvement devaient précéder l'exposé de ses réalisations sur le plan économique.³³

Plutôt que d'encourager la collectivisation agraire d'une région en partie montagneuse comme celle-ci, Comunità s'est orienté vers le groupement des petits producteurs agricoles. Des conférences et des discussions entre les paysans et les experts agronomes du mouvement sont organisées dans les centres communautaires. Ces quelques 60 centres sont fédérés entre eux et un secrétariat central fonctionne à Ivree. Il est chargé de leur fournir l'assistance et le matériel technique que leurs activités requièrent. En outre un agronome prête son concours en permanence.³⁴ Les coopératives suivantes ont été créées dans le **domaine agricole**.

Cave coopérative. Si elle n'a été constituée qu'en 1953 il y a par contre plus de cinquante ans qu'on parle de la nécessité d'une telle institution.³⁵ Les premières réunions d'agriculteurs ont été organisées par l'expert agricole du Mouvement et les résistances à vaincre ont été nombreuses tant par la méfiance envers une réalisation si nouvelle que par

intégration qu'on doit trouver à la fois le secret de l'avenir et la source créatrice d'une nouvelle et authentique société chrétienne. Tel est le programme du Mouvement Comunità ». Cf. ADRIANO OLIVETTI, *L'idea di una Comunità concreta*. Ivrea, Movimento Comunità, 1953, 31 p.

³³ Nous laisserons ici de côté les réalisations de Comunità sur le plan de l'habitat. Notre essai bibliographique de sociologie du voisinage et de l'habitat donne les divers travaux publiés par l'équipe d'urbanistes rattachée directement ou indirectement au Mouvement (Ivrea, Centro di Sociologia della Cooperazione, 1955, 70 p.).

³⁴ Dans son ouvrage de législation coopérative comparée Laszlo Valko ne cite pas moins de 229 lois et décrets promulgués par les divers gouvernements italiens et concernant les coopératives. Seule la France, avec 435, en a un plus grand nombre. En présence de cette floraison législative et de la complexité administrative qu'elle entraîne, les services d'un expert sont justifiés. Cf. *International Handbook of Cooperative Legislation*. State College of Washington, 1954, 273 p.

³⁵ Déjà en 1899 les conférences des comices agricoles répandaient le principe de la cave coopérative. Mais aucune réalisation pratique ne suit. Au contraire, les années 1890 voient de nombreuses caves coopératives se créer dans le Trentin, région à bien des égards comparable au Canavese. Cf. ERMINIO FILIPPI, *Il sillabario del Cooperatore*. Trento, Scuola Tipografica Artigianelli, 1954, 2ème éd., p. 64.

l'engagement financier à souscrire par chacun des membres.³⁶ En fin de compte 300 producteurs appartenant à dix communes peuvent être groupés et en 1955 les premiers chargements de raisin arrivent à la cave commune. Le vin est vendu directement par l'administration de la société (production de 10 000 hectolitres). Pour le financement des constructions, chaque propriétaire est responsable proportionnellement à la quantité de raisin qu'il s'engage à livrer. En 1956 le nombre des sociétaires passe déjà à 617.

Coopérative d'irrigation. Egalement réalisée par les services techniques de Comunità elle groupe déjà près de 120 propriétaires d'un ensemble de six communes. Le mode de financement est le même que celui de la cave sociale: chaque propriétaire est individuellement responsable auprès de la banque pour la part de terrain qu'il met à disposition. Dans une première étape six cents hectares pourront être irrigués.

Le consorzio avicole du Canavese et la coopérative avicole de vente. Constitué en 1953 dans un des villages, le consorzio groupe maintenant une trentaine de membres.³⁷ Avec le concours d'une municipalité, les cotisations des membres ont permis à la société d'organiser deux expositions avicoles et des voyages d'étude collectifs. La réalisation la plus tangible est cependant la création, en 1955, d'une coopérative de préparation (déplumage, confection, emballage) et de vente en commun d'œufs et de poulets sur les marchés de Milan, Turin et Ivree. Elle compte 13 membres qui peuvent fournir 3 à 4000 poulets par mois. Le rythme de production n'est pas encore régulier et le personnel de la coopérative est encore constitué par une main-d'œuvre occasionnelle. Le grand problème est de passer à la vente directe aux consommateurs (jusqu'à maintenant on livrait aux grossistes des grands centres) et pour cela un premier dépôt de vente au détail a déjà été ouvert à Ivree.

Les installations de la société ont été financées par les membres eux-mêmes et par un prêt complémentaire de l'I-RUR (dont on parlera ci-dessous).

Une autre société de même activité est en projet dans un autre village à partir d'une société avicole qui existe depuis 1953 et dont les installations ont été financées par une collecte dans le village. Il s'agirait d'un agrandissement des installations actuelles.

En projet aussi, une boucherie coopérative groupant les producteurs

³⁶ Il ne faut pas non plus sous-estimer l'esprit de clocher très fort dans ces villages; à tel point que la même année se constitue une deuxième cave sociale dans un village immédiatement voisin (de sorte qu'un certain nombre de viticulteurs du premier village sont membres de la société du second, et l'inverse).

³⁷ Cf. Una Cooperativa di produzione dei pollicoltori canavesani. *Sentinella del Canavese*, 23.12.1955.

de plusieurs villages. Elle servirait à écouler sur les marchés urbains la viande des veaux dont l'élevage est une spécialité de cette zone.³⁸

En 1954 des discussions et des conférences ont eu lieu dans une autre commune pour la création d'une société d'utilisation en commun d'un moto-culteur. Le capital nécessaire, environ 500 000 liras, n'a cependant pas encore pu être constitué. Deux autres groupements de même fonction sont aussi en constitution à partir de prêts complémentaires de l'I-RUR.

Dans un ensemble de 5 communes on projette aussi la création d'une coopérative de ramassage et de vente des fruits (pommes surtout) sur les marchés urbains.³⁹

Un autre village voudrait réaliser une telle société pour la vente des légumes sur le marché d'Ivrée.

Ces coopératives, dont la brève et sèche énumération ne peut rendre compte des longues discussions et des nombreuses résistances et méfiances à vaincre, sont toutes parties des centres communautaires. L'expert agronome attaché au secrétariat d'Ivrée a déjà pu réaliser un certain nombre d'expériences de culture de nouvelles variétés de légumes et d'utilisation des engrais. Elles contribuent à créer une mentalité technique chez les agriculteurs. L'initiative de ces réalisations est toujours venue des paysans eux-mêmes.⁴⁰ L'agronome a un rôle de conseiller et d'animateur : *« après une conférence c'est un paysan qui décide de faire quelque chose, de mettre un bout de terre à disposition pour une expérimentation. L'important c'est qu'il vienne lui-même »*.

Les efforts sont encore nombreux à fournir. Si sur le plan agricole ils doivent surtout venir de la base, les experts, agronomes, juristes, architectes, ne devant être que les protagonistes des besoins du groupe, dans le **domaine industriel**, et pour lutter contre le chômage, il fallait que se constitue d'abord un organisme d'étude et de financement d'éventuelles industries.

En 1954, sous l'initiative de Comunità, se crée l'I-RUR (*Istituto per*

³⁸ Et à partir de là des coopératives d'élevage comme il en existe dans d'autres pays où la propriété est aussi assez fractionnée et où la petite exploitation paysanne est trop faible du point de vue économique pour élever du bétail de qualité. Cf. H. WENGER, Les coopératives d'élevage du bétail. *Annuaire coopératif*, Bâle, USC, 1949, p. 27-30.

³⁹ Cf. Prezzi, salari e cooperativa. *Sentinella del Canavese*, 43, 11 novembre 1955.

⁴⁰ Le rôle d'animateur du technicien est particulièrement important et sa préoccupation constante est celle de collaborer et non pas d'imposer et d'encadrer ». Cf. les articles de M. MATHIEU et V. CAROT dans le numéro spécial d'*Economie et Humanisme*, Agriculture et Techniciens, Mai-juin 1954, No 85. Egalement HENRI MENDRAS, Le paysan et le technicien. *Esprit*, juin 1955.

il Rinnovamento Urbano e Rurale del Canavese).⁴¹ Cet organisme a pour buts :

- a) d'étudier et d'établir, sur la base de la commune, des programmes d'amélioration des conditions sociales et économiques du Canavese, du standard de vie et du niveau culturel de la population, dans le but d'apporter une contribution au problème du plein emploi de la main-d'œuvre ;
- b) de promouvoir, de créer ou de développer en vue de ces buts des entreprises artisanales, industrielles ou agricoles ;
- c) de contrôler et coordonner ces entreprises ;
- d) de mettre à la disposition des administrations communales son organisation et son expérience.

Les fonds de l'I-RUR sont constitués par les contributions de ses membres et par les sommes ristournées à l'Institut par les entreprises qu'il a créées ou développées. Il n'y a pas de distributions de bénéfices ou d'intérêts mais, une fois les frais de gestion payés, le profit de l'Institut est entièrement utilisé pour les buts prévus.

L'I-RUR fonctionne comme une société de crédit. Son conseil d'administration, formé de techniciens et d'économistes, recherche les possibilités de création de nouvelles entreprises.⁴² Un ingénieur a pour mission de les organiser, en liaison avec les centres communautaires et les autorités locales.

Des deux ateliers qui fonctionnent déjà l'un fabrique des valises pour machines à écrire portatives. Il occupe 35 ouvriers et ouvrières et sa production est absorbée par l'usine Olivetti. La production est susceptible d'être développée vers d'autres articles de maroquinerie.

Le second est une fabrique de vêtements d'enfants occupant une trentaine de jeunes filles. Elle produit pour le marché des grandes villes et entend même travailler pour l'exportation. Il s'agit d'une production de petites séries et destinée à une clientèle assez aisée.

Une troisième usine est actuellement en constitution et sera un atelier de montage de moteurs à explosion pour l'agriculture. Le capital a été souscrit en majorité par l'I-RUR et le reste est détenu par des particuliers. Cette production de moteurs et éventuellement d'autres appareils

⁴¹ Cf. *Per il rinnovamento rurale e urbano del Canavese è sorto l'I-RUR. Notizie Olivetti*, 28, luglio 1955 ; également ALBERTO MORTARA, *L'esperienza comunitaria nel quadro dell'economia collettiva in Italia. Comunità*, 33, Ottobre 1955.

⁴² Ces créations sont cependant limitées par les fonds à disposition pour de nouveaux investissements. Dans un but d'auto-financement l'Institut essaie d'implanter, à côté des futures coopératives de production, mais toujours dans la même zone, des entreprises rentables plus rapidement.

auxiliaires permet à l'I-RUR d'entrer dans le processus de mécanisation qui s'étend peu à peu au niveau de la petite propriété agricole. En plein fonctionnement l'atelier occupera vraisemblablement un même nombre de travailleurs que les deux autres usines.

Le but final est de faire de ces ateliers des coopératives de production et, mieux, des communautés de travail. L'originalité de cette tâche réside cependant davantage dans les moyens employés que dans le but poursuivi. Rappelons que la main-d'œuvre de ces ateliers est entièrement recrutée parmi les chômeurs dont certains, les jeunes, ont attendu quelquefois plusieurs années avant d'obtenir du travail. On comprend dès lors que ces travailleurs cherchent essentiellement du travail et non pas du travail en coopérative. On peut même aller plus loin en disant que dans leurs conditions de vie actuelles l'idée de la coopérative serait un luxe pour eux. Le but de l'Institut ne serait cependant pas rempli si on s'arrêtait à cette première phase: trouver des occasions de travail.

D'autre part, une analyse du fonctionnement des coopératives de production montre que celles-ci ont toujours dû lutter contre le manque de capitaux et de techniciens, bien plus attirés par les salaires supérieurs de l'industrie privée.⁴³ Ces deux obstacles ont dans bien des cas détruit le climat social, l'enthousiasme et l'esprit coopératif.

La situation des ateliers de l'I-RUR est inversée et le problème peut se poser ainsi: à partir d'une organisation technique poussée et d'une situation financière satisfaisante, comment créer l'intérêt des travailleurs à la gestion de leur entreprise, comment créer l'« esprit coopératif »? Tout un programme de formation s'est avéré nécessaire. On a commencé par des réunions d'atelier où l'ingénieur responsable fait le point de la situation économique et où sont discutés les problèmes d'organisation interne (organisation d'une caisse volontaire pour aider les malades, organisation d'une cantine pour les repas de midi, discussions sur le problème des temps de travail et des « incentives » à la production). Des cours de formation suivront (formation technique, comptable) et un cours spécial sur l'histoire de la coopération et les problèmes de la vie coopérative et communautaire sera donné. Des stages de perfectionnement sont également prévus.

Ensuite, quand un certain degré de participation du groupe dans les réunions d'atelier aura été constaté, un comité d'entreprise sera élu qui aura pour charge de discuter l'utilisation des profits dans l'entreprise, les activités communes à entreprendre avec le centre communautaire local, les propositions à présenter au conseil de l'I-RUR.

⁴³ Cf. ANTOINE ANTONI, *Les coopératives ouvrières de production*. Paris, Confédération Générale des Sociétés Coopératives Ouvrières de Production, 1955, 14 p. (ronéotypé).

Une fois que les cours de formation auront été suivis par la majorité des travailleurs et que le comité d'entreprise sera « rodé » on pourra faire un pas de plus vers le but projeté. Un conseil d'administration pourra être élu qui désignera les responsables techniques et commerciaux de l'entreprise, discutera la politique des ventes, des investissements, des nouvelles fabrications avec les experts de l'I-RUR.

Ce programme demande beaucoup d'efforts et beaucoup de temps; et deux dangers sont constamment présents: d'une part, celui de brusquer les étapes et, d'autre part, celui de s'en tenir aux réalisations actuelles. En outre, il n'est pas certain que les ateliers de l'I-RUR éviteront le conflit dont bon nombre de coopératives de production ont souffert: celui entre les tendances égalitaires, militantes — quelques fois libertaires aussi — de la base et la tendance gestionnaire des administrateurs conscients des impératifs économiques du marché, de l'organisation du travail, du rendement.⁴⁴

Il n'est pas certain non plus que ces dispositifs de formation seront suffisants pour faire naître un « esprit coopératif » chez les travailleurs.⁴⁵ Un fort degré de cohésion serait pourtant nécessaire dans de telles entreprises. Deux données du problème sont néanmoins connues: d'une part, l'existence de l'I-RUR comme centre actif d'experts techniques et économiques et dont l'activité ne peut qu'être utile du point de vue de la résorption du chômage, même si elle échoue sur le plan de l'intégration communautaire et, d'autre part, le support et le contrôle d'une opinion publique favorable et le souci réel des responsables et surtout des techniciens et fonctionnaires de répandre une idéologie dont l'efficacité dans la direction des buts du Mouvement est, en dernière analyse, conditionnée par la conviction de la base.⁴⁶

⁴⁴ Cf. HENRI DESROCHE e ALBERT MEISTER, *op. cit.*

⁴⁵ A bien des égards les efforts de l'I-RUR sont semblables à ceux de certains gouvernements de pays sous-développés qui tentent, eux aussi, de mettre sur pieds des coopératives, de créer un mouvement volontaire et d'en former les membres. (Voir MARJORIE NICHOLSON, *Co-operation in the Colonies*. Manchester, Co-operative Union, Education Dpt, 1953, 96 p.). Ces efforts sont aussi comparables à ceux du « *Parrainage Coop* » du Mouvement suisse des coopératives de consommation.

⁴⁶ Ce problème est largement commun à tous les secteurs du mouvement coopératif. Voir à ce sujet D. FLANAGAN, Faith is Needed. *Productive Co-operative Review*, février 1956.

X. ÉVOLUTION ET SITUATION ACTUELLE DES GROUPES DE LOISIRS

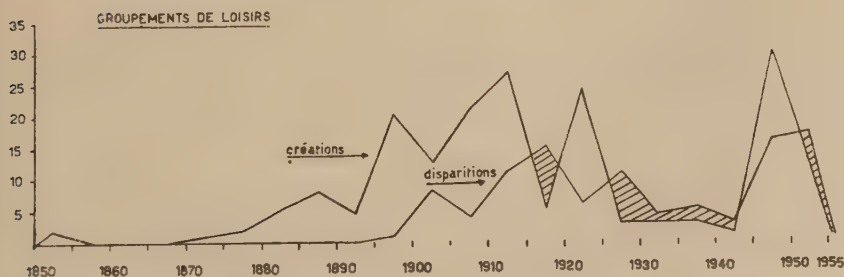
Comme à propos des groupements à base économique nous allons tenter de réunir les éléments communs à toutes les sociétés de loisirs décrites dans les monographies: fanfares, groupes de théâtre, orchestres, unions sportives, chorales, sociétés du Carnaval. Au total, 186 sociétés dont 52 restent en activité en 1955.

Comme plus haut, nous envisagerons successivement les points suivants: natalité et mortalité, vie moyenne et âge moyen, causes de disparition, pénétration et rayonnement, vitalité et bilan de la situation actuelle.

Natalité et mortalité.

La création des groupes de loisirs remonte aussi haut que celle des groupes économiques; mais si nous voyons des fanfares se créer dans les années 1850 déjà, c'est durant la période 1895-1915 que se constitue le plus grand nombre de groupements. Il y a donc un certain décalage entre la vague des créations des sociétés économiques et celle des grou-

NATALITE ET MORTALITE



pements de loisirs: alors que la première vague atteint son point maximum en 1890-94, celle des sociétés de loisirs ne l'atteindra qu'en 1910-14.

La guerre de 1914-18 est beaucoup plus meurtrière pour les sociétés de loisirs que pour les groupements économiques. Pour ces derniers on assiste dès 1922 aux destructions du fascisme. Celles-ci n'atteindront les groupes de loisirs que dans les années 1925-29.

La dernière après-guerre provoque aussi une recrudescence des créations mais, seulement sur la base des chiffres de 1955, il semble qu'une baisse de ce mouvement naturel s'amorce aussi pour les sociétés de loisirs (le taux de natalité descend à zéro en 1955).¹

La comparaison de ces deux courbes avec celles présentées plus haut (p. 199) à propos des groupes économiques montre une évolution semblable, mais décalée, l'évolution des groupes de loisirs suivant de quelques années celle des sociétés à base économique. Pour ce qui est de l'influence des deux guerres on peut observer sur le plan des groupes ce que la démographie nous apprend au sujet de la recrudescence des naissances après les conflits. A propos d'une étude de la natalité des coopératives de production françaises nous avons été amené à constater le même phénomène.²

¹ Afin de réduire l'ampleur des fluctuations annuelles on a groupé les créations ou disparitions par groupes de 5 ans. Les créations et disparitions des sociétés ont eu lieu dans les années:

	<i>Créations</i>	<i>Disparitions</i>
1850-1854	2	—
1955-1859	—	—
1960-1964	—	—
1865-1869	—	—
1870-1874	1	—
1875-1879	2	—
1880-1884	5	—
1885-1889	8	—
1890-1894	5	—
1895-1899	20	1
1900-1904	13	8
1905-1909	21	4
1910-1914	27	11
1915-1919	6	15
1920-1924	24	5
1925-1929	3	11
1930-1934	3	4
1935-1939	3	5
1940-1944	1	3
1945-1949	30	16
1950-1954	12	17
1955	—	1
	186	101

Pour 33 sociétés il n'a pas été possible de connaître l'année de disparition.

² Cf. H. DESROCHE, J. GAUMONT, A. MEISTER, E. POULAT, *op. cit.*

Les causes de disparition.

L'influence des facteurs internes d'affaiblissement ou de dissolution est importante (comme dans le cas des sociétés passées sous le contrôle du gérant). Pour les groupes de loisirs, cette évolution est par contre masquée, d'une part par les raisons résultant du jeu des facteurs internes et externes et, d'autre part, par le nombre assez important de disparitions dont les causes n'ont pu être déterminées. Nous sommes amené au tableau suivant des raisons de disparitions: ³

Facteurs internes

Perte de l'intérêt	22,5		
Dissensions internes	7,—		
Absence d'animateur	5,5		
Vols, marversations	1,—		
	—	36,—	48 %

Divers

Disparition par fusion	14,—		
Manque de fonds	8,5		
Dissolution une fois que le but de la société est atteint . . .	5,—		
Disparaît avec la société parente	1,—		
	—	28,5	38 %

Facteurs externes

Guerres	7,—		
Fascisme	1,5		
Fatigue du public	1,—		
Concurrence d'autres divertisse- ments	0,5		
Diminution de la population . .	0,5		
	—	10,5	14 %

75,— 100 %

Non déterminé	59,—		
	—	134,—	

Les facteurs internes sont responsables de près de la moitié des disparitions des sociétés pour lesquelles nous en connaissons les raisons. C'est surtout la perte de l'intérêt qui a été invoquée: manque de mem-

³ Comme pour les autres tableaux de ce genre un poids différent a été accordé à chaque raison de disparition selon le nombre de causes mentionnées par les personnes interviewées. Par ce mode de calcul, présenté d'une façon détaillée à la page 83 (note 41), le total du tableau nous donne le nombre de sociétés disparues.

bres par manque d'attraction de la société ou mort lente par départs successifs de tous les éléments.

Les dissensions internes politiques affectent les fanfares qui, dans les années 1900-1910, se scindent en deux nouvelles sociétés: l'une libérale ou socialiste, l'autre « cléricale ». Elles fusionnent après 1918 au moment où les antagonismes politiques se seront un peu émoussés et au moment où, comme nous déclare l'une des personnes interviewées, « *après la guerre on se sentait tous un peu des frères* ».

L'absence d'animateur est davantage ressentie dans le domaine des loisirs que sur le plan des sociétés à base économique dont on a vu le manque de gestionnaires.

Enfin, le fait qu'un des acteurs soit parti avec la recette de la soirée théâtrale a mis fin à la vie d'une société.

Parmi les facteurs « intermédiaires » le manque de fonds est particulièrement fréquent; davantage, proportionnellement, que dans les sociétés à base économique. Les fanfares, les sociétés de théâtre ont rarement trouvé des mécènes et tout le poids des leçons de musique, des costumes et des décors reposait en définitive sur la société dont les quelques concerts et représentations ne suffisaient pas à couvrir les frais.

Quelques groupes de théâtre s'étaient constitués dans le but spécial de financer la garderie d'enfants et se dissolvent au moment où ce but est atteint entraînant la disparition d'un orchestre lié à l'une d'elles.

Parmi les **facteurs externes** de disparition les deux guerres mondiales ont affaibli et conduit à la disparition de sept sociétés. Le *fascio* lui-même a contribué à en supprimer une et à en affaiblir fortement une autre. Ici encore la diminution de la population est invoquée pour expliquer le manque d'adhérents à l'une des sociétés.

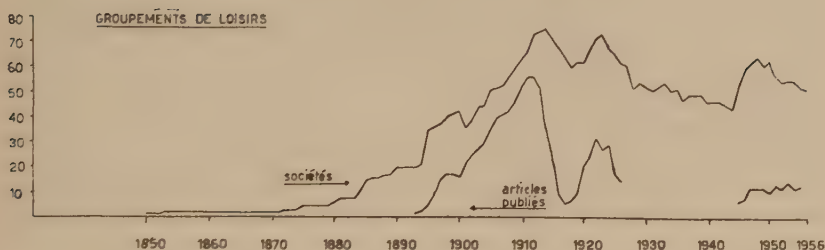
Enfin, la fatigue du public et surtout la concurrence d'autres moyens de divertissement sont importantes (bien que leur influence ne soit discernée que par deux des personnes interviewées).

Pénétration et rayonnement des groupes de loisirs.

Le graphique du nombre des sociétés en existence chaque année donne une idée de la progressive pénétration des associations de loisirs dans cette zone.⁴

⁴ La courbe du degré de pénétration des associations de loisirs est basée sur les durées de vie de 152 sociétés. La courbe du rayonnement des associations de loisirs

PENETRATION ET RAYONNEMENT



On remarque que la période d'avant 1914-18 et celle de 1922-23 sont les époques de plus intense vitalité: il y a alors jusqu'à 76 associations de loisirs qui fonctionnent. Ensuite le nombre des sociétés diminue graduellement jusqu'en 1944. A partir de l'année suivante leur nombre remontera et atteindra 64 en 1948. Puis de nouveau, par le rythme des disparitions un peu supérieur à celui des créations, le nombre des sociétés en vie diminue graduellement et ce sont seulement 52 sociétés qui entrent dans l'année 1956. La situation est donc celle de 1905, année où on recense le même nombre d'associations. Il est vrai que les centres communautaires sont venus s'ajouter à elles (il y en a 34 dans les 48 communes de la zone)

La pénétration dans la population est moins forte que celle des groupes économiques et on peut compter une association de loisir pour mille habitants (sans les centres communautaires). Leur pénétration est donc inférieure à celle des groupes économiques.⁵

a été ajustée sur trois ans afin de réduire l'ampleur des fluctuations annuelles. Nous donnons ci-dessous, de cinq en cinq ans, le nombre des sociétés en activité:

1850	1	1905	52
1855	2	1910	64
1860	2	1915	73
1865	2	1920	63
1870	2	1925	66
1875	5	1930	53
1880	7	1935	51
1885	15	1940	46
1890	20	1945	53
1895	35	1950	63
1900	43	1955	53

⁵ Pour les groupes économiques nous n'avions pas tenu compte des CRAL, sociétés d'embellissement et sociétés de distribution d'eau et d'électricité afin de pouvoir comparer nos données avec les statistiques de l'Alliance Coopérative Internationale. Si on calcule la pénétration coopérative sur la base du nombre de toutes les sociétés nous obtenons une société économique pour 550 habitants.

Pour ce qui est du rayonnement des associations de loisirs, le graphique permet de constater que l'intérêt soulevé par elles dans la population, et dont le journal régional se fait l'écho, atteint son maximum dans les années 1910-1915. En gros, le degré d'intérêt varie donc selon le nombre des sociétés en activité.

Le rayonnement a baissé beaucoup plus que le nombre des associations. Si les fanfares donnent toujours leur concert annuel, si les sociétés de théâtre montent encore quelques spectacles dans l'année, le public est trop sollicité par d'autres distractions pour y attacher l'intérêt qu'il y manifestait il y a une quarantaine d'années. En outre ces groupes sont devenus des institutions dont on attend qu'elles fonctionnent discrètement et sans heurts: la fanfare continue de participer à chaque fête mais la fête elle-même est surtout devenue une occasion de se rendre au chef-lieu ou de faire un tour en moto.

La vitalité des associations de loisirs.

Comme pour les sociétés à base économique nous avons calculé la vitalité des associations de loisirs de chaque village sur la base du nombre d'années vécues par chaque société. Les trois facteurs que nous avons décelés — grandeur du village, mouvement de population, proximité du chef-lieu — interviennent également mais sans qu'il soit possible de dégager l'importance relative de chacun d'eux. Le tableau présente les nombres moyens des années vécues par l'ensemble des sociétés de chaque village depuis 1945: ⁶

	Nombre d'habitants en 1952				
	Moins de 500	500 à 1000	1000 à 1500	1500 et plus	
<i>Mouvement de population entre 1871 et 1952</i>					
Population stable ou en augmentation .	1	6	3	5	Nombre de villages
	5	9,5	13,7	23	Vitalité
Population ayant di- minué de 10 à 25 %	—	4	3	3	Nombre de villages
	—	6,2	15	23,3	Vitalité
Population ayant di- minué de plus de 25 %	9	6	8	—	Nombre de villages
	5,2	3,7	9,1	—	Vitalité

⁶ La moyenne pour les 48 communes des années vécues depuis 1945 par l'ensemble des sociétés de chaque village est de 10 ans.

Plus la taille du village croît et moins sont fortes la dépopulation et la distance du chef-lieu, plus la vitalité des associations de loisirs semble augmenter. Alors que ce tableau porte sur les années vécues par les sociétés après la deuxième guerre mondiale, les nombres moyens des années vécues par les sociétés depuis leur création (donnés ci-dessous) indiquent la même relation. Il en est de même des âges moyens des sociétés, encore que les groupes des très grands villages semblent avoir une vie moyenne un peu moins forte que ceux des villages de 1000 à 1500 habitants.⁷

	<i>Nombre d'habitants en 1952</i>			
	Moins de 500	500 à 1000	1000 à 1500	1500 et plus
Nombre moyen par village des années vécues par l'ensemble des sociétés de chacun d'eux ⁸	27	46	79	129
Nombre moyen d'années vécues par chaque société . . .	15	18	27	22
Nombre moyen de sociétés par village en 1955	0,5	0,63	1	2,1

Bilan des sociétés de loisirs en activité en 1955.

Le tableau ci-dessous donne la liste des sociétés existant encore en 1955:

	<i>Sociétés créées</i>	<i>Sociétés actuelles</i>
fanfares	73	29
groupes de théâtre	53	5
unions sportives	33	8
chorales	10	4
orchestres	12	3
sociétés du Carnaval	5	3
	186	52

⁷ Les nombres moyens d'années vécues par chaque société sont cependant largement fictifs; ils comprennent, en effet, les âges des fanfares qui durent très longtemps et ceux des autres groupes qui sont éphémères. Si ce défaut n'empêche pas les comparaisons faites à partir de ce tableau, il convient cependant de se reporter à l'âge moyen et à la vie moyenne donnés dans les monographies.

⁸ La moyenne pour les 48 communes des années vécues par l'ensemble des sociétés de chaque village est de 65 ans.

La mortalité a été la moins forte pour les fanfares et plus du tiers des groupes fonctionnent encore.⁹ Leur caractère d'institution de la communauté villageoise et les subventions qu'elles touchent à ce titre sont certainement à invoquer dans cette résistance à l'usure et à la disparition. Il pourrait en être de même, encore que leur faible nombre ne permette pas de conclusion sûre, des sociétés du Carnaval dont la vitalité repose sur une très ancienne tradition.

Pour ce qui est des autres groupes, nous retrouvons ici ce que nous avons dit à propos de chacun d'eux, à savoir leur caractère éphémère: le groupe de théâtre, par exemple, se crée pour quelques spectacles et se dissout au hasard des nouveaux intérêts de ses membres ou du départ de son animateur.

Les unions sportives ont été largement le fait d'un engouement du moment: généralisation de la bicyclette au début du siècle, enthousiasme pour le football après 1945. Dans le cas des sociétés de football les difficultés ont été surtout d'ordre économique (équipement coûteux, location d'un terrain) et des huit qui restent en vie, six sont épaulées financièrement par le CRAL ou le centre communautaire dont elles deviennent la section sportive.

La cinquantaine de sociétés de loisirs existant en 1955 se répartit ainsi dans les 48 communes de cette zone:

<i>Nombre de sociétés par commune</i> ¹⁰	<i>Sociétés créées Nombre de communes</i>	<i>Sociétés actuelles Nombre de communes</i>
0	3	18
1	10	18
2	9	9
3	6	2
4	8	1
5	3	—
6	3	—
7 à 9	4	—
10 et plus	2	—
	48	48

Alors que seules trois communes n'ont jamais vu la création d'une fanfare ou d'un autre groupe, il y a maintenant 18 communes qui n'ont plus aucune association de loisir. La moitié des communes a vu se créer

⁹ On a compté comme des créations les unions de deux fanfares à la suite de fusion (14 cas). En n'en tenant pas compte le nombre des créations baisse à 59 et la mortalité n'atteint alors que la moitié des groupes créés.

¹⁰ Sans tenir compte des sociétés créées dans les fractions ou quartiers éloignés du chef-lieu communal.

au moins trois de ces associations et maintenant seules trois communes en ont trois ou plus.¹¹

Pour les sociétés économiques nous nous posons la question de savoir si les sociétés existant encore finiraient tôt ou tard par disparaître aussi. A propos des groupes de loisirs rien ne permet de supposer que de nouvelles associations ne se créeront pas sur la base de nouvelles activités (clubs de scooters, télé-clubs) et avec l'assistance technique des centres communautaires. L'avenir de la plupart des fanfares est également assuré du point de vue financier. Reste à savoir si l'intérêt des membres se maintiendra et si le recrutement de nouveaux musiciens continuera au moins au même rythme que maintenant.

Le fait de n'avoir pas encore parlé des 34 centres communautaires obscurcit le tableau. C'est en effet dans ces centres que se déroule maintenant la plupart des activités sociales et c'est à partir d'eux que les villages se sont un peu secoués de leur torpeur.

Les centres communautaires représentent un essai d'assistance technique dans les loisirs comme l'I-RUR sur le plan économique. Ils ont pris à leur compte les buts culturels des anciennes *società operaie* et, tout comme elles, sont des groupements multi-fonctionnels.

L'expérience des centres communautaires.

Les anciens cercles ouvriers et les CRAL souffrent de leur isolement, de l'impossibilité d'acquérir le matériel didactique et de loisirs et de l'absence d'animateurs formés aux techniques de l'éducation populaire. L'intérêt de l'expérience communautaire réside dans la structure démocratique des centres combinée avec la centralisation de tout l'appareil technique de formation et de loisir.

Jusqu'en 1954-55 l'attention du Mouvement Comunità s'est surtout concentrée sur l'organisation des centres communautaires. Il y en a maintenant 62 dans tout le Canavese, dont 3 dans les divers quartiers d'Ivrée et 34 dans les 48 communes étudiées ici.¹² Les plus anciens centres de cette zone datent de 1951.¹³

Leur création est en général demandée au secrétariat d'Ivrée par quelques habitants du village désireux de s'adonner à une activité de culture ou de loisir. Un comité provisoire est formé parmi quelques inscrits au

¹¹ Celles-ci se concentrent évidemment dans les grands villages.

¹² Hors du Canavese il y a 4 autres centres communautaires dans le Piémont, 3 dans le Lazio, 1 dans la Valdera et onze centres culturels et noyaux communautaires dans d'autres villes d'Italie.

¹³ Quatre ont été créés en 1951, six en 1952, quatorze en 1953, cinq en 1954 et cinq en 1955.

Mouvement. Le secrétaire du conseil de direction est choisi d'entente entre le secrétariat central et les membres du centre, réalisant ce que les Communautés de Travail françaises appellent le principe de la double confiance (choix par le haut et confirmation par le bas). Lors de son assemblée annuelle, en même temps qu'ont lieu les élections aux diverses charges du conseil d'administration, chaque centre choisit les domaines d'activité qu'il veut développer. Le travail sera organisé par des commissions des membres conjointement avec les animateurs du secrétariat confédéral.

Il faut en donner un bref aperçu :

Plan culturel. Les activités se partagent entre des cours du soir ayant lieu une ou deux fois par semaine (cours de perfectionnement professionnel et surtout dessin industriel, cours de langues, cours de culture générale, de coupe et couture, d'hygiène, d'économie domestique, etc.), des conférences et discussions (sur l'agriculture, l'élevage, la coopération, sur les problèmes d'administration communale et la vie politique nationale, sur la vie syndicale, sur la littérature et les arts), des présentations de livres, des projections de films.

Citons encore les bibliothèques. Il y en a une dans chaque centre comprenant 30 à 150 volumes et un certain nombre de périodiques. Dans quelques villages les livres ont été discutés ou présentés par des panneaux. En outre plusieurs centres ont des activités particulières : laboratoire d'œnologie, collections minéralogique et zoologique, école populaire permanente, construction d'appareils de physique, groupe de théâtre.¹⁴

On verra plus loin la participation à ces diverses activités.

Plan loisirs. Ceux-ci consistent surtout dans le sport et les excursions. Quelques sociétés sportives travaillent en étroite collaboration avec les centres. On tente également d'organiser des télé-clubs, de développer les sports locaux comme le jeu de boules, de favoriser la constitution d'équipes de football, de créer des regroupements à partir de moyens de transports aussi individuels que les scooters ou les motos. Le jeu de cartes — et les concours auxquels il donne lieu — est très en faveur dans tous les centres.

Plan politico-administratif. Quoique les travaux d'utilité publique comme la construction de routes et d'aqueducs soient entrepris par les municipalités, leur initiative est dans plusieurs cas partie des centres

¹⁴ Voir diverses monographies que la revue *Comunità* a consacré aux centres communautaires (No 1, centre de Tavagnasco, No 2, centre de Palazzo; No 4, centre de Chiaverano; No 32, centre de Borgo San Paolo à Turin) et les informations que publie chaque numéro sur les activités des centres communautaires et centres culturels.

communautaires. En liaison avec les experts du secrétariat d'Ivrée, le centre étudie les besoins de la population et s'en fait le protagoniste à la municipalité. Parfois même, les démarches à la municipalité n'ayant pas abouti, les membres du centre construisent la route eux-mêmes ou lancent la souscription pour l'achat d'une moto-pompe pour l'irrigation.

Il était néanmoins nécessaire de coordonner toutes ces initiatives et, si possible, de coordonner aussi celles émanant des communes elles-mêmes. En mai 1955, 72 communes donnent leur adhésion formelle à la *Lega dei Comuni del Canavese*. Parmi les activités de cette fédération il faut citer l'assistance que ses experts donnent aux communes pour des projets de travaux publics ou pour des démarches administratives.

Par dessus tout on tente de faire travailler ensemble les diverses administrations communales : les problèmes, une route par exemple, devant être abordés sur le plan de tout le territoire et non plus isolément par chaque commune. Cet entraînement à la coopération est conçu comme un pas de plus vers l'autonomie régionale que prévoit la Constitution italienne et qui serait en définitive le cadre administratif de la future Communauté.¹⁵

Plan social. Une assistante sociale fait partie du personnel employé par le secrétariat d'Ivrée. La majeure partie de son travail a consisté jusqu'à maintenant dans l'étude du chômage dans plusieurs communes et de la situation des instituts de bienfaisance des communes (dicastères de l'assistance, garderies d'enfants, hospices) dont les budgets sont très faibles et l'assistance en définitive dérisoire. Sur la base de monographies de plusieurs communes on a tenté d'établir un plan de coordination des activités des instituts eux-mêmes et essayé de coordonner aussi (le risque étant de se heurter aux politiques d'engagement des usines et à celles des organismes officiels) les efforts de plusieurs industries de façon à tenir compte des cas les plus graves de chômage.

Plan propagande. Enfin, dernière activité des centres, celle de la diffusion des idées communautaires. Comme le mouvement français des Communautés de Travail à son début, ou les mouvements coopératifs de certains pays, Comunità juge nécessaire, pour réaliser la future Communauté, un certain nombre de réformes dans la structure étatique.¹⁶ Dans les villages les débats ont lieu dans les centres. Inscrits et non inscrits y prennent part comme à n'importe quelle activité de Comunità.

¹⁵ Cf. ADRIANO OLIVETTI, *Per una libera Comunità del Canavese*. Ivrea, Movimento Comunità, 1953, 23 p.; du même auteur, *Il cammino della Comunità*. Ivrea, Movimento Comunità, 1955, 30 p.

¹⁶ Cf. ADRIANO OLIVETTI, *Fini e fine della politica*. Ivrea, Movimento Comunità, 1953, 47 p.; et la déclaration politique du mouvement, *Tempi nuovi, metodi nuovi*. Milano, Ed. di Comunità, 1953, 56 p.

La participation aux activités peut être mesurée de diverses façons : en moyenne chaque cours donné durant l'hiver 1955-56 a été suivi par 20 personnes, chaque conférence et discussion par 17 personnes.¹⁷ Les bibliothèques sont fréquentées par environ 10 % de la population de plus de 15 ans, cette proportion correspondant à celle de la fréquentation des bibliothèques publiques de plusieurs pays.¹⁸

Si la combinaison entre une structure de base démocratique comme celle des centres et une centralisation des tâches d'animation des activités culturelles et de loisirs obtient un grand succès sur le plan de l'efficacité, elle risque de ne pas faire naître des animateurs dans les groupes eux-mêmes.¹⁹ Les responsables sont conscients de ce danger et tentent de former — par des cours, des sessions — des animateurs dans les villages eux-mêmes. En outre, par l'élection de représentants des centres communautaires dans le Conseil Général de la Communauté du Canavese,²⁰ les centres ont un regard direct sur l'activité de leur secrétariat central.²¹

D'autre part, on s'oriente vers une prise en charge financière plus complète des activités des centres par leurs membres eux-mêmes. Alors que toute l'organisation ne pouvait démarrer que par un acte généreux destiné à écarter la méfiance et à créer un mouvement d'opinion, on tend vers une autonomie financière plus forte de chaque centre commu-

¹⁷ Si nous considérons que certains sujets de conférences ne pouvaient attirer qu'un public très restreint — par exemple une conférence sur l'administration publique ou sur la Constitution italienne — le fait de réunir une vingtaine de personnes dans un village de quelques centaines d'habitants est déjà un début de succès.

Pour des renseignements détaillés sur toutes les activités des centres et les titres des conférences faites durant l'hiver 1955-56 on pourra se reporter à notre rapport, *Les centres communautaires du Canavese*, op. cit.

¹⁸ En particulier pour l'ensemble des bibliothèques publiques et universitaires de toute l'Italie où la proportion de lecteurs est la même. D'après les données de l'*Annuario Statistico Italiano*. Roma, Istituto Centrale di Statistica, 1954, Serie V, Vol. VI, p. 80. Voir également A. MEISTER, *Cultura popolare e...*, op. cit.

¹⁹ Le problème est d'ailleurs général. On a constaté que « les centres dépendant d'animateurs de l'extérieur tendent à décliner quand ceux-ci partent, même s'ils avaient essayé de susciter un leadership local. Les associations qui montrent un progrès plus ou moins continu sont celles qui ont été bâties par des animateurs venant de la communauté locale ». D'après *Community Centres and Associations in Manchester*. Manchester and Salford Council of Social Service, 1945, 87 p.

²⁰ *Consiglio Generale della Comunità del Canavese*. Il comprend également des représentants des communautés de fabrique (organismes constitués par les travailleurs des futures industries communautaires) et des représentants des groupes culturels communautaires (juristes, sociologues, urbanistes, éducateurs, économistes). Pour une description complète de ces organismes cf. ADRIANO OLIVETTI, *L'Ordine Politico della Comunità*. Milano, Ed. di Comunità, 1946, 2ème éd., 387 p. Également MOVIMENTO COMUNITÀ, *Linee e mezzi d'azione - Proposizioni fondamentali (1949)* e *statuto*. Ivrea, 1953, 32 p.

²¹ Dont le danger est qu'il s'écarte de la volonté de ceux qu'il a pour mission d'aider.

nautaire.²² Ceci, accompagné du fonctionnement des organes démocratiques de contrôle, rapproche du but lointain d'une triple communauté économique, culturelle et territoriale et va dans le même sens, mais sur le plan civique, que la formation ouvrière à la gestion dans les Communautés de Travail et les autres associations ouvrières.²³

²² Les activités économiques de l'I-RUR pourront en particulier assurer la base financière des activités culturelles du Mouvement. De plus, les membres peuvent participer davantage au financement de leurs activités. Il semble cependant qu'une autonomie financière complète de chaque centre — et ceci vaut peut-être pour plusieurs autres groupes de loisirs — ne soit pas possible et peut-être même pas conseillable. Une enquête du ministère britannique de l'éducation montre que beaucoup de centres financièrement autonomes disparaissent par manque de fonds ou « *sont contraints de consacrer trop de leur temps et de leur énergie en organisant des bals, concours de cartes, loteries pour augmenter leurs revenus. Ces centres ne font pas grand' chose pour résoudre le problème fondamental qui est, pour nous, celui de satisfaire les besoins de ceux qui ont du temps libre mais ne savent pas l'utiliser* » (MINISTRY OF EDUCATION, *Community Centres*. London, His Majesty's Stationery Office, 1946, 40 p.). Dès lors le problème est de trouver des modes de financement qui sauvegardent l'indépendance des centres — ou de l'association de loisirs — et permettent tout de même l'effort de self-help des membres.

²³ Les diverses institutions de cette future communauté — fédération des centres communautaires, ligue des communes du Canavese, ligue des communautés de fabrique — disposant chacune d'un pouvoir propre, ne sont pas sans rappeler la forme d'état socialiste pluraliste décrite et analysée par Georges Gurvitch dans son dernier ouvrage, *Déterminismes sociaux et liberté humaine*. Paris, P.U.F., 1955, 301 p.

XI. CONCLUSIONS

Sur la base des études monographiques des sociétés repérées dans cette zone, nous voudrions reprendre ici les problèmes soulevés dans notre introduction. La constatation de la baisse générale de la vitalité coopérative doit être nuancée et si possible expliquée par d'autres raisons que celles du sens commun (la perte de l'intérêt et de l'esprit coopératif, etc.). Dans cette perspective on peut distinguer deux grandes séries de facteurs actifs dans cette évolution. D'une part, des facteurs externes comme l'industrialisation, les mouvements de population, les guerres, etc., d'autre part, les difficultés de la vie sociétale elle-même, la tendance des groupes vers l'uni-fonctionnalité et leur « acculturation ».

Auparavant, puisque nous essaierons de montrer dans quelle mesure ces facteurs externes ont agi sur leur évolution intérieure, il faut rappeler combien le développement des sociétés s'insère dans l'histoire économique et sociale de la région.

Le développement des sociétés.

Les sociétés à base économique ont toutes été « filles de la nécessité » et c'est à partir de la grande crise agricole de la fin du siècle dernier et de la transformation de l'économie italienne en une économie industrielle qu'elles se créent. Les mouvements imprévisibles des prix, l'instabilité des emplois, l'affaiblissement des institutions de charité obligent les paysans et les ouvriers de la campagne à s'unir dans les sociétés de secours mutuels. A partir de la baisse du prix du blé et de l'intensification de l'élevage qu'elle provoque, se fondent les laiteries coopératives et les mutuelles du bétail. La baisse des prix du blé et du maïs plus forte que celle des autres produits pousse les habitants des villages à créer des sociétés de consommation (ces dernières se développent cependant plus

lentement que les mutuelles, un capital plus important étant plus difficile à réunir).

La ville connaît déjà toutes ces formes d'associations et en particulier les mutuelles et les magasins de prévoyance qui se développent à Turin et à Milan depuis les années 1850. A Ivree même les sociétés de tous les types naissent plus tôt qu'à la campagne, comme si les conditions favorables à leur éclosion s'y trouvaient plus tôt réunies.

Ces conditions économiques générales n'ont pas pesé en même temps et avec la même force sur tous les villages. La naissance des sociétés s'étend donc sur vingt années et même davantage. A part les fruitières qui s'étaient développées sous une même forme dans tout le massif alpin et dont on a pu retracer la filiation à travers les fromagers venant de la Vallée d'Aoste, on n'a pas pu connaître en détail l'état des communications entre les villages, les leaders locaux, la situation sociale et politique, toutes conditions qui ont hâté ou retardé, accentué ou au contraire affaibli le développement des sociétés dans telle ou telle commune.

La création des sociétés de loisirs semble plutôt obéir à des engouements d'époque: les fanfares se créent après la réalisation de l'unité italienne, les unions sportives au moment de l'introduction de la bicyclette dans la région et, plus récemment, du football. Ces groupes, à part les fanfares, sont éphémères et même (groupes de théâtre spécialement) ne se créent que dans un but et pour une durée bien déterminés.

L'absence d'un prolétariat agricole très nombreux et le nombre très faible de grandes propriétés ne conduisent par contre pas à la création de coopératives agricoles de travail, ni de coopératives de production. Au contraire, la très petite propriété agricole est à la base des efforts de regroupement des producteurs dans des sociétés d'approvisionnements, dans des laiteries et plus tard, après la guerre de 1914-18 surtout, dans des sociétés d'utilisation en commun des machines (en plaine spécialement).

Mais, plus que simples coopératives à but strictement économique, les sociétés ouvrières aspiraient à être des essais communautaires. A la mutuelle et au magasin s'ajoute le cercle de loisirs et de culture. Ces trois activités intimement liées au début, finiront par évoluer séparément.

A la faveur des idées socialistes qui pénètrent alors dans la zone les sociétés constituent en outre un effort d'émancipation de la tutelle du clergé (même si cette émancipation ne va pas jusqu'à l'athéisme et si le fond pieux de la population continue à se manifester par les dons qu'elle fait aux congrégations de charité). Elles ne participent cependant pas à la grande poussée socialiste des régions industrielles ou même des régions agricoles de la Vallée du Pô; elles restent dans le courant modéré et les noms de leurs cercles rappellent encore les rois de la Maison de Savoie. L'esprit de clocher subsiste et la solidarité socialiste ne dépasse pas encore le cadre de chaque village. De même les groupes demeurent essentiellement masculins; aujourd'hui encore on ne parle pas d'émancipation de la femme.

La vitalité coopérative.

Le rythme de création des sociétés à base économique s'accélère jusque dans les années 1890-94 puis se ralentit jusqu'à aujourd'hui. C'est en 1921, à la veille de la répression fasciste, qu'on trouve le plus grand nombre de sociétés en activité.

L'évolution des sociétés de loisirs est la même mais décalée d'une vingtaine d'années par rapport à celle des groupements économiques. Tout se passe comme si le besoin d'association pour les loisirs s'était manifesté postérieurement au besoin d'association économique, et peut-être à la faveur de la prospérité d'avant la première guerre mondiale. Actuellement le nombre d'associations de loisirs est égal à celui de 1905 et celui des sociétés économiques égal à celui de 1894.

Le rayonnement des sociétés, dont l'apogée coïncide avec leur plus grand développement, baisse cependant beaucoup plus que leur nombre. On n'en entend plus parler aujourd'hui; le journal régional rapporte encore les concerts de quelques fanfares, mais c'est tout. Elles ont perdu leur prestige et fonctionnent discrètement comme des mécanismes routiniers.

Chaque après-guerre est favorable à la création des deux sortes de groupes; est-ce l'esprit plus fraternel de l'après-guerre, comme celui de la Résistance, ou, puisqu'on ne constate pas le même phénomène en Angleterre par exemple, est-ce le fameux « esprit latin » qui favorise la constitution des sociétés? Cette deuxième hypothèse s'apparente cependant beaucoup aux explications « passe-partout » (comme « le tempérament français » ou « l'esprit germanique ») et doit donc être formulée avec prudence. N'est-ce pas plutôt la désorganisation de la machine étatique dans l'immédiate après-guerre qui laisse plus de champ libre à la constitution d'organismes d'union et élargit momentanément le secteur coopératif; tout ceci favorisé par l'apprentissage de la solidarité, par l'intensification de la vie collective que provoque la guerre aussi bien chez les soldats qu'à l'arrière et par l'enthousiasme et l'espérance accompagnant le retour à la paix ou la libération?

D'autre part la naissance de nouveaux groupes est retardée par la guerre et le nombre des groupes existant fortement réduit par la mobilisation (surtout les associations de loisirs). L'après-guerre comble le retard et ceci expliquerait les nombreuses créations; la démographie constate aussi une recrudescence de la natalité dans la même période.

Dans l'ensemble, la majorité des villages voit la création d'au moins 5 sociétés économiques et d'au moins 2 associations de loisirs. Aujourd'hui, dans la majorité des villages, il ne reste qu'une ou deux des premières et plus du tout, ou seulement une, des secondes. Malgré cela cette

zone compte encore une société coopérative pour moins de mille habitants, ce qui représente une assez forte densité coopérative.

L'affaiblissement du rythme de création aussi bien que la baisse du rayonnement des sociétés nous amènent à conclure à une diminution de la vitalité coopérative. Le reste de ce chapitre tente d'exposer le rôle de certains facteurs de cette évolution.

A. LES MODIFICATIONS DU MILIEU

Les changements intervenus dans la structure des villages peuvent être réduits aux suivants: le mouvement de dépopulation rurale, le développement des communications, l'industrialisation croissante, l'accélération des rythmes de vie, l'affaiblissement économique des sociétés, l'affaiblissement des traditions villageoises et le rétrécissement du secteur coopératif.

La dépopulation rurale.

A peine créées les sociétés sont fortement affaiblies par l'émigration vers les Etats-Unis des années 1900 à 1920. Dans certains villages la dépopulation atteindra plus de 40 %. Comme ce sont surtout les éléments jeunes qui s'en vont les sociétés de secours mutuels en ressentiront le plus l'effet. Encore maintenant la population des villages est comparativement plus âgée que l'ensemble de la population italienne.

Le mouvement d'exode rural n'est pas terminé; malgré l'industrialisation de la zone une personne sur douze est encore aujourd'hui réduite au chômage. Les villages les plus éloignés des centres urbains continuent de se dépeupler et la vitalité coopérative se ressent à la fois de la faible taille du village et de son éloignement du chef-lieu comme de l'ampleur de la dépopulation.

L'effet principal de l'émigration est un rétrécissement de la base démographique des sociétés. On a vu que 26 villages avaient une population de moins de 1000 habitants et que la vitalité coopérative diminue surtout dans les villages — d'ailleurs les plus éloignés du chef-lieu — dont la population est réduite à moins de 500 habitants; comme s'il existait un seuil minimum au delà duquel la constitution d'associations volontaires se voit fortement handicapée. Dans une population aussi faible la société ne peut pas recruter un nombre suffisant de membres et surtout d'animateurs. Dans les sociétés ouvrières les membres de « bonne volonté » remplissent tour à tour toutes les fonctions; de trésorier ils deviennent secrétaire, de contrôleur ils passent président, etc., sans posséder une formation spéciale pour ces différentes tâches. Leur forma-

tion se fait sur le tas et c'est le groupe qui, en définitive, fait les frais de leur inexpérience et de leur improvisation.¹

Au manque de gestionnaires des groupes économiques correspond le manque d'animateurs dans les groupes de loisirs. De plus le village est trop petit pour obtenir une large base de membres honoraires assurant une meilleure stabilité financière et permettant la prise en charge d'un directeur pour le groupe de théâtre ou la fanfare.

D'autre part, la complexité croissante de la vie moderne exige une formation post-scolaire des animateurs des sociétés. L'initiative de la création et de la gestion d'une société échappe maintenant aux seuls paysans et ouvriers. Le fait que seulement 3 % de la population ait une instruction plus poussée que les 3 ou 5 ans d'école primaire réduit singulièrement le choix des personnes susceptibles de remplir le mieux les charges sociales. En outre, les tâches de responsable se bornent souvent à des écritures, des « paperasseries » dont les ouvriers n'aiment pas s'occuper; ici aussi le fait que seulement 2,4 % de la population sont des employés et 0,2 % des représentants des professions libérales limite le choix des hommes.²

En un mot l'association volontaire rurale n'a que des possibilités très restreintes de choisir et de renouveler ses membres et surtout ses responsables. Le fait que la vitalité coopérative et la vie moyenne de chaque société augmentent avec la taille du village semble le confirmer.³

¹ Dans ce sens la tentative du mouvement communautaire actuel, qui supplée des experts extérieurs en éducation populaire au manque d'animateurs locaux, est intéressante à étudier. Les leçons de cette expérience pilote pourront profiter ailleurs.

² Cette conclusion se base sur deux recherches sur la participation des membres dans des organisations volontaires. Emory J. Brown a pu montrer que les participants les plus actifs dans ces sociétés étaient typiquement des membres des couches les plus cultivées et les plus aisées de la population (*The Self as Related to Formal Participation in Three Pennsylvania Rural Communities. Rural Sociology*, 1953, 4, p. 313-320). Nous-mêmes, dans le milieu assez homogène d'une cité d'habitation *Castor*, nous sommes arrivés à la conclusion que la prise des responsabilités et la participation aux groupes de loisirs et de culture, de même qu'à la gestion de la cité, varie en fonction du niveau d'instruction. Les employés de bureau ont tendance à occuper des postes de responsables plus fréquemment que les ouvriers. Enfin, les familles disposant d'un bas revenu sont moins souvent clientes de la coopérative de consommation, utilisent moins les services d'aide à la ménagère et d'une façon générale participent moins à la vie collective. (*Coopération d'habitation et sociologie du voisinage*. Paris, Ed. de Minuit, 1957, 178 p.).

³ En Suisse, où les communes de montagne ont également été affectées par une forte émigration, on a été conduit à prédire la disparition prochaine du système communautaire restreint de la commune bourgeoise. Cette thèse est cependant contestée par V. Cervin, au terme d'une étude sur une commune rurale du canton de Glaris. Il pense que la longévité des institutions est plus probablement maintenue par la stabilité du système de valeurs qui les sous-tend. Dans cette zone au contraire, c'est le système de valeurs qui est en train de se modifier sous la force de l'industrialisation et de l'accélération du rythme de vie. Cf. VLADIMIR CERVIN, *The Ancient Swiss Co-operative Community. American Sociological Review*, Vol. 18, 3, June 1953, p. 260-271.

Le développement des communications.

Toutes les sociétés avaient été créées sur une base strictement locale et pour satisfaire des besoins strictement locaux. Dès lors l'éclatement de l'autonomie villageoise conduit à l'affaiblissement de ses institutions. Les fruitières étaient seulement des sociétés de transformation du lait et non pas des sociétés de vente sur un marché, les mutuelles du bétail n'assuraient que le cheptel de la commune; aujourd'hui le bétail circule davantage et la mutuelle devrait s'élargir au plan régional. La régulation des prix se fait au niveau régional ou même national et l'action sur ces prix par la société de consommation qui s'approvisionne aux mêmes sources que les commerçants privés est devenue impossible.

Si sur le plan de chaque village les sociétés constituaient des formes de pluralisme coopératif par l'appartenance simultanée de tous à toutes les sociétés, l'efficacité économique commanderait aujourd'hui la fédération, sur le plan régional au moins, des sociétés de même activité. A part les efforts du mouvement communautaire dans le but d'élargir la base démographique des sociétés aucun essai de fédération n'a encore été entrepris. Le sentiment d'appartenance au seul village et l'esprit de clocher dominant encore, c'est en 1920 seulement qu'on voit surgir la première société d'agriculteurs commune à toute la zone.

Les habitants des villages sont maintenant sortis de leur isolement mais les liens entre sociétés de communes différentes restent encore uniquement des liens amicaux. Pourtant seul un groupement centralisé, le *consorzio* pour les approvisionnements agricoles, a résisté au temps et est efficace, même si ses membres ont perdu une grande part de leur contrôle sur lui.

Sur le plan des loisirs, le bal, une des activités principales des cercles de loisirs, est délaissé au profit des cinémas des grands villages ou de la ville. Les déplacements se font non seulement en cars mais en motos. Par cela même, la physionomie des loisirs se modifie: de collectifs ils tendent à devenir individuels.⁴ Cette évolution est d'ailleurs appuyée par l'augmentation des niveaux de vie apportée par l'industrialisation.

L'industrialisation.

La majorité des ouvriers des villages travaille dans les usines de la ville et c'est même à partir des revenus en espèces que cette activité procure que l'agriculteur peut améliorer son équipement et ses cultures. Les deux économies, agricole et industrielle, se complètent et la première

⁴ Il n'est cependant pas impossible que même ces loisirs individuels (moto, TV, cinéma) puissent servir de support à de nouveaux groupes (télé-clubs, moto-clubs, ciné-clubs) et sur une base régionale au lieu de strictement villageoise comme celle des anciennes sociétés.

donne le sentiment d'une sécurité que la seconde n'est encore pas capable d'engendrer.

Par contre le contact avec la ville crée des besoins nouveaux chez ceux qui s'y rendent tous les jours: les modes de vie urbains sont peu à peu adoptés pour l'habillement qu'on achète en ville, pour les services médicaux qu'on s'habitue à utiliser plus fréquemment aussi bien que pour les loisirs. La dépendance à l'égard de la ville est toujours plus forte et s'accroît par l'individualisation des moyens de transport. D'autre part, l'amélioration du niveau de vie grâce au travail industriel accentue encore cette tendance qui va jusqu'à l'abandon du domicile rural au profit de la ville.

Par les intérêts nouveaux que la ville suscite, les sociétés des villages, et spécialement les sociétés ouvrières et les associations de loisirs, souffrent d'un manque croissant de participation. En outre, l'augmentation des niveaux de vie entraîne les habitants à se soucier beaucoup moins de l'épargne de quelques lires dans leurs achats et donc des rabais dérisoires des sociétés de consommation.

Enfin, et résultant de ces divers facteurs, le temps passé en ville entraîne un changement dans le rythme de vie.

L'accélération du rythme de vie.

Par le travail en usine, et plus encore si ces usines se trouvent en ville, le rythme saisonnier des villages agricoles fait place à celui, quotidien, des transports. Ces derniers prennent beaucoup de temps; l'homme part tôt le matin et ne rentre que très tard le soir; il prend conscience de la valeur du temps, en devient avare et préfère consacrer le peu qui lui en reste à son jardin plutôt qu'à une société dont par ailleurs il ne voit plus très bien l'utilité. En outre, la contradiction s'accroît entre la simplification des rapports humains, leur dépouillement de tout ce qui n'est pas strictement nécessaire⁵ et le respect des structures égalitaires des sociétés dont on a vu combien le fonctionnement était compliqué. Le renforcement du noyau central, la perte du contrôle collectif et la tendance vers l'uni-fonctionnalité sont à relier à cette évolution.⁶

Le manque de temps, si souvent invoqué par les responsables, représente un fait objectif même s'ils ont tendance à en surfaire l'importance. Par leurs structures, les groupes étudiés ici (et même toute association démocratique) sont des groupes à rythme lent: pour chaque décision il faut se réunir, des mécanismes de contrôle sont à respecter, des rapports à écrire, etc.

⁵ Par exemple l'abandon progressif des règles, une fois intransigeantes, de courtoisie, d'hospitalité, etc. Une comparaison entre les manuels du « savoir vivre » de diverses époques en serait une bonne illustration.

⁶ Voir *infra*, p. 247 et ss.

Dans les anciens groupements ruraux le conflit est encore plus fort du fait des rythmes de vie différents en présence: très lent pour les sociétés, plus rapide chez les agriculteurs et les personnes travaillant dans les villages et accéléré pour les ouvriers se rendant en ville. Les jeunes gens sont le plus sensible au heurt de ces divers rythmes et tendent à prolonger celui de la ville et de l'usine dans leur vie de loisir.⁷ Leur participation à la vie des sociétés locales tend dès lors à diminuer fortement, découragée d'ailleurs aussi par les difficultés internes des sociétés et leur manque général de vitalité.⁸

L'affaiblissement économique des sociétés.

On a vu plus haut combien l'isolement des sociétés en diminue l'efficacité économique. D'autres facteurs sont à invoquer également; en particulier les deux guerres mondiales et la période dictatoriale qui les sépare. La répression fasciste s'exerce surtout sur les groupes à base économique et 40 % disparaissent sous ses coups (spécialement les mutuelles contre l'incendie dont les membres sont contraints de rejoindre la clientèle des grandes compagnies d'assurances). Au contraire, dans son effort de tutelle des organisations de loisirs, le régime essaie de se concilier la faveur de celles déjà existantes.

D'autres facteurs d'affaiblissement sont à l'œuvre. Le patrimoine des sociétés économiques est très faible: la société de secours mutuels visitait beaucoup plus la solidarité que la rentabilité et vieux et jeunes y étaient admis sans grandes différences de cotisations; la société de consommation pratiquait des baisses de prix directes plutôt que le système d'une ristourne dont le montant varie selon les résultats annuels d'exploitation. En outre le revenu de la population est encore très bas et surtout sa composante en espèces: d'où la difficulté pour les paysans de tenir l'engagement sociétaire et leur préférence pour la vente du beurre aux négociants privés qui leur font des avances, plutôt qu'à la laiterie coopérative qui ne fait que périodiquement le paiement du lait.

Enfin, la dépréciation monétaire atteint directement les ressources accumulées péniblement par les sociétés et la hausse des cotisations ne suffit pas à assurer des prestations raisonnables (sociétés de secours mutuels) pour un membership du reste plus âgé et plus sujet à la maladie, ou bien (mutuelles du bétail) en cas d'épidémie ou encore de gros incendie (mutuelles contre l'incendie).

⁷ La « frénésie de la vitesse » à travers les motos et les autos, même si elle est souvent dénoncée maladroitement comme quelque chose de presque immoral, ne provient-elle pas justement de l'incapacité de retrouver un rythme de vie plus calme dans les loisirs?

⁸ Un des responsables sur le plan national de la *Legga delle Cooperative* s'exprime ainsi: « Pour les jeunes, la coopération c'est de l'algèbre; pire, du sans-crit ». GIULIO CERRETI, *Problemi attuali della Cooperazione*, op. cit., p. 21.

La concurrence privée, plus dynamique, mieux organisée et non enserrée dans le carcan des contrôles collectifs ne représente pas le moindre des motifs d'affaiblissement des sociétés coopératives.

La faiblesse financière des sociétés de loisirs est encore plus apparente et les deux guerres mondiales les ont décimées plus fortement que les sociétés économiques. Ne trouvant que peu de mécènes et le village étant trop petit pour le recrutement d'un grand nombre de membres honoraires, tout le poids financier des activités repose sur les sociétaires. Ces activités deviennent d'ailleurs de plus en plus coûteuses au fur et à mesure que les habitants des villages adoptent les loisirs urbains: le football remplace les boules, le groupe de théâtre a besoin de costumes plus variés, etc. Les associations cherchent alors à être épaulées financièrement par d'autres organismes dont elles deviennent une section (surtout centres communautaires). Il en est de même des fanfares que peu à peu les municipalités subventionnent régulièrement et qui se perpétuent comme par tradition.

L'affaiblissement de la tradition associationniste.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure les anciennes coutumes d'aide mutuelle et de charité ont constitué une base aux sociétés coopératives étudiées ici. C'est ainsi que les mutuelles du bétail se superposent à l'ancienne tradition qui voulait que chacun achète une part de viande de la bête abattue et, même si la mutuelle a disparu, la tradition tend à subsister. Ces traditions de solidarité meurent cependant lentement sous les coups de l'industrialisation: si la mutuelle avait repris à son compte l'ancienne coutume des confréries d'accompagner les convois funéraires, elle a dû très tôt la débarrasser du caractère obligatoire qu'elle lui avait donné au début. Le repas annuel, autre symbole de la cohésion du groupe et à travers lui de la communauté villageoise, se perd aussi et ne regroupe guère encore que les vieillards.⁹

Par contre les sociétés du Carnaval renaissent encore chaque année dans quelques villages. Leur caractère éphémère (3 à 4 jours par an) et leur uni-fonctionnalité (seulement liens de camaraderie durant le Carnaval) en font peut-être la force.

On observe que les fanfares sont les groupes les plus durables; alors que les autres traditions tendent à se perdre, grâce à l'aide des communes elles sont au contraire en passe de devenir des institutions des villages.

⁹ On peut reprendre les quatre caractéristiques que Jerome F. Scott et R. P. Lynton donnent de la « communauté constituée »: « 1. Tous les aspects de la vie y sont étroitement liés: le travail n'est pas une activité à part. 2. L'homme "appartient" automatiquement à la société. 3. Les changements sont lents; les attitudes, les coutumes et les institutions favorisant la continuité. 4. Enfin, les groupes sociaux essentiels sont restreints ». A travers l'histoire des coopératives de cette zone, on retrouve l'évolution vers la disparition de ces caractères. Cf. *Le progrès technique et l'intégration sociale*. Paris, Unesco, 1953, p. 16.

Le rétrécissement du secteur coopératif.

Avec l'abandon du programme de Nîmes et la délimitation du secteur coopératif par Fauquet, un effort avait déjà été fait dans le sens d'une délimitation précise de la sphère d'activité du mouvement. Renonçant à la prétention de conquérir tout le secteur primaire, et particulièrement les industries extractives, le mouvement coopératif concentre son activité sur les productions manufacturées et la consommation au sens large du mot (alimentation, habitation, services).

Tout un processus est cependant à l'oeuvre et va dans la direction d'un rétrécissement supplémentaire du secteur délimité par Fauquet; et il est en grande partie responsable de la tendance à l'uni-fonctionnalité du mouvement. L'expérience coopérative de cette zone peut servir à illustrer cette évolution.

Historiquement, le premier de ces nouveaux rétrécissements s'exerce sur les activités culturelles des sociétés: l'introduction de l'instruction de base obligatoire rend inutiles les efforts éducatifs des sociétés. Le nombre des analphabètes que la société ouvrière se proposait de réduire diminue maintenant pour d'autres raisons que l'école du soir de la société. Par la suite, le développement des cours complémentaires, des bibliothèques publiques, des organisations culturelles constituera une sorte de concurrence aux activités des sociétés coopératives.

Un deuxième rétrécissement du secteur de l'association volontaire coopérative intervient en 1898 lors de la création de l'assurance-accidents obligatoire dans l'industrie. Son influence s'exerce immédiatement et le nombre des sociétés de secours mutuels diminue à partir des années 1900. Ceci explique que les jeunes ne deviennent plus membres de la société. En outre le processus n'est pas terminé puisqu'en 1955 se créent les mutuelles des agriculteurs à dépendance assez fortement étatique. Sur le plan éducatif, l'apprentissage volontaire de l'épargne que constituait le paiement des cotisations à la mutuelle cesse, et cette épargne devient obligatoire.

Un autre rétrécissement du secteur coopératif intervient au moment de la prise en charge par les administrations communales des congrégations de charité et, dans une certaine mesure, des garderies d'enfants. Ces institutions nécessitent alors moins l'action volontaire, leur minimum d'existence étant assuré chaque année dans le budget municipal.

Après la dernière guerre mondiale, l'institution des CRAL par l'Etat constitue une autre limite à l'action volontaire et aux initiatives locales visant la création des cercles.

Enfin, limitation autoritaire et momentanée du champ coopératif, le rationnement qui entraîne la disparition de quelques fruitières; la société devenant un organe de réquisition des produits laitiers et gênant par son existence même la liberté d'action des paysans.

Durant le fascisme l'obligation faite aux mutuelles contre l'incendie

de s'intégrer aux grandes compagnies d'assurances peut également s'interpréter comme un rétrécissement autoritaire du secteur coopératif au profit de l'économie capitaliste privée.

Une autre limitation autoritaire — peut-être permanente — consiste dans les lourdes taxes sur les bals et les spectacles. La danse était l'activité principale des cercles aussitôt après la guerre et elle diminue depuis la réorganisation de l'Etat. Les cercles et les groupes de théâtre organisent plus difficilement ces activités et perdent ainsi une nouvelle raison d'existence.

Plusieurs autres des faits invoqués ici pourraient être interprétés en termes de rétrécissement du secteur coopératif: la concurrence, la dépopulation, les nouveaux centres d'intérêt jouent le même rôle. Nous avons cependant préféré limiter cette notion à la prise en charge par l'Etat d'activités réservées jusqu'alors à l'initiative collective privée.

B. LES TRANSFORMATIONS DE LA VIE SOCIETAIRE

L'action des facteurs décrits jusqu'à présent s'exerce pour ainsi dire de l'extérieur. Quelle est sa répercussion sur la vie interne des sociétés?

Le mot « répercussion » indique une relation causale de ces facteurs sur la vie des groupes. Dans quelle mesure cette position est-elle légitime? Si nous savons qu'il y a interdépendance entre les modifications internes de la vie sociétairre et les forces extérieures qui s'exercent sur elle, peut-on tout de même accorder une prédominance à ces dernières? En d'autres termes, on constate simultanément une perte de l'intérêt chez les membres des sociétés et une augmentation des moyens de transport à leur disposition, des cinémas, des postes de télévision; est-ce l'augmentation des moyens de transport, etc. qui provoque ce manque d'intérêt ou l'inverse? Quelle est, en dernière analyse, la série de facteurs à invoquer pour expliquer la baisse de la vitalité coopérative? Doit-on au contraire se borner à constater la présence de deux séries de facteurs, externes et internes, sans s'interroger sur la part respective de l'une ou de l'autre dans l'évolution du phénomène étudié?

Pratiquement, l'enquête sociale met toujours en relation les attitudes des personnes interviewées avec leurs caractéristiques sociales (âge, profession, revenu, appartenance à un groupe ou à une classe, etc.) et, même si le résultat n'est qu'une série de tables statistiques esquivant le problème causal, implicitement les premières sont toujours expliquées par les secondes. Il nous paraît possible d'étendre au domaine des attitudes des personnes à l'égard de leur groupe, à la diminution de leur intérêt pour les sociétés étudiées ici, le principe d'explication formulé par Piaget à propos des représentations collectives: *« l'explication sociologique comme l'explication psychologique ne saurait donc être efficace qu'à la*

condition de procéder de l'action matérielle et causale, pour aboutir en fin de compte seulement au système des implications de la conscience collective. C'est à cette condition exclusive que l'on atteindra dans la super-structure ce qui prolonge effectivement les actions causales en jeu dans l'infrastructure, par opposition aux idéologies simplement symboliques, qui la reflètent en la déformant ».¹⁰

Nous essaierons donc d'interpréter l'action des facteurs « internes » comme la répercussion des changements dans le milieu énumérés plus haut.

Une série de processus sont simultanément à l'oeuvre dans les sociétés; l'action de l'un appuie et consolide celle de l'autre de sorte que les tendances que l'analyse dégage sont en réalité fortement interdépendantes et enchevêtrées. Voyons d'abord quelques transformations dans la structure des sociétés: différenciation sociale, tendance vers l'uni-fonctionnalité, renforcement du noyau central. Puis nous étudierons plus spécialement la situation des membres: perte de l'intérêt, saturation, « acculturation », perte de l'« esprit coopératif ».

La différenciation sociale.

Nous appellerons différenciation sociale la tendance visant à une simplification des structures de la société et à une meilleure définition du fonctionnement de chacune d'elles. Ce processus est bien illustré par l'histoire des sociétés ouvrières où, au début, une seule administration s'occupait des trois activités de la société (mutuelle, magasin, cercle). Dans une première phase la différenciation s'opère au niveau comptable, chaque activité tenant ses propres comptes; puis des responsables et des conseils d'administration séparés sont élus par les membres dont le sociétariat reste cependant commun aux trois activités; enfin, les trois branches de la société se séparent dans leur membership aussi.

Après la première guerre mondiale les sociétés deviennent plus conscientes de la gestion économique et les rapports internes se simplifient: les contrôles si nombreux et si compliqués tendent à disparaître pour augmenter l'efficacité et la rapidité du fonctionnement.

Les activités non strictement essentielles au fonctionnement du groupe sont dévolues à des groupes spéciaux, étrangers à la société. C'est ce que nous verrons à propos de la tendance à l'uni-fonctionnalité.

Du point de vue des organes démocratiques des groupes on constate une fréquence moins élevée des assemblées générales et une prise en charge de plus en plus forte des tâches de l'organe législatif par le pouvoir exécutif (le conseil d'administration). Nous aurons l'occasion d'en reparler à propos du renforcement du noyau central.

¹⁰ *Introduction à l'épistémologie génétique*. Paris, P.U.F., 1950, Tome III, p. 232.

Ce sont surtout ces deux phénomènes — uni-fonctionnalité et renforcement du noyau central — qui ont pu être observés dans les sociétés de cette zone. Ils semblent participer à la différenciation sociale qui est elle-même une brèche à l'égalitarisme du groupe opérée au profit de son efficacité. D'autres groupes coopératifs et les Communautés de Travail françaises ont connu la même évolution à partir d'une structure égalitaire à l'origine, libertaire même, vers l'organisation des choses et des hommes. Tous ces groupes, tous ces essais d'égalité sociale, se distinguaient par des mécanismes compliqués de contrôle collectif (justement pour respecter l'égalité) qu'ils ont dû peu à peu abandonner.

Le renforcement du noyau central.

La base démographique du groupe est faible, le choix des responsables difficile et ceux qui acceptent de remplir les fonctions du groupe sont réélus chaque année. On leur fait confiance; on doit leur faire confiance car il n'y a personne pour les remplacer.¹¹ Peu à peu ils acquièrent la pratique du fonctionnement de la société. Toute la vie du groupe dépend d'eux et, parfois, du président seulement. S'il meurt le groupe disparaît aussi.

D'autre part, l'efficacité de la société quant aux buts fixés est faible. Le magasin n'opère qu'une baisse de prix dérisoire, la mutuelle ne distribue que de maigres indemnités, etc. Les membres se désintéressent d'un organisme dont le succès n'est pas celui escompté et sont bien heureux de laisser la charge de l'administration à quelques sociétaires dévoués.

Mais cette administration prend beaucoup de temps surtout à cause des contrôles de gestion. Et comme le contrôle collectif de l'assemblée générale diminue, les contrôles comptables cessent progressivement aussi.

Le gérant du magasin ou du cercle, le sociétaire chargé des achats dans la société d'approvisionnements sont en fin de compte les seuls « permanents » de la société. On leur fait confiance et on leur délègue des pouvoirs plus importants et une initiative plus étendue; comme la démocratie communale délègue de tels pouvoirs au secrétaire municipal ou parfois au « *town manager* » et comme, et peut-être surtout, la démocratie de parti délègue des pouvoirs étendus au secrétaire politique. Dans les sociétés ouvrières aussi, le permanent devient le sociétaire le plus au courant de la routine du travail et le contrôle collectif qui pèse sur lui s'affaiblit: il devient un expert et personne n'a ni le temps, ni les compétences pour discuter et juger son travail; et, de nouveau, le poste étant mal payé, qui le remplacera s'il s'en va?

¹¹ Ce défaut n'est pas propre aux coopératives de cette zone. Cf. DENIS R. BERGMANN et CLAUDE MOUTON, Les Coopératives et leurs problèmes. *Esprit*, juin 1955, p. 936-951.

Toutes ces tendances ont pour effet de renforcer le noyau central du groupe: conseil d'administration et même, gérant permanent. Avec les cercles, les magasins de consommation et les CRAL nous avons pu observer tous les stades du renforcement du pouvoir central. Comme nous faisons dès maintenant l'hypothèse qu'une telle évolution se retrouve dans de très nombreux groupements démocratiques, volontaires ou non, nous en avons retracé les étapes avec beaucoup de détails: ¹² le contrôle de l'activité du gérant est difficile et peu à peu il vend des marchandises ou des boissons à son compte; sa rémunération est très faible et les administrateurs, qui du reste n'ont pas beaucoup de temps libre pour contrôler toute son activité, ferment les yeux. Au stade final, le gérant devient un épicier ou un restaurateur privé: il paie un loyer pour le local et est débarrassé de tout contrôle. La structure coopérative recouvre alors l'activité du négociant privé contre lequel, par sa création, elle avait voulu lutter.

Le tiers des sociétés de consommation et le tiers des cercles non transformés en *dopolavoro* passent ainsi en gestion privée. Ce passage est caractéristique de la période fasciste et de ces dix dernières années (un seul cas avant 1914-18); c'est-à-dire à partir du moment où le succès des efforts de régulation des prix est devenu si dérisoire que les membres se désintéressent du destin de leur société.

Le même processus affecte les sociétés d'approvisionnements agricoles où le sociétaire chargé de recueillir les commandes des autres membres se transforme en négociant privé: les difficultés internes de la société et surtout l'absence de profit par les achats collectifs expliquent que le passage n'entraîne aucune protestation des membres.

Le passage de la société coopérative à la gestion privée représente le stade final du renforcement du noyau central. Il ne serait pas atteint si le contrôle collectif, l'intérêt des membres, ne s'était pas relâché, laissant au conseil d'administration tout le poids de la société. Ce dernier à son tour, favorisé par le désintéressement des membres, accepte la centralisation du pouvoir sur une seule personne, le président parfois, et au terme du processus, le gérant salarié de la société.

La tendance à l'uni-fonctionnalité.

Entendue comme le progressif abandon des buts non essentiels à la survivance de la société, la tendance à l'uni-fonctionnalité se révèle surtout dans l'essai communautaire, multi-fonctionnel, des sociétés ouvrières.

¹² Cette évolution semble en particulier se retrouver dans la vie communale (cf. ARTHUR E. MORGAN, *The preservation of Small-Scale Democracy. Community Service News*, XII, 3-4, July-Dec. 1954). Le fait de confier l'administration de la commune à un « manager » est à rapprocher aussi. (Cf. WALLACE S. SAYRE, *The General Manager Idea for Large Cities. Public Administration Review*, Vol. XIV, 4, 1954, p. 253-258).

Non seulement les activités de la société tendent à se séparer l'une de l'autre, mais les buts éducatifs et récréatifs, économiquement non nécessaires à la survivance de la société, viennent peu à peu à disparaître.¹³

Le rétrécissement que l'instruction obligatoire apportait au secteur coopératif, le manque d'animateurs culturels locaux, la faiblesse financière des sociétés, les empêchant d'inviter des animateurs extérieurs, et peut-être la saturation du besoin d'activités culturelles expliquent la tendance des groupes à se cantonner uniquement dans l'exercice d'une fonction économique.

Aucune activité éducative se déroule actuellement dans les sociétés et même pour les activités de loisirs on a vu qu'une limitation supplémentaire du secteur coopératif était intervenue avec les taxes sur les spectacles et la danse.

Nous venons de parler de « saturation » du besoin d'activités culturelles; devrait-on aussi expliquer la baisse de vitalité coopérative par des facteurs d'ordre psychologique? Si nous essayons de trouver des raisons plus profondes et sociales au désintéressement, si souvent invoqué, des membres pour leur société, doit-on par contre faire intervenir des facteurs de personnalité ou de psychologie des besoins pour mieux comprendre l'évolution des sociétés?

Il convient d'aborder rapidement ces questions avec l'appui des éléments apportés par l'enquête. Les quelques sections suivantes seront donc consacrées au comportement et à l'attitude des membres vis-à-vis de leur société.

Les difficultés de la vie sociétaire.

Comme on peut s'y attendre les conflits internes sont surtout fréquents dans les sociétés exigeant une participation assez forte mais où les rôles et les obligations des membres ne peuvent être définis à l'avance et selon des critères précis. Tel est le cas des sociétés d'approvisionnements agricoles, des mutuelles du bétail, des sociétés d'utilisation des machines et, en général, des associations de loisirs. Rappelons quelques-uns des conflits qui s'y sont manifestés: difficultés entre les membres pour décharger les wagons d'engrais achetés collectivement, pour estimer le bétail, pour réparer l'outillage agricole commun et, dans les groupes de loisirs, conflits entre les membres et les animateurs, heurts politiques ou de person-

¹³ Il en est de même sur le plan national où environ 500 sociétés coopératives possèdent une bibliothèque *« mais sauf dans de rares cas on ne s'en occupe pas beaucoup et elles ne sont pas des centres de diffusion de la culture »*. Cf. GIULIO CERRETI, rapport présenté au 24ème Congrès National de la Lega Nazionale delle cooperative e mutue, Roma 9-12 juin 1955, compte rendu des débats, p. 109.

nalités, etc. Le propre de tous ces conflits est qu'ils ne peuvent être réglés à l'avance et que chacun d'eux représente un cas d'espèce, une exception à la règle fixée au début: ce sont soit quelques sacs d'engrais déchirés qui créent le conflit, soit l'impossibilité d'établir correctement les causes de la mort d'une pièce de métal.

Si nous ajoutons à cela les difficultés de gérance (magasins de consommation et cercles), le manque de gestionnaires, l'inexpérience des administrateurs et la contradiction chez ces mêmes administrateurs entre leur mépris du boutiquier (comme en général dans toutes les réalisations ouvrières)¹⁴ et l'exercice d'une activité commerciale, nous aurons un tableau complet de tous les conflits possibles dans de tels groupes.¹⁵

Remarquons cependant que les groupes économiques ont en général disparu surtout sous le coup de ce que nous avons appelé « facteurs externes » alors que les associations de loisirs et les quelques quarante cas de passage à la gestion privée subissent davantage l'action des « facteurs internes » dont, justement, les conflits entre les membres.

Au contraire, les fruitières, les sociétés de production et de distribution d'électricité et d'eau, les mutuelles de protection contre l'incendie où la participation est moins forte (sociétés de distribution d'eau et d'électricité), non simultanée (fruitières) et où les prestations de la société sont facilement déterminables et s'adressent à un objet dont la valeur ne subit que peu de changements dans le temps (mutuelles contre l'incendie), sont beaucoup moins sujettes aux conflits internes. Ces trois genres de groupes manifestent d'ailleurs une vitalité supérieure à celle de tous les autres; elle tient cependant plus au besoin économique encore très fort à leur endroit qu'à la simplicité de leur schéma d'organisation interne.

¹⁴ En 1897 déjà, les conclusions d'une enquête parlementaire française sur les coopératives de production s'exprimaient ainsi: « *La gestion commerciale, l'ordre et la régularité dans la tenue des bilans et comptes, ne sont pas prisés ordinairement à leur juste valeur et beaucoup de mécomptes procèdent de cette faute* » (p. 9). Les enquêteurs arrivent à « *la conviction que le rôle administratif et commercial est resté l'écueil de la coopération et que l'importance n'en est point encore suffisamment appréciée par les associés travaillant de leurs mains. On arrive plus facilement à produire bien qu'à acheter et à vendre convenablement* » (p. 28). *Les Associations ouvrières de production*. République française, Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des téléphones, Office du travail, Paris, Imprimerie nationale, 1897, 613 p.

¹⁵ Ces conflits sont d'ailleurs largement communs à toutes les expériences de gestion ouvrière. À propos de l'expérience de contrôle ouvrier yougoslave, Aleksander Veselinovic n'énumère pas moins de dix « déviations » à la voie tracée. *Syndicats Yougoslaves*. Novembre 1954, p. 25-27. Rappelons aussi que ce sont ces conflits internes qui ont été la cause principale de la dissolution des quelques expériences de « milieux libres » anarchistes du début du siècle. Cf. JEAN MAITRON, *Histoire du Mouvement Anarchiste en France (1830-1914)*. Paris, Société Universitaire d'Éditions et de Librairie, 1955, 2ème éd., p. 359 et ss.

La perte de l'intérêt.

Elle est surtout sensible dans les groupements de loisirs où elle se traduit par le départ des membres, par l'impossibilité d'en attirer de nouveaux dans le village, par la fréquence moins forte des activités sociales du groupe, par la diminution des dons faits aux sociétés. Il est vrai que certains groupes se fixent à l'avance une existence éphémère (un spectacle ou un concert). La concurrence d'autres loisirs est cependant la raison majeure du manque de vitalité des petites sociétés des villages: la télévision, les promenades en moto, le cinéma, même s'ils constituent des loisirs passifs, sont appréciés davantage que les loisirs traditionnels du groupe de théâtre ou de la fanfare. Deux facteurs, liés d'ailleurs, nous semblent être à la base du désintéressement pour les activités plus éducatives, plus culturelles des théâtres, orchestres, fanfares et même, à un certain degré, des centres communautaires: d'une part, l'absence ou le développement très faible d'un besoin de culture et, d'autre part, lié à ce développement très faible, l'existence d'un seuil de saturation très vite atteint. Nous essayons plus loin de développer cette argumentation.

Pour ce qui est des associations de caractère économique, les symptômes du manque d'intérêt sont bien connus: les assemblées sont désertes, ce sont toujours les mêmes personnes qui sont réélues aux charges sociales, le nombre des sociétaires tend à se réduire (surtout cercles et CRAL), l'identification des membres à leur groupe disparaît (plus personne ne veut porter la bannière de la société).¹⁶ Le désintérêt est surtout sensible dans les sociétés dont l'activité est peu à peu prise en charge par le gérant. Quelles en sont les raisons profondes? Est-il suffisant comme le fait fréquemment la presse coopérative, de parler de perte de l'intérêt seulement ou doit-on justement en rechercher ces raisons plus profondes? C'est à cette tâche que nous nous emploierons.

La saturation.

Sans se rattacher à une théorie quelconque des besoins, on peut supposer l'existence, sinon d'un besoin de se cultiver, du moins d'une curiosité pour ce qui dépasse l'horizon restreint du village et des activités quotidiennes. Dans cet ordre d'idées, la lecture, les conférences et les cours de soir d'une part, le cinéma et la télévision d'autre part, seraient les moyens de satisfaire cette curiosité. Ajoutons que pour des person-

¹⁶ George M. Beal a pu montrer par ailleurs que le sentiment d'identification à la société coopérative était lié à la participation dans la gestion et à la satisfaction vis-à-vis de la marche du groupe. Cf. *What Makes a Satisfied Member? News for Farmer Co-operatives*, September 1955. Voir aussi le rapport complet fournissant les données de base de cet article: *The Roots of Participation in Farmer Co-operatives*. Ames, Iowa State College, 1954, 128 p.

nes de niveaux d'instruction généralement très bas et de professions manuelles, industrielles ou agricoles, les seconds de ces moyens, cinéma et télévision, satisfont plus rapidement, plus complètement et avec moins de peine cette curiosité que ne peuvent le faire de rares lectures ou quelques cours et conférences. Ces moyens modernes de distraction et formation font donc une concurrence sévère aux activités traditionnelles des groupes de loisirs.

Mais il y a plus: le besoin de curiosité manifesté dans les activités culturelles est saturé à un certain moment; après quelques spectacles le besoin de jouer du théâtre est satisfait, après quelques lectures la curiosité pour les pays lointains ou pour l'histoire est satisfaite aussi. C'est ainsi que la courbe des lectures des bibliothèques des centres communautaires de cette zone va en décroissant trois à quatre mois à peine après l'ouverture des bibliothèques.

Il y aurait donc un seuil de saturation des activités culturelles et qui semblerait d'ailleurs varier en fonction du niveau d'instruction.¹⁷ Comme ce dernier est très bas dans cette région le point de saturation sera très vite atteint. Le manque d'intérêt qui accompagne la baisse de la vitalité des associations de loisirs peut donc être largement expliqué, outre la concurrence des nouveaux moyens de distraction, par la saturation à un certain moment du besoin d'activités culturelles. Ceci expliquerait aussi l'existence éphémère des groupes de loisirs et leur reconstitution par chaque génération.

La perte de grandeur du mouvement coopératif.

Où a vu combien le mouvement mutualiste et le mouvement coopératif italiens ont été mêlés au développement du mouvement ouvrier. Dans leurs congrès, les mutuelles en viennent peu à peu à ajouter aux problèmes regardant purement leur mouvement, des revendications politiques plus générales (diminution de la durée du travail, suffrage universel, unité italienne). Dans l'ensemble, les coopératives étaient, et sont encore, liées aux partis les plus représentatifs du pays.

Même dans cette zone, où pourtant les conflits politiques n'ont pas été si violents que dans les régions industrialisées et dans celles de grande propriété agricole, les sociétés ouvrières et les fanfares, malgré quelque peine à s'émanciper de la tutelle du clergé et à acquérir un contenu de classe par le refus de l'admission des non-ouvriers, s'identifient peu à peu au courant libéral ou même à la poussée socialiste. Le fait que le

¹⁷ Ces informations sur les habitudes, les « patterns » de lecture proviennent de plusieurs recherches sur la lecture dans les bibliothèques publiques. Voir en particulier notre rapport, *Cultura Popolare e...*, *op. cit.*,

fascisme supprime un si grand nombre de sociétés à base économique laisse supposer leur participation et leur conscience politiques.

Cette identification politique des sociétés s'est perdue et leur rayonnement cesse tout à fait depuis la fin de la dernière guerre mondiale. La coopération se détache du mouvement ouvrier comme sur le plan national la vitalité des mutuelles cesse au début du siècle, leur rôle de défense passant aux syndicats. Les fanfares se vident aussi de leur contenu politique et on n'assiste plus aux scissions qui, il y a une quarantaine d'années, marquaient les conflits politiques des villages.

Actuellement dans cette zone les coopératives ne se réclament plus d'une idéologie politique et, en ce sens, leur existence ne requiert plus la sollicitude des militants syndicaux et politiques.¹⁸

Mais il y a plus: l'insuccès économique des sociétés, la faible action de baisse des prix du magasin de consommation, la quasi-inutilité des mutuelles, l'inefficacité des groupements d'achats ne méritent plus l'intérêt des membres et à leur tour, sous l'effet de ce manque de participation, les administrateurs des sociétés n'entendent plus travailler gratuitement et sans efficacité et donnent la boutique en gestion à un négociant privé. C'est d'ailleurs durant ces dix dernières années, où précisément ces efforts s'avèrent de plus en plus inutiles, qu'on observe le plus de passages de la gestion coopérative à la gestion privée.¹⁹

Les raisons du manque d'intérêt des membres doivent donc être recherchées dans la situation objective de leur société: perte du lien idéologique avec l'ensemble du mouvement ouvrier et inefficacité économique. Peut-on demander à un sociétaire, qui a en outre un niveau de vie meilleur aujourd'hui, de s'intéresser, de participer à une société dont le seul but, qu'elle n'atteint même pas, reste de baisser de quelques lires le prix du kg. de sucre ou de pâtes? ²⁰

¹⁸ La perte du lien entre mouvement coopératif et mouvement ouvrier semble être un problème plus général et lié à la formation politique des coopérateurs eux-mêmes; à cette « formation politique, dont nous notons l'urgence particulière, mais qui est complètement négligée. Nous devons répandre l'idéal coopératif et ses résultats contribueront à restaurer le dynamisme de la coopération et à mettre à son service les expériences de formation dont la nécessité se fait cruellement sentir ». R. L. MARSHALL, L'éducation coopérative en Grande-Bretagne. *Le Coopérateur Suisse*, 40, 1er octobre 1955.

¹⁹ L'attitude de l'Etat envers les coopératives et les faibles exonérations fiscales qu'il leur accorde ne témoignent pas non plus du support d'une opinion publique très favorable à la coopération.

²⁰ Selon les termes du Dr. Fauquet on peut dire que la « rente de coopération » tend à disparaître. Cf. *Le Secteur Coopératif*, op. cit., p. 94 et ss. A propos des services qu'offre le magasin coopératif, une enquête belge montre que près des deux tiers (sur près de 300 coopérateurs) ne voient aucune différence entre la coopérative et le magasin privé. Le fait que le tiers de ces personnes ait plus de 65 ans laisse penser que la perte de l'intérêt n'atteint pas que les jeunes. Cf. HENRY KEMPENERS, A propos de la population coopérative. *Le Coopérateur* (Bruxelles), février 1956.

Par les rétrécissements successifs du secteur coopératif, par le développement des communications qui diminuent leur efficacité économique et par l'affaiblissement de leur intégration dans une perspective idéologique ouvrière plus vaste, les sociétés ne constituent plus des centres d'intérêt pour leurs membres et, a fortiori pour le public en général. Le manque d'intérêt et l'« acculturation » de ces groupes aux valeurs de la société globale, qu'il faut examiner maintenant, conduisent à cette perte, tant dénoncée, de « l'esprit coopératif ».

L'acculturation.

Nous appellerons « acculturation », le processus d'accommodation par lequel un groupe social reprend à son compte les valeurs et les normes de la société globale dans laquelle il s'insère et contre lesquelles il avait voulu lutter.²¹ Toute l'histoire des sociétés de cette zone montre qu'elles sont largement ouvertes à la pénétration de la société globale. Cette pénétration s'effectue principalement de deux manières: adoption des méthodes capitalistes de gestion et, plus tard, adoption dans la vie interne du groupe des mêmes critères, des mêmes valeurs que celles qui président au fonctionnement des groupes en accord avec la société globale.²²

Avant d'examiner le détail de cette pénétration, rappelons que les groupes coopératifs, les *società operaie* en particulier, se sont constitués en réaction contre les conditions de vie imposées par la société et contre les valeurs des classes dominantes. L'instruction obligatoire, le suffrage universel, le droit d'association, l'émancipation de la tutelle du clergé et, par-dessus tout l'égalité, étaient des revendications qui se heurtaient aux valeurs de ces classes. Les sociétés se créent donc dans un but de conquête et par là se situent en marge des groupements (associations de charité surtout) et des organismes (usines, parlement, sociétés d'intérêt, etc.) existants.

La valeur sociale la plus chère à ces groupes est l'égalité et on a vu combien de mécanismes de contrôle avaient été prévus pour la sauvegarder (l'égalité constitue peut-être bien la motivation majeure de la création des associations ouvrières).

²¹ Cette définition s'applique strictement à l'évolution des groupes étudiés ici, dont la création participait à un mouvement d'opposition contre les valeurs de la société globale. En supprimant sa dernière partie, qui justement fait allusion à cette opposition, la définition s'élargit et recouvre le cas des groupes qui adoptent une nouvelle culture (minorités par exemple) sans avoir été en lutte avec la société qui l'a produite.

²² Il n'empêche cependant que le processus d'acculturation a des limites: si on a vu combien les associations coopératives ont été ouvertes à la pénétration par la société globale, elles refusent en général l'idéologie fasciste. Le degré de compatibilité, de coexistence est donc limité et ce n'est pas à 100 % que les groupes acceptent les nouvelles valeurs d'une société globale en transformation.

Dès le début cependant, l'impératif de la survie économique impose aux sociétés l'adoption de certaines méthodes capitalistes de gestion : fondée dans un élan de générosité, la mutuelle se voit forcée d'introduire un barème différencié de cotisations selon l'âge (l'égalité se limite aux sociétaires de la même classe d'âge); voulant réduire les prix des produits alimentaires et rendre cet effort visible, la société de consommation n'adoptera pas immédiatement le système de la ristourne (qui correspond, mais élargi aux utilisateurs, au système capitaliste de répartition des bénéfices et dont la base de calcul est le résultat annuel d'exploitation).²³

Peu à peu les contrôles égalitaires cessent, les administrateurs et les gérants restent en charge pour plusieurs années, la rémunération de la fonction de secrétaire se généralise. Ces altérations des méthodes primitives de gestion sont autant de symptômes d'une acculturation aux méthodes, aux procédés, aux normes généralement en vigueur dans la société globale. Retenons que cette acculturation n'est pas voulue, désirée par les sociétés : elle leur est imposée par la nécessité de survivance économique et, en fait, chaque nouvelle mesure de ce genre rend le groupe financièrement plus stable.

De tels changements dans les méthodes ont dû être accompagnés d'une transformation des valeurs elles-mêmes. C'est surtout à propos des sociétés passées en gestion privée qu'une telle modification peut être observée : aussi bien par les raisons données de ce passage (administration gratuite et, dans une certaine mesure aussi, manque de temps) que par son acceptation par les sociétaires.

L'acculturation n'épargne pas les groupes de loisirs : le seul groupement de théâtre permanent doit rémunérer son directeur, les orchestres ne jouent plus gratuitement dans les fêtes et même les musiciens de certaines fanfares se divisent entre eux le produit d'un concert.

Si nous constatons que les méthodes capitalistes de gestion se sont imposées aux sociétés et qu'elles accompagnent, ou suivent, un changement dans les valeurs sociales nous ne savons pas s'il y a une relation causale entre les deux évolutions (les nouvelles méthodes déterminant un changement dans les valeurs, ou l'inverse) et si elles, ou l'une ou l'autre, sont responsables de la perte de l'esprit coopératif. C'est ce point qu'il convient de discuter pour finir.

²³ Si le système de la ristourne est plus pratique et surtout assure plus de stabilité à la société que des baisses directes des prix, il s'en faut de beaucoup que tous les usagers en comprennent la signification : l'effort apparent et immédiat de baisse des prix reste — on le voit par l'expérience des magasins du type prix-unique ou à succursales multiples — beaucoup plus sensible à la majorité des consommateurs. L'incompréhension du calcul de la répartition annuelle, mettant en jeu tous les facteurs d'exploitation, peut donc constituer une des causes du désintéressement des coopérateurs.

La perte de l'esprit coopératif.

Qu'est-ce que cet « esprit coopératif » dont on se préoccupe tant? Que veut-on dire quand on prétend qu'il se perd? D'après la presse coopérative, l'esprit coopératif semble être un sentiment qui pousse les gens à œuvrer ensemble et la perte de cet esprit une désolidarisation, un retour à un système individualiste de valeurs.

Les travaux de Piaget montrent plutôt que la coopération est une possibilité intellectuelle, acquise au cours du développement de l'individu, de partager le point de vue d'autrui, de travailler avec lui. Cette définition ne préjuge en rien de la façon dont pratiquement l'individu va se comporter, des choix qu'il fera dans les diverses situations où il sera acteur,²⁴ de l'échelle de valeurs qu'il adoptera (qui, d'après Infield, varierait selon une espèce de potentiel coopératif plus ou moins développé selon les individus).²⁵

Les quelques observations que nous pouvons présenter ici s'appuient sur cette reconnaissance d'une possibilité intellectuelle de coopérer et s'insèrent dans le contexte historique bien déterminé du développement des réalisations coopératives et de leur baisse de vitalité.

Si les nécessités économiques indiquées plus haut ont amené à la création de groupes coopératifs on ne peut reconstituer maintenant ce qui s'est passé dans la tête des premiers sociétaires et on est obligé de supposer que, pour eux, fonder une coopérative signifiait augmenter leur niveau de vie. En outre dans les sociétés ouvrières (comme plus tard dans les Communautés de Travail), la coopération était un moyen de créer et de faire respecter l'égalité entre les membres.

Dans aucun cas cependant on n'a voulu explicitement abolir la propriété privée et l'évolution des sociétés d'utilisation des machines agricoles nous fournit un exemple de la signification de la coopération dans l'esprit des membres: la fonction de ce genre de société a été de familiariser le paysan avec les nouvelles machines agricoles et de créer le besoin de propriété individuelle de celles-ci. Les paysans se sont donc unis par nécessité, leurs revenus ne leur permettant pas un achat individuel; une fois que la majorité d'entre eux a pu acquérir les machines à leur propre compte, ils ont dissout leur société.

La société cesse de vivre quand le besoin qui l'a créée disparaît: les deux phénomènes ne sont pas simultanés et le premier suit le second parfois de nombreuses années après: ainsi, certaines des mutuelles qui exis-

²⁴ C'est dans ce sens que vont les recherches de MORTON DEUTSCH, *Conditions Affecting Cooperation. Research Reviews*. Washington, Office of Naval Research, March 1955, p. 17-21.

²⁵ HENRIK F. INFELD, *Coopératives communautaires et sociologie expérimentale*. Paris, Ed. de Minuit, Bibliothèque Internationale de Sociologie de la Coopération, 1955, p. 78 et ss.

tent encore regroupent seulement quelques vieillards et leur fonction est devenue celle d'un groupe d'amitié. L'organisme se survit, se défend (comme les quelques mutuelles qui réajustent leurs tarifs des cotisations) et sa fonction principale ayant disparu il développe les fonctions précédemment auxiliaires: amitié ou cohésion d'un petit groupe.

La coopération est donc dépendante d'une nécessité extérieure du moment et ce n'est pas en termes de perte absolue de l'esprit coopératif qu'il faut raisonner mais plutôt en termes de nécessité objective. Si plusieurs groupes sont en voie de disparition, plusieurs autres, encore économiquement nécessaires, sont florissants: mutuelles contre l'incendie (tarifs plus bas que les grandes compagnies, intervention immédiate), laiteries (l'économie de marché n'existe pas encore), sociétés de distribution d'eau et d'électricité (activité non rentable pour le secteur privé).²⁶

Il en va de même pour les quelques groupes d'utilisation de machines agricoles qui sont en train de se constituer avec l'appui du mouvement communautaire montrant ainsi que « l'esprit » n'est pas mort. A chaque période historique correspondent certaines réalisations coopératives: utilisation en commun de charrues et de machines à semer il y a cinquante ans, utilisation en commun de motoculteurs et de tracteurs aujourd'hui. C'est le cas aussi des sociétés de développement qui se créent durant ces dernières années et dont le but, à l'inverse des anciennes sociétés, n'est plus la cohésion des habitants du village mais l'attraction des touristes (dont l'arrivée dans le village diminue encore la cohésion).

Il convient donc de ne pas envisager l'esprit coopératif en moraliste pour comprendre son actualisation ou sa disparition au gré de la nécessité économique.²⁷ Certaines formes de coopération disparaissent et d'autres se développent. Peut-être est-ce justement le fait de ne pas savoir reconnaître ces nouvelles formes et de s'accrocher à celles existantes qui donne l'impression de « perte de vitesse » et de stagnation des mouvements coopératifs de plusieurs pays. C'est la question qu'il faut se poser au terme d'un travail de ce genre qui, partant d'une monographie d'un secteur coopératif particulier, restreint dans l'espace et dans ses réalisations, devrait aider à la compréhension sur le plan général.

²⁶ Ces trois genres de groupements sont d'ailleurs les plus uni-fonctionnels et où la participation des membres est la moins forte. Ces deux caractères augmentent peut-être aussi leur résistance.

²⁷ Une enquête dans des cités d'habitation anglaises rejoint nos propres conclusions quant à l'importance de la nécessité: « *Quand la situation de la cité demandait impérieusement une forme d'effort en commun pour satisfaire un besoin ressenti, l'organisation et les leaders surgissaient; et le fait qu'ils disparaissaient quand le besoin immédiat avait cessé d'être ressenti signifie simplement que dans les communautés comme celles-ci les organisations sociales ne réussissent que si leur but est strictement "fonctionnel" dans un sens limité. Le problème est alors de créer le sens de l'urgence qui conduira à l'action* ». Cf. T. S. SIMEX, editor, *Neighbourhood and Community*. Liverpool, The University Press of Liverpool, 1954, p. 125-126.

C. LA GENERALISATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE

Dans quelle mesure les tendances dégagées par ce travail sur des groupes d'une région rurale limitée et, selon l'expression de Cuvillier, « enracinés dans l'histoire »²⁸ particulière à cette région, sont-elles susceptibles d'être généralisées au niveau de tout le mouvement coopératif?

D'autre part, une enquête de ce genre, même si elle essaie de remonter dans le passé des groupes étudiés, ne reste qu'une photographie à un moment donné de l'évolution et les facteurs observés de désintégration, de baisse de vitalité continuent leur œuvre; dès lors n'est-ce pas anticiper que de généraliser des conclusions obtenues dans une période ne couvrant pas toute la vie des groupes?

Enfin, en voulant généraliser les résultats d'un tel travail à tout le mouvement coopératif, ne risque-t-on pas de faire violence à la réalité en sous-estimant les différences d'évolution dues à des facteurs nationaux, à des conditions économiques et sociales particulières,²⁹ et, à l'intérieur du mouvement, en les appliquant indistinctement aux diverses branches de la coopération (production, consommation, habitation, etc.)?

Tout en tenant compte de ces graves limitations nous essayerons pourtant d'atteindre ce niveau de généralisation. Cette démarche n'est d'ailleurs peut-être pas inutile sur le plan méthodologique, dans la mesure où elle peut soulever de nouveaux problèmes et faire naître des hypothèses à vérifier dans d'autres travaux.

Les groupes analysés dans ce rapport ont été étudiés dans plusieurs perspectives: monographie de chaque type de société, puis regroupements des sociétés à base économique et des associations de loisirs et, dans ce chapitre, analyse des facteurs à l'œuvre dans la baisse de la vitalité coopérative indépendamment de la fonction sociale des groupes. Dans cette dernière partie nous voudrions essayer de reconsidérer ces données dans un cadre génétique.

Grosso modo on peut distinguer trois grandes époques dans la vie des groupes coopératifs: la période initiale de conquête, la période de consolidation économique et, enfin, la période de coexistence avec les groupes ou les organismes contre lesquels la coopération doit lutter. Avant de réinterpréter nos données dans cette nouvelle perspective, il faut prendre soin de poser quelques définitions et écarter certaines objections.

Ce cadre convient surtout aux coopératives de consommation et de production, aux Communautés de Travail, à certaines cités coopératives

²⁸ A. CUVILLIER, *Manuel de Sociologie*. Paris, P.U.F., 1950, Tome I, p. 191.

²⁹ Nous pensons spécialement aux vingt années du fascisme pendant lesquelles le mouvement coopératif italien a été entraîné dans des voies différentes de celles qu'il aurait choisies en étant libre et hors desquelles — ainsi que nous l'avons montré — il n'a pas encore pu sortir pour donner libre cours à un développement entièrement autonome.

d'habitation; il ne s'applique qu'imparfaitement aux sociétés de petits producteurs agricoles et aux groupements d'artisans et de commerçants qui, à l'inverse des premières, se servent de la coopération pour consolider la propriété privée et où on ne trouve pas les idées d'égalité et, dans un sens large, socialistes. Certains auteurs ne considèrent d'ailleurs pas ces seconds groupes comme authentiquement coopératifs.³⁰

Ce cadre ne s'applique pas aux groupements de loisirs dans la mesure où ils ne se dressent pas contre d'autres groupes ou organismes de la société globale.

Ces trois stades de la vie des groupes coopératifs ne sont pas sans rappeler un peu ceux que parcourt peut-être la vie de l'homme (enfance et adolescence, maturité, vieillesse) et dans une telle mesure on pourrait reprocher un certain anthropomorphisme à ce schéma de développement. Le problème mériterait d'être étudié en lui-même, mais dès à présent on peut supposer que le groupe a l'âge sociologique équivalent à l'âge psychologique de ses membres les plus influents. En effet, on constate que même s'il y a une forte rotation dans les effectifs du groupe, les individus aux postes de commande sont les mêmes qu'au moment de la fondation ou se renouvellent très rarement.³¹

Au total, plutôt qu'un cadre explicatif impliquant une succession rigide de ces étapes, le schéma proposé veut surtout représenter un effort de classement d'un certain nombre de données et de caractéristiques dans le fonctionnement des groupes coopératifs.

Premier stade: la conquête.

On a vu que la naissance des groupes pouvait être mise en relation avec les nécessités économiques de l'époque. Mais en s'insurgeant contre les conditions économiques du moment, les hommes qui ont fondé les sociétés coopératives s'élevaient aussi contre les inégalités sociales et voulaient, dans les limites d'un groupe restreint, créer cette égalité que

³⁰ Telle semble être la position de Bernard Lavergne: « Si l'ordre coopératif n'est pas conçu comme capable de se substituer un jour au régime capitaliste défaillant et d'être à juste titre préféré au régime étatiste, inévitablement l'ordre coopératif ne sera jamais que l'annexe d'un autre ordre économique beaucoup plus général. Il ne sera que la loge du concierge d'un grand château ». La coopération de consommation depuis le Pacte d'Unité de 1912. *Revue des Etudes Coopératives*, 99, janvier-mars 1955, p. 6-20.

³¹ Cette observation a été faite dans plusieurs Communautés de Travail françaises. L'hypothèse demande cependant à être vérifiée systématiquement. En outre elle prend comme base le postulat que la vie de l'homme passe par certaines phases et, si nous connaissons maintenant assez bien la vie psychologique de l'enfant et de l'adolescent, nous ne savons encore que peu de choses sur celle de l'homme mûr et du vieillard. Des lumières de ces côtés seraient nécessaires.

la société globale leur refusait, d'où les structures compliquées qui avaient pour but de la faire respecter.³²

Dans ce premier stade les groupes veulent s'affirmer, faire comprendre leur fonction sociale à l'entourage, conquérir de nouveaux adhérents. Pour rendre plus visibles leurs efforts les sociétés de consommation n'adoptent pas le principe de la ristourne mais pratiquent des baisses directes sur les prix de vente. Les efforts d'éducation doivent être entendus dans le même sens: en « dégrossissant », en éduquant les individus, les sociétés peuvent mieux faire accepter leurs principes.³³

Comme le groupe est nouveau et n'a parfois que peu d'expériences précédentes à imiter, il crée ses propres structures, ses propres mécanismes régulateurs. La caractéristique essentielle est que toutes les décisions sont prises par l'assemblée générale, le conseil d'administration n'ayant pas encore un pouvoir très fort et ne préparant que l'ordre du jour des assemblées.³⁴

Les responsables élus aux diverses charges sociales n'y restent pas longtemps: le souci d'égalité est encore trop fort pour qu'on réélise chaque année les mêmes personnes.³⁵

La démocratie est directe et le groupe, d'autant plus qu'il est multifonctionnel, est constamment agité par de nouvelles idées et de nouvelles propositions d'activité et d'orientation. Comme chacun a son mot à dire, et le dit, les responsables demeurent constamment sous le contrôle de la base. Par cela même leur initiative est limitée. En outre, l'inexpérience des administrateurs et les erreurs qu'ils commettent sont largement discutées par tous. L'activité économique du groupe souffre alors de son excès de démocratie et plus la participation des membres y est forte et moins elle peut être réglée à l'avance par un règlement ou un statut, plus les groupes sont facilement la proie de conflits internes.³⁶

D'autre part, alimentant et renforçant ces conflits, les membres en viennent à constater l'existence d'un fossé entre les espoirs et les résultats du groupe: l'efficacité économique de celui-ci reste faible en comparaison de ce qu'on espérait et de tous les problèmes qu'il ne peut résoudre.

Le groupe est alors contraint de consolider sa base économique, de renforcer le pouvoir des administrateurs. Le processus est même si fort qu'on se demande actuellement dans les Communautés de Travail si l'organisation n'a pas tué la Communauté; elle qui voulait précisément être une réaction contre l'asservissement de l'organisation industrielle.

³² On a vu cependant que l'égalité se limitait ici aux hommes seulement, à l'exclusion des femmes généralement non admises. Mais à travers l'égalité des hommes c'est l'égalité des familles qu'on désirait.

³³ Certaines mutuelles refusent même leurs secours aux accidentés dans des rixes et des bagarres.

³⁴ Cf. A. MEISTER, *Coopération d'habitation...*, op. cit.

³⁵ Cf. GINO CASTAGNO, 1854, *Centenario A.C.T.*, op. cit., p. 9.

³⁶ Cf. H. DESROCHE et A. MEISTER, op. cit.

Deuxième stade: la consolidation économique.

Dans ce deuxième stade le pouvoir du noyau central se renforce: les administrateurs sont réélus, les permanents deviennent tout-puissants. Leur sphère d'activité s'étend et on leur laisse de plus en plus d'initiative.

Les activités étrangères au bon fonctionnement économique des groupes sont abandonnées ou dévolues à des groupes extérieurs. L'absence ou le développement assez faible d'un besoin de culture facilite d'ailleurs cette tendance vers l'uni-fonctionnalité économique. De plus, et toujours pour améliorer le fonctionnement économique du groupe, ses tâches sont précisées et simplifiées: d'une part les activités non nécessaires à sa survivance disparaissent et, d'autre part, les nombreux contrôles sont simplifiés.³⁷

Le groupe devient une association économique; ses biens, en cas de dissolution, ne vont plus à une œuvre d'utilité publique mais sont répartis entre les membres. On parle encore beaucoup d'esprit coopératif mais ceci peut très bien constituer un refus inconscient d'accepter une réalité où cet esprit n'existe plus et où, devant un fonctionnement régulier et devenant routinier, il n'apparaît plus nécessaire...

Le renforcement du pouvoir des administrateurs, par quoi se manifeste en fin de compte la consolidation économique du groupe, est favorisé par la perte de l'intérêt des membres. On a essayé plus haut de montrer quelques-uns des facteurs agissant sur cette évolution et, parmi eux, l'industrialisation qui, ici comme ailleurs, a séparé la vie de travail de l'individu de sa vie de repos; les villages ou les quartiers des grandes villes ne devenant que des dortoirs où l'homme rentre tard le soir et sans volonté de s'occuper d'autre chose que de sa famille ou de son coin de terre ou de jardin.³⁸

La consolidation économique ne se réalise pas toute seule et pendant longtemps, s'il n'en meurt pas, le groupe reste divisé entre les tendances gestionnaires des administrateurs et celles, militantes, libertaires même, de certains éléments de la base désireux de sauvegarder les buts primitifs.³⁹ Ce n'est donc qu'après une lutte interne intense que le groupe se consolide économiquement et en arrive à coexister avec les institutions de la société globale.

³⁷ Le passage de la société sous le contrôle exclusif du permanent est cependant assez rare. Il n'y a guère que les anciennes fruitières suisses qui se sont aussi peu à peu transformées en commerces privés.

³⁸ Notons que la vie communale aussi, partout où se manifeste une telle division des activités de l'homme, souffre du même manque de participation.

³⁹ Le fait que la moitié des sociétés coopératives de production françaises n'atteint pas la 8ème année d'existence peut être interprété comme un signe de ces difficultés de consolidation économique. Cf. H. DESROCHE, J. GAUMONT, A. MEISTER, E. POULAT, *op. cit.*, p. 71 et ss.

Troisième stade: la coexistence.

Le caractère principal de ce troisième stade réside dans l'abandon de toute hostilité contre les institutions ou organismes que le groupe voulait combattre à l'origine. Cette évolution se situe d'ailleurs beaucoup plus sur le plan des idées que sur celui de la concurrence économique où les sociétés ont conquis un secteur d'activité et défini un *modus vivendi* avec les entreprises capitalistes. Le lien avec le mouvement ouvrier s'est perdu ou n'est plus que très ténu et par là imperceptible à la grande majorité des coopérateurs (le peu d'efficacité économique des sociétés et, en général, l'esprit d'entreprise plus créateur et plus dynamique du secteur privé affaiblissent encore la perception de ce lien). D'autre part, l'adoption des méthodes capitalistes de gestion et l'accommodation aux valeurs de la société globale ont écarté des objectifs des coopératives la préoccupation de l'égalité et plus généralement les revendications de caractère politique.

L'idéologie coopérative elle-même est atteinte: on commence à mieux comprendre que la structure démocratique d'un groupe n'entraîne pas nécessairement un fonctionnement démocratique et que la gestion a tendance à être déléguée à un petit groupe ou même à une seule personne, plutôt qu'à rester collective.⁴⁰ De même on prend conscience que la propriété collective ne signifie psychologiquement pas grand'chose si aucun contrôle ou aucune utilisation libre n'en est possible; quel est en effet, s'il existe, le sentiment de propriété que peut avoir l'usager d'une route, le travailleur d'une usine nationalisée ou le client d'un magasin coopératif? Et dans quelle mesure s'il partage cette propriété avec des millions d'autres individus, a-t-il un contrôle sur elle? Par là même, on prend davantage conscience du poids des valeurs individualistes de notre type de société globale et le mouvement coopératif accepte de s'intégrer des associations dont le but n'est qu'un renforcement de la propriété individuelle et admet le fait que souvent le groupe coopératif ne représente qu'une phase de transition entre le dénuement complet et la propriété individuelle (par exemple, les sociétés de petits producteurs agricoles et d'artisans ou les groupes d'utilisation d'appareils ménagers dans les cités d'habitation).

Enfin, on reconnaît davantage les limitations du volontariat et l'échelle de valeurs de la société globale s'impose pour toutes les questions de salaires notamment. Les différenciations de salaires, en partant parfois de l'égalité, apparaissent ⁴¹ et on note souvent que plus le salaire

⁴⁰ Cf. A. MEISTER, *Gestion Collective et Formation. Communauté*, 2, mars-avril 1956.

⁴¹ C'est le chemin que parcourent de nombreuses coopératives de production et, est-il besoin de le rappeler, celui qu'a parcouru l'expérience soviétique dans les années 1920. Cf. SERGE N. PROKOPOVICZ, *Histoire économique de l'URSS*. Paris, Flammarion, 1952, p. 390 et ss.

de l'individu est élevé plus son prestige croît, même au sein de la coopérative. En d'autres termes, même l'activité dans un groupe volontaire a tendance à revêtir plus de prestige si elle est payée, et bien payée.

Ces quelques tendances constituent autant de signes de l'acculturation du mouvement aux valeurs de la société globale, de manifestations de la coexistence idéologique entre le mouvement et la société dans laquelle il s'insère.

Dans quelle mesure l'évolution que nous venons d'esquisser ici est-elle irréversible? Engagées sur la voie de la consolidation économique et de la coexistence, les associations coopératives peuvent-elles rebrousser chemin, retrouver l'élan primitif? Une seule des coopératives étudiées ici a fait ce retour en arrière: tombée peu à peu sous le contrôle exclusif du gérant, la société se ressaisit et rétablit la structure primitive. C'est là le seul exemple que nous ayons à proposer d'une lutte victorieuse contre la consolidation extrême du pouvoir central.

D'autres associations ont tenté de survivre au rétrécissement du secteur coopératif: quelques mutuelles, même si leurs membres sont par ailleurs couverts par les assurances obligatoires, ont réajusté leurs tarifs et évité ainsi de redevenir des associations de charité contre lesquelles elles s'étaient élevées.

Ce sont là pourtant des cas exceptionnels et en général les groupes ont disparu avec la disparition ou l'affaiblissement de la nécessité qui les avait créés. Les mutuelles contre l'incendie qui se reconstituent après 1945 sont un bel exemple de la force créatrice de cette nécessité. L'« esprit coopératif » n'a donc pas disparu; ce sont plutôt les possibilités d'actualisation qui sont devenues plus rares surtout à cause du rétrécissement du secteur coopératif par l'État. L'amélioration des niveaux de vie faisant disparaître la préoccupation d'économiser quelques lires, le changement du rythme de vie et la création de nouveaux centres d'intérêt apportés par l'industrialisation représentent d'autres obstacles au maintien de l'esprit coopératif traditionnel.

Mais si l'absence d'intérêt des membres, la perte de l'identification à leur société, la faiblesse de leur intégration en sont les conséquences, on est obligé de constater que ce sont les groupes où la participation des membres est la moins forte qui fonctionnent le mieux; ceux où la tendance vers l'uni-fonctionnalité qui accompagne la consolidation économique est la plus marquée. Dès lors on peut se demander s'il ne faut pas encourager cette uni-fonctionnalité, aider à la concentration économique du mouvement, aller résolument dans la direction montrée à la fois par le capitalisme de grandes unités et par les nationalisations de type socialiste, substituer aux efforts au demeurant assez vains de contrôle du mouvement par les membres eux-mêmes la création d'unions de défense des consommateurs, ou, dans le cas de la coopération de production ou des

Communautés de Travail, favoriser, puisque le groupe est presque toujours incapable de recruter en son sein les animateurs, la participation des membres dans des groupements culturels extérieurs à l'entreprise.⁴²

Les groupes coopératifs ou communautaires ont constitué des réactions de défense et d'union au sein d'une société globale où l'excès de liberté individuelle supprimait l'égalité. Si ce type de société est en voie de disparaître, les groupes qui s'insurgeaient contre lui sont appelés à se modifier aussi. Il n'y a pas de raisons cependant pour que les nouvelles formes de sociétés, planifiées, ordonnées, vers lesquelles il semble que l'humanité s'oriente, ne développent à leur tour leurs propres contradictions et favorisent la création de groupes marginaux en réaction contre elles. S'il fallait donner une raison supplémentaire à l'intérêt de leur étude, on pourrait dire que c'est à travers ces groupes, comme aujourd'hui à travers les groupes coopératifs et communautaires, qu'on peut voir se chercher et parfois s'actualiser quelques-unes des aspirations fondamentales, et peut-être éternelles, de l'homme.

⁴² Egalement, au sein de ces derniers groupements, devant l'échec d'une gestion collective par tous les associés, favoriser un contrôle de gestion par les comités d'entreprise; ces organismes étant plus familiers aux travailleurs par leur insertion dans un contexte revendicatif et syndical.

APPENDICES ET ANNEXES

LA DÉLIMITATION DE LA ZONE D'IVRÉE

Plusieurs critères de délimitation d'une région sont concevables. On peut la caractériser juridiquement (par exemple, l'unité politico-administrative), géographiquement (une vallée, une plaine) ou historiquement (traditions, coutumes). Dans sa monographie sur la zone d'Ivrée, U. Toschi emprunte une voie différente, considérant que *« les caractères distinctifs d'une région sont plus accentués dans une zone centrale, ou noyau, autour de laquelle ils sont plus diffusés dans des zones intégrantes et encore dans des zones marginales et vont jusqu'à s'atténuer et disparaître dans les zones de transition »*¹. Cet auteur note également que la région s'organise et un des éléments typiques de cette organisation est le chef-lieu. *« La vie d'ensemble d'un groupe humain rend nécessaire l'existence d'un lieu, dans lequel ses organes de coordination ont leur siège, vers lequel convergent les exigences collectives et individuelles pour y être ordonnées et d'où refluant, émanent, les directives de conduite pour les individus »*². D'où la délimitation de la zone d'Ivrée ou ensemble de territoires communaux qui reconnaît en fait Ivree comme son centre *« également dans des secteurs où elle ne l'est pas en droit »*.

Renouvelant la tentative que Niceforo avait faite dans sa comparaison de la Ligurie et de la Basilicate, Toschi s'emploie à construire un indice signalétique de la zone de gravitation d'une localité, *« de façon que ses valeurs diminuent au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre lui-même et de façon à pouvoir en même temps calculer la gravitation vers les autres centres d'attraction environnants »*. Ainsi, par exemple, si nous avons toutes les valeurs de cet indice entre deux centres d'attraction, A et B, nous verrions les valeurs les plus hautes en A et B et dans un point intermédiaire entre eux les deux attractions s'égaleraient.

¹ *Op. cit.*, p. 19.

² Cf. U. TOSCHI, *Appunti di Geografia Politica*. Firenze, Macri, 1949, IV Edizione, p. 124-6 et ss.

Pour la construction de son indice, l'auteur considère les valeurs suivantes:

	Symboles ³	Pondérations ⁴
Mouvement migratoire	C	1
Attraction matrimoniale	D	1
Lieux de spectacles	E	1
Approvisionnement des magasins	F	2
Marchés fréquentés hors de la commune	G	0,5
Pharmacies	H	0,5
Proportion d'ouvriers dans les 5 usines principales d'Ivrée	K	10

et l'addition des unités suivantes:

- 3 pour les communes du réseau téléphonique urbain d'Ivrée
- 2 pour les communes de la compétence du tribunal d'Ivrée
- 1 pour les communes de la compétence du tribunal de Strambino

Le formule de l'indice est la suivante:

$$\text{Indice d'attraction d'Ivrée} = \frac{C + D + E + 2F + 0,5G + 0,5H + 10K}{100} + (3 \text{ ou } 2 \text{ ou } 1)$$

Voici un exemple d'application de cette formule sur la commune la plus proche d'Ivrée (à 1 km) et sur celle qui en est la plus éloignée (18,5 km, distance routière):

	Commune la plus proche d'Ivrée	Commune la plus éloignée d'Ivrée
C Proportion d'émigrés s'étant installés à Ivrée	496 ‰	73 ‰
D Proportion de mariages entre habitants des villages et habitants d'Ivrée	437 ‰	37 ‰
E Proportion de personnes se rendant au spectacle à Ivrée	1000 ‰	400 ‰
F Proportion des approvisionnements des commerces faits à Ivrée: 696 ‰; pondération: 2	1392 ‰	1700 ‰
G Proportion des achats faits sur le marché d'Ivrée: 1000 ‰; pondération: 0,5	500 ‰	0
H Proportion des achats dans les pharmacies d'Ivrée: 1000 ‰; pondération: 0,5	500 ‰	0
K Proportion d'ouvriers travaillant dans les 5 industries principales d'Ivrée: 268 ‰; pondération: 10	2680 ‰	170 ‰
Total	7005 ‰	2380 ‰
Divisé par 100	70,05	23,80
Communes faisant partie du réseau téléphonique urbain d'Ivrée	3	3
Communes de la compétence du tribunal d'Ivrée	2	2
	75,05	28,80

³ Afin qu'il y ait plus de facilité pour se reporter à la publication originale nous adoptons ici les symboles de l'auteur, correspondant aux têtes de colonnes de ses tables.

⁴ Les raisons de ces pondérations ne sont malheureusement pas données par l'auteur.

D'une façon générale, les indices varient entre 1,19 et 75,05 pour les 78 communes étudiées par l'auteur. Ils ont permis de répartir les communes en territoires nucléaires, intégrants principaux, intégrants secondaires, de transition, marginaux. Les 48 communes étudiées dans ce travail entrent dans ces catégories, à l'exception des territoires marginaux. Sauf une, ces communes marquent des indices supérieurs à 18, alors que les 30 autres communes étudiées par l'auteur obtiennent un indice de moins de 18 (à l'exception de quatre).

Par une méthode différente Brambilla arrive aux mêmes résultats.⁵ Il n'est pas dans notre propos ici de faire la critique de ces travaux (choix des éléments de l'indice, pondérations). Nous n'avons voulu qu'en donner la méthode et justifier ainsi le choix fait d'étudier ces 48 communes du Canavese, à l'exception des autres communes qu'on peut considérer comme gravitant autour d'autres centres qu'Ivrée.

⁵ Cf. FRANCESCO BRAMBILLA, *La determinazione della Regione Canavesana secondo un nuovo criterio*. Ivrea, GTCUC, fascicolo No 2, 1954, p. 47 à 71. L'auteur reprend les mêmes facteurs et en montre graphiquement les variations.

ESSAI DE CONTRÔLE DE LA VALIDITÉ DES DONNÉES

Ce travail est basé sur les interviews de personnes âgées, natives du village et y ayant habité toute leur vie. Ces trois conditions ayant présidé au choix des personnes interviewées et le fait que dans les deux tiers des cas nous ayons pu convoquer une petite réunion pour l'interview, n'ont pas empêché des erreurs dans les dates et des oublis. En définitive la validité des informations obtenues repose sur la bonne mémoire des interviewés. Nous présentons ici une tentative de contrôle de ces données par leur confrontation avec les informations fournies sur les sociétés par le journal régional durant le premier quart de ce siècle.

Plus précisément, nous avons vérifié si les sociétés dont parlait le journal nous avaient aussi été signalées par nos informateurs. L'analyse porte sur les années 1893 à 1926¹; dans ces trente-quatre ans le journal a publié 1362 informations, correspondances, avis, communiqués ayant trait aux sociétés de la zone étudiée. Quarante-deux de ces informations ont montré une erreur dans les dates données par les interviewés. Cinquante-huit ont révélé l'existence de sociétés qui ne nous avaient pas été signalées dans les interviews.

Les données récoltées dans les villages ne sont donc pas absolument sûres; il y a une marge d'incertitude ou de non validité. Au total, sur 471 sociétés repérées, 58 l'ont été grâce à l'analyse du journal et dans 42 autres cas cette analyse a permis de rectifier la date de création ou de disparition. Il semble qu'on puisse donc évaluer la marge d'incertitude de nos données à environ 10 à 15 %. En d'autres termes, la mémoire de nos interviewés les a trahis dans une telle proportion de cas. Cette marge d'incertitude, ou taux d'oubli, n'est cependant obtenue que sur une période déterminée et varie d'un type de groupement à l'autre comme on le verra plus bas. On peut cependant supposer que la période analysée est celle qui échappe le plus

¹ Dates de la fondation du journal et de sa suppression par le fascisme.

au souvenir des interviewés et il semble raisonnable de penser que les nombres de sociétés sur lesquels porte ce travail sont inférieurs aux nombres réels des sociétés ayant existé; la marge d'incertitude devant être également de l'ordre de 10 à 15 %.

Quant aux erreurs de dates elles paraissent un peu plus faibles et peuvent être évaluées à 8 à 10 %. La mémoire des interviewés aurait donc été meilleure pour

	Nombre d'articles publiés	Nombre de sociétés recensées	Le journal signale une erreur de date	l'existence d'une société	Marges dates %	d'insécurité existences %
<i>A. Contrôle valable (plus de 100 articles publiés)</i>						
Sociétés de secours mu- tuels, de consommation et cercles ouvriers ² .	435	161	22	13	13,6	8,1
Fanfares	669	73	9	5	12,3	6,9
Groupes de théâtre . . .	106	53	1	12	1,9	22,6
Sociétés sportives . . .	94	33	—	12	—	36,3
<i>B. Contrôle non rigou- reux (moins de 20 ar- ticles publiés)</i>						
Mutuelles du bétail . .	16	28	4	2	—	—
Mutuelles contre l'in- cendie	12	41	3	1	—	—
Sociétés de machines pour l'agriculture . .	7	21	2	—	—	—
Chorales	7	10	—	6	—	—
Sociétés du Carnaval .	6	5	—	3	—	—
Orchestres	4	12	—	2	—	—
Laiteries	3	21	1	1	—	—
Sociétés d'approvision- nements	3	13	—	1	—	—
	1362	471	42	58	8,9 %	12,3 %
<i>C. Contrôle impossible (aucun article publié)</i>						
Sociétés de distribution d'eau et d'électricité ³		8				
CRAL ⁴		39				
Sociétés de développement ⁴ .		3				
Nombre total des sociétés re- censées		521				

² Comme on l'a vu plus haut ces trois types de groupements sont souvent rangés indistinctement sous le terme de « *società operaia* ». Il est alors difficile dans bien des cas de savoir de quel « département » de la société il s'agit; c'est pourquoi on les a groupés ici.

³ Un seul communiqué du journal concerne indirectement une de ces sociétés: la fanfare joue pour l'inauguration de l'illumination électrique du village.

⁴ Constitués après la deuxième guerre mondiale.

situer avec précision dans le temps les sociétés dont ils nous parlaient. Pour les sociétés qui ont échappé au contrôle ou pour celles des années ultérieures, on peut raisonnablement penser que 10 % des dates données ne sont pas exactes. Pour ce qui est de la portée de l'erreur elle-même, on a pu établir pour les 42 cas relevés dans le contrôle qu'elle varie entre 1 et 14 ans et est en moyenne de 3 ans. On peut supposer que les distributions des sociétés par époques de créations et de disparitions ainsi que les moyennes d'âge ne sont exactes qu'à environ 3 ans près.

Il convient cependant de relever que ces marges d'insécurité sont variables d'un genre de groupement à l'autre et semblent dépendre directement du rayonnement et du prestige de chaque genre de société.

La table montre que les marges d'insécurité sont très variables d'un type de groupement à l'autre. Une constatation se dégage pourtant d'emblée: la mémoire a oublié en moins grande proportion l'existence des groupes économiques (le taux d'oubli ne dépasse pas 8 %) que celle des groupes de loisirs; ceci indépendamment du nombre d'articles publiés.

Nous avons donc une chance que nos données soient plus exactes pour les groupes économiques que pour ceux de loisir (fanfares exceptées).⁵

Par ailleurs, ce sont les groupes qui ont la plus longue vie moyenne qui sont les moins oubliés (sans compter que par ce fait ils risquent d'exister encore aujourd'hui). En outre ils sont aussi ceux qui ont eu le plus de retentissement et dont le prestige a été le plus fort: ceci vaut en particulier pour les mutuelles et les fanfares.

Les groupes de sport ont été assez largement oubliés, beaucoup s'étant constitués dans les années 1910-1915 au moment de la vogue des courses cyclistes. Celles-ci étant beaucoup moins fréquentes aujourd'hui, les groupes qui les patronnaient sont largement sortis de la mémoire des interviewés.

Les groupes de théâtre sont peut-être tombés dans l'oubli par leur vie éphémère et par l'habitude qu'on a de les voir renaître de temps en temps au gré des efforts d'un animateur. Le fait aussi qu'ils soient en grande partie liés à la paroisse et que ce travail a porté essentiellement sur des groupes laïques a conduit peut-être à des imprécisions dans l'interview.

La marge d'insécurité des informations reçues pour les divers types de sociétés classés dans la partie B du tableau (moins de 20 articles publiés à leur égard) ne peut être évaluée et nous avons même renoncé, devant les chiffres trop bas, à calculer les pourcentages.

⁵ Ce contrôle ne permet cependant pas d'affirmer que les renseignements obtenus sur le fonctionnement de ces groupes soient aussi précis que ceux qui ont trait à leur existence ou à leur date de création.

STATUT D'UNE SOCIÉTÉ OUVRIÈRE

CHAPITRE PREMIER

Nature et but de la Société

Art. 1. Il se constitue à Alice Supérieure une Société des Artisans, Ouvriers, Agriculteurs et Commerçants, avec magasin de prévoyance pourvu des denrées de première nécessité.

Art. 2. Le but de la société est le secours mutuel et l'instruction, avec comme base l'amour réciproque et dans la direction des buts de la civilisation moderne.

Art. 3. Le secours mutuel consistera dans l'aide, par des dons et la contribution des membres, portée dans le cas de maladie et dans l'incapacité d'un travail productif.

Art. 4. L'instruction consistera dans le perfectionnement des études primaires dans des écoles du soir, dans des fêtes et dans des cours de musique.

Art. 5. N'importe quel citoyen à partir de l'âge de 17 ans peut faire partie de la société, pour autant qu'il soit établi qu'il n'a pas subi de condamnation à une peine infamante et qu'il remplisse les prescriptions de ce Statut.

Art. 6. Les femmes chefs de famille, qu'elles soient veuves ou célibataires, sont aussi admises dans les conditions de l'article 5. Elles payent la moitié de la taxe d'admission et la moitié de la cotisation mensuelle; mais elles ont seulement le droit de se servir au Magasin et à l'accompagnement funèbre avec la bannière en berne; elles perdent cependant tout droit aussitôt qu'un des enfants mineurs de sexe masculin vivant avec elles atteint l'âge de 17 ans.

Art. 7. Sont considérés comme ouvriers tous les citoyens qui gagnent honorablement leur vie par leur travail quotidien, les maîtres exerçant des arts ou des

métiers et qui d'ordinaire n'emploient pas plus de trois personnes, et les commerçants qui n'en occupent pas plus de deux.

Art. 8. Tous les autres chefs d'entreprise qui occupent un nombre plus grand de personnes seront cependant admis comme membres actifs mais ne seront pas éligibles aux charges de la Société.

CHAPITRE DEUXIEME

Des membres. Leurs devoirs, leurs droits. Les secours et la discipline.

Art. 9. Les membres doivent essentiellement adhérer au présent Statut, coopérer au bien-être de la Société, payer la contribution fixée.

Art. 10. Les membres honoraires sont ceux qui versent à la Société la contribution annuelle des membres actifs de première catégorie ou font un don de 20 livres en faveur de la Société, mais sans prétendre en retirer les avantages.

Art. 11. Sont membres actifs de première catégorie ceux qui, déclarant où se trouve leur domicile, paient la contribution annuelle fixée et, adhérant avant d'avoir soixante ans, jouissent de tous les avantages sociaux; membres de seconde catégorie ceux qui, comme les premiers, déclarant où se trouve leur domicile, entrent dans la société après l'âge de soixante ans révolus et paient la taxe d'admission entière et la moitié de la taxe annuelle et n'ont pas d'autre droit que de se servir au magasin et au cercle et à l'accompagnement funèbre avec la bannière en berne.

Art. 12. Celui qui fait déjà partie d'autres sociétés apparentées et qui n'est pas habitant de notre commune pourra être accepté dans notre société sans payer la taxe d'admission, si le livret qu'il présente montre qu'il est en règle avec le paiement des cotisations mensuelles et s'il vient d'une société qui procède réciproquement.

Art. 13. Pour avoir la qualité de membre il faut avoir signé l'acte constitutif de la Société ou être admis après délibération de l'administration.

Art. 14. Celui qui demande son admission comme membre actif de première ou de seconde catégorie doit justifier, en plus d'une bonne réputation et d'avoir plus de dix-sept ans:

- a) d'être en état de bonne santé; avec certificat médical si l'administration le réclame;
- b) de faire justifier son âge par le maire du lieu de naissance;
- c) d'avoir versé la taxe d'admission dans les mains du caissier collecteur de la Société.

Art. 15. Le deuxième dimanche de chaque mois, les membres actifs versent dans les mains du caissier collecteur, dont le reçu est noté dans le livret d'admission, 30 centimes pour les membres de première catégorie et 15 centimes pour ceux de seconde catégorie avec faculté pour l'Assemblée de varier le montant de cette contribution; les membres fondateurs sont les premiers à être exonérés totalement ou en partie de la cotisation mensuelle et les autres en seront exonérés peu à peu après qu'ils auront autant d'années de sociétariat que les premiers.

Art. 16. Deux ans après leur admission, les membres actifs de première catégorie auront le droit au subside, qui peut augmenter selon délibération de l'Assemblée, de 0,50 lire par jour de maladie et durant 50 jours selon avis du médecin ou des deux visiteurs qui constatent la nature et la durée de la maladie; faculté est donnée à l'Administration d'envoyer un médecin de confiance pour s'assurer de la réalité de la maladie et de sa nature; une fois touché le subside pendant 50 jours le malade n'a plus droit au secours encore que la même maladie continue. Six mois après le premier secours on a de nouveau droit au subside; on a pourtant droit au secours dans les six mois si, après avoir reçu le subside pour une maladie, on est de nouveau malade pour une autre maladie ou un autre malheur.

Art. 17. Pour avoir droit au secours et s'il se trouve dans la commune de la Société, le sociétaire qui tombe malade a le devoir d'en aviser l'Administration dans les cinq jours et le secours commence depuis le jour de l'avis.

Art. 18. Dans ce cas l'Administration doit envoyer un ou deux visiteurs pour donner une aide éventuelle et pour faire rapport au Conseil; n'ont pas droit au secours ceux qui ne sont malades que pendant trois jours et ceux qui se rendent malades volontairement.

Art. 19. Les membres actifs de seconde catégorie qui sont malades et font appel à l'Administration recevront un secours si celle-ci le juge nécessaire.

Art. 20. Le sociétaire tombé malade et qui ne présente pas de certificat du médecin ou des deux visiteurs durant les 15 jours après le début de la maladie sera considéré comme renonçant au droit de secours.

Art. 21. Les sociétaires malades, mais recevant par ailleurs une pension de cinq cents liras ou plus, n'auront pas le droit au secours, mais en échange ils seront exemptés du paiement de leur cotisation mensuelle durant le temps de leur maladie.

Art. 22. N'ont pas non plus le droit au subside de maladie les sociétaires qui durant celle-ci se trouvent au service militaire. Mais ils sont exemptés du paiement de la cotisation mensuelle pendant l'absence pour le service.

Art. 23. Les membres actifs de première catégorie qui, quand ils tombent malades se trouvent pour raison de travail hors de la commune, pourront recevoir le secours s'ils ont régulièrement versé leur cotisation mensuelle et s'ils présentent une attestation du médecin traitant et légalisée par l'autorité locale.

Art. 24. Dans l'attestation devront figurer: la date, la nature et la durée de la maladie; la raison pour laquelle elle est expédiée, c'est-à-dire pour obtenir le subside de la Société auquel il a droit ayant rempli le devoir de membre. Les frais de poste et d'envoi de l'argent sont à la charge du sociétaire.

Art. 25. Le sociétaire qui n'a pas de parents ou d'amis qui l'assistent ou l'aident financièrement, sera aidé par la Société qui enverra un homme à ses propres frais et l'aidera encore autrement s'il en a besoin.

Art. 26. Dans le rapport annuel on fera mention des secours réservés dans la caisse à ceux des membres qui, y ayant droit, y renoncent en faveur de la Société.

Art. 27. Les membres qui meurent ont tous indistinctement le droit d'être accompagnés jusqu'à leur dernière demeure par la Société réunie avec la bannière en berne et cela aussi bien dans les sépultures religieuses que civiles; tel droit implique le devoir moral pour chaque membre d'assister avec dignité à la fonction funèbre

pour rendre l'ultime tribut d'affection aux membres qui viennent à manquer aux vivants et en suivant la bannière en bon ordre et respectueusement.

Ceux qui manqueraient sans motifs justifiés à un tel appel seront coupables d'une amende de 2 livres.

Art. 28. Chaque membre payant le dernier mois de l'année, et pour chaque année, 50 centimes de plus que la cotisation mensuelle formera un fonds spécial qui donnera droit à chaque membre d'être accompagné au cimetière par la musique.

Art. 29. Quand un sociétaire meurt, sa famille ou un représentant doit en aviser tout de suite le bureau de la présidence qui doit mettre la bannière en berne à l'extérieur de la porte du magasin et rendre publique l'heure de la sépulture.

Art. 30. Dans les assemblées il est défendu de s'irriter en parlant; avant de parler on doit demander la parole au Président et, s'il l'a donnée, on ne pourra se laisser aller à des injures ou des allusions qui pourraient offenser une personne présente ou absente; en tel cas le Président à la faculté d'intimer le silence au perturbateur et, s'il persiste, de le faire sortir.

Art. 31. Cette Société adhère au pacte de réciprocité entre les sociétés sœurs pour le traitement fraternel des membres qui quittent la Société pour se rendre là où il en existe une autre et près de laquelle, payant la cotisation respective, ils seront admis et recevront le secours en cas de maladie.

Art. 32. Si une controverse surgit entre un membre et l'Administration ou entre membres pour des faits relatifs à la Société on doit en référer à l'Administration. Aucun membre ne pourra, sous peine d'exclusion, recourir aux tribunaux.

Art. 33. Si un membre est convoqué par le Président il doit se présenter sous peine d'amende ou d'exclusion.

Art. 34. Si un individu habitant notre commune, où est établie une Société ouvrière, adhère à une société hors de la commune il n'aurait alors absolument aucun droit au Magasin et au Cercle de cette Société à Alice Superiore.

Art. 35. Le sociétaire qui, par des injures, des menaces ou des calomnies ou des paroles déshonorantes, offenserait un autre membre ou compromettrait la dignité de la Société doit être suspendu ou exclu; la première fois suspendu pour trois mois, la seconde fois expulsé de la Société.

CHAPITRE TROISIEME

De l'Assemblée Générale (Organe législatif)

Art. 36. La Société poursuit son activité au moyen de ses assemblées générales présidées par un bureau composé de cinq personnes; soit, le Président, deux vice-Présidents et deux Acheteurs.

Art. 37. Chaque deuxième dimanche de chaque trimestre aura lieu l'Assemblée générale des membres. Elle sera annoncée huit jours avant par l'Administration, par un avis signé du Président et affiché à la place où se font habituellement les publications.

Art. 38. L'Assemblée générale ouverte, le secrétaire fait l'appel nominal des membres actifs.

Art. 39. L'Assemblée peut délibérer valablement quand est présente la moitié des membres actifs résidant à Alice Supérieure. Ils délibèrent à la majorité relative des votes et prennent au vote secret les décisions concernant des personnes; s'il n'y a pas la moitié des membres à la première assemblée ceux qui se trouvent à la seconde auront la possibilité de délibérer valablement.

Art. 40. Les matières suivantes feront l'objet des délibérations de l'Assemblée:

- a) la nomination des membres de l'Administration parmi les membres actifs de première et seconde catégorie, parmi ceux qui savent lire et écrire, ont plus de 21 ans et sont sociétaires depuis au moins six mois;
- b) la détermination de la cotisation des membres;
- c) l'approbation des comptes trimestriels et annuels présentés par l'Administration;
- d) les recours, signés par au moins vingt membres, contre l'Administration et ses délibérations;
- e) la nomination du Magasinier et des cinq Acheteurs;
- f) le renouvellement des administrateurs qui ne font pas leur devoir;
- g) l'honoraire annuel du secrétaire;
- h) toutes les délibérations non spécialement déferées à l'Administration.

Art. 41. Pour les élections on distribuera un bulletin à chaque membre; chacun le remettra écrit à la main et plié au Président qui le déposera dans l'urne. Une fois cette opération exécutée, un Vice-Président ou un Conseiller prend successivement chaque bulletin et le passe au Président qui en donne lecture à haute voix; en même temps le Secrétaire l'enregistre: à égalité de votes le sociétaire le plus ancien aura la préférence et à égalité d'ancienneté le sociétaire le plus âgé.

Art. 42. Les Conseillers restent en charge pour trois ans et sont rééligibles.

Art. 43. Pour chaque délibération le Secrétaire établit un procès-verbal sur un registre visé à chaque feuillet par le Président. Le procès-verbal indiquera le nombre des membres présents. Il en sera donné lecture et s'il n'y a pas de contestations le Président, le Secrétaire et un sociétaire ancien le signeront.

CHAPITRE QUATRIEME

De l'Administration et de la discipline. (Organe exécutif)

Art. 44. La Société est administrée par 15 membres actifs de première et seconde catégorie élus par l'Assemblée en séance ordinaire; parmi ces 15 Conseillers, l'Assemblée nomme le Président, les deux Vice-Présidents, qui fonctionnent aussi comme Contrôleurs, et les cinq Acheteurs.

Art. 45. Chaque année l'Administration doit nommer, hors du Conseil, un Caissier, un Secrétaire, deux Réviseurs des comptes, deux Visiteurs et le Portedrapeau; ce dernier ne peut refuser ce mandat sous peine d'amende.

Art. 46. L'Administration a les attributions suivantes:

- a) elle donne les noms des Conseillers sortants, un tiers chaque année;
- b) elle admet les membres qui se conforment au présent Statut;
- c) elle prononce la déchéance ou l'expulsion ou la suspension des membres qui se rendraient coupables d'une infraction aux devoirs prescrits dans ce Statut;
- d) elle accorde les secours dans les limites fixées à l'article 16;
- e) elle représente la Société en justice et à l'extérieur; elle fixe le pourcentage du Magasinier;
- f) elle répond en propre de la tenue des registres, des papiers et des fonds sociaux et rend les comptes de sa gestion à l'Assemblée;
- g) elle fait tout ce qui n'est pas spécialement déféré à l'Assemblée.

Art. 47. Les séances de l'Administration se tiendront régulièrement une fois par semaine, le jeudi, et des séances d'urgence pourront être convoquées par le Président; pour celles-ci les Conseillers seront convoqués par avis à leur domicile.

Art. 48. Les délibérations du Conseil d'Administration seront légales quand au moins 8 Conseillers seront présents. Ils délibèrent à la majorité relative des voix. En seconde séance il suffit de la présence du tiers des Conseillers. Le Conseil prend ses décisions à votes secrets et en séances secrètes si elles concernent des personnes.

Art. 49. Les délibérations du Conseil seront portées sur un livre spécial et selon les modalités prescrites à l'article 43 pour les délibérations de l'Assemblée.

Art. 50. Les délibérations par lesquelles on admet de nouveaux membres ou par lesquelles on prononce leur expulsion ou leur déchéance seront affichées par un avis dans la salle sociale et ceci durant huit jours consécutifs; l'expulsé peut faire appel à l'Assemblée.

Art. 51. Si aucune opposition ou appel à l'Assemblée n'intervient dans les huit jours de la publication dans la salle, la délibération aura valeur définitive.

Art. 52. Chaque membre du Conseil pourra en tout temps demander sa démission au Président. Celui-ci en informera le Conseil qui accordera la démission avec pourtant l'obligation pour l'intéressé de demeurer en charge jusqu'à la première assemblée trimestrielle.

Art. 53. Sera considéré comme démissionnaire le Conseiller qui ne prendrait pas part aux séances du Conseil pour trois fois consécutives et sans informer le Président des raisons de son absence; dans un tel cas le Président devra encore le rappeler par écrit s'il persiste dans sa démission tacite.

Art. 54. Pour la nomination du Magasinier à la fin de l'année, un mois avant l'échéance, on affichera un avis indiquant le poste vacant et mentionnant le pourcentage versé; entre temps et par le même avis, on convoquera l'Assemblée pour la nouvelle nomination.

Art. 55. Dans ce même temps les postulants présentent leur demande à l'Administration, par écrit et contre-signée par deux personnes; l'Assemblée nommera la personne qui lui conviendra le mieux à la majorité relative des voix et au vote secret.

Art. 56. Toutes les séances sont publiques pour les membres, sauf celles dans lesquelles on doit parler des personnes; ces réunions là sont secrètes. Ceux qui ne sont pas Conseillers ne pourront demander la parole jusqu'au moment où

les Conseillers auront terminé leur discussion; mais avant d'établir le procès-verbal ils pourront parler.

Art. 57. Le Président communique à l'Administration les réclamations et les plaintes des membres et, si elles sont fondées, l'Administration pourvoit aux changements.

Art. 58. L'Administration a les fonctions suivantes:

- a) elle fixe l'horaire de l'ouverture et de la fermeture du Magasin, du Cercle et des séances;
- b) l'horaire du bureau du Caissier et du Secrétaire;
- c) elle fixe le prix des marchandises et veille qu'il soit immédiatement porté sur la tablette affichée pour cela dans le magasin; elle contrôle cette tablette tous les 15 jours;
- d) elle contrôle les poids et les mesures une fois par mois pour la bonne marche et dans l'intérêt de la Société;
- e) elle veille que les Réviseurs des comptes fassent leur devoir; de même que les Visiteurs des malades;
- f) elle inflige une amende à qui contrevient au présent Statut; la décision en est prise au vote secret et à la majorité relative, comme pour la suspension ou l'exclusion; le minimum d'amende est de 0,50 lire et le maximum de 5 livres; et pour le Magasinier elle peut être plus forte selon la gravité de la faute;
- g) aux Conseillers qui ont quelque charge spéciale et ne la remplissent pas ou, même s'ils le peuvent, se refusent à la remplir et également à tout Conseiller qui, se trouvant dans la salle de réunion, ne veut pas prendre part aux séances du Conseil, l'Administration leur inflige pour la première fois une amende d'une lire et la seconde fois les déchoit de leur fonction de Conseiller; celui qui est membre avec charges spéciales et qui ne remplit pas son devoir est de la même façon puni d'une amende de 0,50 à 5 livres puis suspendu de son emploi.

Art. 59. Quand on délibère concernant des personnes les Conseillers qui seraient leurs parents n'ont pas le droit de vote si ces personnes sont des frères ou des beaux-frères; ils peuvent cependant parler si le Président leur donne la parole.

Art. 60. Celui qui est expulsé pour une faute dont il récidive et qui a entraîné des injures, des menaces, des calomnies, des paroles déshonorantes pour les membres ou qui a compromis la dignité de la Société, n'aura plus le droit de faire appel à l'Assemblée.

CHAPITRE CINQUIEME

Président et Vice-Présidents

Art. 61. Les tâches suivantes sont dévolues au Président et, en son absence, aux Vice-Présidents:

- a) représenter l'Administration dans l'intervalle de ses séances, prendre les dispositions d'urgence et en référer promptement dans la prochaine séance du Conseil;
- b) convoquer et présider les séances de l'Administration et de l'Assemblée;
- c) signer tous les actes de la Société et spécialement ceux se référant à la comptabilité; veiller à ce que le Secrétaire fasse son devoir;

- d) surveiller le Caissier et d'une façon spéciale contrôler souvent les opérations de caisse;
- e) signer tous procès-verbaux, mandats, lettres de bureau et correspondances; aider ou donner la permission à qui doit acheter les marchandises nécessaires;
- f) recevoir les demandes de subside et de secours et les soumettre au Conseil; veiller à l'exécution de ce Statut.

Art. 62. Le Président reste en charge pour une année et peut être réélu. S'il veut se démettre de ses fonctions il en avertit l'Administration mais il reste en charge jusqu'à la prochaine Assemblée trimestrielle.

Art. 63. Les Vice-Présidents ont la charge de contrôleur et celle-ci consiste:

- a) à surveiller la bonne marche du Magasin et à en référer au Conseil;
- b) à contrôler les marchandises et denrées qui entrent en magasin; en leur absence elles peuvent être contrôlées provisoirement par un Conseiller ou aussi par un sociétaire;
- c) à cacheter le bouchon, une fois le tonneau de vin rempli, avec de la cire, de la cordelette et une estampille de façon à ce qu'on ne puisse plus extraire du liquide; le bouchon doit rester cacheté jusqu'à ce qu'il y ait besoin d'ouvrir le tonneau, ce qui sera fait en présence d'un contrôleur.

Art. 64. Les Vice-Présidents devront veiller à ce que chaque trimestre on établisse un inventaire de l'actif et du passif de la Société sous la surveillance des Réviseurs nommés pour cela et qui légalisent ce document par leur signature. L'inventaire est affiché dans la salle à l'occasion des assemblées.

Art. 65. C'est au Président, ou à celui qui le remplace, qu'incombe de maintenir l'ordre et la dignité dans les discussions, d'observer et de faire observer le Statut sous peine d'une amende du double de celles prévues pour les autres. Au cas où il ne pourrait assister ou prendre part à l'une des opérations ci-dessus, il doit sous peine d'amende en donner avis à l'avance aux Vice-Présidents ou à leurs remplaçants; c'est alors à eux qu'incombe le devoir, c'est-à-dire de prendre la place du Président durant son absence et d'en référer au Conseil.

Art. 66. Dans le cas où le Président ne peut remplir à lui tout seul toutes ses tâches, il peut en déléguer une partie à un des Vice-Présidents qui ne pourra refuser.

CHAPITRE SIXIEME

Secrétaire et Caissier

Art. 67. Le Secrétaire doit tenir en bon ordre:

- a) les registres de la Société, de l'entrée des marchandises en Magasin, des dépenses, des mandats et des procès-verbaux;
- b) il établit les bilans et les comptes rendus qui doivent être présentés chaque trimestre à l'Administration aux fins de vérification et cela huit jours avant l'Assemblée;
- c) il rédige et signe les procès-verbaux de l'Administration et de l'Assemblée;
- d) il tient la correspondance et a soin de tous les documents de la Société;
- e) il est présent dans son bureau aux heures et jours fixés par le Conseil.

Art. 68. Il doit prendre note des admissions des membres pour les enregistrer et remplir le livret-statut. De même pour les exclusions qu'il doit porter sur la liste des membres.

Art. 69. Il doit encore, aux heures fixées pour cela, donner vision aux membres des comptes et opérations de l'Administration et de l'Assemblée.

Art. 70. Le Caissier-collecteur prêtera une caution fixée par l'Assemblée en garantie de l'argent qu'il reçoit et dont il est responsable.

Art. 71. Lors de chaque assemblée générale il doit:

- a) présenter l'état financier de la société, tenir un registre à souches des entrées et un autre des sorties;
- b) recevoir les versements que lui fait le magasinier et les autres versements pour lesquels il donne une quittance de son registre à souches;
- c) payer les mandats de débit signés par le Président, le Secrétaire et par celui qui encaisse;
- d) le paiement sera refusé quand le mandat ne porte pas, outre les trois signatures ci-dessus indiquées, le numéro d'ordre, la date, la somme précise en chiffres et en lettres et, enfin, le motif de la dépense; au cas où il manquerait ces indications la décharge sera refusée au Caissier-collecteur;
- e) ceux qui encaissent mais qui ne savent pas écrire devront faire signer le mandat par un sociétaire compétent de leur confiance;
- f) verser, à la demande de l'Administration, les fonds à la caisse d'épargne qui lui sera indiquée;
- g) donner chaque mois une note au Conseil concernant les sociétaires en retard dans le paiement des cotisations mensuelles et, enfin, donner chaque année le deuxième dimanche de janvier l'état financier annuel de la société.

CHAPITRE SEPTIEME

Emploi des fonds sociaux

Art. 72. Les sommes qui resteront en Caisse à la fin de chaque exercice trimestriel ou annuel formeront un fonds social qui sera investi en rente publique nationale sous le nom de

ARTISANS, OUVRIERS ET AGRICULTEURS

Société ouvrière d'Alice Superiore

Art. 73. Les délibérations de l'Assemblée générale, ordonnant l'investissement du fonds social en rente publique seront basées sur le compte rendu annuel; elles détermineront exactement les épargnes sociales et indiqueront la personne chargée de l'investissement en fixant un délai pour chaque opération.

CHAPITRE HUITIEME

De la distribution des marchandises

Art. 74. Le sociétaire ou un membre de sa famille qui se présente au Magasin pour l'approvisionnement des marchandises qui y sont en vente exhibera le livret-statut au Magasinier afin que celui-ci ait la possibilité de l'examiner pour voir s'il est en règle.

Art. 75. L'Administration a la faculté de fixer par procès-verbal spécial la quantité de vin, aussi bien que d'autres marchandises, à distribuer à chaque sociétaire.

Art. 76. Personne ne peut s'arrêter dans le Magasin plus que le temps nécessaire à l'approvisionnement des marchandises; les personnes étrangères aux sociétés apparentées qui usent de réciprocité avec celle-ci ne peuvent avoir accès au Magasin.

Art. 77. L'associé qui prêterait son livret-statut à des personnes étrangères à la société pour qu'elles puissent se servir au Magasin et au Cercle sera suspendu pour trois mois pendant lesquels il n'a plus aucun droit; s'il recommence il les perdra définitivement et sera responsable des dommages qui pourraient découler de sa faute.

Art. 78. Sur la base de preuves irréfutables, l'Administration pourra suspendre pour trois mois, ou même définitivement, le sociétaire qui abusera en gaspillant les marchandises ou en prendra pour les remettre à des personnes étrangères à la Société.

Art. 79. La distribution se fait au comptant et la valeur de la marchandise ne devra pas excéder le prix fixé par le Conseil.

Art. 80. La tablette des tarifs des marchandises, l'horaire d'ouverture du Magasin et du Cercle, que le Magasinier est tenu d'observer scrupuleusement, doivent être affichés dans le Magasin.

Art. 81. Les orphelins de moins de 17 ans et les veuves des sociétaires jouiront de la faveur de se servir des marchandises de notre magasin sur la base d'un certificat renouvelé tous les six mois par l'Administration de la Société.

Art. 82. Il est défendu à tous les sociétaires, sous peine d'amende, de prêter les boules du jeu de la Société aux étrangers à celle-ci; et le Magasinier doit surveiller ceci et en référer, sous peine d'amende, à l'Administration qui infligera l'amende à qui le mérite.

Art. 83. Il est interdit d'entrer au Magasin ou au Cercle à celui qui est déjà pris de vin ou de liqueurs; au cas où il persisterait il sera suspendu pour trois mois et en cas de récidive il sera expulsé.

CHAPITRE NEUVIEME

Devoirs du Magasinier

Art. 84. Le Magasinier a l'obligation de rester dans le Magasin conformément à l'horaire fixé par le Conseil et il est chargé de la distribution des marchandises en Magasin aux prix fixés dans le tarif; avant d'être mises en distribution ces marchandises devront être reconnues par un contrôleur ou un conseiller qui apposera son visa à l'enregistrement fait sur le livre des entrées.

Art. 85. Le Magasinier est responsable de toutes les marchandises et des objets confiés à sa garde et desquels il devra donner le compte dans chaque inventaire.

Art. 86. Il est aussi responsable des erreurs, des déficiences et contraventions quelconques qui lui sont imputées.

Art. 87. Il est obligé de faire chaque semaine le versement de l'argent encaissé au Magasin et chaque fois qu'il aura encaissé deux cents liras; pour un tel manie-ment il devra prêter une caution fixée par le Conseil.

Art. 88. Il doit exécuter les ordres du Président ou de son remplaçant.

Art. 89. Le Magasinier doit toujours être absolument impartial avec tous les membres de la société; sinon, sur la base de preuves irréfutables d'abus commis par partialité, il est passible d'une amende de 5 à 50 liras et, s'il récidive, peut être licencié de son poste de Magasinier et ne pourra y être rapidement réadmis.

Art. 90. Dans le Cercle il doit aussi veiller à ce qu'on tienne tout en bon ordre, qu'on n'y joue pas à la mourre, qu'on n'y fasse pas de tapage, qu'il n'y naisse pas de rixes, qu'on n'y demeure pas après les heures; si malgré son intervention le désordre se prolonge il devra prendre note de tout et des noms de tous et en référer à l'Administration; s'il n'en réfère pas il est responsable et mis à l'amende.

Art. 91. Durant les séances c'est le Président qui est chargé de faire sortir ceux qui commettent des désordres ou ceux qui, suspendus ou exclus, n'ont pas le droit d'entrer; il peut suspendre la séance si besoin est, infliger les amendes ou prendre les mesures nécessaires. Hors des séances il appartient au Magasinier d'in- viter à sortir ceux qui sont à l'origine des désordres ou injurient les sociétaires; il doit en référer immédiatement à l'administration sous peine d'amende et peut demander l'aide des membres présents qui ne peuvent la lui refuser sous peine d'amende.

CHAPITRE DIXIEME

Acheteurs, Réviseurs, Visiteurs

Art. 92. Les Acheteurs procurent toutes les marchandises pour le Magasin et le Cercle et doivent être cinq, nommés par l'Assemblée parmi les 15 Conseillers; ils restent en charge pour un an et peuvent être réélus.

Art. 93. Pour les achats dans la commune ils doivent être au moins deux avec le concours ou au moins le consentement du Président ou de son remplaçant et ceci pour les achats ne dépassant pas 100 liras; les achats excédant ce montant doivent être autorisés à chaque fois par le Conseil et les Acheteurs seront au nombre de quatre. Pour les achats hors de la commune il suffit de deux ou même d'un acheteur avec la permission du Président, lui-même autorisé par le Conseil.

Art. 94. Pour l'achat du vin dans la commune les Acheteurs doivent informer le Conseil où ils pensent faire leur achat; le Conseil fixera la quantité nécessaire et, à prix égaux, les Acheteurs devront donner la préférence au vin des sociétaires.

Art. 95. Avant de cacheter le vin dans les tonneaux on prélèvera comme échan- tillon un litre par hectolitre de chaque achat ou qualité. Il sera cacheté pour le confronter en cas de besoin avec celui en distribution dans le tonneau.

Art. 96. Chaque semaine tous les cinq Acheteurs doivent se trouver à la séance du Conseil afin que le Conseil puisse ordonner et répartir le travail.

Art. 97. Les Visiteurs sont au nombre de deux, élus par le Conseil hors de l'Administration: sur ordre du Président ils doivent se rendre au domicile des sociétaires malades qui les ont demandés et mettre leur visa sur l'attestation du médecin.

Art. 98. Ils doivent faire de fréquentes visites soit pour rendre compte au Conseil dans leur rapport moral et matériel, soit pour que le malade ne manque pas de l'assistance nécessaire.

Art. 99. Les Réviseurs, également nommés par le Conseil, doivent à la requête de l'Administration vérifier tous les registres sociaux pour connaître en propre conscience tous les comptes sociaux, veiller à ce qu'ils soient rendus à temps et avec précision et ceci autant pour les comptes annuels que trimestriels; si besoin est, ils doivent informer l'Administration des erreurs qui s'y trouvent. Ils sont en charge pour un an et peuvent être réélus.

CHAPITRE ONZIEME

Dispositions pénales et générales

Art. 100. Sur proposition signée par au moins 30 membres et concernant des modifications au présent Statut ou autre affaire intéressante, le Président convoquera l'Assemblée pour délibérer. Quelque soit le motif pour lequel le sociétaire cesse de faire partie de la Société, il ne conserve aucun droit à aucune raison ou indemnité vis-à-vis de la Société.

Art. 101. Le sociétaire qui manquerait de respect envers les autorités civiles reconnues ou envers les membres de l'Administration, ou par des injures envers les sociétaires; celui qui ne paierait pas la cotisation pendant trois mois; celui qui simulerait une maladie pour recevoir le secours; celui qui serait condamné pour vol ou fraude ou attentat contre les bonnes mœurs; celui qui compromettrait la dignité de la Société, qui ne mène pas une vie honorable, travailleuse et de bon citoyen, sera exclu de la Société selon les dispositions indiquées dans ce Statut.

Art. 102. La Société ne sera pas considérée comme dissoute tant qu'il y aura dix membres actifs de première catégorie qui continueront volontairement.

Art. 103. La Société ne pourra jamais se dissoudre volontairement: mais pourtant dans le cas où il semblerait qu'une force majeure en impose la dissolution la Société entend et détermine déjà que dans l'Administration et la jouissance de ses biens tout soit laissé pour la création d'une crèche à Alice Supérieure, laquelle sera l'unique représentant des survivants de la Société Ouvrière d'Alice.

Art. 104. L'assemblée générale des membres pourvoiera par des délibérations appropriées dans tous les cas non prévus par le présent Statut.

Art. 105. Par gratitude la liste des membres fondateurs devra toujours être annexée au Statut. De même pour les tableaux indiquant les cotisations versées et les subsides reçus.

Art. 106. La Commission a compilé le présent Statut avec des variations et des adjonctions d'après le Statut approuvé à l'unanimité le 1er mai 1889.

Le présent Statut a été modifié et approuvé par l'Assemblée générale du 15 novembre 1890 et entrera en vigueur le 1er janvier 1891.

STATUT D'UNE FRUITIÈRE

PACTE SOCIAL ET STATUT

d'une société qui a pour but de travailler le mieux possible le lait des vaches et d'en tirer le plus grand profit.

L'an mil neuf cent deux à Borgofranco d'Ivrea se sont réunis les propriétaires mentionnés ci-dessous et domiciliés dans cette commune, lesquels s'unissent pour fonder une société de fromagerie dans le but d'augmenter réciproquement le produit du lait de leurs vaches; les bases de la société sont établies par le présent règlement qu'ils approuvent et adoptent comme règles obligatoires de la société.

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

Art. I. Tous les individus mentionnés à la fin de ce statut et après eux leurs successeurs et ayants droit seront membres de la société.

Art. II. a) La société est formée pour un temps indéterminé; elle ne se dissoudra pas par la mort d'un associé, ses héritiers lui succéderont; mais dans ce cas les nouveaux associés auront droit à la seule part laissée à eux à la succession du défunt;

b) la société subsistera même si sa dissolution est décidée par la majorité des membres;

c) chaque membre peut quitter la société mais sans réclamer aucune épargne faite par lui, ni en espèces ni en nature, qui pourrait exister au moment de sa séparation, parce que ces fonds appartiennent pour toujours à la société.

Art. III. La société n'a aucun but commercial; elle consiste simplement en ce que tous les membres devront porter tout le lait de leurs vaches à la fromagerie pour être travaillé en commun et au profit de tous les membres; et son produit

en beurre, fromage et autre sera distribué entre tous les associés en proportion à la quantité de lait fournie par chacun d'eux.

Art. IV. Les droits des membres ne pourront être vendus ni cédés à des individus qui n'appartiennent pas à la société, mais le locataire qui viendrait à être congédié par son patron aura le droit de les vendre à d'autres individus qui soient agréés par la société.

Art. V. Chaque nouveau membre devra obtenir le consentement de la majorité pour être admis dans la société et devra payer la taxe d'entrée fixée par le règlement.

Art. VI. La société nommera chaque année une commission composée de trois membres et deux suppléants. Celui qui aura reçu le plus de voix sera président.

Cette commission sera nommée au vote secret et ses membres pourront toujours être réélus.

ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION

Le président de la commission remplira les fonctions de trésorier: il exigera les sommes qui devront être versées par les associés et autres, paiera les frais de la société, convoquera et présidera la réunion de tous les membres et celle de la commission.

La commission nommera un secrétaire qui aura voix consultative.

Elle administrera les intérêts de la société, engagera un fromager pour travailler le lait, en fixera le salaire et les obligations; surveillera l'observation du règlement et les membres mentionnés ci-dessous lui confèrent tous les pouvoirs nécessaires pour remplir dans ce but toutes les tâches de la société et promettent d'accepter et de respecter tout ce que la commission fera dans l'intérêt de la société.

La commission délibère à la majorité des voix; ses délibérations ne seront pas valables sans l'accord de la majorité de ses membres et si celles-ci ne sont pas prises par au moins trois membres.

La commission aura le droit de convoquer la société chaque fois qu'elle le jugera nécessaire. Les associés nomment, reconnaissent et acceptent la dite commission comme arbitre dans toutes les décisions relatives aux intérêts de la société et dans tous les différends qui peuvent surgir entre celle-ci et eux et le fromager pour tout ce qui concerne la société.

REGLEMENT DE LA SOCIETE

Art. 1. A l'heure indiquée par la commission tous les membres devront porter tout le lait de leurs vaches à la fromagerie afin qu'il soit travaillé en commun et ne pourront conserver chez eux que le lait nécessaire aux besoins quotidiens de leur famille, sans qu'il leur soit permis d'en faire du beurre ou du fromage sous peine d'amende de dix lires.

Art. 2. Le lait devra être porté à la fromagerie dans un récipient couvert très propre. Dans le cas contraire, l'impropreté pouvant nuire à la fabrication du beurre

et du fromage, celui qui sera reconnu avoir porté du lait non propre ou dans un récipient pas bien lavé ou non couvert, devra payer tous les dommages qui pourront en résulter, lesquels sont fixés ici à cinq lires pour chaque contravention.

Art. 3. Il est rigoureusement interdit de porter à la fromagerie du lait d'une vache malade, ou venant de mettre bas, ou de mélanger du lait de chèvre ou de mouton, ou de mettre de l'eau dans le lait qu'on portera à la fromagerie; parce que ce lait causerait une grave perte et des dommages à la société; aussi le contre-venant à ces interdictions sera de par ce fait même exclu de la société sans remboursement de sa part et des avances faites dans l'intérêt de la société; il sera en outre passible de tous les dommages qui ne seront jamais calculés à moins de vingt-cinq lires.

Art. 4. Chaque membre devra annoncer au président le jour où la vache aura mis bas et ne pourra porter le lait à la fromagerie que huit jours après.

Art. 5. Il y aura un fromager nommé et rémunéré par la commission qui sera chargé de recevoir et d'enregistrer le lait porté par les membres; il tiendra à cet effet un compte exact de la quantité de lait fournie chaque fois par chacun d'eux; ceci sur un registre journalier visé à chaque page par le président et qui se continuera d'une année à l'autre pour tenir compte du lait porté annuellement par chaque associé.

Art. 6. Le produit total du lait de chaque jour appartiendra à l'associé qui en aura fourni la plus grande quantité.

Art. 7. L'associé à qui appartiendra le produit pourra ce jour là le faire travailler selon ses goûts mais devra ce jour même procurer une personne en aide au fromager. Ce jour là il aura en outre le droit de faire contrôler le lait des vaches de tous les associés en présence des membres de la commission qui tiendra les échantillons sous clé jusqu'au moment du contrôle.

Art. 8. Aucun membre ne pourra sortir du fromage du magasin sans le consentement du président de la commission qui décidera de la quantité de fromage que chaque membre devra laisser en magasin en garantie du paiement de la quote-part des frais; par contre le beurre, le fromage du lait du beurre et le sérac seront emportés chaque jour. Chaque membre ne pourra faire plus de trois formes de fromage pour les laisser en magasin.

Art. 9. Le traitement du fromager, le loyer, le prix des installations acquises pour la fromagerie, l'approvisionnement en sel et autres objets nécessaires et, en un mot, tous les frais de la fromagerie seront payés par tous les associés en raison du beurre travaillé par chacun d'eux.

Art. 10. A la fin de chaque année la commission présentera à la société un compte détaillé des frais et de la quantité de lait, beurre, fromage fournie par chaque membre et procédera ensuite à la répartition des frais entre les associés en proportion au lait fourni par chacun d'eux.

Art. 11. Le même jour les membres devront payer dans les mains du président de la commission leur part des frais et celui qui ne pourra payer en espèces devra laisser en compensation une quantité de fromage reconnue suffisante par la commission. Le même jour aura lieu la distribution du fromage aux membres qui auront soldé leur part de frais et le fromage laissé par ceux qui n'ont pas payé en espèces sera vendu huit jours après au plus offrant; le produit de cette vente servira à payer les frais sus-indiqués et l'excédent, s'il y a, sera versé aux parties intéressées.

Art. 12. L'associé qui cessera de porter le lait de ses vaches à la fromagerie et ceux qui ne voudront plus faire partie de la société ne pourront plus rien réclamer des avances faites pour l'acquisition des meubles et ustensiles de la fromagerie.

Art. 13. Ceux qui n'ont pas contribué aux frais d'implantation de la fromagerie et qui voudront par la suite entrer dans la société, devront en faire la demande au président qui convoquera la société pour obtenir son accord et si la société vote en faveur de l'adhésion ils seront admis après paiement de la quote-part aux fonds que la société fixera.

Art. 14. Si un membre surprend une fraude quelconque de la part de quelque associé ou du fromager il sera obligé d'en avertir la commission sous peine d'être considéré lui-même comme complice et puni d'une amende de vingt liras.

Art. 15. Après quelques années d'exercice la société pourra proposer les adjonctions ou les variations au présent règlement que l'expérience aura suggérées et que la société adoptera, modifiera ou refusera à la majorité absolue des votes.

Art. 16. Tous les revenus des demandes d'entrée appartiennent à la caisse sociale et seront perçus par le président qui remplit la fonction de trésorier de la société et est autorisé par le présent règlement à remplir toutes les tâches nécessaires pour le règlement des avoirs de la société.

Art. 17. Les fonds de la société sont indivisibles aussi longtemps qu'elle existe parce que personne ne peut exiger le remboursement de sa part avant la dissolution de la société.

Art. 18. Les membres ont le droit d'assister aux réunions. Cependant un associé malade ou empêché pour une autre raison légitime pourra être représenté seulement par sa femme, par son frère ou sa sœur, par son fils ou encore par sa servante ou son serviteur. Si l'associé ne se présente pas il sera puni d'une amende de deux liras et cinquante centimes.

Art. 19. La société ne pourra délibérer sans la présence de la majorité absolue des membres et les délibérations seront toujours prises à la majorité relative des votes et dans le cas où la majorité des membres n'est pas présente à la première séance, l'assemblée sera reportée de huit jours et les membres, à faculté du président, et sur une nouvelle convocation vingt-quatre heures après, délibèrent quelque soit le nombre des présents.

Art. 20. Les fonctions du président et de la commission seront gratuites.

Art. 21. Il est interdit à chaque membre de porter à la fromagerie ou d'y faire inscrire à son compte du lait d'un étranger à la société.

Art. 22. Il est également interdit que deux associés ou plus réunissent leur lait ou le fassent inscrire sous un seul nom.

Art. 23. Le fromager ne pourra s'absenter ou se faire remplacer sans la permission de la commission.

Art. 24. Les fonctions du secrétaire seront aussi gratuites pour la première année. Mais ensuite la société fixera le mieux possible le salaire du secrétaire.

Art. 25. Tous les membres sous mentionnés promettent et s'obligent à observer rigoureusement tout le contenu du présent règlement qu'ils ont approuvé et signé.

Art. 26. Aucun associé ne pourra refuser ni crème, ni beurre, ni fromage, ni lait, ni rien d'autre à d'autres membres moyennant cependant paiement anticipé.

Art. 27. Il est permis à tous les associés d'acheter, en en demandant la permission à la commission et avec son consentement, des veaux pour l'élevage mais jamais pourtant pour les engraisser sous peine d'amende grave, soit lires...

Les membres inscrits:

Amendement au statut de 1902.

Les contractants soussignés du Pacte Social stipulé en l'an mil neuf cent deux (1902) pour la transformation en commun du lait de production propre et pour en tirer le meilleur profit possible, en relation avec l'article 15 du dit Pacte qui envisage la possibilité d'adjonctions et de modifications à celui-ci, établissent d'ajouter à l'article 27 du Pacte susmentionné la clause suivante:

« Il est donc défendu d'élever des veaux de lait de quelque provenance que ce soit et ceci aussi bien pour des veaux de production propre que pour des veaux achetés ».

Borgofranco, 13 décembre 1953.



BIBLIOGRAPHIE

A. Ouvrages consultés.

- ABRECHT, Peter. *Die Produktivgenossenschaften in der Schweiz*. Thèse Université de Lausanne. Bâle, U.S.C., 1953, 198 p.
- ALATRI, Paolo. *Le origini del fascismo*. Roma, Editori Riuniti, 1956, 565 p.
- ALLASON, Barbara. *Memorie di un'anti fascista*. Firenze, Edizioni U, s.d., 303 p.
- ALLEN, Agnes. *The Co-operative Story*. Manchester, Co-operative Union Limited, Holyoake House, 1954, 64 p.
- ALLIANCE COOPERATIVE INTERNATIONALE. *La Coopération internationale 1937-1949*. Londres, A.C.I., 1952, Vol. IV, 256 p.
- AMENDOLA, Giovanni. *La nuova democrazia*. Napoli, R. Ricciardi, 1951, 254 p.
- AOSTA. *Primo Anno dell'Impero*. Numero unico edito a cura della Federazione dei Fasci di Combattimento di Aosta per la Celebrazione dell'Impero, 1936, 96 p.
- ARMANDINI, G. I. *Guida illustrata del Canavese e delle sue tramvie e ferrovie per le valli dell'Orco e della Rosa*. Torino, Camilla e Bertolero, 1887, 197 p.
- AZIENDA AUTONOMA PER IL TURISMO DI IVREA. *Ivrea e il Canavese*. Ivrea, Azienda Autonoma per il Turismo di Ivrea, 1951, 119 p.
- BAILEY, Jack. *The British Co-operative Movement*. London, Hutchinson's University Library, 1955, 180 p.
- BANKS, J. A. and OSTERGAARD, G. N. *Co-operative Democracy. A Study on Aspects of the Democratic Process in Certain Retail Co-operative Societies*. Loughborough, Stanford Hall, Co-operative Union Ltd, Educational Department, 1955, 72 p.
- BASEVI, A. *Sintesi storica del Movimento Cooperativo Italiano*. Roma, Biblioteca de « La Rivista della Cooperazione ». 1953, N° 9, 2ème éd., 41 p.

- BASEVI, A. *La legge sulla cooperazione e la sua applicazione*. Roma, Ed. de « La Rivista della Cooperazione », 1954, 2ème éd., 468 p.
- BATTAGLIA, Roberto. *Storia della Resistenza italiana*. Torino, Einaudi, 1953, 623 p.
- BEAL, George M. *The Roots of Participation in Farmer Cooperatives*. Ames, Iowa, Iowa State College, 1954, 129 p.
- BERTOLOTTI, A. *Passeggiate nel Canavese*. Ivrea, Tip. F. L. Curbis, 1867, 7 vol.
- BERTOLOTTI, A. *Fasti Canavesani*. Ivrea, Tip. F. L. Curbis, 1870, 174 p.
- BEVERIDGE, William H. *L'azione volontaria*. Milano, Ed. di Comunità, 1954.
- BIANCHI, Nicomede. *Storia della Monarchia Piemontese dal 1773 sino al 1861*. Torino, 1879, Vol. II et III, 750 et 686 p.
- BONACOSSA, Alessandro. *Monografia sulle miniere di Brosso*. Torino, Tipografia Reale di G. B. Paravia e Comp., 1900, 90 p.
- BORATTO, Sac. Enrico. *Piverone nella storia del Piemonte*. Asti, Scuola Tipografica S. Giuseppe, 1934 et 1937, 2 vol., 361 et 210 p.
- BORCHI, Lamberto. *Le scuole e l'educazione a Ivrea*. Ivrea, Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese, 1954, 74 p.
- BOUDOT, François. *La coopération en France*. Paris, Les Editions Ouvrières, 1956, 100 p.
- BROCHEREL, Jules. *Le patois et la langue française en vallée d'Aoste*. Paris-Neuchâtel, V. Attinger, 1952, 189 p.
- BROWN, Henry. *The Rochedale Pionners: A Century of Co-operation*. Manchester, Co-operative Union Ltd, 1944.
- BRUHAT, Jean. *Histoire du Mouvement Ouvrier Français*. Paris, Editions Sociales, 1952, vol. 1, 287 p.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. *Le Mouvement Coopératif et les problèmes actuels*. Montréal, 1945, Vol. II, 248 p.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. *Initiation à la pratique de la coopération*. Genève, B.I.T., 1952, 58 p.
- CALAMANDREI, Piero. *Costruire la democrazia*. Roma-Firenze-Milano, Edizioni U, 1945, 177 p.
- CARANDINI, Francesco. *Vecchia Ivrea*. Ivrea, F. Viassone, 1927, 2ème éd., 592 p. + LIX.
- CAROCCI, Giampiero. *Giovanni Amendola nella crisi dello Stato Italiano, 1911-1925*. Milano, Feltrinelli, 1956, 174 p.
- CARTWRIGHT, Dorwin and ZANDER, Alvin. *Group Dynamics*. Evanston, Illinois, Row, Peterson and Company, 1953, 642 p.
- CASALIS, Goffredo. *Dizionario Geografico-Storico. Statistico-Commerciale degli stati di S. M. il Re di Sardegna*. Torino, G. Maspero, 1834-1846, 50 vol.
- CASTAGNO, Gino. *1854 - Centenario A.C.T.* Alleanza Cooperativa Torinese, 1954, 117 p.
- CENTRO EDITORIALE D'INIZIATIVA. *Il secondo Risorgimento d'Italia*. 1954, 342 p.
- CEVA, Bianca. *Storia di una passione, 1919-1943*. Milano, Garzanti, 1948, 54 p.

- CHAMBRE, Henri. *Le Marxisme en Union Soviétique*. Paris, Seuil, 1955, 510 p.
- CHIURCO, G. A. *Storia della Rivoluzione Fascista 1919-1922*. Firenze, Vallecchi, Vol. I (1919), 458 p., Vol. III (1921), 658 p.
- CLERICO, C. G. *Un po' di Storia religiosa-civile eporediese*. Dicianove tavole cronologiche. Ivrea, Tip. Tomatis, 1887, 43 p.
- CODIGNOLA, A. *Pensiero e Azione in Giuseppe Mazzini*. Genova, Comune di Genova, 1955, 143 p.
- COLE, G. D. H. *A Century of Co-operation*. London, George Allen and Unwin Ltd for the Co-operative Union Ltd, 1944, 427 p.
- COLE, G. D. H. *The British Co-operative Movement in a Socialist Society*. London, George Allen and Unwin Ltd, 1951, 168 p.
- Communautés et Associations Rurales*. Paris, Aux Editions du S.C.I.R., 1949, 87 p.
- CONFEDERAZIONE COOPERATIVA ITALIANA. *La Cooperazione in Cammino*. Roma, E. Co. Editrice, 1953, 228 p.
- CONFEDERAZIONE GENERALE DELL'INDUSTRIA ITALIANA. *L'industria italiana alla metà del secolo XX*. Roma, Confederazione Generale dell'Industria Italiana, 1953, 1300 p.
- CO-OPERATIVE YOUTH MOVEMENT. *Co-operation in Clubs and Groups*. Loughborough, Stanford Hall, Co-operative Union, Education Department, 1953, 64 p.
- CUVILLIER, A. *Manuel de Sociologie*. Paris, P.U.F., 1950, Tome I, 380 p.
- DESROCHE, H. et MEISTER, A. *Une Communauté de Travail de la Banlieue Parisienne*. Paris, Ed. de Minuit, 1955, 144 p.
- DESROCHE, H., GAUMONT, J., MEISTER, A. et POULAT, E. *Etudes sur la tradition française de l'association ouvrière*. Paris, Ed. de Minuit, Bibliothèque Internationale de Sociologie de la Coopération, 1956, 148 p.
- DORSO, Guido. *Mussolini alla conquista del potere*. Torino, Einaudi, 1949, 286 p.
- FALETTI-VILLAFALLETTO, Cre Pola. *Le gaie compagnie dei giovani del vecchio Piemonte*. Casale Monferrato, Stab. Tip. di Miglietta, Milano & Co., 1937, 406 p.
- FAUQUET, G. *Le Secteur Coopératif*. Paris et Bâle, P.U.F. et U.S.C., 1942, 133 p.
- FAUQUET, G. *Regards sur le Mouvement Coopératif*. Bâle, U.S.C., 1949, 147 p.
- FAY, C. R. *Co-operation at Home and Abroad*. London, New-York, Staples Press, 1948, Vol. I et II, 447 et 540 p.
- FEDELI, Ugo. *Corso di storia del Movimento Operaio*. Ivrea, Centro di Sociologia della Cooperazione, 1957, 297 p.
- Figure del Movimento Cristiano-sociale in Italia*. Edizioni Radio Italiana, Maggio 1952, 78 p.
- FILIPPI, Erminio. *Il sillabario del Cooperatore*. Trento, Scuola Tipografica Artigianelli, 1954, 2ème éd., 128 p.
- FOSSATI, Antonio. *Lavoro e produzione in Italia*. Torino, G. Giappichelli, 1951, 825 p.
- FRIEDMANN, Georges. *Villes et campagnes*. Paris, A. Colin, 1953, 480 p.

- FROLA, Giuseppe. *Corpus Statutorum Canavisii*. Torino, Scuola Tipografica Salesiana, 1918, 3 vol.
- GAROSCI, Aldo. *La vita di Carlo Rosselli*. Roma-Firenze-Milano, Edizione U, s. d., Vol. II, 298 p.
- GATHERON, J. M. *Le pain et l'or*. Ecully (Rhône), Economie et Humanisme, s. d., 140 p.
- GAUMONT, Jean. *Histoire générale de la Coopération en France*. Paris, Fédération Nationale des coopératives de consommation, 1924, tome I, 630 p., 1923, tome II, 735 p.
- GEIGER, H. *Genossenschaftliche Bestrebungen in der Schweiz, 1800-1850*. Université de Zürich, Thèse, 1921.
- GENTILE, Panfilo. *50 anni di socialismo in Italia*. Milano, Longanesi e C., 1948, 204 p.
- GOBETTI, Pietro. *Matteotti*. Milano, Editore Gentile, 1945, 71 p.
- GUERIN, Daniel. *Fascisme et Grand Capital*. Paris, Gallimard, 1945, 328 p.
- GUERIN, Daniel. *Où va le peuple américain?*. Paris, Juillard, 1950, Vol. I, 362 p.
- GURVITCH, Georges. *La Vocation Actuelle de la Sociologie*. Paris, P.U.F., 1950, 607 p.
- GURVITCH, Georges. *Déterminismes sociaux et liberté humaine*. Paris, P.U.F., 1955, 301 p.
- HANDSCHIN, Hans. *Il Movimento Cooperativo di Consumo nella Svizzera*. Roma, Edizioni de « La Rivista della Cooperazione, 1951, 158 p.
- HECKMAN, John H. and WHEELER, Anna E. *Agricultural Cooperation in Western Europe*. Washington, Farmer Cooperative Service, U.S. Department of Agriculture, General Report 4, 1955, 122 p.
- HESS, O. *Das landwirtschaftliche Genossenschaftswesen in der Schweiz*. Bern, Verbande der Lehrer an landwirtschaftlichen Schulen der Schweiz, 1931, 2ème éd., 112 p.
- HILLMAN, Arthur. *Organizzazione e pianificazione delle comunità*. Milano, Edizioni di Comunità, 1953, 357 p.
- HIRSCHFELD, André. *Comment réaliser les principes coopératifs dans l'économie publique*. Londres, A.C.I., 1952.
- HOLYOAKE, George J. *Histoire des Equitables pionniers de Rochedale*. Gand, Société Coopérative Volksdrukkerij, 1923, 4ème éd., 93 p.
- I Fasci Femminili della Provincia di Aosta, a VII-IX*. Ivrea, F. Viassone, 1931, 134 p.
- INFIELD, Henrik F. *Coopératives communautaires et sociologie expérimentale*. Paris, Ed. de Minuit, Bibliothèque Internationale de Sociologie de la Coopération, 1955, 238 p.
- INFIELD, Henrik, DESROCHE, Henri, FREIER, Koka et SENIOR, Clarence. *Les Ejidos Mexicains*. Paris, Ed. de Minuit, Bibliothèque Internationale de Sociologie de la Coopération, 1956, 136 p.
- INTE MUNICIPALE DE LA VILLE D'AOSTE. *La langue française dans la Vallée d'Aoste. Réponse à M. le Chevalier Vegezzi-Ruscolla*. Aoste, Imprimerie D. Lyboz, 1862, 87 p.

- ISTITUTO ITALIANO DI STATISTICA. *Annuario Statistico Italiano*. Roma, Istituto Centrale di Statistica, 1954, Serie V, Vol. VI, XXXI + 526 p.
- ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA. *Annuario Statistico Italiano*, 1955. Roma, Istituto Centrale di Statistica, 1955, 531 p.
- ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA. *IX Censimento Generale della Popolazione, 4 novembre 1951, Dati Sommarî per comune, Provincia di Torino*. Roma, 1955, Vol. I, Fascicolo 5, 119 p.
- JACKY, Ed. *L'agriculture dans le canton de Genève. Associations agricoles. Elevage des espèces bovine et chevaline. Etude historique*. Genève, imprimerie Atar, 1938, 336 p.
- JAHODA, Marie. DEUTSCH, Morton and COOK, Stuart W. *Research Methods in Social Relations*. New-York, The Dryden Press, 1951, 2 vol., 759 p.
- JONES, Benjamin. *Co-operative Production*. Oxford, At the Clarendon Press, 1894, 839 p.
- KROPOTKINE, Pierre. *La Science Moderne et l'Anarchie*. Paris, Stock, 1913.
- KÜNG, H. *Le rôle et les tâches des coopératives dans l'économie*. Bâle, U.S.C., 1950, 28 p.
- LASSERRE, Georges. *Coopératives contre Cartels et Trusts. L'expérience suédoise*. Paris, Bâle, Bruxelles, 129 p., s.d.
- LASSERRE, Henri. *Le coopératisme intégral*. Bâle, U.S.C., 1927, 48 p.
- LAURENT. *Le Paupérisme et les Associations de Prévoyance*. Paris, 1865, Vol. II.
- LAVERGNE, Bernard. *Les Régies coopératives*. Paris, Alcan, 1927.
- LEGA NAZIONALE DELLE COOPERATIVE. *Federazione di Bologna. Due Anni di Attività dei Cooperatori Bolognesi*. Bologna, 1954, 182 p.
- LENIN. *Sulla cooperazione*. Roma, Edizioni Rinascita, Piccola biblioteca marxista, 10, 1954, seconda edizione, 120 p.
- LONGANESI, Leo. *In piedi e seduti*. Milano, Longanesi, 1948, 217 p.
- LOGEN, François. *Cours sur la coopération*. Liège, Centre d'Etudes Coopératives, 1948.
- LULLIN, Charles-Léonard. *Des associations rurales pour la fabrication du lait connues en Suisse sous le nom de fruitières*. Paris et Genève, J. J. Paschoud, 1811, 528 p.
- LÜSSU, Emilio. *La Catena*. Roma, Ed. U., 1945, 169 p.
- MAITRON, Jean. *Histoire du Mouvement Anarchiste en France (1880-1914)*. Paris, Société Universitaire d'Éditions et de Librairie, 1955, 2ème éd., 562 p.
- MANCHESTER AND SALFORD COUNCIL OF SOCIAL SERVICE. *Community Centres and Associations in Manchester*, 1945, 87 p.
- MARCO, Carlo. *Studio geologico dell'anfiteatro morenico d'Ivrea*. Torino, L. Roux, 1892, 42 p.
- MARCO, Carlo. *Memorie di un preside*. Ivrea, Scuola Tipografica Artigianelli, 1928, 346 p.
- MARTUSCELLI, Enrico. *Le Società di Mutuo Soccorso e Cooperative*. Firenze, Successori Le Monnier, 1876, 338 p.

- MEISTER, Albert. *Coopération d'habitation et sociologie du voisinage*. Paris, Editions de Minuit, Bibliothèque Internationale de Sociologie de la Coopération, 1957, 178 p.
- MERTON, R. K. *Eléments de méthode sociologique*. Paris, Plon, 1953, 250 p.
- MERTON, Robert K., FISKE, Marjorie and KENDALL, Patricia L. *The Focused Interview*. Glencoe, Illinois, The Free Press, 1956, 186 p.
- MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. *Les Associations ouvrières de production*. République Française. Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, Office du travail, Paris, Imprimerie Nationale, 1897, 613 p.
- MINISTRY OF EDUCATION. *Community Centres*. London, His Majesty's Stationery Office, 1946, 40 p.
- MINUTI, Luigi. *Il Comune Artigiano di Firenze della Fratellanza Artigiana d'Italia*. Firenze, Tipografia Cooperativa, 1911, 559 p.
- NICHOLSON, Marjorie. *Co-operation in the Colonies*. Manchester, Co-operative Union, Education Dpt., 1953, 96 p.
- NIGRA, Costantino e ORSI, Delfino. *Il Giudizio Universale in Canavese*. Torino, Roux Frassati et Co., 1896, 208 p.
- OLIVETTI, Adriano. *L'Ordine Politico della Comunità*. Milano, Ed. di Comunità, 1946, 2ème éd., 387 p.
- OLIVETTI, Adriano. *Società, Stato, Comunità*. Milano, Ed. di Comunità, 1952, 239 p.
- PELLIZZI, C. *Una rivoluzione mancata*. Milano, Longanesi et C., 1949, 274 p.
- PHILIP, André. *La Démocratie industrielle*. Paris, P.U.F., 1955, 308 p.
- PIAGET, Jean. *Introduction à l'épistémologie génétique*. Paris, P.U.F., 1950, Tome III, 344 p.
- PINCHIA, Emilio. *L'agricoltura canavesana nel 1887*. In *Opuscoli Politici ed Economici, 1882-1892*. Torino, Fratelli Bocca, 1893, 244 p.
- PROKOPOVICZ, Serge N. *Histoire économique de l'URSS*. Paris, Flammarion, 1952, 627 p.
- RABBENO, Ugo. *Le Società cooperative di Produzione*. Roma, Edizioni de « La Rivista della Cooperazione », 1953, 612 p.
- RENACCO, Nello. *Il piano regolatore generale di Ivrea*. Ivrea, Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese, 1956, fascicolo No 12, 46 p.
- REVEL, Cesare. *Del Mutuo Soccorso fra le classi lavoratrici in Italia*. Torino, G. Borgorelli, 1877, 563 p.
- RICOLA, Rinaldo. *Storia del Movimento Operaio Italiano*. Milano, Domus, 1946, 494 p.
- RIGUZZI, B. e PORCARI, R. *La cooperazione operaia in Italia*. Milano, La Fiaccola, 1946, 259 p.
- ROSE, Arnold M. *Theory and Method in the Social Sciences*. Minneapolis, The University of Minnesota Press, 1954, 351 p.
- ROSSELLI, Nello. *Mazzini e Bakounine*. Torino, Fratelli Bocca, 1927, 444 p.

- ROSSI, A. *La naissance du fascisme. L'Italie de 1918 à 1922*. Paris, 1938.
- ROSSI, Ernesto. *I padroni del vapore*. Bari, Laterza, 1955, 289 p.
- ROSSI, Ernesto. *La pupilla del Duce - L'OVRA*. Parma, Ed. Guanda, 1956, 143 p.
- SALVATORELLI, Luigi. *Sommario della storia d'Italia (dai tempi preistorici ai nostri giorni)*. Torino, Einaudi, 1950, 750 p.
- SALVEMINI, Gaetano. *Mussolini diplomatico*. Bari, Laterza, 1952, 536 p.
- SANCISI, Manlio. *De l'action syndicale à l'action coopérative. L'expérience du prolétariat rural en Italie*. Genève, Les Presses Académiques, 1942, 273 p.
- SCHMIDT, Franz. *Die landwirtschaftliche Genossenschaftsbewegung der Schweiz*. Basel, Verband schweizerische Konsumvereine (V.S.K.), Genossenschaftliche Volksbibliothek, 1944, Heft N. 52, 112 p.
- SCHMIDT, R. et BOSON, M. *La paysannerie et l'économie suisse*, Bâle, U.S.C., 1944, 103 p.
- SCOTT, F. et LYNTON, R. P. *Le progrès technique et l'intégration sociale*. Paris, Unesco, 1953, 162 p.
- SHEA, Peter. *Times past - Paragraphs on the History of the Co-operative Party*. London, Co-operative Party, 1955, 40 p.
- SIMEY, T. S., editor. *Neighbourhood and Community*. Liverpool, The University Press of Liverpool, 1954, 149 p.
- SMITH-GORDON, L. and O'BRIEN, C. *Co-operation in Many Lands*. Manchester, Co-operative Union Ltd, 1919, Vol. I, 272 p.
- SPINELLI, Oscar. *Pagine di vita cooperativa*. Roma, Lega delle Cooperative, 1948, 52 p.
- SPINELLI, Oscar. *Mutualità e cooperazione*. In *Figure del Movimento Sociale Repubblicano in Italia*. Edizioni Radio Italiana, 1953, 87 p.
- SPINELLI, Oscar. *La Mutualità in Italia e all'estero*. Roma, Edizioni de « La Rivista della Cooperazione », 1955, 477 p.
- TALAMO, Magda. *Caratteri e problemi del tempo libero a Ivrea*. Ivrea, Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese, 1954, 77 p.
- TAMARO, Attilio. *Venti anni di storia, 1922-1943*. Roma, Ed. Tiber, 1953, 491 p.
- TEALDY, Lorenzo. *Guida della Provincia di Aosta*. Torino, S.I.T. grafica, 1936, 1055 p.
- TEILHARD DE CHARDIN, Pierre. *Le phénomène humain*. Paris, Seuil, 1955, 348 p.
- TOSCHI, U. *Appunti di Geografia Politica*. Firenze, Macri, IV Edizione, 1949.
- TOSCHI, Umberto e BRAMBILLA, Francesco. *La determinazione dell'area di influenza di Ivrea*. Ivrea, Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese, fascicolo N. 2, 1954, 71 p.
- TRAVERS-BORCSTROEM, Arturo. *Il Mutualismo*. Torino, Fratelli Bocca Editori, 1922, 127 p.
- TREMELLONI, Roberto. *Storia recente dell'Industria Italiana*. Milano, Garzanti, 1956, 113 p.

- UNITED NATIONS. *Social Progress through Community Development*. New York, O.N.U., Bureau of Social Affairs, 1955, 120 p.
- VALIANI, Leo. *Storia del Socialismo nel Secolo XX*. Roma, Edizioni U, 1945, 301 p.
- VALKO, Laszlo. *International Handbook of Cooperative Legislation*. Pulman, State College of Washington, 1954, 273 p.
- VAUSSARD, Maurice. *Histoire de l'Italie contemporaine, 1870-1946*. Paris, Hachette, 1950, 352 p.
- WATKINS, W. P. *School of Democracy*. Manchester, Co-operative Union Ltd, 1951, 59 p.
- ZANETTO, Giovanni. *La Serra. Dalle origini alla sottomissione a Casa Savoia*. Ivrea, Tipografia Paolo Bardessono, 1957, 219 p.

B. Articles et brochures.

- ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE. Le rapport de la conférence de l'A.C.I. sur l'éducation. *Revue de la Coopération Internationale*, N. 11, Nov. 1954.
- ALUFFI, Giuseppe. La piccola proprietà contadina si difende soltanto con le cooperative. *Sentinella del Canavese*, N. 8, 24.2.1956.
- ANTONI, Antoine. *Les coopératives ouvrières de production*. Paris, Confédération Générale des Sociétés Coopératives Ouvrières de Production, 1955, 14 p. (ronéotypé).
- BARTOLI, Henri. Le travail et les pouvoirs. *Esprit*, 6, juin 1953.
- BASEVI, Alberto. La nouvelle loi coopérative italienne. *Revue de la Coopération Internationale*, avril 1948, p. 79-82.
- BATTISTELLA, Renzo. Che cosa sono le ACLI? *Operare*, Novembre-dicembre 1955.
- BAUDI DI VESME, Benedetto. Il Re Arduino. *Studi Eporediesi, Documenti della Società Storica Subalpina*. Pinerolo, Tipografia Chiantore-Mascarelli, 1900, 325 p.
- BEAL, George M. What makes a satisfied member? *News for Farmer Cooperatives*, september 1955.
- BELMAS, Claude. Notre Démocratie. *Communauté*, N. 3, avril 1955.
- BERGER, Ida. Quelques considérations sur la mise en route d'une enquête socio-professionnelle. *Recherches Sociologiques*, Paris, Centre d'Etudes Sociologiques, N. 1, mars 1955.
- BERGMANN, Denis R. et MOUTON, Claude. Les coopératives et leurs problèmes. *Esprit*, juin 1955, p. 936-951.
- BRITISH CO-OPERATIVE PARTY. *Co-operators in Politics*. Londres, Co-operative Party, 1950, 20 p.
- BROT, Marcel. La coopération de consommation en France. *Revue de la Coopération Internationale*, N. 7, juillet 1954.
- BROT, Marcel. Les coopératives et les mouvements de population. *Coopération*, juillet-août 1955.

- BROWN, Emory. The Self as Related to Formal Participation in Three Pennsylvania Rural Communities. *Rural Sociology*, 1953, 4, p. 313-320.
- CASALINI, Mario. La coopération agricole italienne. *Revue des Etudes coopératives*, N. 97, juillet-septembre 1954, p. 169-179.
- CASTAGNO, G. *Per il ritorno alla originaria forma cooperativa dell'Ente Morale Alleanza Cooperativa Torinese*. Torino, A.C.T., aprile 1954, 24 p. (ronéotypé).
- CERRETI, Giulio. *Problemi attuali della cooperazione*. Roma, Lega Nazionale delle Cooperative, Collezione di studi cooperativi, N. 3, 1948, 34 p.
- CERRETI, Giulio. *I problemi del movimento cooperativo italiano: suoi compiti e prospettive nel quadro di una politica di rinnovamento economico e sociale*. Rapport présenté au 24ème Congrès National de la Lega Nazionale delle Cooperative e Mutue. Roma, 9-12 juin 1955, compte rendu des débats, p. 89 et ss.
- CERVIN, Vladimir. The Ancient Swiss Cooperative Community. *American Sociological Review*, Vol. 18, 3, June 1953, p. 260-271.
- CHAMPAULT, Philippe. Esquisse sociale du paysan de Lombardie. *La Science Sociale*, 88ème fascicule. 26ème année, deuxième période. Paris, décembre 1911.
- COLE, G. D. H. La place du mouvement coopératif dans la société future. *Le Coopérateur Suisse*, N. 1, 1956.
- CO-OPERATIVE UNION. Le mouvement coopératif britannique et le problème de la co-gestion. Réponse au questionnaire d'enquête du CIRIEC. *Annales de l'Economie Collective*, sept-nov. 1955, p. 397-416.
- DESROCHE, Henri. *Nature et évolution des communautés de travail en France*. Paris, B.E.C.C., 1956, 44 p.
- DESROCHE, Henri. La démocratie coopérative en Angleterre. *Coopération*, avril 1956.
- DEUTSCH, Morton. Conditions Affecting Cooperation. *Research Reviews*, Washington, Office of Naval Research, march 1955, p. 17-21.
- DEUTSCHER BAUERNVERBAND. *Les organisations agricoles de la République Fédérale Allemande*. Bonn, Deutscher Bauernverband, 1952, 39 p.
- DOGLIO, Carlo. Cooperative di Molinella. *Comunità*, 10, 1951.
- DOGLIO, Carlo. Della Cooperazione alle Comunità (IV). *Comunità*, N. 36, janvier 1956.
- DUMAZEDIER, J. Les loisirs et l'éducation populaire. *Encyclopédie Française*, Chapitre sur la civilisation de la vie quotidienne, Tome XIV, 1955.
- DURTSCHI, Ernest. Les coopératives d'approvisionnement et de vente. *Annuaire Coopératif*. Bâle, U.S.C., 1947, p. 25-30.
- DURTSCHI, Ernest. L'agriculture suisse et le principe coopératif. *Annuaire Coopératif*, Bâle, 1953, U.S.C., p. 10-16.
- ENEVER, R. J. Complacent Statistics. *Co-operative Productive Review*, décembre 1955.
- FAUQUET, G. *Le problème de la concentration économique dans le mouvement coopératif*. Bâle, U.S.C., Bibliothèque coopérative populaire, brochure N. 11, 1930, 15 p.

- FEDERAZIONE PROVINCIALE COOPERATIVE E MUTUE. *Dal V al VI Congresso della cooperazione e mutualità*. Federazione Provinciale delle Cooperative e Mutue. Torino, 1955, 14 p.
- FLANAGAN, D. Faith is Needed. *Productive Co-operative Review*, février 1956.
- GUELFI, ISAAC. *Quelques problèmes de la théorie économique de la coopération, Six conférences à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes*. Paris, B.E.C.C., 1954, 64 p. (ronéotypé).
- GORST, Sheila. *The Structure of the French Co-operative Movement*. London, Horace Plunkett Foundation, 1955, Occasional Paper 10, 51 p. (ronéotypé).
- GRIBAUDI, D. Sul nome « Canavese ». *Rivista Geografica Italiana*, 1928, XXXV, 3-11, 61-67, 108-116.
- HERSCH, Liebmann. *De la démographie actuelle à la démographie potentielle. Extrait des Mélanges d'Etudes économiques et sociales offerts à M. W. Rappard*. Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, 1944, 129 p.
- HIRSCHFELD, A. La coopération agricole en France. *Annales de l'Economie Collective*, Nov-déc., 1954, p. 363-368.
- HIRSCHFELD, André. Les origines du droit français en matière de coopération agricole. *Revue des Etudes Coopératives*, N. 100, avril-juin 1955, p. 116-125.
- HOUGH, J. A. The Loyalty Myth. *Co-operative Productive Review*, novembre 1955.
- KEMPENERS, Henry. A propos de la population coopérative. *Le Coopérateur* (Bruxelles), février 1956.
- LAVERGNE, Bernard. La coopération de consommation depuis le Pacte d'Unité de 1912. *Revue des Etudes Coopératives*, 99, janvier-mars 1955, p. 6-20.
- Le società cooperative di Consumo*. Milano, Edoardo Sonzogno, Biblioteca del popolo, Propaganda d'istruzione, 1885, 64 p.
- MARSHALL, R. L. Education coopérative en Grande-Bretagne. *Le Coopérateur Suisse*, 40, 1er octobre 1955.
- MATHIEU, M. et CAROT, V. Agriculture et techniciens. *Economie et Humanisme*, mai-juin 1954.
- MEISTER, Albert. *Cultura popolare e funzione delle biblioteche rurali*. Ivrea, Centro di Sociologia della Cooperazione, 1955, 111 p.
- MEISTER, Albert. *Analyse sociologique et réorganisation industrielle*. Paris, B.E.C.C., document N. 4, 1955, 42 p. (ronéotypé).
- MEISTER, Albert. *Essai bibliographique de sociologie du voisinage et de l'habitat*. Ivrea, Centro di Sociologia della Cooperazione, 1955, 70 p.
- MEISTER, Albert. *Les Centres Communautaires du Canavese*. Ivrea, Centro di Sociologia della Cooperazione, 1956, 80 p.
- MEISTER, Albert. Gestion Collective et Formation. *Communauté*, 2, mars-avril 1956.
- MENDRAS, Henri. Le paysan et le technicien. *Esprit*, juin 1955.
- MERMOZ, Marcel. Les crises dans les Communautés. *Communauté*, N. 1, janvier 1956.

- MICHELINI, Argante. *Intervention au 24ème Congrès National de la Lega delle Cooperative e Mutue*. Rome, 9-12 juin 1955. Compte rendu des débats, p. 151 et ss.
- MORGAN, Arthur E. The preservation of small-scale Democracy. *Community Service News*, XII, 3-4, July-Dec. 1954.
- MORTARA, Alberto. L'esperienza comunitaria nel quadro dell'economia collettiva in Italia. *Comunità*, 33, ottobre 1955.
- MOVIMENTO COMUNITÀ. *Linee e mezzi d'azione. Proposizioni fondamentali (1949) e statuto*. Ivrea, 1953, 32 p.
- MOVIMENTO COMUNITÀ. *Dichiarazione politica. Tempi nuovi, metodi nuovi*. Milano, Ed. di Comunità, 1953, 56 p.
- MUSSOLINI, B. Discours prononcé par le Duce le 11 novembre 1928. *Agenda del Cooperatore*, 1930-VIII. Roma, Ente Nazionale della Cooperazione.
- NOTIZIE OLIVETTI. Per il rinnovamento rurale e urbano del Canavese è sorto l'I-RUR. *Notizie Olivetti*, 28, luglio 1955.
- OBERTO, A. *Rapport présenté au Congrès « Abolire la miseria »*. Rome, 29 mars 1954.
- OLIVETTI, Adriano. *Per una libera Comunità del Canavese*. Ivrea, Movimento Comunità, 1953, 23 p.
- OLIVETTI, Adriano. *L'ideale di una Comunità concreta*. Ivrea, Movimento Comunità, 1953, 31 p.
- OLIVETTI, Adriano. *Fini e fine della politica*. Ivrea, Movimento Comunità, 1953, 47 p.
- OLIVETTI, Adriano. *Il cammino della Comunità*. Ivrea, Movimento Comunità, 1955, 30 p.
- OSTERGAARD, Geoffrey. Co-operators' Apathy - A Danger to the Movement. *Manchester Guardian*, 18. 10. 1955.
- PHILLIPS, Morgan. *Préface à la brochure de Jack Bailey. The Co-operative Movement*. London, Labour Party Educational Series, N. 2, 1952, 31 p.
- Puissance et Démocratie. *Bulletin d'information et de documentation (Bruxelles)*, 8 octobre 1955.
- RICCIO, F. Un'importante modifica in tema di pagamenti del bestiame bovino vivo sul Mercato di Torino. *Nuovo Ercolani*, 1930, N. 21.
- RICCIO, F. Della Assicurazione del bestiame. *Nuovo Ercolani*, N. 1, 1936.
- RONCO, A. Cooperazione contadina. *Sentinella del Canavese*, N. 35, 10. 9. 1954.
- ROSSI, Francesco C. Prospettive storiografiche in Italia. Omaggio a Gaetano Salvemini. *Itinerari*, Nos 22-23-24, décembre 1956.
- ROSSI, Mario. La distribuzione della proprietà fondiaria privata. Comunicazione presentata alla XVI riunione scientifica della Società Italiana di Economia, Demografia e Statistica. Perugia, 1956. A paraître in *Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica*.
- SAYRE, Wallace S. The General Manager Idea for Large Cities. *Public Administration Review*, Vol. XIV, 4, 1954, p. 253-258.

- SCHMIDT, FRANZ. Aus dem Leben ländlicher Genossenschaften. *Rote Revue*, 21, 1942, Heft 7, p. 242-247.
- SENTINELLA DEL CANAVESE. Prezzi, salari e cooperativa. *Sentinella del Canavese*, 43, 11 novembre 1955.
- SENTINELLA DEL CANAVESE. Una Cooperativa di produzione dei pollicoltori canavesani. *Sentinella del Canavese*, 23. 12. 1955.
- SERWY, Willy. *Le mouvement coopératif socialiste belge*. Bruxelles, Comité National d'Education Coopérative, 1955, 20 p.
- SOCIAL OWNERSHIP. *A Policy Statement*. Manchester, Co-operative Union Ltd, 23 p. (s. d.).
- SOLLBERGER, W. Les coopératives de production de lait, soutien de notre économie laitière. *Annuaire coopératif*, Bâle, U.S.C., 1948, p. 32-38.
- SOULE, Louis. Une conception assez nouvelle de la coopération agricole. *Le Coopérateur Suisse*, 39, 23 juillet 1955
- SPINELLI, O. Le rétablissement de la coopération italienne. *Revue de la Coopération Internationale*, février 1948, p. 31-33.
- SPINELLI, O. *Rapport introductif à l'Assemblée des délégués des sociétés de secours mutuels au 24ème Congrès de la Lega*. Rome, 9 à 12 juin 1955, compte rendu des débats, p. 264 et ss.
- TOBLER, Ernst. Die Schweizerischen Milchproduzentengenossenschaften, *Agrarpolitische Revue*, Nos 8-9, avril-mai 1953, p. 337 à 352.
- UNION COOPERATIVE. *L'Union coopérative de Liège*. Liège, Imprimerie de l'Union coopérative, 1955, 20 pages.
- UNION SUISSE DES COOPERATIVES. *Le règne du consommateur*. Bâle, U.S.C., Bibliothèque coopérative populaire, 1935, Brochure N. 1, 2ème éd., 38 p.
- VOLKER, Karl et LACROIX, Jean. Où sont les coopérateurs? *Coopération*, décembre 1955.
- WEISSER, G. *Terminologie de l'économie collective. Rapport présenté au deuxième Congrès International de l'Economie Collective*, Liège, 1955 (ronéotypé).
- WENCER, H. Les coopératives d'élevage du bétail. *Annuaire coopératif*. Bâle, U.S.C., 1949, p. 27-30.
- WOOD, Norman. *Food Policy - From Farmer to People*. London, The Fabian Society, Fabian Research Series, 175, 1955, 29 p.
- ZORZI, Renzo. L'Alleanza Cooperativa Torinese. *Comunità*, 5, 1949.

C. Périodiques consultés.¹

- ANNUAIRE COOPÉRATIF SUISSE. Union Suisse des Coopératives de Consommation (*années 1946 à 1956*).
- AOSTA. Rivista del Consiglio Provinciale dell'Economia e dell'Amministrazione Provinciale (*années consultées: 1929 à 1934*).
- BULLETIN DE LIAISON. Union des Ententes et Communautés Rurales, Paris (*années consultées: 1954 à 1956*).
- BULLETIN D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION. Hebdomadaire de la Société Générale Coopérative, Bruxelles (*années consultées: 1954 à 1956*).
- CENTRO SOCIALE. Periodico mensile a cura del Centro Educazione Professionale Assistenti Sociali, Roma (*années consultées: 1954 à 1956*).
- COMMUNAUTÉ. Organe bi-mestriel des Communautés de Travail (*années consultées: 1953 à 1956*).
- COMMUNAUTÉ ET VIE COOPÉRATIVE. Cahiers d'histoire et de sociologie de la coopération. Entente Communautaire et Bureau d'Etudes Coopératives et Communautaires, Paris (*années consultées: 1954 à 1956*).
- COMMUNITY DEVELOPMENT BULLETIN. Quarterly bulletin, University of London, Community Development Clearing House (*années consultées: 1955-1956*).
- COMMUNITY SERVICE NEWS. Published quarterly by Community Service, Inc., Yellow Springs, Ohio (*années consultées: 1954 à 1956*).
- COMUNITÀ. Rivista mensile del Movimento Comunità (*années 1949 à 1956*).
- COMUNITÀ DI FABBRICA. Quindicinale delle Comunità di Fabbrica del Canavese (*années 1955 et 1956*).
- COOPERATION. Revue mensuelle des coopératives de consommation, Paris (*années 1950 à 1956*).
- COOPERATION. Hebdomadaire de l'Union Suisse des Coopératives de Consommation (*années 1954 à 1956*).
- COOPERATION AGRICOLE. Revue mensuelle du Centre National de la Coopération Agricole, Paris (*années 1955 et 1956*).
- CO-OPERATORS' YEAR BOOK. Co-operative Productive Federation Ltd, Leicester (*années 1950 à 1956*).
- COOPERATIVE LIVING. Bulletin of the Group Farming Research Institute, Poughkeepsie, N.Y. (*années 1950 à 1956*).
- CO-OPERATIVE PRODUCTIVE REVIEW. Co-operative Productive Federation Ltd, Leicester (*années 1954 à 1956*).
- COOPERAZIONE. Settimanale dell'Unione Svizzera delle cooperative di consumo (*années 1954 à 1956*).

¹ Seuls les périodiques spécialisés dans les sujets traités par ce travail ou représentant un mouvement coopératif ou communautaire sont énumérés dans cette bibliographie.

- CO-OP REPORT. The Co-operative League of the U.S.A. (*années 1954 à 1956*).
- DIARIO DELLE COMUNITÀ. Organo di collegamento dei Comunitari italiani (*année 1956*).
- FICHES RURALES. Revue mensuelle du Mouvement Familial Rural, Paris (*année 1956*).
- FOYER RURAL. Hebdomadaire du Mouvement Familial Rural, Paris (*année 1956*).
- IL NOTIZIARIO AMMINISTRATIVO della Lega dei Comuni del Canavese (*année consultée: 1955*).
- INFORMATIONS COOPÉRATIVES. Bureau International du Travail. Genève (*années 1953 à 1955*).
- LA COOPÉRATION DE PRODUCTION. Organe de la Confédération Générale des Sociétés Coopératives Ouvrières de Production, Paris (*années 1954 à 1956*).
- L'ALLEANZA COOPERATIVA. Notiziario ai Soci dell'Alleanza Cooperativa Torinese (*années 1954 et 1955*).
- LA COOPERAZIONE ITALIANA. Organo della Lega Nazionale delle Cooperative e Mutue (*années 1955 et 1956*).
- LA CULTURA POPOLARE. Rivista bimestrale dell'unione italiana della cultura popolare (*années 1955 et 1956*).
- LA SENTINELLA DEL CANAVESE. (*années 1893 à 1926 et 1945 à 1956*).
- LE COOPÉRATEUR. Journal mensuel de la Société Générale Coopérative, Bruxelles (*années 1955 et 1956*).
- LE COOPÉRATEUR DE FRANCE. Journal bi-mensuel de la Confédération Générale des Coopératives de Consommation, Paris (*années 1955 et 1956*).
- LE COOPÉRATEUR SUISSE. Organe officiel de l'Union Suisse des Coopératives de Consommation (*années 1954 à 1956*).
- LEX. Legislazione Italiana. Raccolta cronologica. Torino, Unione Tipografica-Editrice Torinese (*années consultées: 1916 à 1955*).
- L'INFORMATORE SOCIALE DELLA VALDERA. Periodico dei comunitari della Valdera (*années 1955 et 1956*).
- L'ITALIA COOPERATIVA. Organo della Confederazione Cooperativa Italiana (*années 1955 et 1956*).
- MOVIMENTO COOPERATIVO. Rivista di politica e cultura cooperative. A cura della Lega Nazionale delle Cooperative e Mutue (*années 1955 et 1956*).
- NEWS FOR FARMER COOPERATIVES, published monthly by Farmer Co-operative Service, U. S. Department of Agriculture, Washington, D. C. (*années 1954 à 1956*).
- NOTIZIE OLIVETTI. Bollettino interno riservato al personale (*années 1953 à 1956*).
- NOUVELLES DU B. I. T. (*années 1954 à 1956*).
- OCCASIONAL PAPERS. Horace Plunkett Foundation (*années 1953 à 1956*).
- PAS A PAS. Revue mensuelle de la Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture, Paris (*années 1953 à 1956*).

PEUPLE ET CULTURE. Bulletin mensuel des adhérents à Peuple et Culture (*années consultées: 1955 et 1956*).

REVUE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE. Revue mensuelle de l'Alliance Coopérative Internationale (*années consultées: 1953 à 1956*).

REVUE DES ETUDES COOPÉRATIVES. (*années consultées: 1954 à 1956*).

RURAL SOCIOLOGY. Official Journal of the Rural Sociological Society. University of Lexington, Kentucky, U.S.A. (*années consultées: 1955 et 1956*).

SERVICE COOPERATIF DE PRESSE. Alliance Coopérative Internationale (*années consultées: 1955 et 1956*).

THE CO-OPERATIVE EDUCATION BULLETIN. Education Department of the Co-operative Union Limited, Stanford Hall, Loughborough, Leicester (*années 1955 et 1956*).

VAINCRE ENSEMBLE. Organe de la Fédération des Jeunesses Coopératistes Suisses. (*années consultées: 1955 et 1956*).

YEAR BOOK OF AGRICULTURAL CO-OPERATION. Edited by the Horace Plunkett Foundation, London (*années consultées: 1954 à 1956*).

D. Documents, Statuts.

ALLEANZA COOPERATIVA TORINESE - ENTE MORALE. Regio Decreto Legge Costitutivo e Statuto Sociale. Torino, Officine Grafiche Loggia, 1933.

ASILO INFANTILE « CAV. PIETRO PRESBITERO » BAIO DORA, comune di Borgofranco. Eretto in Ente Morale. Ivrea, Scuola Tipografica Artigianelli, 1935-XIII.

ASILO INFANTILE DI CANDIA CANAVESE. Statuto Organico. Asilo fondato nel 1882. Caluso, Tipografia G. Locatto, 1927.

ATTI DEL CONGRESSO FRA LE SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO ITALIANE. Bologna 28, 29, 30 e 31 ottobre 1877. Bologna, 1878, 274 p.

BRUZZONE, Dario. *Indagini sulla città di Ivrea - Sec. XVI-XIX*. Ivrea, Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese, 1953, 127 p. (dactylographié).

CIRCOLO COOPERATIVO IN PIVERONE. Statuto. Fondato nel 1910. Ivrea, Tipografia Giglio Tos, 1932.

CIRCOLI RICREATIVI ASSISTENZA LAVORATORI. Statut type.

CONSORZIO COOPERATIVO CERONESE. Statuto della Società.

GRUPPO TECNICO PER IL COORDINAMENTO URBANISTICO DEL CANAVESE. Monographies de la structure sociale et de l'état des constructions de chaque commune (dactylographiées).

LEGA NAZIONALE DELLE COOPERATIVE E MUTUE. 24° Congresso Nazionale. Compte rendu des débats. Roma 9-12 giugno 1955. Roma, Editrice Coop, 1955, 299 p.

MUTUA ASSISTENZA PREVENZIONE INCENDI DI CANDIA CANAVESE. Costituzione e scopo della Mutua, 1948.

MUTUA BESTIAME DI COLLERETTO PARELLA E PARELLA. Ivrea, Scuola Tipografica Artigianelli, 1926.

- OLIVETTI, STABILIMENTI DI IVREA. Servizi e Assistenza Sociale di Fabbrica. Statistiche (aggiornate al 31 dicembre 1956). 12 p.
- PATTO SOCIALE E STATUTO DELLA SOCIETÀ DI FORMAGGERIA DI BORCOFRANCO D'IVREA. 1902.
- REGOLAMENTO ORGANICO PER L'ASILO INFANTILE LUCCA DI PIVERONE. Torino, Tipografia G. Favale e comp., 1865.
- REGOLAMENTO DEL CIRCOLO MUTUO EDUCATIVO DI STRAMBINELLO. Fondato nel 1906. Ivrea, Tipografia Bo, 1912.
- REGOLAMENTO-STATUTO DELLA SOCIETÀ OPERAIA DI MUTUO SOCCORSO ED ISTRUZIONE E MACAZZINO DI PREVIDENZA NEL COMUNE DI BUROLO. Ivrea, Scuola Tipografica Artigianelli, 1933.
- REGOLAMENTO-STATUTO PER LA SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO E MACAZZINO DI PREVIDENZA DEGLI OPERAI DI CHIAVERANO. Fondata nel 1877. Ivrea, Tipografia Tomatis, 1898; deuxième édition: Ivrea, Tipografia Garda, 1911.
- RESOCONTO DEL CONGRESSO DELLA PREVIDENZA FRA LE SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO D'ITALIA. Milano, 29-30 giugno 1900. Como, Tip. Coop. Comense, 1900, 254 p.
- RESOCONTO DEL TERZO CONGRESSO DELLA PREVIDENZA FRA LE SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO D'ITALIA. Firenze, 26-27 giugno 1904. Milano, Federazione Italiana delle Società di Mutuo Soccorso, 1904, 95 p.
- RESOCONTO DEL QUARTO CONGRESSO NAZIONALE DELLA PREVIDENZA FRA LE SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO D'ITALIA. Milano, 29-30 giugno 1906. Milano, Federazione Italiana delle Società di Mutuo Soccorso, 1906, 120 p.
- RESOCONTO DEL QUINTO CONGRESSO NAZIONALE DELLA PREVIDENZA FRA LE SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO D'ITALIA. Macerata, 29-30 agosto 1909. Milano, Federazione Italiana delle Società di Mutuo Soccorso, 1910, 148 p.
- RESOCONTO DEL SESTO CONGRESSO NAZIONALE DELLA PREVIDENZA FRA LE SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO D'ITALIA. Roma, 20-22 settembre 1912. Milano, Federazione Italiana delle Società di Mutuo Soccorso, 1913, 264 p.
- RESOCONTO DEL DODICESIMO CONGRESSO DEI COOPERATORI ITALIANI. Reggio Emilia, 19-20 ottobre 1901. Como, Tip. Coop. Comense, 1902, 102 p.
- RESOCONTO DEL TREDICESIMO CONGRESSO DEI COOPERATORI ITALIANI. Genova, 18-19 ottobre 1903. Milano, Lega Nazionale delle Cooperative Italiane, 1904, 144 p.
- RESOCONTO DEL XV CONGRESSO NAZIONALE DEI COOPERATORI. Reggio Emilia, 28-30 maggio 1908. Milano, Lega Nazionale delle Cooperative Italiane, 1908, 142 p.
- RESOCONTO DEL CONGRESSO ITALIANO DELLE COOPERATIVE DI CONSUMO. Milano, 6-7 novembre 1910. Milano, Lega Nazionale delle Cooperative Italiane, 1911, 128 p.
- RESOCONTO DEL XVII CONGRESSO GENERALE DELLE COOPERATIVE ITALIANE. Roma, 2-3-4 luglio 1911. Milano, Lega Nazionale delle Cooperative Italiane, 1911, 207 p.
- SCHEMA DI STATUTO ORGANICO DELL'ASILO INFANTILE QUILICO DI PAVONE CANAVESE. Fondato nel 1887.
- SOCIETÀ MUTUA ASSICURAZIONE CONTRO GLI INCENDI CON SEDE IN CHIAVERANO CAPOLUOGO. Fondata nell'anno 1877. Pont-St-Martin, Tipografia Giglio Tos, 1907.

- SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO CONTRO I DANNI DEGLI INCENDI « LA SAMONESE ». Ivrea, Tipografia Giglio Tos, s. d.
- SOCIETÀ DI MUTUA ASSICURAZIONE CONTRO GLI INCENDI STABILITA IN SCARMAGNO CON ATTO PUBBLICO. 29 maggio 1892. Polizza di assicurazione e statuto.
- STATUTO PER L'ASILO INFANTILE COL NOME DI ROLLA MAURIZIO E BIAVA ORSOLA CONIUGI IN BANCHETTE. Ivrea, tipografia Garda, 1915.
- STATUTO ORGANICO DELLA OPERA PIA-ROSSA E CASALE IN CASCINETTE FRAZIONE DI CHIAVERANO. Approvato con Regio Decreto addì 7 febbraio 1886. Ivrea, Tipografia Tomatis, 1886.
- STATUTO PER L'ASILO INFANTILE DEL CAPOLUOGO, CAV. G. B. TONINO. Chiaverano. Fondato nel 1884. Statuto del 24 marzo 1941, anno XIX.
- STATUTO ORGANICO DELL'ASILO INFANTILE « JORIO ». Comune di Lessolo. Fondato nel 1887. Statuto del 30 settembre 1948.
- STATUTO ORGANICO DELL'ASILO INFANTILE DI MONTALTO DORA. 3 novembre 1901.
- STATUTO PER L'ASILO INFANTILE DI PEROSA CANAVESE. Ivrea, Scuola Tipografica Artigianelli, 1933-XI.
- STATUTO ORGANICO DELL'ASILO INFANTILE DEL COMUNE DI STRAMBINO. Fondato nel 1858. Ivrea, Tipografia Garda, 1918.
- STATUTO ORGANICO DELLO SPEDALE DEGLI INFERMI DI STRAMBINO. Fondato nel 1868.
- STATUTO DEL CIRCOLO UMBERTO I IN ALBIANO D'IVREA. Ivrea, Tipografia Tomatis, 1900.
- STATUTO DELLA SOCIETÀ COOPERATIVA E CIRCOLO RICREATIVO ALBIANESE IN ALBIANO D'IVREA. Point-St-Martin, Tipografia Giglio Tos, 1903.
- STATUTO DELLA ASSOCIAZIONE DI MUTUO SOCCORSO E DEL MACAZZINO DI PREVIDENZA DEGLI ARTISTI-OPERAI DI ALICE SUPERIORE. Fondata nel 1889. Ivrea, Tipografia Viassone, 1921.
- STATUTO DELLA SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO DEGLI OPERAI DI CAREMA. Pont-St-Martin, Tipografia Giglio Tos, 1906.
- STATUTO DELLA SOCIETÀ OPERAIA COOPERATIVA DI CONSUMO DI DRUSACCO. Fondata nel 1889. Deuxième édition: Ivrea, Scuola Tipografica Artigianelli, 1938.
- STATUTO DELLA SOCIETÀ FRA GLI AGRICOLTORI ED OPERAI CON MACAZZINO DI PREVIDENZA DI LORANZÈ. Fondata nel 1888.
- STATUTO DELLA SOCIETÀ ANONIMA COOPERATIVA DI CONSUMO DI PARELLA CANAVESE. Ivrea, Tipografia Mazzone, 1921; deuxième édition: Ivrea, Scuola Tipografica Artigianelli, 1935.
- STATUTO ORGANICO DELLA SOCIETÀ COOPERATIVA DI CONSUMO DI PEROSA CANAVESE. Ivrea, Scuola Tipografica Artigianelli, 1933.
- STATUTO DELLA S. A. COOPERATIVA DI CONSUMO PIVERONESE. Ivrea, Tipografia Giannotti, 1937; deuxième édition, même imprimeur, 1949.
- STATUTO ORGANICO DELLA ASSOCIAZIONE DI MUTUO SOCCORSO E MACAZZINO DI PREVIDENZA DEGLI AGRICOLTORI ED OPERAI DI SCARMAGNO. Fondata nel 1904. Biella, Tipografia Unione Biellese, 1925.

- STATUTO ORGANICO DELLA SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO E MAGAZZINO DI PREVIDENZA
CON SEDE IN TRAVERSELLA. Fondata nel 1888. Ivrea, Tipografia Mazzone, 1912.
- STATUTO DELLA SOCIETÀ COOPERATIVA DI MUTUO SOCCORSO DI VISTRORIO. Cuorgnè,
Tipografia Vassallo, 1915.
- STATUTO DELL'UNIONE SPORTIVA DI PIVERONE. 1953.
- TESTO UNICO DEL REGOLAMENTO DEL SERVIZIO DELLE POMPE INCENDIO, COMUNE DI
STRAMBINO. Ivrea, Tipografia Garda, 1911.
- UFFICIO URBANISTICO DEL CANAVESE. Indagine per il piano intercomunale di Ivrea.
Ivrea, 1955, 16 p. (dactylographié).
- UFFICIO URBANISTICO DEL CANAVESE. Inchiesta sulla disoccupazione. Ivrea, Ufficio
Urbanistico del Canavese, 1955 (dactylographié).
- Verbale di Assemblea Generale Straordinaria della « SOCIETÀ DI MUTUO SOCCORSO
FRA AGRICOLTORI ED OPERAI DI LORANZÈ ». Approvazione del nuovo testo dello Sta-
tuto Sociale, 1949.

INDEX

DES NOMS DE PERSONNES ET DE GROUPES

- ALATRI, Paolo: 126.
 ALLASON, Barbara: 129.
Alleanza Cooperativa Torinese: 81, 91, 92, 93, 97, 100, 103, 136, 138, 181, 212, 213.
Alliance Coopérative Internationale: 8, 26, 204, 205, 225.
Allmendgenossenschaften: 144, 145.
 ALUFFI, Giuseppe: 44.
 AMENDOLA, Giovanni: 134.
 ANTONI, Antoine: 219.
 ARDUINO: 32.
 ARMANDINI, G. I.: 35.
Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani: 172.
Associazione degli Agricoltori del Canavese: 123, 154, 212.
Associazioni ex-Combattenti: 155, 211.
 AZARIO: 31.
Azienda Autonoma per il Turismo di Ivrea: 55.
- BAILEY, Jack: 8.
 BAKOUNINE, Michel: 73.
Balilla: 130, 131, 135.
 BANKS, J. A.: 7.
 BAVESI, Alberto: 91, 137, 212.
 BATTAGLIA, Roberto: 136.
 BATTISTELLA, Renzo: 172.
 BAUDI DI VESME, Benedetto: 32.
 BEAL, George, M.: 251.
 BELMAS, Claude: 9.
 BERGER, Ida: 22.
 BERGMANN, Denis R.: 247.
 BERTOLOTTI, A.: 33, 57.
- BEVERIDGE, Lord William H.: 10.
 BIANCHI, Nicomede: 34.
 BONACOSSA, Alessandro: 46.
 BORATTO, Sac. Enrico: 57.
 BORCHI, Lamberto: 54.
 BOSON, M.: 44.
 BRAMBILLA, Francesco: 17, 36, 269.
 BROCHEREL, Jules: 58.
 BROT, Marcel: 9, 106.
 BROWN, Emory J.: 239.
 BROWN, Henry W.: 91.
 BRUHAT, Jean: 85.
 BRUZZONE, Dario: 33, 35, 120.
Bureau International du Travail: 150, 178, 212.
- CARANDINI, Francesco: 34, 47.
Carbonari: 67.
 CAROCCI, Giampiero: 128, 134.
 CAROT, V.: 217.
 CASALINI, Mario: 110, 145, 154.
 CASALIS, Goffredo: 46.
Cassa Nazionale di Previdenza: 74, 85, 110.
Casse di Risparmio: 55, 179.
 CASTAGNO, Gino: 81, 91, 92, 94, 103, 119, 138, 181, 212, 213, 260.
Castors: 239.
 CAVOUR: 123.
 CERRETI, Giulio: 212, 242, 249.
 CERVIN, Vladimir: 239.
 CEVA, Bianca: 129.
 CHARLEMAGNE: 32.
Ciriec: 8, 18.
 CLERICO, C. G.: 33.

- COLE, G. D. H.: 7.
Comices agricoles: 123.
Communautés de Travail: 8, 25, 27, 58, 90, 95, 102, 213, 230, 231, 233, 247, 256, 258, 259, 260, 264.
Confederazione Cooperativa Italiana: 26.
Confederazione Generale del Lavoro: 92, 127.
Confederazione Generale dell'Industria Italiana: 40.
Confederazione Operaia: 91.
Confraria di Santo Spirito: 61.
Consozi Agrari: 124, 151, 153, 154, 160, 212, 240.
Cooperativa Ferroviaria: 91.
Co-operative Party: 26.
Co-operative Union: 7, 25.
Co-operative Youth Movement: 101.
 CUVILLIER, A.: 258.

 D'AZEGLIO, Massimo: 35, 118.
Democrazia Cristiana: 26, 58, 123.
 DESROCHE, Henri: 7, 9, 95, 197, 213, 220, 222, 260, 261.
Deutscher Bauernverband: 176.
 DEUTSCH, Morton: 256.
 DOGLIO, Carlo: 106, 122.
Dopolavoro: 18, 23, 25, 100, 107, 113, 114, 115, 117, 130, 131, 132, 135, 170, 172, 175, 187, 197, 200, 202.
 DORSO, Guido: 126.
 DUMAZEDIER, J.: 27.
 DÜRTSCHI, Ernest: 123, 142.

 ENEVER, R. J.: 9.
Ente Comunale Assistenza: 61, 244.
Ente Nazionale Assistenza Lavoratori: 170, 171, 173.
Ente Nazionale Fascista della Cooperazione: 136.
Ente Nazionale per il Turismo: 178.

 FALETTI-VILLAFALLETTO, Gius. Cre Pola: 57.
Fasci siciliani: 122, 127.
Fascismo: 18, 23, 26, 28, 29, 36, 37, 61, 64, 66, 70, 74, 75, 83, 84, 92, 97-102, 107, 111, 113-116, 126-138, 156, 159, 163, 166, 168, 170, 175, 177, 183-185, 187, 188, 193, 194, 198-200, 202-205, 210, 211, 222, 224, 242.
 FAUQUET, Dr. G.: 10, 18, 27, 150, 244, 253.
 FAY, C. R.: 142, 143, 145, 147, 148, 155, 159.
 FEDELI, Ugo: 74, 211.

Fédération des Jeunesses Coopératistes Suisses: 101.
Federazione dei Fasci di Combattimento di Aosta: 130.
Federazione delle Società Cooperative Italiane: 92.
Federazione delle Società di Mutuo Soccorso e delle Casse e Istituti di Previdenza: 84.
Federazione Italiana delle Mutue: 92, 123.
Federazione Provinciale delle Cooperative e Mutue: 149, 154, 212.
Federazione Regionale Piemontese delle Leghe, Mutue e Cooperative: 92.
 FIAT, Usines: 46.
 FILIPPI, Erminio: 215.
 FLANAGAN, D.: 220.
 FOSSATI, Antonio: 68.
 FRANÇOIS I.: 33.
 FROLA, Giuseppe: 33.

 GARIBALDI, G.: 120.
 GAUMONT, Jean: 90, 123, 197, 199, 222, 261.
 GEICER, Hans: 145, 160, 161.
 GIBELINS: 33.
 GIDE, Charles: 101, 199.
 GIOLITTI, Giovanni: 126.
 GORST, Sheila: 165.
 GRIBAUDI, D.: 32.
Gruppo Tecnico per il Coordinamento Urbanistico del Canavese: 17, 37, 45, 54, 56, 269.
 GUELFAT, Isaac: 10.
 GUERIN, Daniel: 133, 138, 166.
 GURVITCH, Georges: 23, 28, 29, 233.

 HALBWACHS, Maurice: 29.
 HECKMAN, John H.: 154.
 HENRI VII: 33.
 HERSCH, L.: 207.
 HESS, O.: 144, 145.
 HIRSCHFELD, André: 26, 145, 147, 148, 160.
 HOLYOAKE, Georges J.: 91.
 HOUGH, J. A.: 7.

 INFELD, Henrik, F.: 256.
Innte Municipale de la ville d'Aoste: 58.
Internationale: 72, 73.
Istituto Centrale di Statistica: 40, 104, 232.
Istituto Nazionale di Credito Cooperativo: 212.

*Istituto per il Rinnovamento Urbano e
Rurale del Canavese*: 160, 179, 216-
220, 229, 233, 254, 258, 271.

KEMPENERS, Henry: 253.

KOESTLER, A.: 10.

KROPOTKINE: 214.

KÜNG, H.: 26.

LACROIX, Jean: 7.

LASSERRE, Georges: 9.

LASSERRE, Henri: 27.

LATTUADA: 118.

LAURENT: 84.

LAVERGNE, Bernard: 178, 259.

Lega Canavesana: 33.

Lega dei Coltivatori Diretti: 123, 154,
212.

Lega dei Comuni del Canavese: 231, 233.

Lega Industriale di Torino: 122.

Lega Nazionale delle Cooperative: 92,
123, 125.

*Lega Nazionale delle Cooperative e Mu-
tue*: 23, 26, 74, 84, 103, 176, 242, 249.

*Lega Nazionale delle Cooperative, Fede-
razione di Bologna*: 113.

LONGANESI, Leo: 128.

LOTHAIRE: 32.

LUSSU, Emilio: 129.

LYNTON, R. P.: 243.

MAITRON, Jean: 250.

*Manchester and Salford Council of So-
cial Service*: 232.

MARCO, Carlo: 32, 57.

MARSHALL, R. L.: 253.

MARTUSCELLI, Enrico: 62, 71, 75, 82, 84,
85, 91, 101, 102.

MATHIEU, M.: 217.

MATEOTTI, Giacomo: 128.

MAZZINI, G.: 67, 73, 118.

MENDRAS, Henri: 217.

MERMOZ, Marcel: 9.

MERTON, Robert K.: 20.

MICHELINI, Argante: 176.

Milieux Libres: 250.

*Ministère du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Téléphones*: 250.

Ministero dell'Agricoltura: 161.

Ministry of Education: 233.

MINUTI, Luigi: 118.

MONTFERRAT, Maison de: 33, 55.

MORGAN, Arthur E.: 248.

MORTARA, Alberto: 218.

MOUNIER, E.: 58.

MOUTON, Claude: 247.

Movimento Comunità: 11, 18, 19, 22, 28,
38, 45, 58, 114, 138, 179, 185, 188, 206,
213-220, 225, 228, 229-233, 239, 252.

Movimento Sociale Italiano: 58.

MUSSOLINI, B.: 127, 128, 132, 134, 135,
136, 137.

Mutue Coltivatori Diretti: 85, 89, 244.

NAPOLEON I: 34.

NICEFORO: 267.

NICHOLSON, Marjorie: 220.

NIGRA, Costantino: 188.

NITTI, Francesco: 126.

OBERTO, A.: 38.

O'BRIEN, C.: 142, 151, 155, 176.

Old Fellow: 72.

OLIVETTI, Adriano: 214, 215, 231, 232.

OLIVETTI, Usines: 47, 49, 218.

ORSI, Delfino: 188.

OSTERGAARD, G. N.: 7.

Partito Comunista Italiano: 58, 125.

Partito Liberale Italiano: 58.

Partito Nazionale Monarchico: 58.

Partito Social-Democratico Italiano: 58.

Partito Socialista Italiano: 58.

PHILLIPS, Morgan: 8.

PIAGET, Jean: 246, 256.

Pia Unione dei Lavoratori Cappellai: 72.

Pia Unione Tipografica: 72.

PINCHIA, Emilio: 123.

PORCARI, R.: 97.

POULAT, E.: 197, 222, 261.

PROKOPOVICZ, Serge N.: 262.

PROUDHON: 72.

RABBENO, Ugo: 146.

RENACCO, Nello: 37.

Reuida: 62, 63.

REVEL, Cesare: 71, 72, 75, 76, 78, 79, 80,
82, 102, 106, 119.

RICCIO, F.: 160, 164.

RIGOLA, Rinaldo: 74, 79, 81, 122.

RIGUZZI, B.: 97.

Rochedale: 8, 91, 94, 150.

RONCO, A.: 44.

ROSI, Mario: 44.

ROSELLI, Nello: 73.

ROSSI, A.: 127.

ROSSI, Ernesto: 129, 138.

SALVEMINI, Gaetano: 135.

SAVOIE, Maison de: 33, 34, 35, 46, 236.

- SAYRE, Wallace A.: 248.
 SCHMIDT, Franz: 143, 145.
 SCHMIDT, R.: 44.
 SCOTT, Jerome F.: 243.
 SERWY, Willy: 107.
 SHEA, Peter: 26.
 SIMEY, T. S.: 257.
 SMITH-GORDON, L.: 142, 151, 155, 176.
Società Canavesana dei Veterani e Reduci
Società Canavese dei Veterani e Reduci
dulle Patrie Battaglie: 211.
Società fra Cocchieri e Palafreni: 72.
Società Generale degli Operai di Torino:
 73, 81, 91, 94, 211.
Société des Nations: 134.
 SOLLBERGER, W.: 142.
 SOULE, Louis: 213.
Soviets: 262.
 SPINELLI, Oscar: 74, 79, 84, 137, 166, 212.
Schweizerisches Gegenseitige Versicherungs-
anstalt für Pferde und Hornvieh:
 160.
 STURZIO, Don: 126.

 TALAMO, Magda: 56.
 TAMARO, Attilio: 126.
 TEALDY, Lorenzo: 132.
 TEILHARD DE CHARDIN, P.: 11, 12.

 TOBLER, E.: 144.
 TOSCHI, Umberto: 17, 31, 36, 49, 267.
 TREMELLONI, Roberto: 85.
Tuchinaggio: 33.

Ufficio Urbanistico del Canavese: 38, 40,
 43, 50.
 UMBERTO I: 118.
Union Coopérative de Liège: 107.
Union Coopérative de Lorraine: 7.
Union Suisse des Coopératives de Con-
sommation: 26, 220.

 VALIANI, Leo: 126.
 VALKO, Lazlo: 215.
Vatican: 120.
 VAUSSARD, Maurice: 126, 127.
 VESELINOVIC, Aleksander: 250.
 VICTOR AMÉDÉE II: 61.
 VOLKER, Karl: 7.

 WATKINS, W. P.: 9.
 WEISSER, G.: 18, 177.
 WENGER, H.: 217.
 WHEELER, Anna E.: 154.
 WOOD, Norman: 146.

 ZORZI, Renzo: 91.

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	7
---------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE CONDITIONS DE L'ENQUETE

II. LA METHODE D'ENQUETE	17
III. CARACTERISTIQUES SOCIOLOGIQUES DES GROUPEMENTS ETUDIES	23
IV. LE MILIEU ETUDIE	31
Caractéristiques géographiques et historiques	31
Le mouvement de population	37
L'agriculture	40
L'artisanat, le commerce et l'industrie	45
La structure sociale	48
Les maisons et leur confort	52
Les écoles	53
Les communications	54
Les services sanitaires	55
Les institutions de crédit	55
Les fêtes et les loisirs	55
Les traditions particulières à certains villages	57
Les partis politiques	58

DEUXIÈME PARTIE

MONOGRAPHIES DES GROUPEMENTS

V. LES TRADITIONS ASSOCIATIONNISTES	61
VI. LES SOCIÉTÉS OUVRIÈRES	67
La naissance des sociétés ouvrières	67
Les sociétés de secours mutuels	71
Les sociétés de secours mutuels en Italie	72
Les mutuelles dans la zone d'Ivrée	74
Les coopératives de consommation	91
Les cercles ouvriers	107
Les sociétés ouvrières et les luttes politiques et religieuses	117
La répression fasciste	126
Le rayonnement des sociétés ouvrières	139
VII. LES AUTRES GROUPES A BASE ECONOMIQUE	141
Les fruitières et les laiteries coopératives	141
Les coopératives d'approvisionnements agricoles	150
Les sociétés d'utilisation en commun de machines agricoles	154
Les mutuelles du bétail	160
Les mutuelles contre l'incendie	165
Les cercles de récréation et d'assistance aux travailleurs (CRAL)	170
Les sociétés de distribution d'électricité et d'eau	176
Les sociétés de développement	178
Autres types de coopératives	179
VIII. LES GROUPES DE LOISIRS	181
Les fanfares	181
Les sociétés sportives	186
Les groupes de théâtre	188
Les orchestres	192
Les chorales	193
Les sociétés du Carnaval	194

TROISIÈME PARTIE

ESSAIS DE SYNTHÈSE

IX. EVOLUTION ET SITUATION ACTUELLE DES GROUPES A BASE ECONOMIQUE	197
Natalité et mortalité	197
Les causes de disparition	199
Le passage à la gestion privée	202

Pénétration et rayonnement coopératifs	204
La vitalité coopérative	206
Bilan des sociétés à base économique en activité en 1955	209
L'expérience de Comunità	213

X. EVOLUTION ET SITUATION ACTUELLE DES GROUPES DE LOISIRS 221

Natalité et mortalité	221
Les causes de disparition	223
Pénétration et rayonnement des groupes de loisirs	224
La vitalité des associations de loisirs	226
Bilan des sociétés de loisirs en activité en 1955	227
L'expérience des centres communautaires	229

XI. CONCLUSIONS 235

A. *Les modifications du milieu* 238

La dépopulation rurale	238
Le développement des communications	240
L'industrialisation	240
L'accélération du rythme de vie	241
L'affaiblissement économique des sociétés	242
L'affaiblissement de la tradition associationniste	243
Le rétrécissement du secteur coopératif	244

B. *Les transformations de la vie sociétaire* 245

La différenciation sociale	246
Le renforcement du noyau central	247
La tendance à l'uni-fonctionnalité	248
Les difficultés de la vie sociétaire	249
La perte de l'intérêt	251
La saturation	251
La perte de grandeur du mouvement coopératif	252
L'acculturation	254
La perte de l'esprit coopératif	256

C. *La généralisation des résultats de l'enquête* 258

La conquête	259
La consolidation économique	261
La coexistence	262

Appendices et annexes

I. La délimitation de la zone d'Ivrée	267
II. Essai de contrôle de la validité des données	271
III. Statut d'une société ouvrière	275
IV. Statut d'une fruitière	287
V. Carte de la région	293
VI. Bibliographie	295
Index des noms de personnes et de groupes	313

Finito di stampare nello Stab. Grafico R. Scotti
nel mese di Ottobre 1957
Milano - Italia

